

Diagnostic Local de Sécurité 2023

Communes



Mandat	Département des institutions et du numérique (DIN) Police cantonale Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates, Lancy
Réalisation	Coginta Avec la collaboration de la direction de la stratégie, de la géomatique et du service d'analyse stratégique de la police
Auteur	Dominique Wisler
Couverture	Deneesan Kanapathipillai

Août 2023

Table des Matières

TABLE DES MATIÈRES	2
1. VILLE DE GENÈVE	3
2. VERNIER	46
3. MEYRIN	81
4. CAROUGE	117
5. PLAN-LES-OUATES	150
6. LANCY	186
7. TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE	221
8. TABLE DES ILLUSTRATIONS	226

1. Ville de Genève

Résumé exécutif

La sécurité

- La petite et moyenne criminalité (PMC) accuse un fort recul depuis le pic de 2010 enregistré par les DLS. En 2010, le DLS mentionnait 15'425 événements de PMC en Ville de Genève. En 2022, ce volume a été divisé par 2 environ pour atteindre 7'175 cas.
- La zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction a le taux de PMC pour 1'000 habitants le plus élevé de la ville, soit 43 cas de PMC pour 1'000 contre 41 pour 1'000 pour la zone des Pâquis et Saint-Jean. Ailleurs dans la ville, le taux est de 18 cas de PMC pour 1'000 habitants.
- Le taux de harcèlement de rue sur 5 ans passe de 25.5% en 2020 à 23.6% en 2023.
- 73.3% des jeunes femmes de la catégorie d'âge des 15-24 ans déclarent avoir été victimes de harcèlement de rue ces derniers 5 ans en Ville de Genève.
- Dans la zone de l'hypercentre de la Ville de Genève, correspondant au pourtour de la Rade, les incivilités restent à des niveaux élevés et, pour certaines, dépassent même les niveaux observés en 2020. Par exemple, 69.3% des résidents de cette zone du pourtour de la Rade constatent des bagarres ou des violences verbales dans la rue en 2023 contre 60.5% trois ans plus tôt. 66.7% constatent de la consommation de drogue dans la rue en 2023 contre 63.2% trois ans plus tôt.
- Les incivilités liées à la mobilité douce touchent l'ensemble de la Ville de Genève. 76% des résidents de la zone dite du Reste de Genève constatent des trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs.
- Ce type de problématique entretient un climat d'insécurité pour les seniors qui se sentent vulnérables aux accidents en raison de leurs aptitudes réduites à contrôler leur environnement. 76.2% des plus de 64 ans sont fortement importunés par les incivilités de la mobilité douce contre 30.6% des 15-24 ans et 54.3% des 25-34 ans.
- Si le volume d'accidents de la circulation a fortement chuté dans les années 2000, ce n'est plus le cas depuis les années 2010. En 2022, il y a eu 509 accidents avec blessés en Ville de Genève contre 416 en 2011. Les accidents de la circulation évoluent en dent de scie depuis une quinzaine d'années.

Les interventions de police et la présence policière

- Les interventions de police sur appel au 117 augmentent en 2022. Alors que les DLS dénombraient 19'452 interventions sur appel en Ville de Genève en 2016, ce volume grimpe à 23'610 interventions en 2022.

- Mesuré par le volume d'interventions pour 1'000 habitants, c'est la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction qui génère le plus d'interventions. Elle en génère 146 pour 1'000 habitants contre 133 dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean et 61 dans le reste de la ville.
- Partout, dans la Ville de Genève, les incivilités sont la cause principale des interventions policières aujourd'hui. Elles génèrent 1 intervention sur 4 environ (26%).
- Les zones des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction ainsi que Pâquis et Saint-Jean aperçoivent plus souvent la police que le Reste de Genève. Près du quart des résidents de ces deux zones centrales voient au moins une voiture de police cantonale pratiquement tous les jours.
- S'agissant des patrouilles pédestres, 13.9% des résidents de la zone Eaux-vives, Plainpalais et Jonction en voient presque tous les jours contre 7.8% dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean et 4.7% ailleurs dans la ville.
- Les chiffres pour la police municipale sont comparables à ceux de la police cantonale. 11.4% des résidents des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction voient des patrouilles pédestres de la police municipale pratiquement tous les jours contre 8.8% dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean et 3.3% ailleurs dans la ville.

La perception de la sécurité

- 10.9% des résidents de la Ville de Genève estiment que la sécurité est le premier problème de Genève. C'est le chiffre le plus bas enregistré par les DLS depuis 2010. En 2010, 46.5% estimaient que la sécurité était le problème numéro 1 à Genève.
- Le taux d'insécurisés en Ville de Genève est en repli depuis le pic de 2013. En 2013, 54.4% des résidents se déclaraient insécurisés ; en 2023, ce taux est de 31.8%. Il s'agit du taux le plus bas enregistré par les DLS depuis 2007.

L'image de la police

- En 2023, 86.4% des résidents de la zone PEV de la Ville de Genève estiment que la police cantonale fait du bon travail et 81.2% sont du même avis d'agissant du travail de la police municipale. Ces chiffres sont proches de ceux de 2020.
- L'image de la police est un peu moins bonne dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction qu'ailleurs en Ville de Genève. Par exemple, 87.8% des résidents de cette zone jugent bon le travail de la police cantonale contre 91.9% dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean et 96.4% dans le reste de la ville.
- Ce sont les jeunes femmes de 15 à 24 ans qui portent un jugement plus négatif sur le travail de la police. Pratiquement 20% d'entre elles estiment que la police ne fait pas du bon travail.

Les priorités des résidents en matière de police

- Les patrouilles pédestres sont en forte demande dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction. Près de 50% des résidents en souhaitent. Ailleurs, cette demande est moins forte. En moyenne, en Ville de Genève, 46.5% souhaitent en priorité ce type de prestations.
- La lutte contre les agressions physiques est la grande priorité des résidents de la Ville de Genève. 28.5% souhaitent que la police lutte contre ce phénomène. La deuxième priorité est la lutte contre les cambriolages et les autres vols (17.1%) suivi de la lutte contre la drogue (14.3%).
- La lutte contre la drogue arrive en tête des priorités des résidents de la zone Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (21.7%).
- La lutte contre le harcèlement de rue arrive en cinquième position dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (7.4%).
- S'agissant des priorités souhaitées pour la police municipale, les thèmes les plus souvent mentionnés, pour la zone PEV, sont la prévention de la délinquance de rue (15.2%), la répression de la consommation de drogues (11.7%), la prévention des vols et cambriolages (11.2%) ainsi que la lutte contre le harcèlement de rue (10.2%).
- Dans la zone des Pâquis et de Saint Jean (17.4%) et celle des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (15.9%), la priorité principale est la prévention de la délinquance de rue. La répression de la consommation de drogues est une priorité principale surtout dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (10.4%). La poursuite des infractions routières et la sécurité des piétons sont plus souvent mentionnées dans le Reste de Genève que dans les deux autres zones plus centrales de la ville.
- La lutte contre le harcèlement de rue est plus souvent mentionnée dans les zones centrales que dans le Reste de Genève.
- La présence de la police municipale est citée par 34% des résidents en Ville de Genève comme solution à l'insécurité. C'est la solution la plus fréquemment citée. Elle l'est plus souvent dans le reste de la ville (36.7%) que dans les zones plus centrales de la ville.
- La présence de la police cantonale est la deuxième solution la plus souvent citée par les résidents de la Ville de Genève (31.9%). Cette solution est talonnée par les caméras de surveillance (30%) et la répression de la drogue (31%). La répression de la drogue est le plus souvent mentionnée aux Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (34.2%) et s'avère la solution principale à l'insécurité aux yeux des résidents de cette zone.
- L'éclairage public est plus souvent cité dans le Reste de Genève qu'ailleurs comme solution à l'insécurité. Dans cette zone, c'est l'une des solutions principales avec 33.3% de mentions.

Introduction

Depuis 2010, le Diagnostic local de sécurité du canton a présenté une analyse détaillée de la sécurité en Ville de Genève dans deux zones distinctes (cf. Carte 1.1). La première zone, appelée Pâquis-Eaux-Vives (PEV), était l'hyper centre de la ville correspondant au pourtour de la rade de Genève. La seconde zone correspondait au reste du territoire de la Ville de Genève.

La publication du rapport¹ du CATI-GE (Centre d'analyse du territoire et des inégalités) a amené à repenser les « zones » d'étude dans la Ville de Genève et à proposer un nouveau découpage. Le rapport du CATI-GE s'inscrit dans la politique de cohésion sociale en milieu urbain (PCSMU) et identifie les communes et les quartiers précarisés et éligibles à cette politique. Pour l'édition 2023 du DLS, les zones ont été modifiées comme la Carte 1.2 permet de l'observer. Trois zones ont été configurées. Une zone correspondant aux Pâquis et au quartier de Saint-Jean. Une autre correspondant au regroupement des quartiers des Eaux-Vives, de Plainpalais et de la Jonction. La troisième zone est le « Reste de Genève ». Ce nouveau découpage tient compte des aspects suivants :

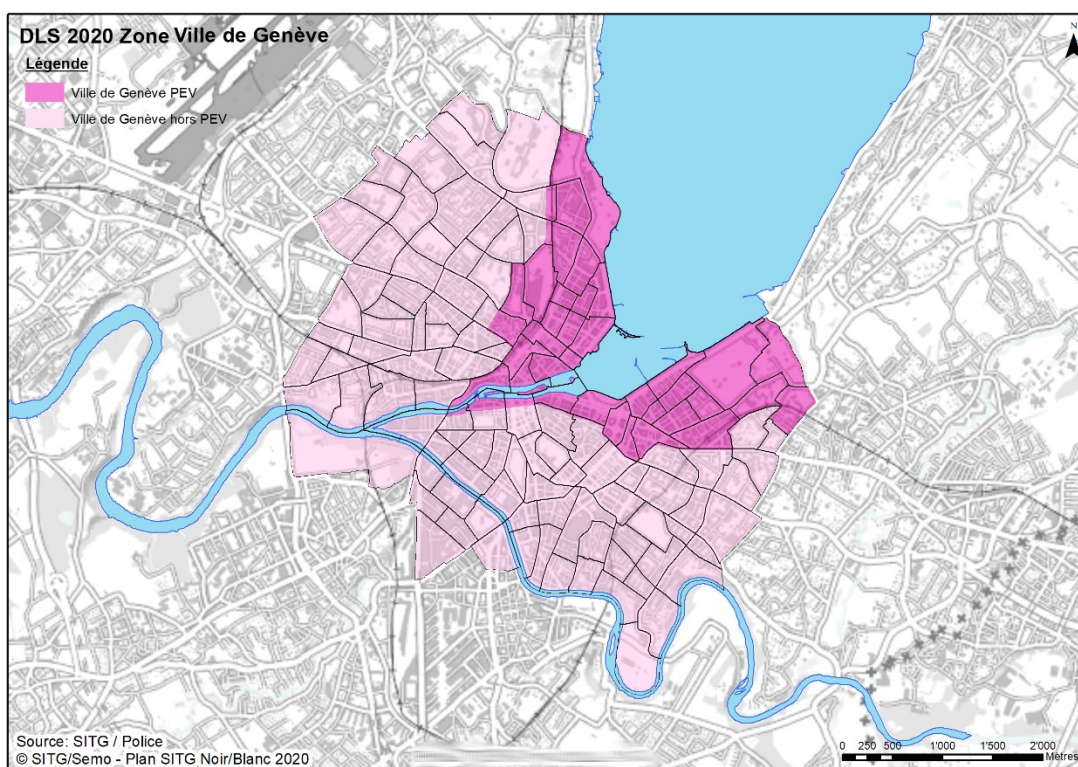
- Les quartiers prioritaires selon la PCSMU et qui cumulent plusieurs dimensions de précarité.
- L'activité criminelle constatée dans la statistique et la demande de police telle qu'elle transparaît dans les appels à la centrale d'engagement.
- L'anticipation de développements urbains, en particulier dans les quartiers limitrophes de Vernier, comme le secteur de la Concorde notamment.

Dans ce DLS 2023, nous présentons encore les chiffres de PEV (depuis 2010) afin d'être en mesure d'identifier des tendances dans l'hyper centre de Genève. Pour les nouvelles zones, nous ne présentons que les chiffres de 2023.

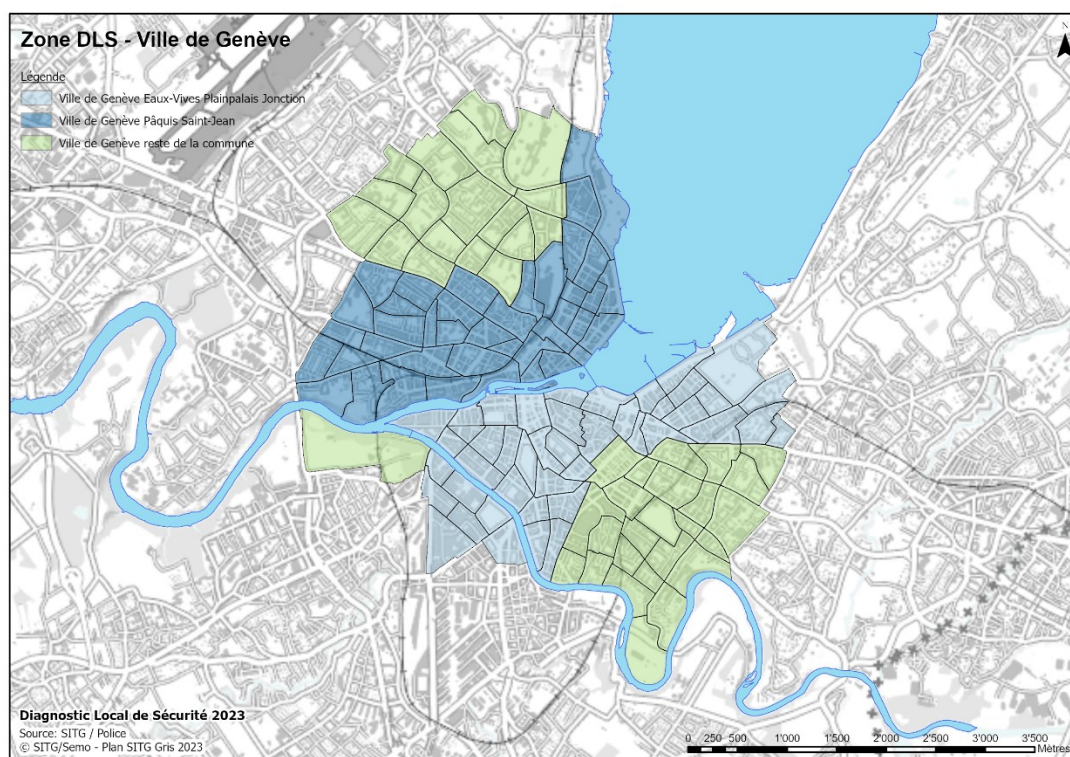
Dans chacune des trois nouvelles zones du DLS 2023, un sous-échantillon d'environ 300 personnes a été constitué. La zone des Pâquis/Saint-Jean comporte 295 entretiens, celle des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction en compte 307 et le reste de la ville 319. 91.3% des répondants au sondage ont rempli un questionnaire disponible en ligne tandis que le solde – 8.7% – ont été interrogés par téléphone comme ils l'ont souhaité. Ce sont surtout les seniors de plus de 64 ans qui ont ainsi été interrogés par téléphone. Un peu plus du quart des seniors - 28.4% exactement – ont souhaité être rappelés par l'institut de sondage pour faire l'entretien. Aucun des 15-24 ans ne l'a fait.

¹ Cf. Analyse des inégalités dans le canton de Genève dans le cadre de la Politique de cohésion sociale en milieu urbain. Rapport 2020. Centre d'analyse territorial des inégalités à Genève (CATI-GE), 15 janvier 2020.

Carte 1.1 : Les anciennes zones du DLS de Genève avec la délimitation de la zone PEV



Carte 1.2 : Les nouvelles zones du DLS 2023 de Genève



Le contexte des zones

Le profil sociodémographique des zones

Les zones des Pâquis/Saint-Jean et des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction sont relativement similaires si l'on s'en réfère aux indicateurs sociodémographiques retenus dans le DLS. Les taux d'urbanisation sont proches : 16'763 habitants au km² pour la première et 14'884 pour la seconde. Le Reste de Genève est significativement moins densifié en moyenne : 9'009 habitants au km². Ce sont des territoires avec des proportions plus faibles que dans le reste de la ville des moins de 15 ans ainsi que des 65 ans et plus. Le taux de population étrangère, environ 51%, est plus élevé dans ces zones centrales de la Ville de Genève que dans ses zones plus périphériques (45.3%). Dans le reste de la ville, un résident sur deux est au bénéfice d'un diplôme universitaire ou d'une haute école alors que ce taux est de 46.3% dans les quartiers des Pâquis et de Saint-Jean et de 36.6% dans la zone des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction. La zone des Pâquis/Saint-Jean se démarque des autres par le faible taux de familles avec enfants. 31.9% des répondants vivent en famille avec des enfants dans la zone contre 47.6% dans la zone des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction et 49.2% ailleurs dans la ville en moyenne.

Tableau 1.1: Sociodémographie des zones de Genève (2022)

	Pop. résidan e totale	Part pop. de moins de 15 ans	Part pop. de 65 ans et plus	Part pop. étrangère	Part étrangers hors UE28	Densité urbaine	Part d'éduca- tion primaire	Part d'éduca- tion tertiaire
	N	%	%	%	%	hab/km ²	%	%
Pâquis, Saint-Jean	76'018	13.1	15.1	50.9	20.8	16'763	28.2	46.3
Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	66'613	11.7	14.7	51.0	16.5	14'884	33.4	36.6
Reste de Genève	62'315	15.0	18.8	45.3	18.2	9'009	23.6	51.5
Ville de Genève	204'946	13.3	16.1	49.2	18.6	12'898	28.4	44.8

Source : OCSTAT et sondage

La cohésion sociale

Dans le DLS, la cohésion sociale est mesurée à travers une question portant sur le degré d'entraide dans le voisinage. En 2010, 44.1% des résidents de la zone PEV estimaient que le chacun pour soi était dominant dans leur voisinage. Depuis, cette proportion diminue progressivement à chaque nouvelle édition du diagnostic pour atteindre, en 2020, le taux le plus bas de la décennie, soit 35.2%. En 2023, la proportion de résidents jugeant faible la cohésion sociale est remontée à 44.6% (Tableau 1.2).

En 2023, la cohésion sociale est jugée plus faible dans les quartiers des Pâquis/Saint-Jean (40.3% l'estiment faible) et des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction (38.8%) que dans le Reste de Genève (36.1%) (Tableau 1.3).

Tableau 1.2 : Evolution de la cohésion sociale dans la zone PEV de la ville de Genève (en %, 2010-2023)

	Ville de Genève PEV				
	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%
Fort	44.4	10.0	11.1	12.2	11.7
Moyen	11.5	47.4	50.0	52.6	43.7
Faible	44.1	42.6	38.9	35.2	44.6
N	261	249	380	270	197
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.3 : Cohésion sociale par zone dans la ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Fort	11.8	14.6	17.5	14.7
Moyen	47.9	46.6	46.4	46.9
Faible	40.3	38.8	36.1	38.4
N	288	281	291	860
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social

51.5% des résidents de la zone PEV pensent que les voisins ne réagiraient pas en cas de manque de respect de la part d'adolescents envers un adulte (Tableau 1.4). C'est pratiquement 5 points de plus qu'en 2020. Les chiffres de 2023 des nouvelles zones confirment que le contrôle social est moins fort dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean (52.2% pensent que les voisins ne réagiraient pas au cas où un adolescent viendrait à manquer de respect envers un adulte) que dans la zone des Eaux-Vives /Plainpalais (43.7%) et le reste de la ville (45.4%) (Tableau 1.5).

Tableau 1.4 : Evolution du contrôle social pour incivilités dans la zone PEV de la Ville de Genève (en %, 2010-2023)

	Ville de Genève PEV				
	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%
Improbable	36.2	50.9	45.6	46.8	51.5
Probable	63.8	49.1	54.4	53.2	48.5
N	243	674	373	248	185
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.5 : Contrôle social pour incivilités dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint -Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Improbable	52.2	43.7	45.4	47.2
Probable	47.8	56.3	54.6	52.8
N	268	254	273	795
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La qualité de vie

Dans la zone PEV, le taux de résidents jugeant bonne la qualité de vie était remonté en 2016, puis à nouveau légèrement en 2020 et s'est stabilisé à 70.4% en 2023 (Tableau 1.6). 9% des résidents considèrent que la qualité de vie n'est pas bonne dans ce territoire. Les résidents de la zone des Pâquis/Saint-Jean sont plus positifs (74%) que ceux des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction (70.6%) (Tableau 1.7). Ailleurs à Genève, 90.3% en moyenne jugent bonne la qualité de vie dans leur quartier. Celles et ceux qui estiment mauvaise la qualité de vie forment moins de 10% des résidents dans la zone PEV en 2023. Dans le Reste de Genève, seuls 1.9% des résidents déclarent qu'il ne fait pas bon vivre dans leur quartier. Ce sont avant tout les plus jeunes, de la catégorie d'âge des 15-24 ans, qui sont les plus négatifs sur la qualité de vie dans les zones PEV, Pâquis/Saint-Jean ainsi qu'Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction. 26.9% de cette catégorie d'âge juge mauvaise la qualité de vie dans la zone Pâquis/Saint-Jean et 13.7% jugent de même aux Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction. Ailleurs dans la ville, seuls 7.3% de cette catégorie d'âge sont du même avis.

Tableau 1.6 : Qualité de vie dans la zone PEV de la Ville de Genève (en %, 2010-2023)

	Ville de Genève PEV				
	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%
Bonne	83.5	62.6	68.7	70.3	70.4
Moyenne	7.9	26.1	23.7	23.2	20.6
Mauvaise	8.6	11.3	7.6	6.5	9.0
N	267	257	410	293	223
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.7 : Qualité de vie dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Bonne	74.0	70.6	90.3	78.3
Moyenne	18.2	22.1	7.8	16.1
Mauvaise	7.8	7.3	1.9	5.6
N	319	316	321	856
Total	100%	100%	100%	100%

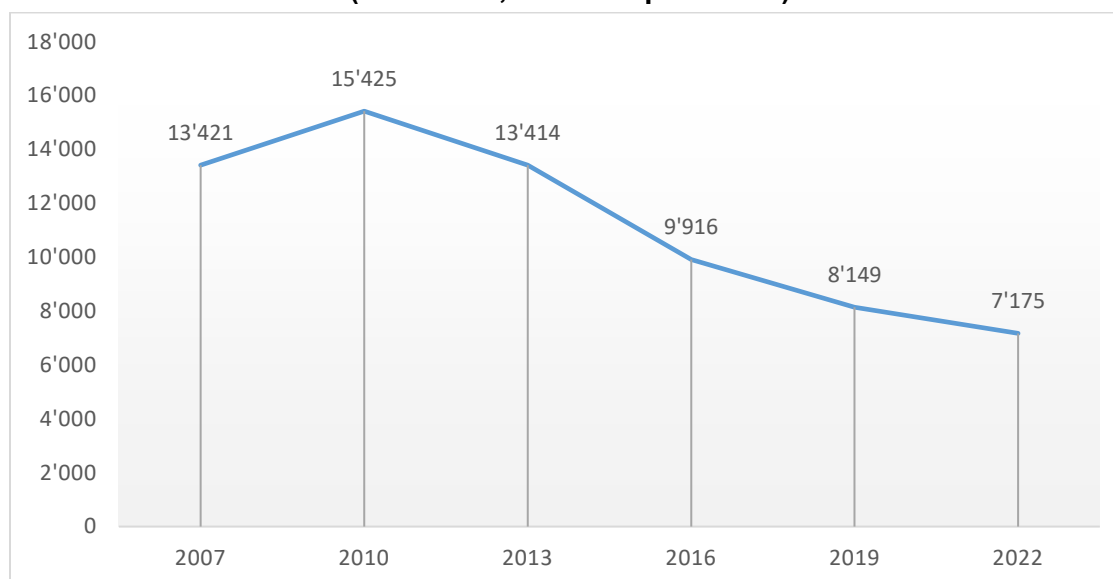
Source : Sondage

La sécurité

La petite et moyenne criminalité à Genève

Les taux de petite et moyenne criminalité accusent un fort recul depuis le pic de 2010. En 2010, 15'425 événements de petite et moyenne criminalité étaient enregistrés en Ville de Genève. Aujourd'hui, ce volume a été divisé par deux sachant que 7'175 événements ont été recensés par les données policières. Le recul de cette criminalité est observé à chaque nouvelle édition du DLS. En 2010, il y avait 81 événements de petite et moyenne criminalité pour 1'000 habitants dans la ville ; aujourd'hui, ce taux est retombé à 35 pour 1'000 habitants.

Figure 1.1 : Evolution des volumes de petite et moyenne criminalité en Ville de Genève (2007-2022, données policières)



Le prochain tableau (Tableau 1.8) présente les volumes et taux pour 1'000 habitants respectivement pour les événements de petite et moyenne criminalité dans les zones ainsi que pour les infractions au patrimoine et à l'intégrité des personnes. Sachant qu'un même événement peut contenir plusieurs infractions, le total des infractions n'est pas égal au volume des événements. Comparativement, la zone des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction présente des taux de petite et moyenne criminalité plus élevés qu'ailleurs dans la Ville en 2022. C'est vrai pour les infractions contre le patrimoine comme pour les infractions à l'intégrité des personnes. Ces taux dans le reste de la ville sont nettement plus bas. Dans la partie générale du DLS, on a pu observer que la Ville de Genève était un territoire de concentration de la criminalité et présente des taux parfois très supérieurs aux autres communes urbaines comme Vernier ou Meyrin. Le taux de 33 infractions pour 1'000 habitants annuel en 2022 pour les délits contre le patrimoine de Genève est environ deux fois plus élevé que celui de Vernier (15 pour 1'000) et celui de Meyrin (17 pour 1'000). Le taux d'infractions contre l'intégrité des personnes est mesuré à 5 pour 1'000 habitants en moyenne en 2022 en Ville de Genève contre 3 pour 1'000 dans les autres communes urbaines comme Meyrin, Lancy ou Carouge. A Vernier, il est de 4 pour 1'000 habitants. En Ville de Genève, c'est surtout la zone des Eaux-Vives/Plainpalais et Jonction qui présente un taux élevé d'infractions contre les personnes à l'échelle de Genève : 7 pour 1'000 habitants (Tableau 1.8).

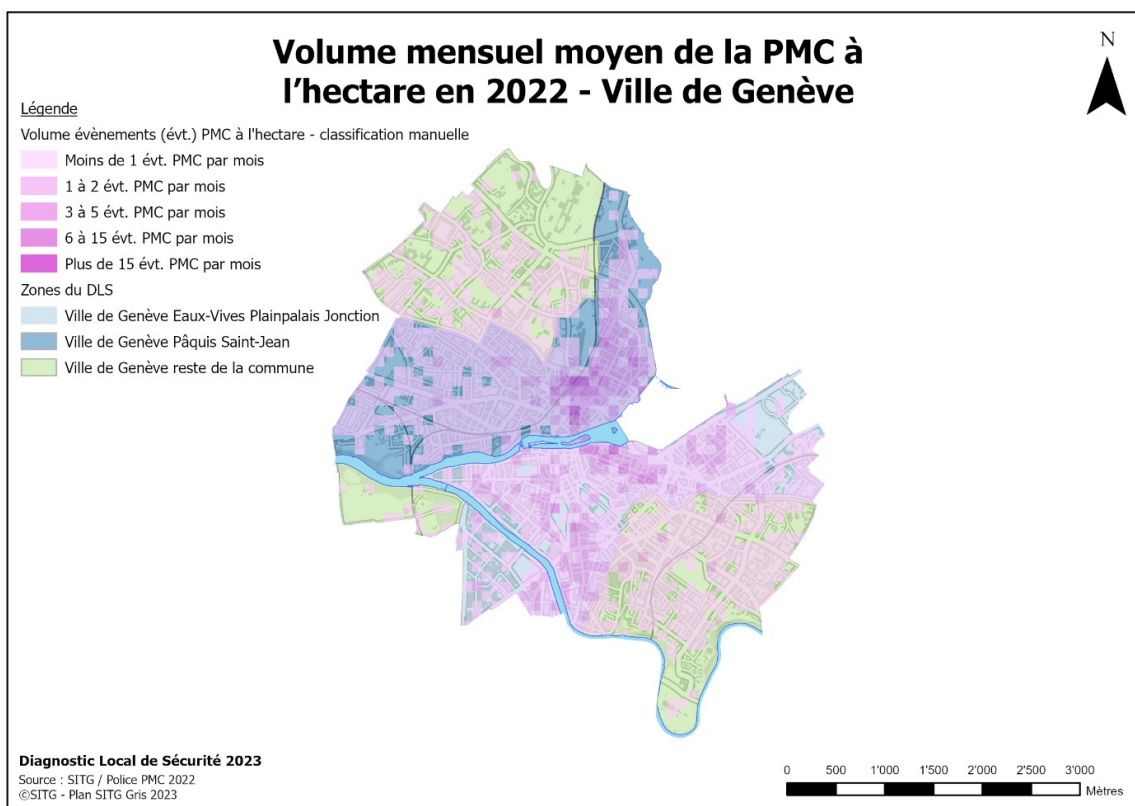
Tableau 1.8 : Petite et moyenne criminalité, infractions contre les biens et infractions contre les personnes selon les zones en Ville de Genève (2022)

	Pâquis Saint- Jean	Taux pour 1'000 hab.	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Genève	Taux pour 1'000 hab.	Ville de Genève	Taux pour 1'000 hab..
Petite et moyenne criminalité (événement)	3'144	41	2'882	43	1'149	18	7'175	35
Délits contre les biens (infraction)	2'976	39	2'744	41	1'127	18	6'847	33
Délits contre les personnes (infraction)	416	5	445	7	126	2	987	5

Source: Données policières

La carte suivante présente les volumes mensuels de PMC à l'hectare en Ville de Genève pour l'année 2022.

Carte 1.3 : Volume mensuel moyen de la PMC à l'hectare en 2022



Le harcèlement de rue

Selon les données de sondage, la prévalence du harcèlement de rue diminue légèrement en Ville de Genève (Tableau 1.9). 23.6% des résidents déclarent avoir été victimes de harcèlement de rue sur 5 ans contre 25.5% trois ans plus tôt. Les zones des Pâquis/Saint-Jean et des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction présentent des taux similaires (environ 25%) (Tableau 1.10). Dans le Reste de Genève, le taux est de 20.4%.

Tableau 1.9 : Prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans en Ville de Genève (en %, 2020-2023)

	2020	2023
	%	%
<i>Oui</i>	25.5	23.6
<i>Non</i>	74.5	76.4
<i>N</i>	692	957
<i>Total</i>	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.10 : Prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Junction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
<i>Oui</i>	25.0	25.5	20.4	23.6
<i>Non</i>	75.0	74.5	79.6	76.4
<i>N</i>	320	318	319	957
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Comme ailleurs dans le canton, la problématique du harcèlement de rue touche en priorité les plus jeunes femmes (Tableau 1.11). 73.3% des femmes de la catégorie d'âge des 15-24 ans déclarent en avoir été victimes sur 5 ans et 61% des femmes de 25-34 ans déclarent de même. Les taux chutent ensuite à 34.6% pour les femmes de 35-49 ans, 20.6% pour les 50-64 ans et 10% pour les plus de 64 ans. En moyenne dans la Ville de Genève, 36.9% des femmes en ont été victimes sur 5 ans contre 9% des hommes.

Tableau 1.11 : Prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans en Ville de Genève selon le genre et l'âge (en %, 2023)

	Homme	Femme
Tranche d'âge	%	%
15-24	8.9	73.3
25-34	5.1	61.0
35-49	14.4	34.6
50-64	7.1	20.6
65 et plus	5.8	10.0
N	455	502
Moyenne	9%	36.9%

Source : Sondage

Les incivilités

Au niveau de l'hyper centre PEV de la Ville de Genève, la tendance à la baisse des incivilités que les DLS précédents avaient constaté ne se confirme pas en 2023. Les taux d'exposition des incivilités dérangeant beaucoup les résidents, comme la vente ou la consommation de drogue dans l'espace public, les bagarres dans la rue ou encore des groupes incivils occupant des espaces communs ne baissent pas, voire remontent pour certaines². Par exemple, 69.3% des résidents de la zone PEV constatent des bagarres ou des violences verbales dans la rue en 2023 contre 60.5% trois ans plus tôt (Tableau 1.12). 66.7% constatent de la consommation de drogue dans la rue en 2023 contre 63.2% trois ans plus tôt. D'autres incivilités liées à la mobilité douce qui importunent fortement les résidents, et surtout les seniors, augmentent. Ce sont surtout les trottinettes et autres engins roulant dangereusement sur les trottoirs qui dérangent les seniors. Or cette problématique est de plus en plus fréquente selon les résidents de la zone PEV. 83% en constatent contre 81% trois ans plus tôt. A l'inverse, l'abandon d'objet, le bruit excessif dans les parcs et les rues, ainsi que le stationnement sauvage sont en baisse.

Les incivilités importunant fortement les résidents – les bagarres, les groupes incivils occupant des espaces communs, les incivilités liées à la drogue ou encore à la mobilité douce – impactent fortement le sentiment d'insécurité et la qualité de vie dans les quartiers où elles sont prévalentes. C'est le cas dans les deux zones d'étude les plus urbaines, à savoir Pâquis/Saint-Jean ainsi que les Eaux-Vives, Plainpalais et la Jonction. Leur niveau de présence est assez similaire dans ces zones. Ailleurs dans la Ville de Genève, elles sont moins prévalentes sans pour autant disparaître. Ce sont surtout les incivilités dérangeantes, comme la drogue et les conflits entre personnes ou liées à des groupes incivils qui sont plus rares dans le Reste de Genève. Ainsi, 41.8% constatent des bagarres dans la rue dans le Reste de Genève contre 61.4% aux Pâquis et à Saint-Jean. Cependant, les incivilités liées à la mobilité douce y restent très présentes. 76% des résidents du Reste de Genève constatent des trottinettes et autres engins circulant

² La question posée dans le sondage porte à la fois sur l'exposition aux incivilités et sur le degré de dérangement de ces dernières.

dangereusement sur les trottoirs. Ce type de problématique entretient un climat d'insécurité pour les seniors qui se sentent vulnérables aux accidents en raison de leurs aptitudes réduites à contrôler leur environnement. 76.2% des plus de 64 ans sont fortement importunés par les incivilités de la mobilité douce contre 30.6% des 15-24 ans et 54.3% des 25-34 ans. Les seniors sont également fortement importunés par la vente et la consommation de drogue dans l'espace public, qui les insécurisent. 59.6% des plus de 64 ans de la Ville de Genève se disent fortement importunés par la consommation de drogue dans la rue contre 33.3% des 15-24 ans et 48% des 25-34 ans. Les femmes (54.5%) le sont plus que les hommes (49.9%).

Tableau 1.12 : Taux d'exposition d'incivilités dans les nouvelles zones d'étude de la Ville de Genève et leur évolution dans la zone PEV (en %, 2013-2023)

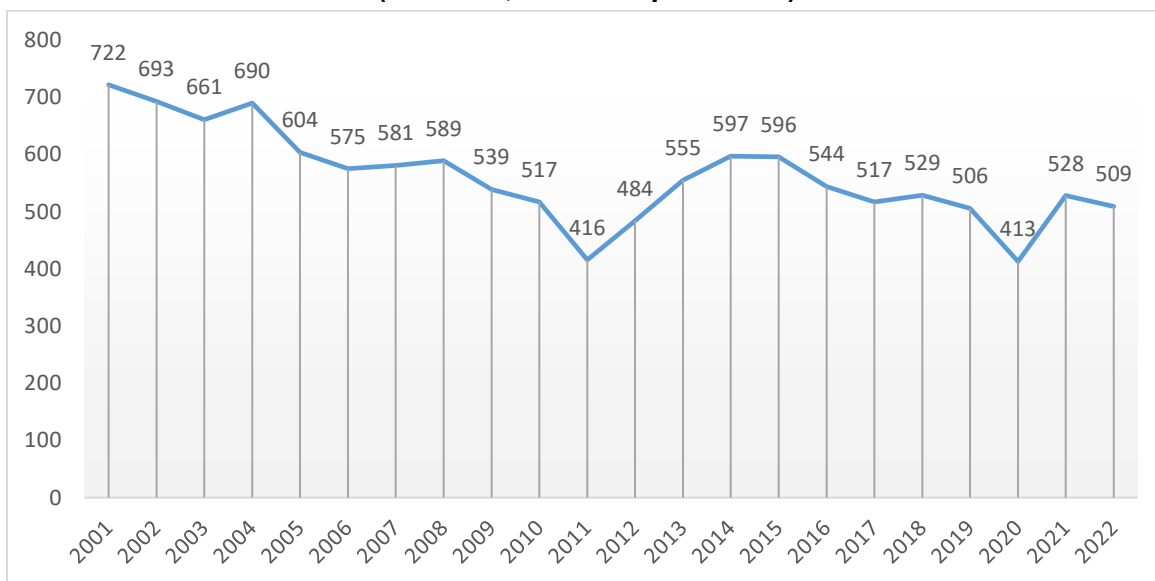
		Zone PEV				Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
		2013	2016	2020	2023	2023	2023	2023
Dégradation physique	<i>Abandon d'objets et saleté</i>	89.0	85.6	87.1	80.8	78.3	79.2	70.3
	<i>Déjection chien sans laisse</i>				74.0	74.9	77.3	71.5
	<i>Graffitis et déprédations</i>	78.8	75.4	69.9	70.7	72.5	69.7	60.4
Conflits	<i>Attitudes irrespectueuses de groupes de jeunes</i>	71.8	68.7					
	<i>Groupes de personnes irrespectueuses s'appropriant d'espaces communs</i>				71.1	68.9	67.6	54.8
	<i>Bandes de jeunes irrespectueux s'appropriant des espaces communs</i>			64.6				
	<i>Violences verbales ou bagarres</i>	70.7	67.1	60.5	69.3	61.4	58.5	41.8
Droque	<i>Consommation de drogues</i>	81.6	73.0	63.2	66.7	63.3	67.3	49.7
	<i>Trafic de drogue et vente de drogue dans la rue</i>			68.7	68.8	63.7	66.3	45.8
	<i>Attitudes insistantes de mendiants</i>	85.9	84.3	60.5	80.2	83.2	84.3	75.6
Bruit	<i>Bruit excessif d'établissements publics</i>	-	67.3	68.1	65.3	61.4	54.0	37.0
	<i>Bruit excessif de véhicules à moteur</i>	80.9	80.5	79.9	80.9	81.0	79.9	75.6
	<i>Bruits excessifs provenant de personnes dans parcs et rues</i>	82.8	78.4	80.1	75.0	75.2	75.4	62.8
Circulation	<i>Vélos (électriques) circulant sur les trottoirs</i>			77.5	80.1	81.7	78.8	73.9
	<i>Trottinettes et autres circulant dangereusement sur les trottoirs</i>			81.0	83.0	84.6	84.7	76.0
	<i>Stationnement sauvage</i>	77.1	83.7	68.9	64.2	61.9	59.4	56.2

Source: sondage

Les accidents de la circulation

Avec 24.8 accidents pour 10'000 habitants de moyenne en 2022, Genève connaît un taux d'accidents supérieur à la moyenne cantonale (21.8). Ce taux dans la Ville a cependant baissé depuis 2001 tout comme le volume d'accidents avec blessés (Figure 1.2). Le taux pour 10'000 habitants était de 40.0 en 2001. Celui de 24.8 en 2022 reste donc très en deçà de ce dernier. Les volumes d'accidents sont en baisse depuis l'année de référence de 2001 jusqu'en 2011. Dès 2012, la tendance globale est plus incertaine, même si le volume de 2022 est inférieur aux volumes de la première décennie.

Figure 1.2 : Evolution des accidents de la route avec blessés en Ville de Genève (volumes, données policières)



L'action policière

Les opérations de police

Entre avril et décembre 2010, le territoire PEV avait fait l'objet d'une opération de police intensive (présence marquée de la police, contrôles de personnes fréquents) appelée à l'époque Opération FIGARO. Fin 2012, une nouvelle opération de police visant à saturer l'espace – appelée cette fois-ci ALPHA - avait fait de la zone PEV le cœur de son dispositif. Elle comprenait des contrôles de police accrus, une présence renforcée de patrouilles sur des points chauds prédéterminés et une intervention policière systématique sur appel au 117. C'est par ailleurs sur un périmètre restreint situé au cœur des Pâquis que s'est déroulée l'expérience-pilote de vidéoprotection dont le bilan a été rendu public le 15 novembre 2016. Depuis, d'autres opérations ont été menées, en particulier aux Pâquis, à la sortie des établissements de nuit. Depuis, l'évolution de la criminalité n'a plus nécessité de mettre sur pied des dispositifs semblables aux opérations de la première moitié de la décennie 2010.

Les interventions sur appel au 117

Les chiffres présents dans ce chapitre sont une sélection thématique parmi l'ensemble des réquisitions traitées par la police. Le détail de ces sept catégories est explicité dans le tableau 1.14, et celles-ci restent inchangées depuis le premier DLS pour la Ville de Genève.

Les volumes d'interventions sur appel au 117 sont repartis à la hausse après avoir atteint un plancher en 2016 (Figure 1.3), pour l'ensemble de la Ville. En 2022, le volume d'interventions a été pratiquement identique à celui de 2010. La zone qui génère proportionnellement au nombre d'habitants le plus d'interventions sur appel est celle des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction (Tableau 13). En 2022, pratiquement 146 interventions pour 1'000 habitants ont eu lieu dans cette zone. La zone des Pâquis/Saint-Jean a généré en 2022 133 interventions pour 1'000 habitants. Le Reste de Genève requière beaucoup moins d'interventions. Le Reste de Genève a exigé 61 interventions sur appel pour 1'000 habitants en 2022. La Figure 1.4 présente la même observation mais sous une autre forme. Elle permet d'observer que la zone des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction est plus consommatrice des services de police-secours que les autres zones proportionnellement au nombre d'habitants. Sur 100 interventions pour 1'000 habitants, 43 ont lieu dans cette zone, 39 aux Pâquis/Saint-Jean et 18 dans le Reste de Genève.

Figure 1.3 : Evolution des volumes d'interventions dans la Ville de Genève (volumes, 2010-2022, données policières)

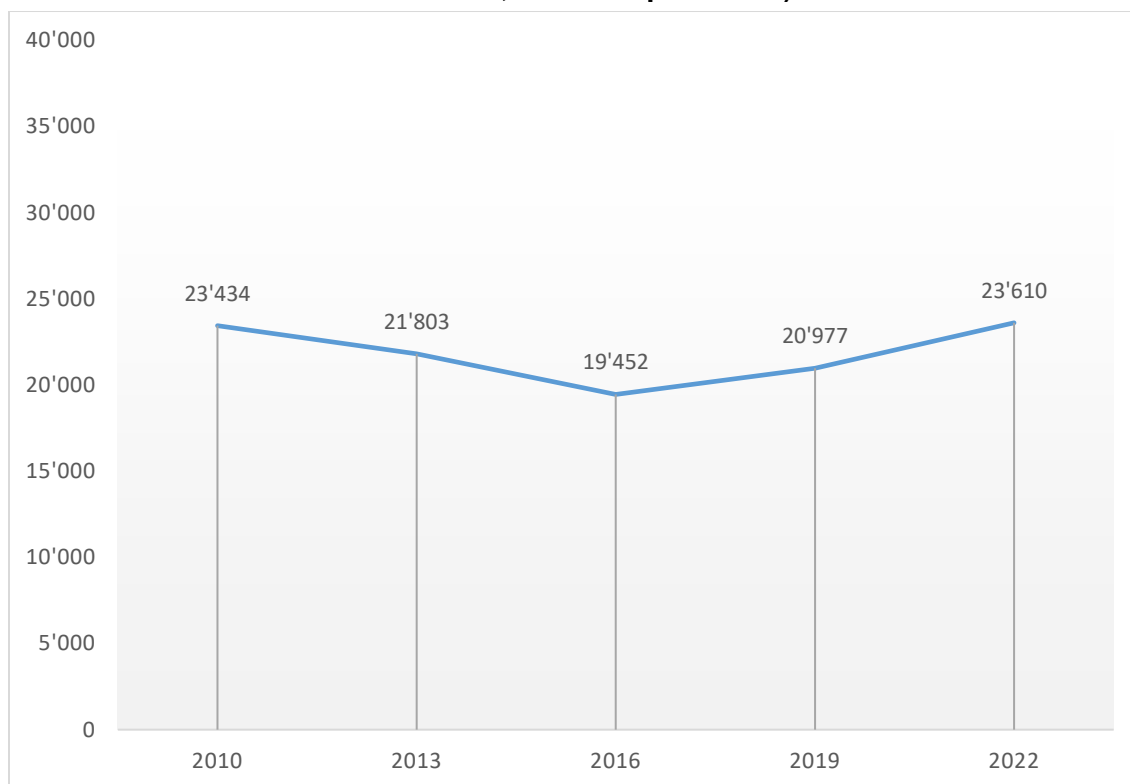


Figure 1.4 : Taux annuel d'interventions sur appel au 117 pour 1'000 habitants par zone de la Ville de Genève (taux pour 1'000 hab, 2022, données policières)

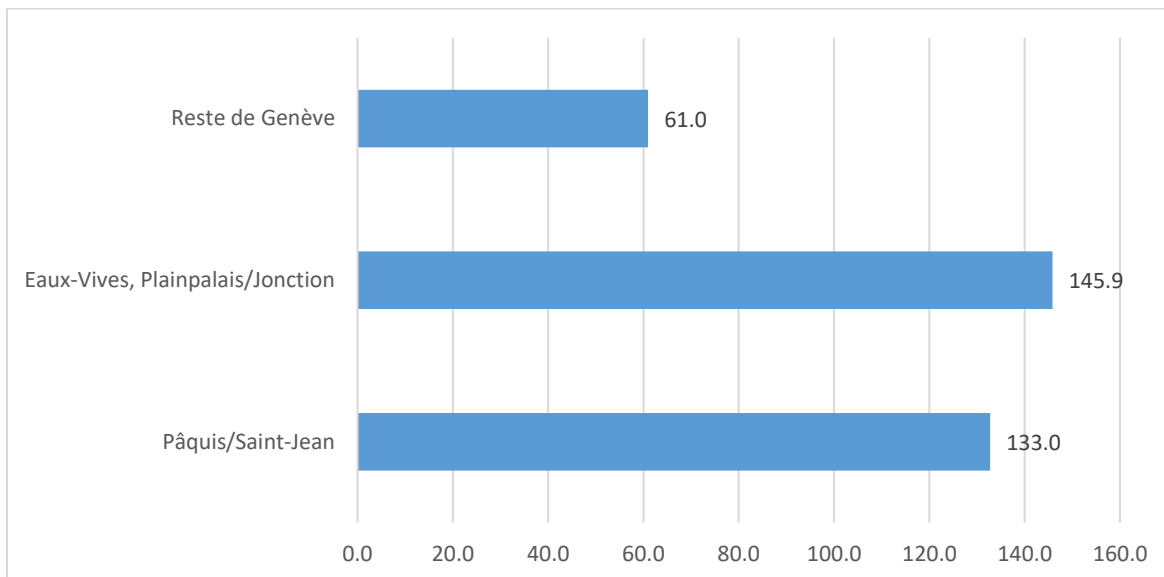
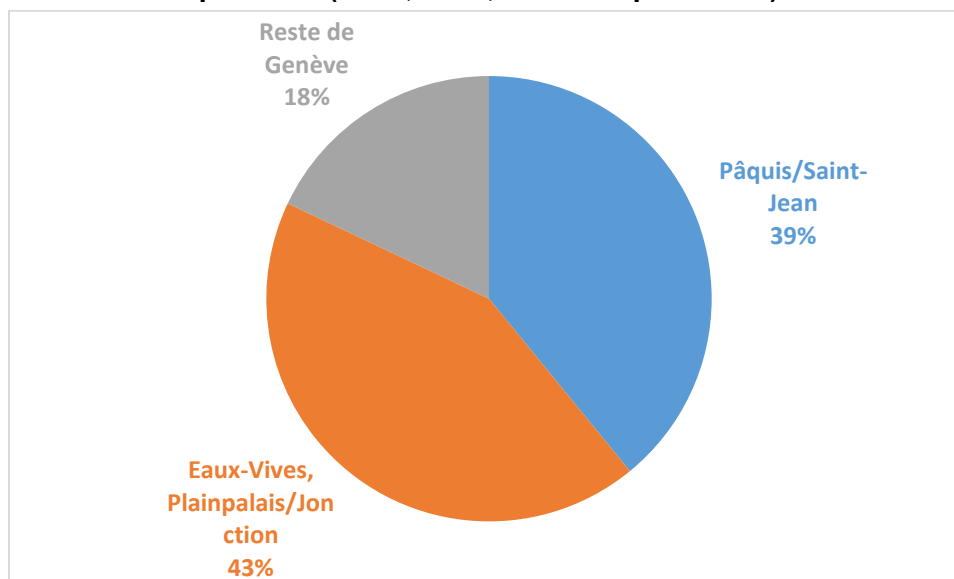


Figure 1.5 : Distribution des interventions sur appel au 117 selon les taux d'interventions par zone (en %, 2022, données policières)



Le prochain tableau (Tableau 1.13) présente les pourcentages d'interventions dans chaque zone par motif d'intervention. Il y a peu de différences entre les zones. Les incivilités sont partout la cause principale des interventions aujourd'hui. Elles le sont un peu plus fréquemment dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean (27.5%) qu'ailleurs (environ 24%). Les interventions à caractère social et de secours sont plus nombreuses dans le reste de la ville que dans ses quartiers centraux. C'est la deuxième cause générant le plus d'interventions dans les quartiers périphériques de la Ville. A l'inverse,

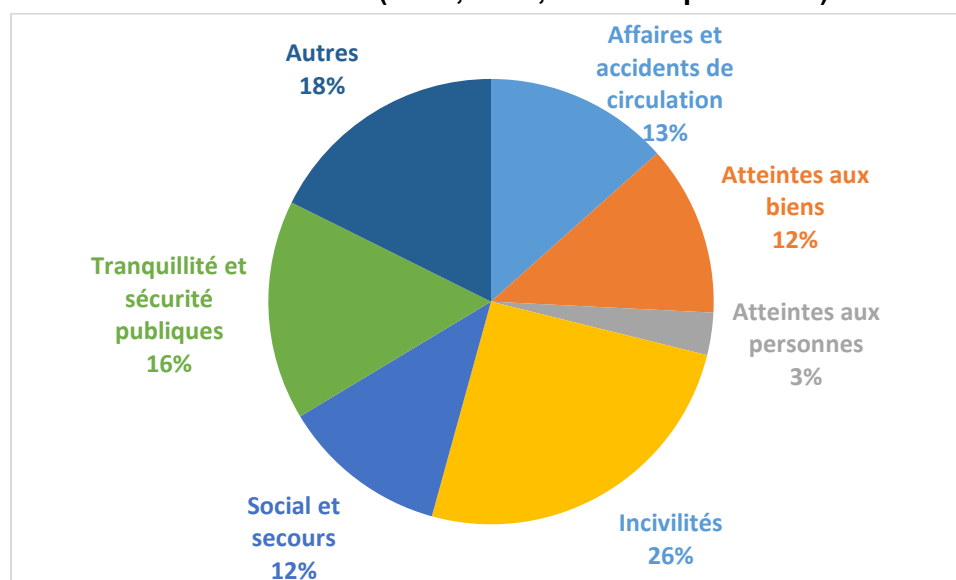
dans les zones centrales, les affaires de tranquillité et de sécurité publiques génèrent leur lot d'interventions et sont, dans ces zones, la deuxième cause principale d'interventions sur appel. La criminalité proprement dite génère quant à elle environ 15% des interventions dans l'ensemble des zones et les affaires ou accidents de circulation en génèrent de 12.4% à 14.3% dans ces zones. Comparativement aux années précédentes, les affaires et accidents de circulation sont en recul sur le total des interventions tandis que, à l'inverse, les incivilités génèrent plus d'interventions que précédemment.

Tableau 1.13 : Distribution des interventions sur appel selon la cause de l'intervention dans les trois zones de la Ville de Genève (en %, 2022, données policières)

Les interventions de police sur appel 117	Zone Pâquis Saint-Jean	Zone Eaux-Vives Plainpalais Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Affaires et accidents de circulation	14.1	12.4	14.3	13.4
Atteintes aux biens	12.2	13.0	11.4	12.4
Atteintes aux personnes	2.7	3.2	3.7	3.1
Incivilités	27.5	23.8	23.9	25.3
Social et secours	10.5	11.4	18.0	12.1
Tranquillité et sécurité publiques	15.4	17.9	12.7	16.0
Autres	17.6	18.3	16.0	17.7
Total	100%	100%	100%	100%
N	10'093	9'716	3'801	23'610

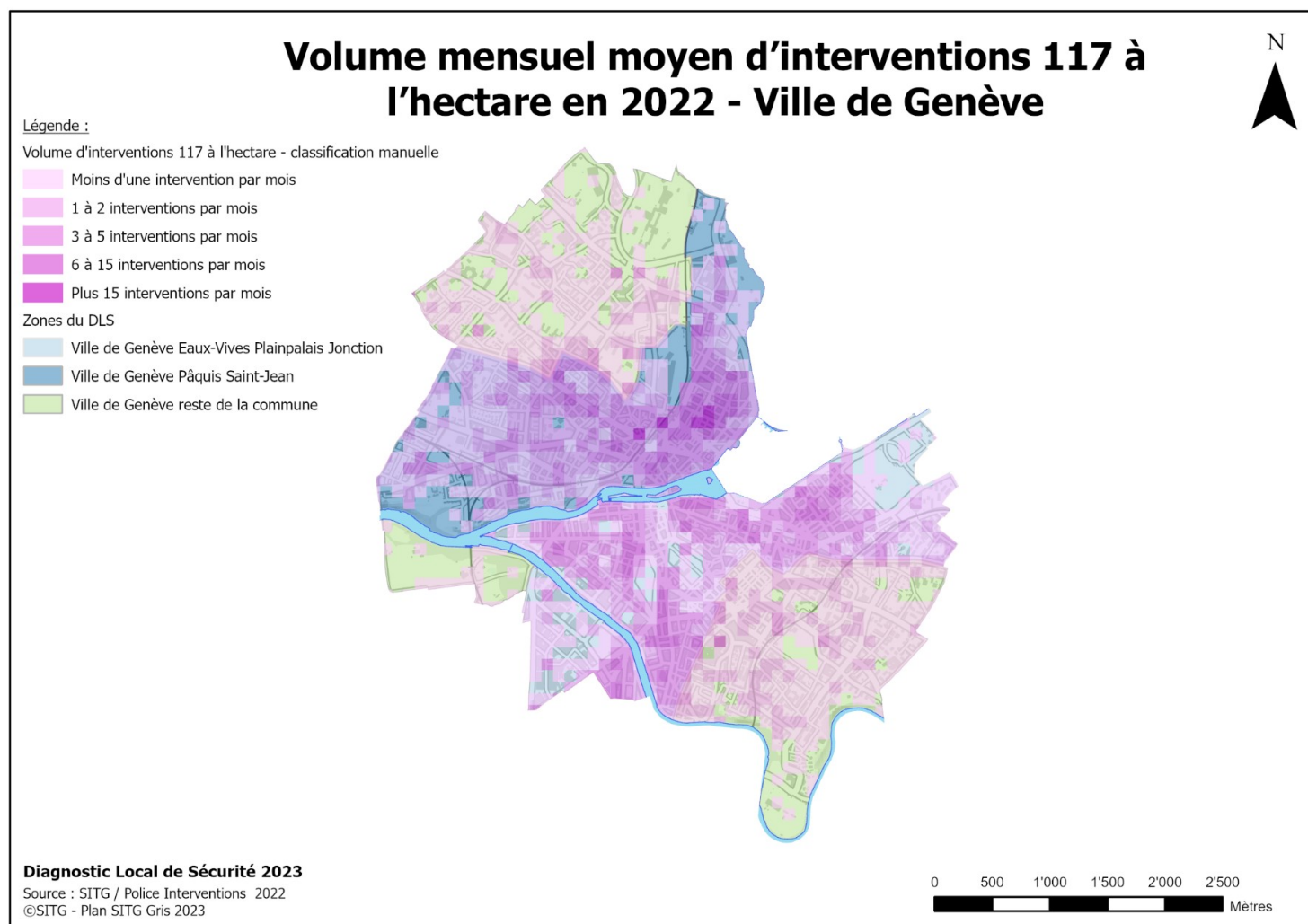
Source: Données policières

Figure 1.6 : Distribution du volume d'interventions sur appel au 117 selon leur motif en Ville de Genève (en %, 2022, données policières)



La carte suivante présente les volumes mensuels moyens d'interventions à la suite d'un appel au 117 à l'hectare en Ville de Genève en 2022.

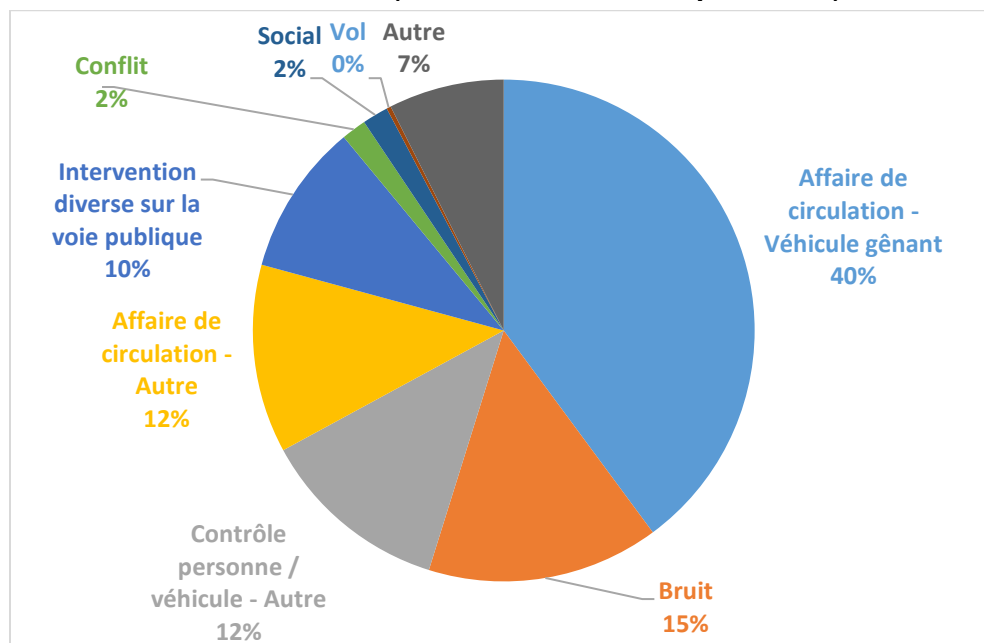
Carte 1.4 : Volume mensuel moyen d'interventions sur appels au 117 à l'hectare en 2022



Les interventions de la police municipale de Genève

La police municipale effectue des interventions sur appel au 117 par délégation du canton dans le cadre du Contrat local de sécurité (CLS) qu'elle a avec ce dernier. Ces patrouilles municipales sont mobilisées dans ce cas par la Centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL). La prochaine figure (Figure 1.7) présente la distribution de ces interventions menées dans le cadre du CLS.

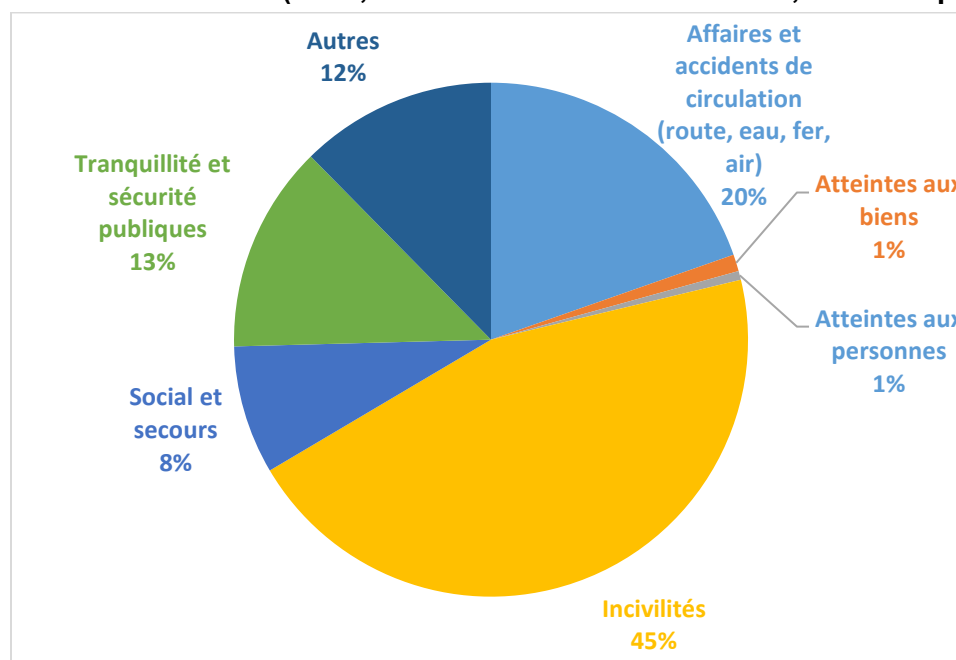
Figure 1.7 : Interventions de la police municipale déléguées dans le cadre du CLS de la Ville de Genève (en %, 2022, données policières)



Un nombre important des interventions déléguées à la police municipale ont pour origine des affaires de circulation. 40% concernent des véhicules gênants et 12% d'autres affaires de circulation. Le bruit génère 15% des interventions municipales menées dans le cadre du CLS. 12% des interventions sont menées pour des contrôles de personnes ou de véhicules et 10% sont des interventions diverses sur la voie publique. Le social concerne 2% des interventions, les conflits 2% et les vols concernent 0.3% des interventions déléguées.

La Figure 1.8 présente les chiffres des interventions de la police municipale de la Ville de Genève menées hors cadre du CLS. Sachant que la police municipale utilisait jusqu'à fin février 2022 une application propre, les statistiques sont disponibles depuis le 1^{er} mars 2022 seulement. Pour la période du 1^{er} mars au 31 décembre 2022, il s'avère que la police municipale de la Ville de Genève intervient en priorité pour des incivilités (45%). Les affaires de circulation concernent 20% des interventions, la tranquillité et la sécurité publiques 13%, le social et secours 8% tandis que les atteintes aux biens et les atteintes aux personnes concernent respectivement 1% chacune du total des interventions.

Figure 1.8 : Distribution du volume d'interventions de la police municipale de la Ville de Genève hors cadre du CLS (en %, 1^{er} mars au 31 décembre 2022, données policières)



La présence visible de la police

90.7% des résidents de la Ville de Genève aperçoivent des patrouilles mobiles de la police cantonale dans leur quartier et 85.3% font de même concernant les patrouilles mobiles municipales. Les patrouilles pédestres ou à vélo de la police municipale ont une présence légèrement plus marquée dans la ville que les patrouilles cantonales du même type. 82.2% des résidents de la ville aperçoivent des patrouilles pédestres municipales contre 77.2% pour les patrouilles cantonales. Les chiffres n'évoluent guère en fonction des années. Le Tableau 1.14 permet cependant de rappeler que les patrouilles pédestres se sont popularisées au sein de la police cantonale à partir de 2013. Avant cela, les DLS enregistraient des taux de ce type de patrouilles beaucoup plus faibles.

Tableau 1.14 : Pourcentage de résidents constatant des patrouilles cantonales et municipales selon le type de patrouille (en %, 2007-2023)

	Police cantonale		Police municipale	
	Patrouilles mobiles	Patrouilles pédestres	Patrouilles mobiles	Patrouilles pédestres
	%	%	%	%
2023	90.7	77.2	85.3	82.2
2020	94.3	77.4	86.2	84.2
2016	93.4	78.6	86.6	84.5
2013	93.1	74.3	-	-
2010	88.0	53.8	-	-
2007	78.4	41.4	-	-

Source: sondage

Le Tableau 1.15 présente le taux de visibilité des polices cantonale et municipale selon les zones en 2023 et, pour la zone PEV, tous les trois ans depuis 2010. Les différences avec les années précédentes pour la zone PEV sont mineures. La couverture des quartiers de PEV par tous les types de patrouilles reste élevée.

En 2023, les zones centrales de Genève présentent des taux plus élevés que le Reste de Genève pour tous les types de patrouilles de polices cantonale et municipale. Environ 80% des résidents de ces deux zones voient des patrouilles pédestres cantonales contre près de 72% des résidents du Reste de Genève. Le taux de couverture du Reste de Genève par les patrouilles pédestres municipales est de 78% tandis qu'il se situe à 83.7 pour la zone des Eaux-Vives, de Plainpalais et de la Jonction et à 85% dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean.

Tableau 1.15 : Evolution du taux de couverture par type de patrouille dans la zone PEV et taux de couvertures dans les zones de la Ville de Genève en 2023 (taux, 2010-2023)

	Zone PEV					Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
	2010	2013	2016	2020	2023	2023	2023	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Police cantonale</i>								
Patrouilles mobiles	92.5	95.0	94.5	94.8	90.9	91.9	94.1	85.9
Patrouilles pédestres	64.8	84.1	82.4	82.7	83.2	80.2	79.3	71.8
<i>Police municipale</i>								
Patrouilles mobiles	78.6	87.8	91.6	89.8	86.6	87.8	87.3	80.5
Patrouilles pédestres			88.1	88.7	86.7	85.0	83.7	78.0

Source: sondage

Selon les observations des personnes sondées, près de 80% des résidents des zones centrales voient des patrouilles mobiles cantonales au moins plusieurs fois par mois et 71.9% font de même s'agissant des patrouilles mobiles municipales (Tableau 1.16). Dans le Reste de Genève, ces taux sont plus bas. 66.5% pour la police cantonale et 54.6% pour la police municipale.

Les patrouilles pédestres cantonales sont assez fréquentes dans les zones centrales de la Ville de Genève. La majorité (entre 55 et 60% environ) des résidents de ces zones voient des patrouilles pédestres de la police cantonale entre plusieurs fois par mois et pratiquement tous les jours. Dans la zone des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction près de 14% disent même en apercevoir pratiquement tous les jours. Ailleurs dans la Ville, 28.2% n'en aperçoivent jamais et 27.8% moins d'une fois par mois. Les patrouilles pédestres municipales sont encore plus fréquentes (Tableau 1.17). 66% des résidents de la zone des Pâquis/Saint-Jean en voient au moins plusieurs fois par mois, 61.6% disent de même dans la zone des Eaux-Vives/Plainpalais et Jonction tandis que 51.7% le déclarent également dans le Reste de Genève.

Tableau 1.16 : Fréquence du constat des patrouilles de la police cantonale par type dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Patrouille mobile de la police cantonale			Patrouille pédestre de la police cantonale		
	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
	%	%	%	%	%	%
Jamais	8.1	5.9	14.1	19.8	20.7	28.2
Moins d'une fois par mois	12.1	14.8	19.4	19.8	24.1	27.8
Plusieurs fois par mois	33.7	33.7	36.6	32.1	29.1	28.5
Une à deux fois par semaine	21.5	22.0	15.5	20.5	12.2	10.8
Presque tous les jours	24.6	23.6	14.4	7.8	13.9	4.7
N	297	305	284	293	294	277
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Entre plusieurs fois par mois et pratiquement tous les jours	79.8	79.3	66.5	60.4	55.2	44.0

Source: sondage

Tableau 1.17 : Fréquence du constat des patrouilles de la police municipale par type dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Patrouille mobile de la police municipale			Patrouille pédestre de la police municipale		
	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
	%	%	%	%	%	%
Jamais	12.2	12.7	19.5	15.0	16.3	22.0
Moins d'une fois par mois	15.8	17.5	25.9	19.0	22.1	26.3
Plusieurs fois par mois	39.0	37.6	35.0	36.6	32.9	36.1
Une à deux fois par semaine	22.1	18.2	14.5	20.6	17.3	12.3
Presque tous les jours	10.9	14.0	5.1	8.8	11.4	3.3
N	303	308	297	306	307	300
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Entre plusieurs fois par mois et pratiquement tous les jours	71.9	69.8	54.6	66.0	61.6	51.7

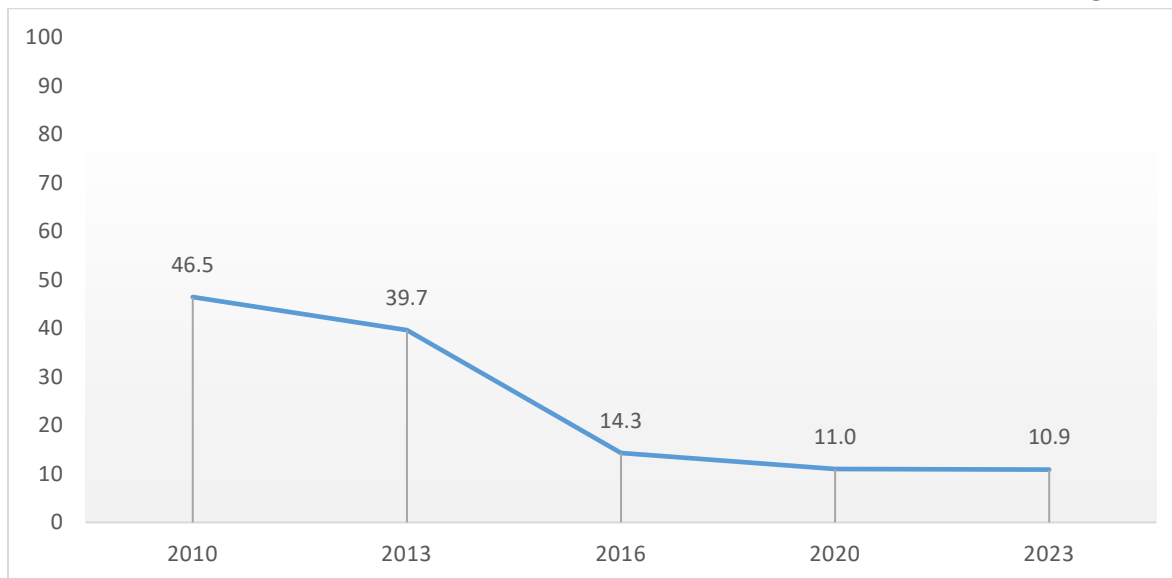
Source: sondage

La perception de la sécurité

Le niveau de sécurité

Depuis 2010, la préoccupation sécuritaire est en recul dans la zone PEV de Genève. Cette année-là, 46.5% des résidents de PEV étaient d'avis que la sécurité et la criminalité étaient le problème numéro 1 à Genève. Ils ne sont désormais plus que 10.9% à le penser. La situation reste inchangée par rapport au DLS de 2020.

Figure 1.9 : Evolution des taux de résidents estimant que la sécurité est le problème no 1 du canton dans la zone PEV de Genève (en %, 2010-2023, données sondage)



Les différences entre les zones sont faibles. Néanmoins, on note que 13.3% de la zone des Pâquis/Saint-Jean placent la sécurité en tête de leurs préoccupations, 11.4% font de même dans le reste de la Ville et 10.9% le font dans les quartiers des Eaux-Vives/Plainpalais et Jonction.

Tableau 1.18 : Le taux de résidents estimant que la sécurité est le problème numéro de Genève selon les zones (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
	%	%	%
Autre	86.7	89.1	88.6
Sécurité	13.3	10.9	11.4
N	315	312	317
Total	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le Tableau 1.19 présente les problèmes prioritaires des résidents selon les zones en 2023. Les différences entre les zones sont très faibles. Partout, la problématique du

logement domine, suivie de trois problématiques qui ont plus ou moins le même poids : l'économie/énergie et chômage, la sécurité et la criminalité ainsi que la mobilité et la circulation routière. Le changement climatique et les problèmes liés à l'environnement arrivent en troisième position (12.5%) dans la zone Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction et en cinquième position dans les autres zones.

Tableau 1.19 : Problèmes prioritaires dans l'ordre des préoccupations des résidents selon les zones de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
	%	%	%
Economique, énergétique et chômage	11.8	13.3	11.4
Logement	33.3	34.0	33.3
Transports publics	0.3	0.6	0.3
Sécurité et criminalité	13.4	10.9	11.4
Mobilité et circulation routière	13.1	11.5	13.3
Changement climatique et problèmes liés à l'environnement	9.9	12.5	9.8
Immigration et intégration des étrangers	4.5	3.8	5.1
Augmentation de la population	6.1	5.4	8.2
Pandémies telles que le Covid	2.9	1.6	0.9
Autre	2.2	2.6	2.8
Aucun problème	2.5	3.8	3.5
N	315	312	317
Total	100%	100%	100%

Source : Sondage

La note de la sécurité à Genève

Appelés à noter le niveau de sécurité sur une échelle de 1 à 10 dans la Ville de Genève, les résidents de la zone des Pâquis/Saint-Jean attribuent 6.8 à la sécurité. La sécurité dans la zone des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction obtient 7.1 et 7.0 dans le Reste de Genève. Ces chiffres sont sensiblement inférieurs à la moyenne de la notation pour les communes de Genève, laquelle se situe à 7.4.

Tableau 1.20 : Notation du niveau de sécurité dans les zones de Genève et sur une échelle de 10 (2023)

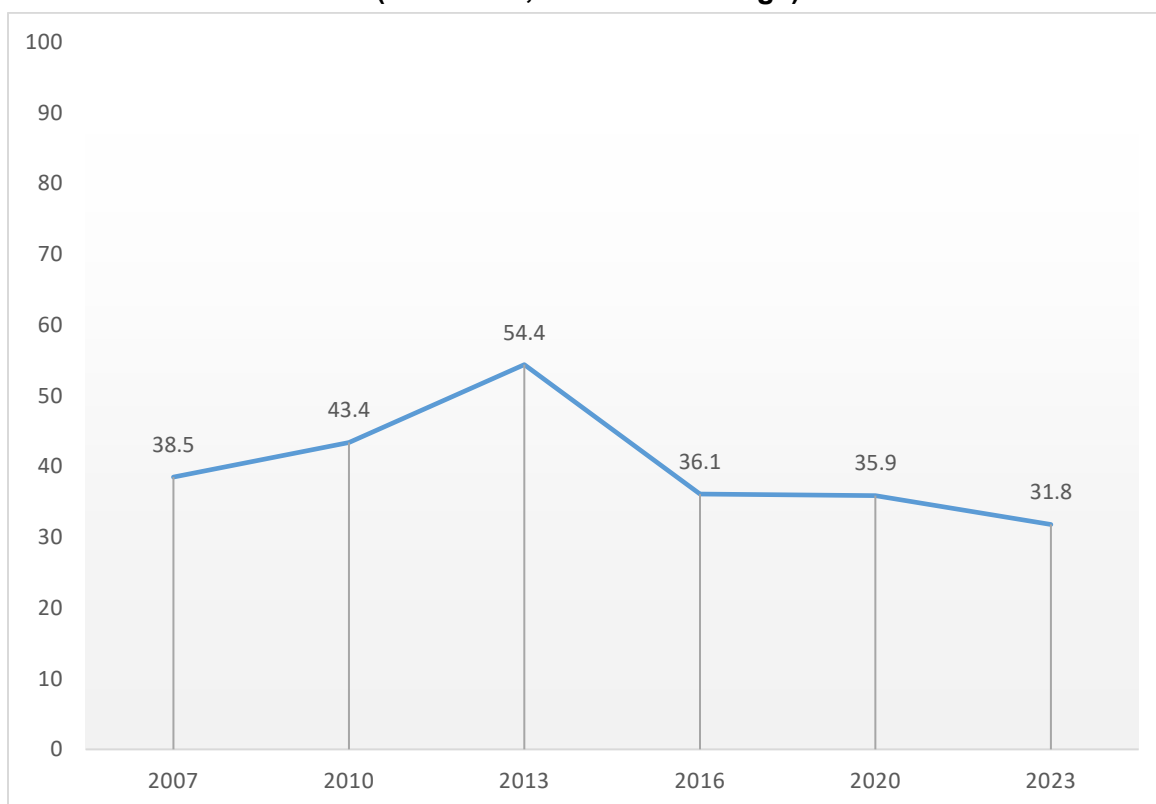
	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
	6.8	7.1	7.0

Source : Sondage

Le sentiment d'insécurité

Après avoir effectué un bond en 2013, le sentiment d'insécurité retombait significativement en 2016 dans la zone PEV de Genève. Il s'améliore encore en 2023 (Figure 1.10). En 2013, plus de la moitié des résidents de cette zone se déclaraient insécurisés lorsqu'ils marchaient seuls dans les rues du quartier après 22h. Désormais, ils sont 31.8% à le faire.

Figure 1.10 : Evolution du sentiment d'insécurité de la zone PEV de la Ville de Genève (2007-2023, données sondage)



En 2023, le taux d'insécurisés est d'environ 28% à Genève sauf dans le quartier des Pâquis et celui de Saint-Jean où 32.3% en moyenne se déclarent insécurisés le soir dans les rues de leur quartier lorsqu'ils y marchent seuls.

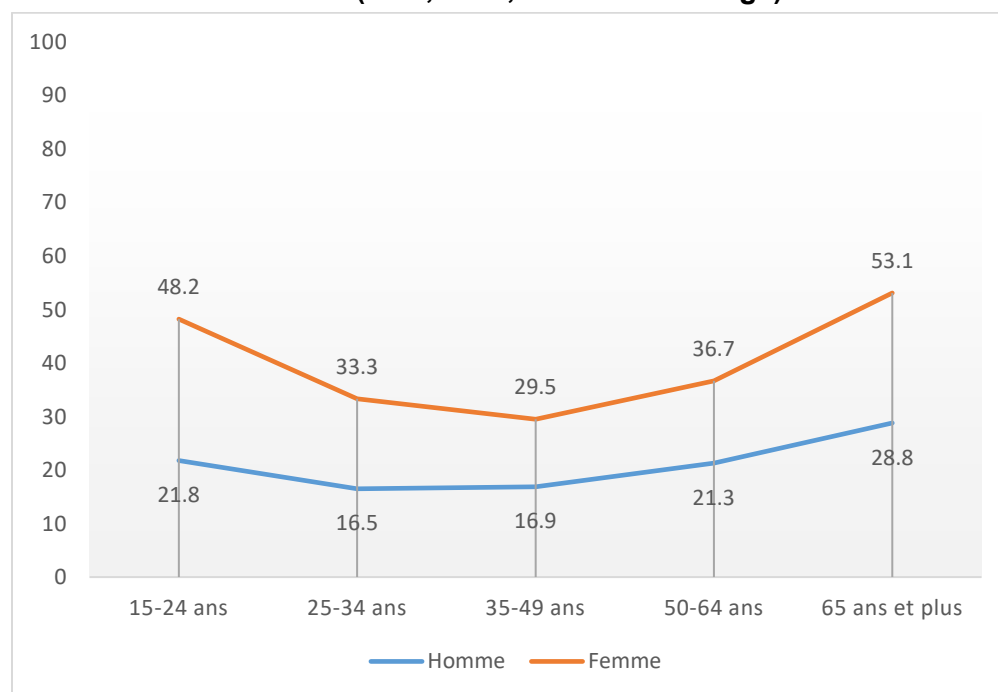
Tableau 1.21 : Sentiment d'insécurité dans les zones de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève
	%	%	%
Insécurisé	32.3	28.3	28.1
Sécurisé	67.7	71.7	71.9
N	297	297	303
Total	100%	100%	100%

Source : Sondage

Pour une analyse détaillée des facteurs générant un sentiment d'insécurité, le lecteur se référera à la section qui lui est consacrée dans la partie générale du DLS. A l'échelon de la Ville de Genève, la Figure 1.11 permet d'observer la relation entre l'âge, le genre et le sentiment d'insécurité. Le sentiment d'insécurité est élevé chez les plus jeunes du fait qu'ils sont plus victimisés que les autres. C'est notamment le cas des jeunes femmes dont on a vu que les taux de harcèlement de rue sont très élevés pour elles. La courbe du sentiment d'insécurité remonte aussi fortement chez les seniors, et plus particulièrement chez les femmes, en raison de capacités réduites pour maîtriser leur environnement. Les seniors se sentent vulnérables à la délinquance de rue et aux incivilités particulièrement dérangeantes, comme les trottinettes qui circulent dangereusement sur les trottoirs.

Figure 1.11 : Le sentiment d'insécurité en fonction du genre et de l'âge en Ville de Genève (en%, 2023, données sondage)



La perception de la police

L'image de la police

Les résidents de la zone PEV de la Ville de Genève ont généralement une bonne image de la police cantonale comme de la police municipale. 86.4% considèrent que la police cantonale fait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité dans la zone, un chiffre proche des 87.2% enregistrés en 2020 (Tableau 1.22). 81.2% approuvent l'action de la police municipale dans la zone contre 81.9% trois ans plus tôt (Tableau 1.23).

Tableau 1.22 : Evolution de l'image de la police cantonale dans la zone PEV de la Ville de Genève (en %, 2007-2023)

	2007	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Bon travail	82.2	79.2	80.9	91.1	87.2	86.4
Mauvais travail	17.8	20.8	19.1	8.9	12.8	13.6
N	90	231	220	338	235	177
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.23 : Evolution de l'image de la police municipale dans la zone PEV de la ville de Genève (en %, 2016-2023)

	2016	2020	2023
	%	%	%
Bon travail	82.3	81.9	81.2
Mauvais travail	17.7	18.1	18.8
N	327	216	170
Total	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le Tableau 1.24 permet d'observer des variations dans l'image de la police selon les zones. Comparativement, la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction enregistre un taux plus élevé (12.2%) qu'ailleurs de mécontents. Ce taux est de 8.1% aux Pâquis et à Saint-Jean en moyenne et de 3.6% dans le reste de la ville. S'agissant de l'appréciation du travail de la police municipale, le taux d'avis négatif est similaire dans les deux zones centrales de Genève – environ 17% de mécontents – contre 10.1% de mécontents ailleurs dans la Ville (Tableau 1.25).

Tableau 1.24 : Image de la police cantonale dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Bon travail	91.9	87.8	96.4	92.0
Mauvais travail	8.1	12.2	3.6	8.0
N	247	245	223	714
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.25 : Image de la police municipale dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Bon travail	83.5	82.4	89.9	85.3
Mauvais travail	16.5	17.6	10.1	14.7
N	231	239	218	687
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'insatisfaction est sensiblement plus élevée en particulier pour la catégorie des plus jeunes femmes de 15 à 24 ans selon les données de sondage en Ville de Genève. Près de 20% d'entre elles se déclarent insatisfaites du travail de la police cantonale. La courbe de la satisfaction progresse généralement avec l'âge, les seniors sont les plus satisfaits avec le travail de la police (Figure 1.12). L'image un peu plus écornée de la police cantonale chez les plus jeunes femmes (15-24 ans) trouve partiellement son explication dans la prévalence du harcèlement de rue. A l'aide de la Figure 1.13, on note que cela est vrai également pour l'image de la police municipale. Elle est moins bonne chez les plus jeunes. Elle s'améliore ensuite pour les hommes à mesure que l'on progresse en âge. Ce n'est pas le cas pour les femmes : les femmes de plus de 64 ans sont sensiblement moins satisfaites que les autres catégories d'âge à l'exception des 15-24 ans.

Figure 1.12 : Taux de satisfaits avec le travail de la police cantonale en fonction du genre et de l'âge (en %, 2023, données sondage)

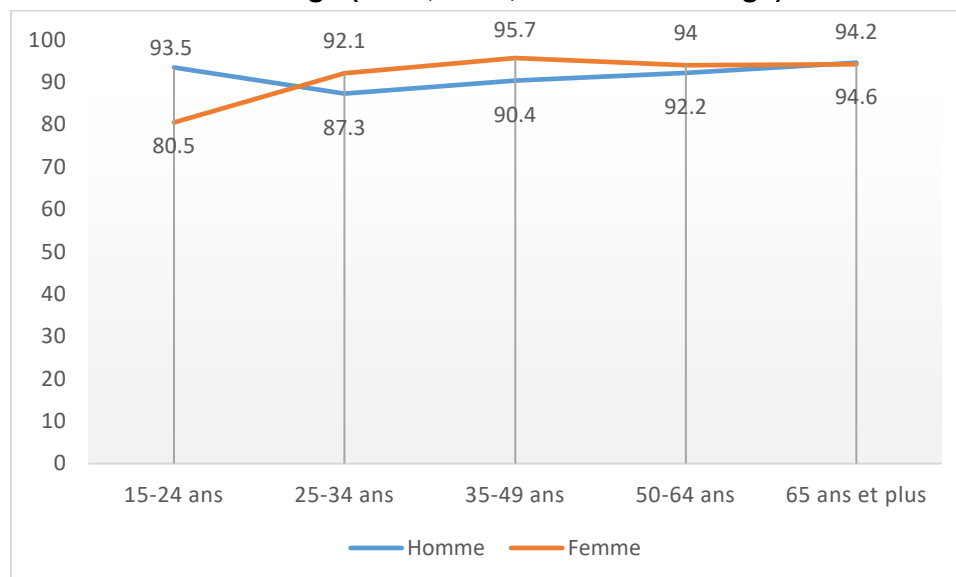
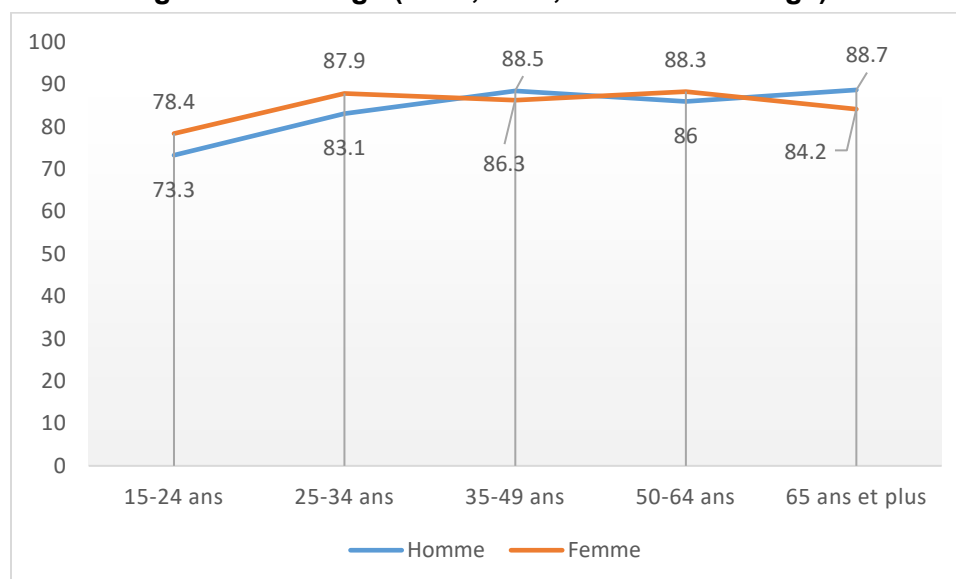


Figure 1.13 : Taux de satisfaits avec le travail de la police municipale en fonction du genre et de l'âge (en %, 2023, données sondage)



La satisfaction lors du contact

Appelés à donner leur avis sur la qualité du dernier contact qu'ils ont eu avec la police, les résidents de la Ville de Genève se montrent dans l'ensemble satisfaits des prestations. En moyenne, dans la commune, 68.8% des résidents ayant eu un contact avec la police cantonale se déclarent satisfaits du contact et 63.7% disent de même pour les interactions qu'ils ont eues avec la police municipale. Le taux d'insatisfaits avec la police cantonale est plus élevé dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction

qu'ailleurs. Dans cette zone, 17.3% se sont déclarés insatisfaits du contact qu'ils ont eu avec la police cantonale contre 12% environ dans les autres zones. Le taux d'insatisfaits est également légèrement plus élevé dans cette zone s'agissant du contact avec la police municipale. 18% des résidents des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction se sont déclarés insatisfaits du contact avec la police municipale contre 16.1% en moyenne en Ville de Genève.

Tableau 1.26 : La satisfaction lors d'un contact avec la police cantonale selon les résidents des zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Insatisfait	12.3	17.3	12.7	14.1
Moyennement	21.5	12.9	17.2	17.1
Satisfait	66.2	69.8	70.1	68.8
N	130	139	134	403
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.27 : La satisfaction lors d'un contact avec la police municipale selon les résidents des zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Insatisfait	13.7	18.0	16.7	16.1
Moyennement	25.5	18.0	16.7	20.2
Satisfait	60.8	64.0	66.6	63.7
N	102	100	90	292
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La déontologie policière

Les Tableaux 1.28 et 1.29 présentent l'opinion des résidents sur l'équité des polices cantonale et municipale dans la zone PEV de la Ville de Genève depuis que les DLS la mesurent. Par rapport à 2010, la majorité a changé de camp. En effet, en 2010, 62.2% des résidents estimaient que la police cantonale ne traitait pas tout le monde de la même manière. En 2023, ce camp s'est réduit à 41.5% des répondants. Désormais, 58.5% sont d'avis que le principe de l'équité de traitement est généralement appliqué.

Tableau 1.28 : Evolution par zone de l'opinion sur l'équité de la police cantonale dans la zone PEV de la Ville de Genève (en %, 2010-2023)

Ville de Genève PEV/Police cantonale					
	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%
Même traitement	37.8	45.8	62.3	57.0	58.5
Traitement différent	62.2	54.2	37.7	43.0	41.5
N	209	214	316	223	171
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

S'agissant de la police municipale, cet indicateur n'est mesuré que depuis 2016. En 2016, 69.1% des résidents estimaient que la police municipale de la Ville de Genève traitait tout le monde de la même manière. En 2023, ce pourcentage a faibli : 61.7% pensent désormais ainsi. Ce chiffre est proche de celui de 2020 (62.6%) et se rapproche de l'opinion à ce sujet sur la police cantonale.

Tableau 1.29 : Evolution par zone de l'opinion sur l'équité de la police municipale dans la zone PEV de la Ville de Genève (2016-2023)

Ville de Genève PEV/Police municipale					
	2010	2013	2016	2020	2023
			%	%	%
Même traitement	-	-	69.1	62.6	61.7
Traitement différent	-	-	30.9	37.4	38.3
N	-	-	298	211	167
Total	-	-	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le tableau suivant (Tableau 1.30) présente l'opinion des résidents sur l'équité de la police cantonale en 2023 selon les zones. Les avis sont légèrement plus négatifs dans la zones des Pâquis et de Saint-Jean (43.6% pensent que la police cantonale ne traite pas tout le monde de la même manière) que dans les autres zones de la Ville. Il en va de même pour la police municipale même si les différences sont faibles (Tableau 1.31). Dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean, 39.9% estiment que la police municipale ne traite pas tout le monde de la même manière contre 38.5% en moyenne dans la Ville.

Tableau 1.30 : L'opinion sur l'équité de la police cantonale dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Même traitement	56.4	60.2	59.3	58.6
Traitement différent	43.6	39.8	40.7	41.4
N	238	243	233	715
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 1.31 : L'opinion sur l'équité de la police municipale dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Même traitement	60.1	61.4	63.1	61.5
Traitement différent	39.9	38.6	36.9	38.5
N	228	234	214	677
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les attentes des résidents en matière de police

Les préférences des résidents en matière de présence policière

La demande en matière de patrouilles pédestres a toujours été très soutenue dans l'hyper centre PEV de la Ville. En 2023, c'est moins le cas. Dans la zone PEV, 44.6% souhaitent en priorité des patrouilles pédestres contre 46.7% pour police-secours et 8.7% pour des postes de police de quartier.

Tableau 1.32 : Evolution des préférences en matière de présence policière dans la zone PEV de la Ville de Genève (en %, 2007-2023)

	2007	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Patrouilles à pied	42.6	47.2	60.3	49.5	52.8	44.6
Police-secours	49.5	44.6	35.7	44.6	41.6	46.7
Poste de quartier	7.9	8.2	4.0	5.9	5.6	8.7
N	101	231	249	388	267	195
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En 2023, les patrouilles à pied restent cependant prioritaires aux yeux de 46.5% des résidents à l'échelon de la Ville de Genève (Tableau 1.33). C'est principalement le cas dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction. Environ 50% des résidents de cette zone en font leur priorité.

Tableau 1.33 : Préférences en matière de présence policière dans les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Patrouilles à pied	44.7	49.9	44.8	46.5
Police-secours	44.1	39.5	46.1	43.2
Poste de quartier	11.2	10.6	9.1	10.3
N	293	288	288	869
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités cantonales

Le DLS demande aux résidents de se prononcer sur la thématique principale sur laquelle la police cantonale devrait se focaliser à partir d'une liste de propositions fermée. Cette liste a été remaniée fortement pour le DLS de 2023, ce qui ne permet plus la comparaison avec les éditions précédentes. Les chiffres des années précédentes sont cependant montrés dans le Tableau 1.34 à titre de rappel. En 2023, deux priorités principales se dégagent, à savoir la lutte contre les agressions physiques et la violence (24.3%) et la lutte contre les cambriolages et autres vols (20.9%). La lutte contre la drogue apparaît en troisième priorité : 18%.

Tableau 1.34 : Evolution des priorités thématiques dont la police cantonale devrait s'occuper selon les résidents de la zone PEV la Ville de Genève (en %, 2013-2023)

	Genève PEV			
	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%
<i>La lutte contre la criminalité</i>	45.9	47.6	52.5	
<i>La lutte contre les agressions physiques et la violence</i>	-	-	-	24.3
<i>La lutte contre les cambriolages et les autres vols</i>	-	-	-	20.9
<i>La lutte contre la drogue et les scènes de drogue</i>	35.1	29.7	20.1	18.0
<i>La prévention et la répression de la délinquance juvénile</i>	6.5	6.6	4.0	8.3
<i>La poursuite des infractions routières</i>	8.1	4.5	7.3	3.4
<i>La prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires</i>	4.4	2.6	6.2	1.9
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	-	3.4
<i>La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers</i>	-	1.1	0.7	2.4
<i>La lutte contre la criminalité financière</i>	-	2.9	1.1	1.9
<i>La lutte contre les délits sur internet</i>	-	1.6	1.1	1.9
<i>La lutte contre le bruit</i>	-	3.4	2.6	7.8
<i>La répression de la mendicité</i>	-	-	4.4	5.8
<i>N</i>	248	380	273	206
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le Tableau 1.35 permet d'observer des variations dans les préférences thématiques selon les zones. La lutte contre la drogue est beaucoup plus souvent citée comme préférence dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction. 21.7% des résidents de cette zone placent cette thématique en tête de leurs préférences contre 12.2% dans la zone des Pâquis/Saint-Jean et 9.0% dans le Reste de Genève.

Dans la zone Pâquis/Saint-Jean, la lutte contre les agressions physiques et la violence est la grande priorité : 35.0% des résidents de la zone placent cette thématique en tête de leurs priorités. C'est également la priorité principale dans le Reste de Genève (29.7%).

La poursuite des infractions routières est rarement mentionnée comme priorité principale sauf dans le Reste de Genève avec 10.2% de mentions. La lutte contre le harcèlement de rue est plus souvent mentionnée comme priorité dans la zone des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (7.4%) qu'ailleurs.

Tableau 1.35 : Priorités thématiques pour la police cantonale selon les zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
<i>La lutte contre les agressions physiques et la violence</i>	35.0	20.9	29.7	28.5
<i>La lutte contre les cambriolages et les autres vols</i>	18.3	13.1	19.6	17.1
<i>La lutte contre la drogue et les scènes de drogue</i>	12.2	21.7	9.0	14.3
<i>La prévention et la répression de la délinquance juvénile</i>	7.5	10.3	5.4	7.7
<i>La poursuite des infractions routières</i>	4.1	2.8	10.2	5.6
<i>La prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires</i>	4.7	4.6	5.1	4.7
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	2.0	7.4	6.9	5.4
<i>La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers</i>	1.7	2.5	0.6	1.6
<i>La lutte contre la criminalité financière</i>	3.7	1.1	3.3	2.8
<i>La lutte contre les délits sur internet</i>	1.0	2.5	3.2	2.3
<i>La lutte contre le bruit</i>	7.1	7.4	3.8	6.1
<i>La répression de la mendicité</i>	2.7	5.7	3.2	3.9
N	295	282	275	852
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités varient sensiblement selon l'âge des répondants. La lutte contre les agressions physiques et la violence est la priorité principale, et cela nettement, pour toutes les catégories d'âge sauf pour les plus de 64 ans. Pour ces derniers, la lutte contre les cambriolages et les vols passe avant. Les seniors sont aussi plus sensibles à la problématique du bruit. 11.3% placent cette problématique en tête de leurs priorités contre, par exemple, 4% des 25-34 ans. Les 15-24 ans sont 11.1% à placer le harcèlement de rue en tête de leurs priorités contre moins de 3% pour les autres. La lutte contre la drogue est la troisième priorité pour toutes les catégories d'âge. Ce sont surtout les hommes qui mentionnent souvent la lutte contre la drogue comme devant être une priorité de la police cantonale : 17.7% le font contre 11.1% des femmes. Les femmes sont légèrement plus sensibles à la problématique des violences et des agressions physiques que les hommes. 29.3% d'entre elles placent cette problématique en tête des priorités souhaitées de la police cantonale contre 27.7% des hommes.

Les priorités municipales

S'agissant des thèmes prioritaires sur lesquelles les résidents souhaiteraient voir la police municipale se focaliser, là aussi la liste des propositions de réponses présentée aux personnes interrogées a changé en 2023, ce qui rend la comparaison avec les éditions précédentes du DLS peu parlante. Les chiffres de ces éditions précédentes sont donc présentés dans le Tableau 1.36 uniquement à titre de rappel.

En 2023, aucune priorité ne ressort véritablement du lot. Les priorités les plus souvent mentionnées sont la prévention de la délinquance de rue (15.2%), la répression de la consommation de drogues (11.7%), la prévention des vols et cambriolages (11.2%) ainsi que la lutte contre le harcèlement de rue (10.5%).

Tableau 1.36 : Evolution des thématiques prioritaires dont la police municipale devrait s'occuper selon les résidents de la zone PEV de la Ville de Genève (en %, 2013-2023)

	Ville de Genève Zone PEV			
	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	20.9	25.7	26.0	9.6
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	12.3	11.0	-	4.1
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	-	4.8	4.8	1.5
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	30.4	27.3	37.3	11.2
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	27.3	19.6	15.8	11.7
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	-	-	-	6.6
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	-	-	1.8	1.0
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	-	-	-	5.1
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routières)</i>	9.1	5.4	9.2	8.1
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	-	-	-	6.1
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	-	10.2
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	-	-	-	15.2
<i>La répression de la mendicité</i>	-	4.6	5.1	9.6
<i>La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers</i>	-	1.6	-	-
<i>N</i>	253	373	294	197
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le Tableau 1.37 présente les thématiques souhaitées en matière de police municipale selon les zones de la Ville de Genève en 2023. La prévention des cambriolages et des vols est la priorité principale dans le reste de la ville (18.8%). Dans la zone Pâquis/Saint Jean (17.4%) et celle des Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (15.9%), la priorité principale est la prévention de la délinquance de rue. La poursuite des infractions routières et la sécurité des piétons sont plus souvent mentionnées dans le Reste de Genève que dans les deux autres zones plus centrales de la Ville. A l'inverse, la lutte contre le harcèlement de rue est plus souvent mentionnée dans les zones centrales que dans le Reste de Genève.

Tableau 1.37 : Thématiques prioritaires dont la police municipale devrait s'occuper selon les résidents des zones de la Ville de Genève (en %, 2023)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	16.2	15.0	12.6	14.6
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	4.1	7.1	5.1	5.4
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	2.4	1.1	0.0	1.2
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	12.4	9.3	18.8	13.5
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	5.5	10.4	7.6	7.8
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	5.9	5.4	6.5	5.9
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	1.7	2.9	2.2	2.2
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	3.4	3.9	4.3	3.9
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière</i>	5.5	5.4	9.0	6.6
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	6.9	6.4	9.0	7.4
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	11.7	10.4	4.3	8.9
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	17.4	15.9	15.9	16.5
<i>La répression de la mendicité</i>	6.9	6.8	4.7	6.1
<i>N</i>	290	280	277	847
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En Ville de Genève, pour les femmes, les quatre priorités municipales sont, dans l'ordre, la prévention de la délinquance de rue (16.6%), la lutte contre les incivilités (12.8%), la prévention des vols et des cambriolages (12.3%) et la lutte contre le harcèlement de rue (11%). Pour les hommes, la lutte contre les incivilités et la prévention de la délinquance de rue obtiennent respectivement 16.5% et 16.4% de mentions. La prévention des vols

et cambriolages est la troisième priorité des hommes (14.4%) et, enfin, la répression de la consommation de drogues est la quatrième priorité (8.6%). Notons que dans la zone des Eaux-Vives, de Plainpalais, et de la Jonction, la priorité principale des femmes est la lutte contre le harcèlement de rue (14.7%) alors que pour les hommes il s'agit avant tout de la délinquance de rue (20.3%).

Tableau 1.38 : Les priorités thématiques pour la police municipale selon le genre en Ville de Genève (en %)

	Ville de Genève		Eaux-Vives, Plainpalais, Jonction	
	Homme	Femme	Homme	Femme
	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	16.5	12.8	17.1	12.7
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	3.5	7.3	4.5	9.3
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	1.0	1.3	2.3	
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	14.4	12.3	8.3	10.7
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	8.6	7.0	11.3	9.3
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	6.8	5.1	6.0	4.7
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	2.5	2.0	3.8	2.0
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	3.0	4.6	2.3	5.3
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière</i>	7.3	6.2	5.3	5.3
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	7.1	7.9	7.5	6.0
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	6.6	11.0	5.3	14.7
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	16.4	16.6	20.3	12.0
<i>La répression de la mendicité</i>	6.3	5.9	6.0	8.0
<i>N</i>	396	454	133	150
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les solutions pratiques à l'insécurité

S'agissant des solutions à l'insécurité, les avis diffèrent peu selon les zones. La présence de la police municipale est citée par 34% des résidents en moyenne dans la Ville de

Genève, ce qui en fait la solution la plus citée. Elle l'est plus souvent dans le reste de la ville (36.7%) que dans les zones plus centrales de la ville. La présence de la police cantonale est la deuxième solution la plus souvent citée par les résidents en moyenne dans la Ville de Genève (31.9%). Cette solution est talonnée par la répression de la vente ou de la consommation de drogues (31.0%) et par les caméras de surveillance (30%). La répression de la vente ou de la consommation de drogues est le plus souvent mentionnée aux Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction (34.2%) et s'avère la solution principale à l'insécurité aux yeux des résidents de cette zone. L'éclairage public est plus souvent cité dans le Reste de Genève qu'ailleurs. Dans cette zone, c'est l'une des priorités principales avec 33.3% de mentions.

Tableau 1.39 : Les solutions préconisées par les résidents à l'insécurité par zone (en %, 2023, réponses multiples)

	Pâquis, Saint-Jean	Eaux- Vives, Plainpalais, Jonction	Reste de Genève	Ville de Genève
	%	%	%	%
Plus de présence de policiers cantonaux	30.0	33.1	32.4	31.9
Plus de présence de policiers municipaux	33.0	32.1	36.7	34.0
Moins de présence de policiers	0.6	1.9	0.0	0.8
Plus de caméras de surveillance	30.0	26.9	33.1	30.0
Plus de prévention par des acteurs sociaux, les correspondants de nuit, les travailleurs sociaux	22.8	22.5	21.4	22.2
Plus d'activités sociales, culturelles, sportives de voisinage pour favoriser la cohésion sociale	24.1	24.5	22.2	23.6
Plus de nettoyages de la ville et des communes	14.8	16.1	9.3	13.4
Plus de répression de la vente et/ou consommation de drogue	25.3	34.2	33.1	31.0
Plus d'éclairage	25.9	24.5	33.3	27.9
Une intervention plus rapide de la police cantonale aux appels d'urgence	21.4	19.5	20.4	20.4
Un suivi approprié par la police municipale suite à un appel	17.3	13.6	20.1	17.0
Le renvoi des délinquants étrangers	24.1	21.7	24.1	23.3
Plus de répression des infractions liées à la circulation et la mobilité	14.8	16.0	19.2	16.7
N	324	324	324	972

Source : Sondage

Recommandations locales du DLS

Un territoire marqué par les incivilités et la demande d'intervention de police

Le DLS 2020 avait identifié le regroupement de quartiers de Plainpalais, de la Jonction et des Acacias comme présentant des signes de fléchissement au niveau de la sécurité et de la qualité de vie. Ce regroupement de quartiers, où les inégalités sociales sont creusées, faisait face à un niveau d'incivilités élevé à l'échelon de la ville. En 2023, la composition des zones d'étude a été légèrement modifiée et le quartier des Eaux-Vives a été rattaché à ce regroupement de quartiers, que l'on désigne dans cet opus comme la zone Eaux-Vives/ Plainpalais/Jonction.

Aujourd'hui, ce territoire continue de se démarquer des autres par des indicateurs de sécurité moins bons qu'ailleurs. Le taux de petite et moyenne criminalité pour 1'000 habitants y est plus élevé que dans les quartiers des Pâquis et de Saint-Jean. Le taux d'incivilités liées à la consommation de drogues est le plus élevé de la Ville (67.3% contre 59.9% en moyenne dans la Ville). Il en va de même du harcèlement de rue. 25.5% des résidents de la zone déclarent avoir été victimes de ce phénomène durant les derniers 5 ans contre 23.6% en moyenne dans la ville. Il s'agit de la zone avec le plus d'interventions sur appel au 117 pour 1'000 habitants de la ville. L'ensemble de ces problématiques affecte la qualité de vie. 70.6% l'estime bonne dans cette zone contre 78.3% en moyenne dans la Ville de Genève.

Si les Eaux-Vives, Plainpalais et la Jonction génèrent proportionnellement plus d'interventions sur appel qu'ailleurs, ce territoire n'est pas mieux couvert par des patrouilles pédestres que les Pâquis et Saint-Jean. Il l'est même légèrement moins. 55.2% des résidents de la zone aperçoivent des patrouilles pédestres cantonales entre plusieurs fois par mois et pratiquement tous les jours contre 60.4% aux Pâquis et à Saint-Jean. C'est également vrai pour les patrouilles municipales. 61.6% en voient entre plusieurs fois par mois ou pratiquement tous les jours contre 66% dans la zone des Pâquis et de Saint-Jean. Pourtant, dans la zone Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction, près d'un résident sur deux souhaite en priorité des patrouilles pédestres et plus d'un sur dix souhaite un poste de quartier. Police-secours n'est la préférence que de 39.5% des résidents de cette même zone contre 43.2% en moyenne en Ville de Genève.

Dans un objectif d'efficacité, le déploiement de patrouilles de police, en particulier municipales, doit répondre à des objectifs ciblés spatio-temporels :

Recommandation 1 : Pour améliorer la qualité de vie dans la zone du DLS regroupant les quartiers des Eaux-Vives, de Plainpalais et de la Jonction, et vu le taux élevé d'incivilités dans ce périmètre, il y a lieu de renforcer le dispositif de sécurité de proximité dans la zone avec une présence accrue de patrouilles visibles.

La drogue : un phénomène visible et dérangeant

Les incivilités liées à la drogue dérangent fortement les résidents et lutter contre ce phénomène est leur priorité numéro un. C'est surtout le cas dans la zone Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction où le phénomène est plus souvent observé qu'ailleurs. Dans ce périmètre, 55.8% des résidents constatant une problématique de drogue dans leur quartier se déclarent fortement importunés par le phénomène contre 46% dans la zone de Pâquis/Saint-Jean et 52.9% ailleurs dans la Ville. La lutte contre les agressions physiques et la lutte contre la drogue sont les deux grandes priorités des résidents des Eaux-Vives, de Plainpalais et de la Jonction. 21.7% jugent que la lutte contre la drogue devrait figurer en tête des priorités de la police cantonale contre 14.3% en moyenne en Ville de Genève. Si les priorités à l'égard de certaines thématiques, comme le harcèlement de rue ou la lutte contre les cambriolages, varient en fonction de l'âge des répondants, la problématique de la lutte contre la drogue reste stable : toutes les catégories d'âge des résidents de la zone Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction sont du même avis. De plus, 34.2% des habitants considèrent que la lutte contre ce phénomène est la solution à l'insécurité dans leur quartier.

Face aux attentes des résidents par rapport à un phénomène installé de longue date dans certains points de fixation, l'action de la police doit se poursuivre pour éviter que les habitants ne développent le sentiment de vivre dans un quartier "abandonné" à lui-même, voire dans une zone de "non droit". L'action des forces de l'ordre se module selon l'objectif visé. Pour éviter de donner le sentiment que le trafic se déroule en toute impunité, il est nécessaire d'assurer une présence visible, en uniforme, de la police cantonale et de la police municipale. De son côté, en civil, la police judiciaire mène des enquêtes destinées à déstabiliser les réseaux et cible les grossistes et semi-grossistes en amont de la chaîne de distribution. Cette action forcément confidentielle, invisible pour le grand public, a des effets positifs à plus long terme sur la réalité quotidienne de la drogue dans les quartiers. De plus, des actions de police intensive font partie du répertoire d'actions pour marquer une présence forte et visible sur le territoire. L'hypercentre de la Ville de Genève a été le théâtre de plusieurs opérations de ce type au milieu des années 2010 (Figaro, ALPHA, ...). Ces opérations apportent à court terme un répit pour les résidents des quartiers. Elles sont généralement suivies d'une présence visible de patrouilles régulières qui en prolongent les effets. La stratégie de lutte contre la drogue est donc multimodale puisant dans un répertoire d'actions qui sont souvent menées en parallèle par différents services. La visibilité des patrouilles est une composante importante de cette stratégie notamment lorsque de nouveaux phénomènes émergent. C'est le cas aujourd'hui avec le regroupement de consommateurs de crack qui interpelle les résidents et les insécurise. Il faut finalement rappeler que la stratégie policière s'insère elle-même dans un dispositif plus large dit des quatre piliers (prévention, réduction des risques, traitement, répression) et implique une coordination des mesures de différents acteurs pour atteindre concomitamment une série d'objectifs dont des objectifs socio-sanitaires.

Recommandation 2 : La lutte contre la drogue devrait faire partie des priorités de la police cantonale notamment dans la zone des Eaux-Vives, de Plainpalais et de la Jonction.

Harcèlement de rue : une priorité dans ce territoire

La lutte contre le harcèlement de rue est la troisième thématique la plus fréquemment mentionnée comme devant être une priorité municipale par les résidents de la zone des Eaux-Vives/Plainpalais/Jonction. Il s'agit de la priorité principale des femmes résidant dans ce périmètre. C'est également dans cette zone que le taux de harcèlement de rue est le plus élevé en Ville de Genève. 63.5% des résidents de la zone ayant fait l'objet de harcèlement de rue plébiscitent les patrouilles pédestres comme mode privilégié de présence policière contre 44.8% pour les autres.

Il s'agit de tirer profit de l'analyse des données existantes, notamment des signalements collectés via l'application *Genève en poche*, afin d'orienter les actions sur des lieux ou à des moments spécifiques, tout en gardant à l'esprit que les données ne dessinent que la pointe de l'iceberg :

Recommandation 3 : Sensibilisées à la problématique du harcèlement de rue, les patrouilles pédestres municipales devraient être renforcées dans le périmètre des Eaux-Vives, de Plainpalais et de la Jonction.

2. Vernier

Résumé exécutif

La sécurité

- La petite et moyenne criminalité (PMC) à Vernier poursuit sa baisse pour atteindre en 2022 son niveau le plus bas enregistré depuis 2007. Dans le Croissant urbain de Vernier, la baisse est d'environ 50% par rapport à 2007. 325 événements de petite et moyenne criminalité ont été enregistrés par la police en 2022 contre 652 en 2007.
- Dans le reste de la commune, la baisse est encore plus spectaculaire. Elle passe de 716 événements en 2007 à 313 en 2022.
- Mesurés en taux pour 1'000 habitants, les reculs sont encore plus importants. Dans le Croissant urbain de Vernier, et de 2007 à 2022, on passe de 32 événements pour 1'000 habitants à 13 pour 1'000. Dans le reste de la commune, on passe de 61 événements pour 1'000 habitants à 25 pour 1'000.
- La prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue a augmenté à Vernier. En 2023, 25.7% des résidents déclarent avoir subi du harcèlement de rue sur 5 ans contre 20.5% trois ans plus tôt. La prévalence du phénomène est un peu plus élevée dans le reste de la commune (26.8%) que dans le Croissant urbain (24.8).
- Le harcèlement de rue concerne avant tout les jeunes femmes. 38.9% des femmes déclarent avoir fait l'objet de harcèlement de rue sur 5 ans contre 13% des hommes. 81.1% des jeunes femmes de 15 à 24 ans rapportent en avoir été victimes contre 19.4% des hommes de la même catégorie d'âge. 65% des femmes de 25-34 ans disent également avoir subi du harcèlement de rue.
- Les bagarres de rue sont en légère baisse dans les deux zones de Vernier. Le taux de constats de bagarres dans le quartier passe de 53.4% en 2013 à 48.9% aujourd'hui dans le Croissant urbain. Pour ces mêmes années, il passe de 48.9% à 46.8% dans le reste de la commune.
- Les chiffres concernant la consommation de drogue dans la rue et le trafic et vente de drogue dans la rue sont plutôt stables dans les deux zones depuis 2013. Le trafic et la vente de drogue reculent cependant dans le reste de la commune par rapport à 2020. Le taux passe de 52.4% (2020) à 46.4% (2023).
- Comme ailleurs dans le canton, les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs sont en revanche en augmentation dans les deux zones de Vernier. Ces incivilités de mobilité douce qui dérangent surtout les seniors passent de 77% en 2020 à 82.2% en 2023 dans le Croissant urbain. La progression est similaire dans le reste de la commune.
- Avec un taux de 20.8 accidents de la route avec blessés pour 10'000 habitants, Vernier se situe dans la moyenne cantonale (21.8).

La perception de la sécurité

- La sécurité arrive en troisième position dans l'ordre des préoccupations des résidents du Croissant urbain de Vernier : 14.4% la considèrent comme le problème prioritaire, derrière la question du logement (28.7%) et celle de la problématique de l'économie, énergie et chômage (15.3%).
- Dans le reste de la commune, la sécurité arrive en cinquième position (7.8%) derrière le logement (27.9%), l'économie, énergie et chômage (16.9%) ainsi que la mobilité et la circulation routière (16.9%) et l'environnement et le changement climatique (10.1%).
- En 2013, 51% des résidents se déclaraient insécurisés dans le Croissant urbain de Vernier. En 2023, ils ne sont plus que 35.8% à l'être dans cette zone. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis que les DLS le mesurent.
- Dans la zone du Reste de Vernier, la courbe du sentiment d'insécurité s'abaisse elle aussi graduellement depuis 2013. Elle passe de 47.5% d'insécurisés en 2013 à 29.9% en 2023. Ce dernier chiffre est pratiquement inchangé par rapport à celui de 2020 et s'avère proche de la moyenne à Genève de 28.9%.
- A l'échelon des communes étudiées par le DLS à Genève, Vernier est la commune où la sécurité est cependant la moins bien notée. Elle obtient la note de 7 sur 10 contre 7.3 en Ville de Genève ou 7.4 à Meyrin par exemple. La note progresse par rapport aux éditions précédentes du DLS. En 2016, Vernier obtenait 6.8 ; en 2020, la note progressait pour atteindre 6.9 et désormais le chiffre de 7 est atteint, en 2023.

Les interventions et la présence policières

- Les interventions sont de plus en plus fréquentes dans le Croissant urbain de Vernier. Le taux de 2007 y était de 48.1 interventions pour 1'000 habitants. Il est désormais de 78.7 pour 1'000 dans cette zone.
- Les patrouilles pédestres cantonales s'avèrent relativement rares à Vernier. 66.2% des résidents du Croissant urbain en voient moins d'une fois par mois. Dans le Reste de Vernier, pratiquement 70% déclarent de même.
- S'agissant des patrouilles pédestres municipales, environ 42% des résidents en voient plusieurs fois par mois ou même une à deux fois par semaine dans le Croissant urbain. Dans le reste de la commune, 52% déclarent de même.
- Le taux de contacts sur 5 ans avec la police cantonale aujourd'hui dans le Croissant urbain de Vernier est pratiquement identique à celui de 2010 : environ 49%. Dans le Reste de Vernier, il a tendance à diminuer par rapport à 2010. Il était de 56.2% en 2010 et se situe désormais à 46.6%.
- Le taux de contacts avec la police municipale quant à lui est stable depuis 2013 dans les deux zones. En 2023, 29.3% des résidents du Croissant urbain ont été en contact avec la police municipale sur 5 ans et 30.9% l'ont été dans le reste de la commune.

L'image de la police

- L'image de la police s'améliore progressivement à Vernier. Dans le Croissant urbain, 87.7% des résidents estiment que la police cantonale fait du bon travail et 82% sont du même avis s'agissant du travail de la police municipale. C'est 8 points de mieux qu'en 2010 pour la police cantonale et près de 4 points de mieux qu'en 2020 pour la police municipale de Vernier dans cette zone. Dans la zone du Reste de Vernier, 93.6% des résidents estiment que la police cantonale fait du bon travail. C'est 6 points de mieux qu'en 2010. 87.2% sont du même avis pour le travail de la police municipale. C'est près de 10 points de mieux qu'en 2016, date à laquelle le DLS a commencé à mesurer l'image de la police municipale.

Les priorités des résidents en matière de police

- En 2023, la patrouille pédestre ou à vélo reste prioritaire dans le Croissant urbain de Vernier. 44.7% souhaitent une présence policière sous cette forme.
- Comme lors des éditions précédentes du DLS, l'intervention rapide de police-secours est en revanche prioritaire dans le reste de la commune : 50.2% souhaitent une présence policière sous cette forme.
- En 2023, dans le Croissant urbain de Vernier, les deux priorités cantonales devraient, aux yeux des résidents, être la prévention et la répression de la délinquance juvénile ainsi que la lutte contre les agressions physiques et la violence. Ces deux problématiques recueillent environ 21% chacune de mentions comme priorités. La lutte contre la drogue figure en troisième position avec 16.4% de mentions.
- Dans le Reste de Vernier, les trois grandes priorités sont, dans l'ordre, la lutte contre les cambriolages et les vols (28.1%), la lutte contre les agressions physiques et la violence (26.4%) et la lutte contre la drogue au même titre que la prévention et la répression de la délinquance juvénile (12.1% chacune).
- En matière de police municipale, en 2023, deux priorités se détachent dans le Croissant urbain de Vernier. Il s'agit, dans l'ordre, de la lutte contre l'incivilité en général. 17.7% le souhaitent. Il s'agit en deuxième lieu de la prévention de la délinquance juvénile. 15.6% le souhaitent.
- Dans le Reste de Vernier, la grande priorité est la prévention des vols et des cambriolages (21.1%), suivie de la prévention de la délinquance de rue (13.7%) et de la lutte contre l'incivilité et la répression de la consommation de drogues (10.5% chacune).

Introduction

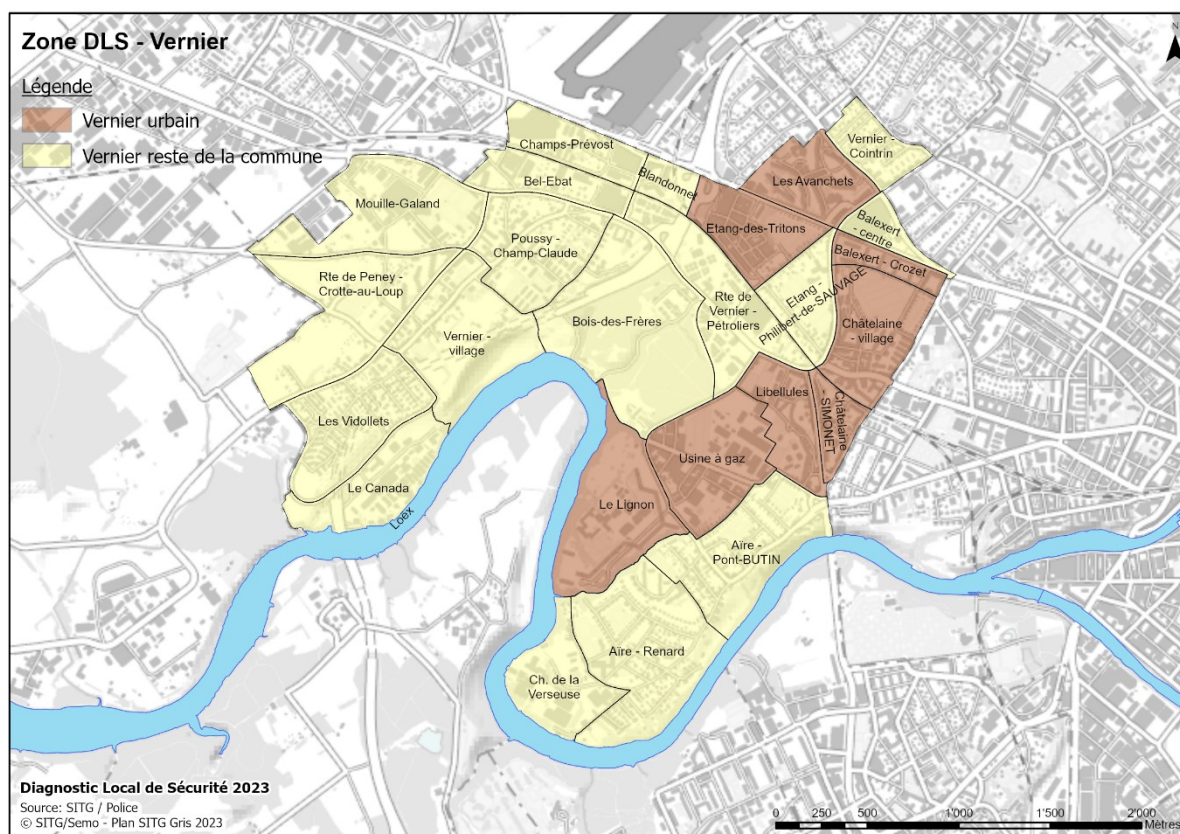
Depuis 2010, les DLS consacrent un chapitre à l'analyse de la sécurité dans deux zones de la commune de Vernier (cf. la carte ci-dessous). La première zone – appelée dans le DLS le Croissant urbain - regroupe les quartiers du Lignon, des Avanchets ainsi que des Libellules, Châtelaine et Balaxert-Crozet. Le DLS de 2023 y adjoint désormais le sous-secteur appelé "Usine à gaz" et le quartier de l'Etang, plus spécifiquement le sous-secteur

appelé "Etang-des-Tritons". La population de ce nouveau quartier a été multipliée par trois entre 2020 et 2021 et continue d'augmenter. Démographiquement, elle s'apparente désormais au Croissant urbain, raison pour laquelle ces sous-secteurs ont été rattachés à la zone du Croissant urbain pour l'édition 2023 du DLS. La seconde zone est constituée du reste de la commune. En 2023, 320 personnes ont été interrogées dans le Croissant urbain et 318 dans le reste de la commune.

La modification des zones en 2023 a pour effet de rendre les chiffres au niveau des zones non strictement comparables à ceux des éditions précédentes du DLS. Une partie des changements qui seront observés dans les prochains tableaux peut en effet être imputable à cette légère reconfiguration des zones.

90.8% des répondants ont répondu au questionnaire en ligne tandis que le solde de 9.2% a été interrogé par téléphone.

Carte 2.1 Les deux zones d'étude de Vernier



Le contexte des zones

Le profil sociodémographique des zones

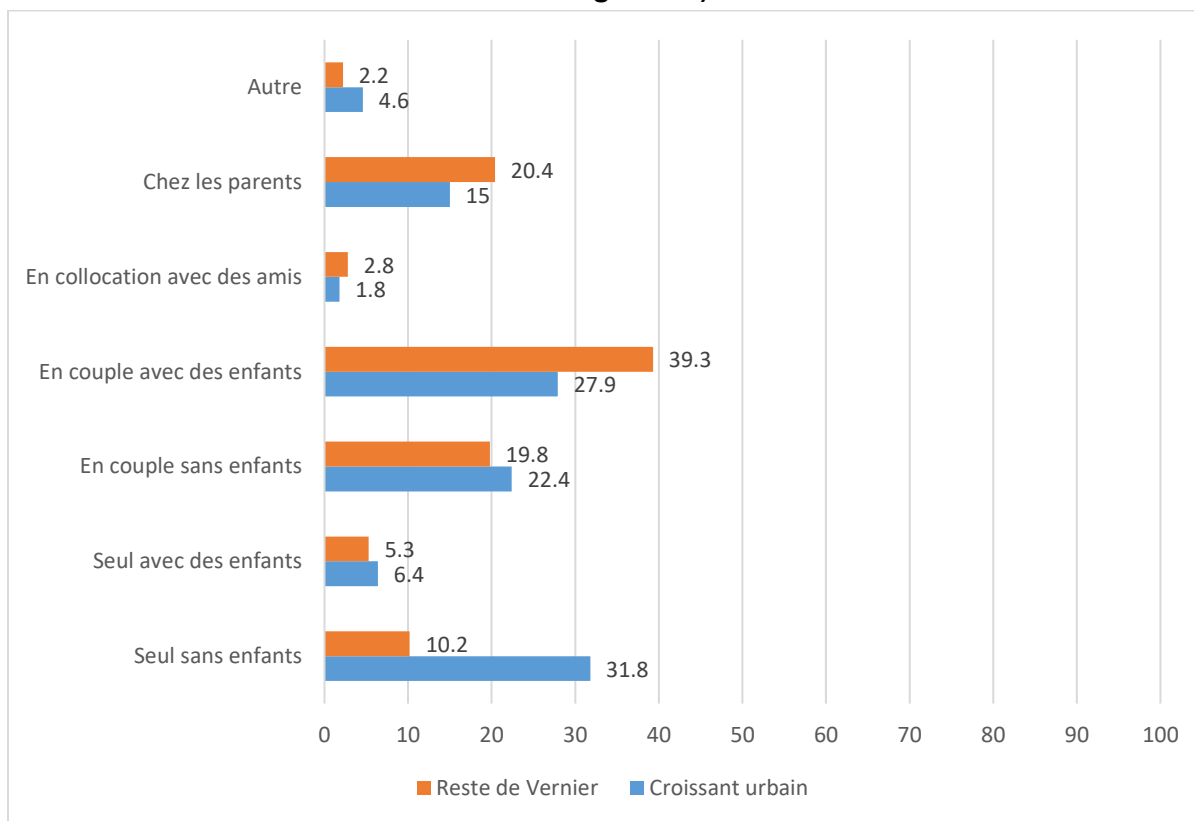
Le Croissant urbain de Vernier est une zone fortement densifiée. La densité urbaine y est de 12'379 au km², alors que le Reste de Vernier est plus moins densément bâti avec 2'191 habitants au km². La part des moins de 15 ans est nettement inférieure dans le Croissant urbain à celle du Reste de Vernier. Elle y est de 14.7% contre 21% dans le reste de la commune. Le Croissant de Vernier accueille 31.8% de personnes seules sans enfants et 22.4% de couples sans enfants. Les couples avec enfants forment une minorité de 27.9% des répondants de la zone. Dans la zone résidentielle, en revanche, les familles avec des enfants dominent : la part des couples avec des enfants atteint 39.3% et celle des jeunes habitant chez les parents 20.4%. Les résidents du Croissant urbain déclarent généralement avoir des revenus modestes. 71.5% d'entre eux le disent contre 54.4% dans la zone résidentielle de Vernier. Beaucoup, dans le Croissant urbain de Vernier, n'ont pas suivi un cursus scolaire allant au-delà de l'école primaire : 59.2% des résidents du Croissant urbain le disent contre 53.5% pour les résidents du reste de la commune. 18.1% des résidents du Croissant urbain ont un parcours universitaire ou de haute école contre 22.5% dans le Reste de Vernier. La part d'étrangers et d'étrangers hors UE est similaire dans les deux zones. Le profil type d'un résident du Croissant urbain est donc celui d'une personne vivant seule ou d'un couple sans enfant, disposant de revenus plutôt modestes et dont le parcours scolaire s'est arrêté à l'école primaire. Dans la zone résidentielle de Vernier, il s'agit plutôt d'une famille avec des enfants, dont les revenus du ménage sont un peu plus élevés et le niveau d'éducation également sensiblement plus élevé que dans le Croissant urbain.

Tableau 2.1 : Sociodémographie des zones de la commune de Vernier

	Pop. résidente totale	Part pop. de moins de 15 ans	Part pop. de 65 ans et plus	Part pop. étrangère	Part étrangers hors UE28	Densité urbaine	Part d'éducation primaire	Part université/ haute école
	N	%	%	%	%	hab./ km ²	%	%
Vernier Croissant urbain	24'583	14.7	13.6	45.5	20.4	12'379	59.2	18.1
Reste de Vernier	12'493	21.0	17.7	46.0	20.7	2'191	53.5	22.5
Commune de Vernier	37'076	16.8	15.3	45.6	20.5	4'821	56.4	20.3

Source : OCSTAT et sondage

Figure 2.1 : Statut familial des répondants dans les deux zones de Vernier (en %, sondage 2023)



La cohésion sociale

Mesurée à travers la perception du degré d'entraide dans le voisinage, la cohésion sociale progresse dans le Croissant urbain de Vernier depuis quelques années. En 2023, 17% estiment qu'elle y est forte contre 12.9% en 2016. Le pourcentage de résidents l'estimant faible diminue progressivement dans la zone. Il était de près de 50% en 2010 et aujourd'hui un peu moins d'un tiers des résidents du Croissant urbain l'estiment faible. Dans le reste de la commune, de plus en plus de résidents l'estiment dans la moyenne. 56.4% pensent ainsi en 2023. 17.7% pensent qu'elle est forte et 25.9%, au contraire, qu'elle est faible.

On note une tendance des deux zones à se ressembler de plus en plus. Dans les deux zones aujourd'hui, environ 17% pensent que la cohésion sociale est forte. L'écart entre les zones dans le groupe de ceux qui pensent qu'elle est faible est de 6.7 points. En 2010, cet écart était de près du double (12.6 points).

**Tableau 2.2 : Evolution de la cohésion sociale dans les zones de la commune de Vernier
(en %, 2010-2023)**

	Croissant urbain de Vernier					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Fort	38.7	13.2	12.9	15.1	17	53.3	27.2	21.7	20.1	17.7
Moyen	12.2	48.3	50.7	48.1	50.4	10.2	46.5	51.5	53.3	56.4
Faible	49.1	38.5	36.4	36.8	32.6	36.5	26.3	26.8	26.6	25.9
N	385	304	379	285	290	285	320	406	308	293
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social

Confrontés à l'éventualité d'un cambriolage chez les voisins, seuls 6.7% des résidents du Croissant urbain de Vernier et 5.1% de ceux du reste de la commune ne feraient rien. La majorité appellerait la police. C'est le cas de 59.5% des résidents du Croissant urbain et de 56.3% des résidents du reste de la commune. Dans la partie plus résidentielle de Vernier, 41.8% appelleraient les voisins. C'est moins souvent le cas dans la zone du Croissant urbain où seuls 26.2% le feraient. Près de 20% environ guigneraient chez les voisins ou iraient sonner chez les voisins dans les deux zones. Sonner chez les voisins est un comportement plus rare également dans les deux zones.

Tableau 2.3 : Evolution du contrôle social pour les cambriolages dans les zones de la commune de Vernier (en %, réponses multiples, 2010-2023)

	Croissant urbain de Vernier					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Appeler la police	58.5	62.1	60.7	61.1	59.5	52.5	61.7	63.7	60.1	56.3
Appeler les voisins	13.7	19.4	26.9	24.1	26.2	23.0	24.6	33.1	32.3	41.8
Guigner chez les voisins	29.4	24.1	22.3	18.0	19.0	31.0	32.3	28.8	29.0	20.4
Sonner chez les voisins	16.2	11.9	18.2	16.7	18.1	12.5	11.4	13.5	20.1	16.1
Ne rien faire	8.2	3.8	4.6	5.5	6.7	9.5	1.5	3.4	3.4	5.1
N	402	319	412	311	326	200	334	444	328	324

Source : Sondage

Le second indicateur du contrôle social est l'opinion des répondants sur la probabilité que les voisins interviennent en cas de manque de respect d'adolescents envers un adulte.

Si l'on se fie à cet indicateur, le contrôle social évolue peu à Vernier depuis qu'on le mesure. Il reste plus élevé dans le Reste de Vernier que dans le Croissant urbain. 63% des résidents du reste de la commune pensent que les voisins interviendraient contre 56.6% dans le Croissant urbain. Comme pour la cohésion sociale, les différences entre les deux zones tendent à s'amenuiser. En 2010, il y avait près de 13 points d'écart alors que, en 2023, l'écart s'est réduit à un peu plus de 6 points.

Tableau 2.4 : Evolution du contrôle social pour les incivilités dans les zones de Vernier (en %, 2010-2023)

	Croissant urbain de Vernier					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Improbable	38.0	48.3	44.3	45.7	43.4	25.3	34.4	37.2	35.8	37.0
Probable	62.0	51.7	55.7	54.3	56.6	74.7	65.6	62.8	64.2	63.0
N	350	296	359	280	281	277	302	393	288	284
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La qualité de vie

C'est plutôt la stabilité qui prévaut en matière de qualité de vie. 67% des résidents estiment que la qualité de vie est bonne dans le Croissant urbain de Vernier contre 78.7% dans le reste de la commune. Celles et ceux qui l'estiment mauvaise sont 9.5% dans le Croissant urbain et 3.4% dans le reste de la commune. Ces chiffres changent peu par rapport aux éditions précédentes du DLS. Ce sont plutôt les 15-34 ans qui estiment mauvaise la qualité de vie dans la commune. 9.2% d'entre eux le disent contre 5.9% des 35-49 ans, 4.3% des 50-64 ans et 5.6% de plus de 64 ans. Les femmes sont légèrement plus négatives que les hommes. 7.6% d'entre elles l'estiment mauvaise contre 5.6% des hommes. Celles et ceux qui ont des revenus modestes sont 8.9% à estimer la qualité mauvaise dans la commune contre 2.8% pour les revenus plus élevés.

Tableau 2.5 : Evolution de la qualité de vie dans les zones de Vernier (en %, 2010-2023)

	Croissant urbain de Vernier					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Bonne	79.5	64.7	64.9	66.9	67.0	84.4	77.7	76.1	76.7	78.7
Moyenne	9.6	24.3	27.0	24.9	23.5	9.5	15.7	19.6	18.7	17.9
Mauvaise	10.9	11.0	8.1	8.2	9.5	6.1	6.6	4.3	4.6	3.4
N	395	317	408	305	315	296	331	439	327	319
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La sécurité

La petite et moyenne criminalité

La petite et moyenne criminalité à Vernier poursuit sa tendance historique à la baisse amorcée pour atteindre en 2022 son niveau le plus bas enregistré depuis 2007. Dans le Croissant urbain de Vernier, la baisse est d'environ 50% par rapport à 2007 en volume d'événements. 325 événements de petite et moyenne criminalité ont été enregistrés par la police en 2022 contre 652 en 2007. Dans le reste de la commune, la baisse est encore plus spectaculaire. Elle passe de 716 événements en 2007 à 313 en 2022. Mesurés en taux pour 1'000 habitants, ces reculs sont encore plus importants. Dans le Croissant urbain, et de 2007 à 2022, on passe de 32 événements pour 1'000 habitants à 13 pour 1'000. Dans le reste de la commune, on passe de 61 événements pour 1'000 habitants à 25 pour 1'000.

Dans le Croissant urbain comme dans le Reste de Vernier, les infractions contre le patrimoine sont en baisse. Le volume de délits est similaire dans les deux zones tandis que le taux pour 1'000 habitants varie du simple au double. Ce taux est de 11 dans le Croissant urbain et de 23 dans le reste de la commune. A noter que le centre commercial de Balexert fait partie de la zone résidentielle du Reste de Vernier et qu'il génère à lui seul une part importante de ces infractions au patrimoine (vols à l'étalage ou vols simples par exemple).

Les délits contre l'intégrité des personnes quant à eux se maintiennent au niveau des DLS précédents. Depuis 2016, on y enregistre 4 délits contre l'intégrité des personnes pour 1'000 habitants. Dans le reste de la commune, ces délits sont en baisse. Jusqu'en 2013, la zone enregistrait 7 délits contre l'intégrité des personnes pour 1'000 habitants contre 4 pour 1'000 aujourd'hui. Si les taux de délits contre les personnes sont désormais similaires dans les deux zones de Vernier, la zone du Croissant urbain enregistre plus du double d'infractions contre les personnes que le Reste de Vernier.

Tableau 2.6 : Évolution de la petite et moyenne criminalité (événements) dans la commune de Vernier (2007- 2022)

Année	Croissant urbain	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Vernier	Taux pour 1'000 hab.
2022	325	13	313	25
2019	419	19	412	30
2016	470	22	533	38
2013	545	26	807	59
2010	606	29	879	70
2007	652	32	716	61

Source : Données policières

Tableau 2.7 : Évolution des délits contre les biens dans la commune de Vernier (2007-2022)

Année	Croissant urbain	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Vernier	Taux pour 1'000 hab.
2022	276	11	293	23
2019	384	18	371	27
2016	431	20	523	38
2013	470	22	770	56
2010	543	26	812	65
2007	606	30	662	56

Source : Données policières

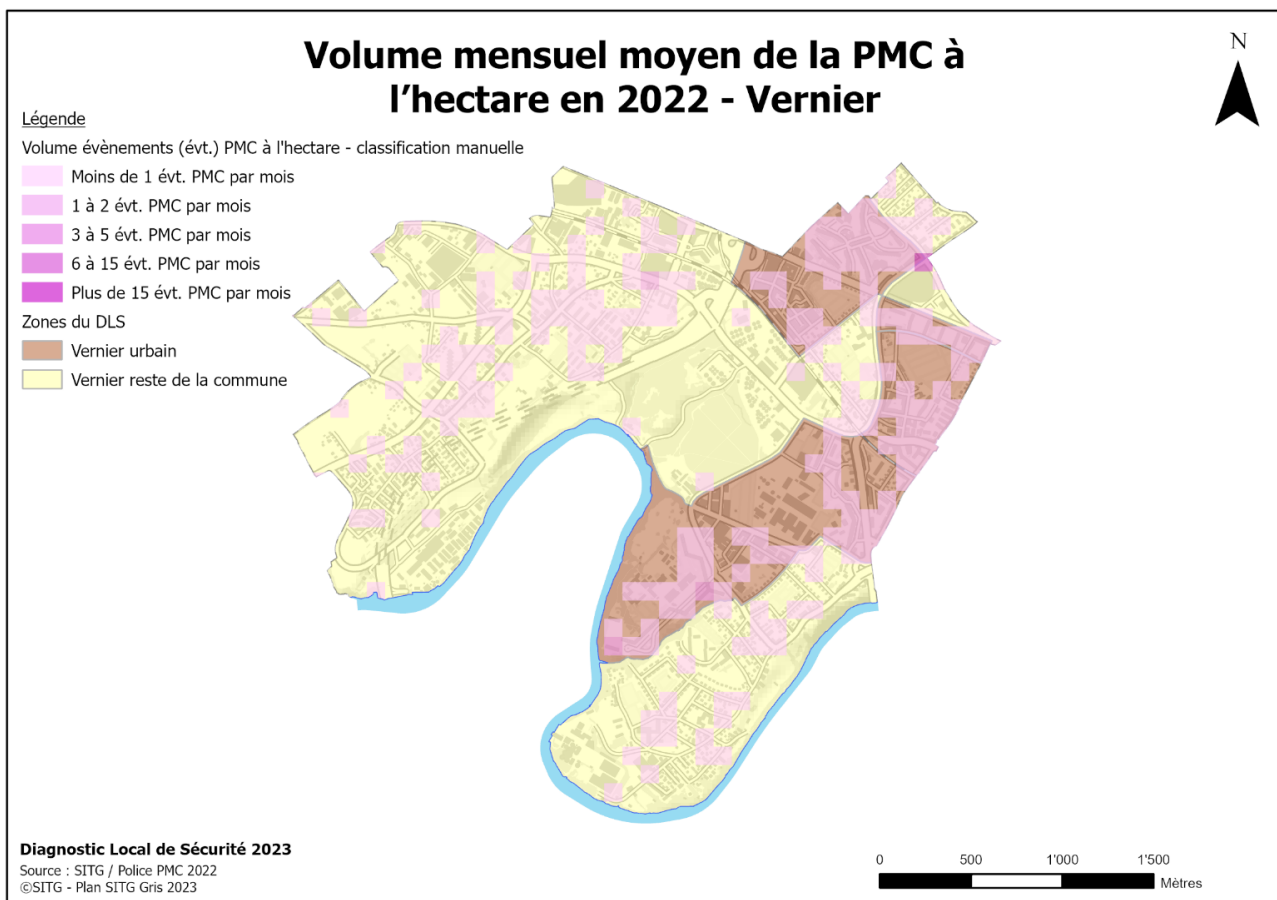
Tableau 2.8 : Évolution des délits contre les personnes dans la commune de Vernier (2007- 2022)

Année	Croissant urbain	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Vernier	Taux pour 1'000 hab.
2022	108	4	50	4
2019	86	4	77	6
2016	93	4	68	5
2013	115	5	91	7
2010	97	5	89	7
2007	99	5	81	7

Source : Données policières

La carte suivante présente les volumes mensuels moyens de Petite et Moyenne Criminalité (PMC) à l'hectare pour l'année 2022 à Vernier.

Carte 2.2 : Volume mensuel moyen de la PMC à l'hectare en 2022



Harcèlement de rue

La prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue a augmenté à Vernier depuis 2020 (Tableau 2.9). Aujourd'hui, 25.7% des résidents déclarent avoir subi du harcèlement de rue sur 5 ans contre 20.5% trois ans plus tôt. La prévalence du phénomène est un peu moins élevée dans le Croissant urbain (24.8%) que dans le reste de la commune (26.8%). Elle concerne avant tout les femmes : 38.9% des femmes déclarent avoir fait l'objet de harcèlement de rue sur 5 ans contre 13% des hommes.

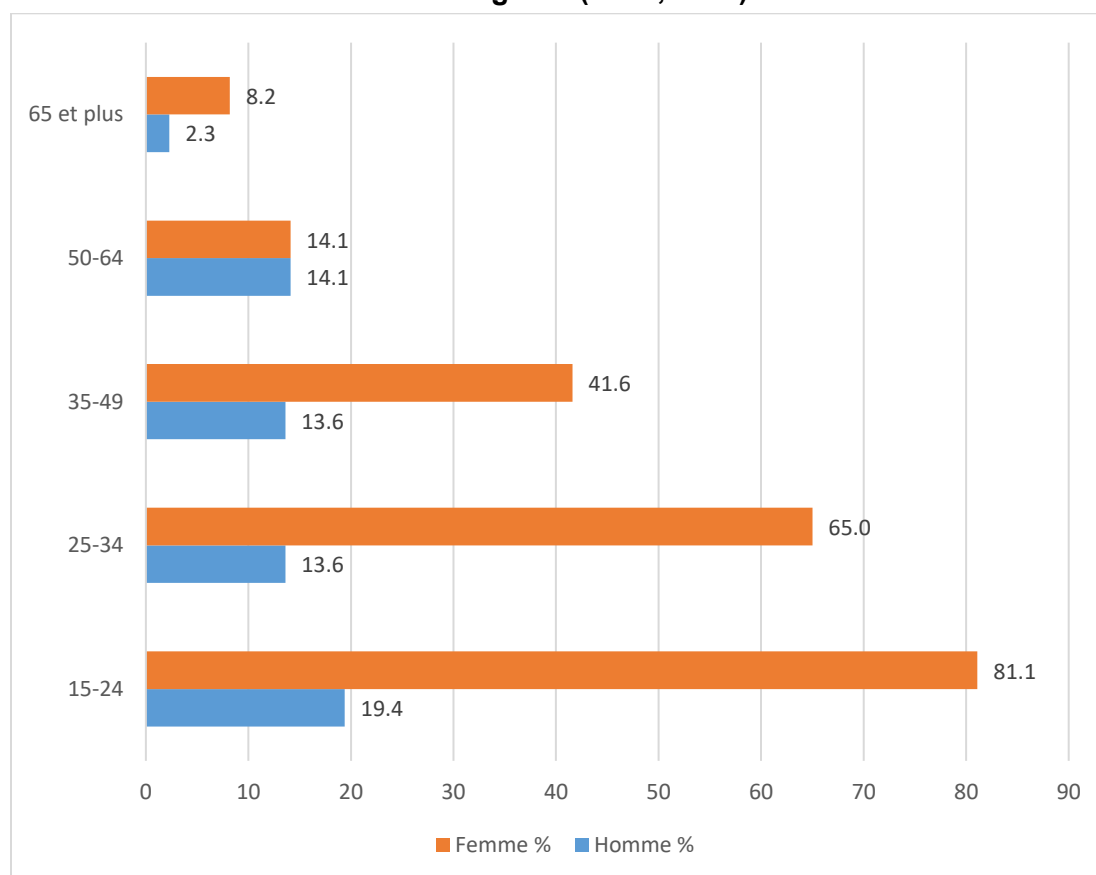
Tableau 2.9 : Prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue sur 5 ans dans les zones de Vernier et le genre (en %, 2020-2023)

	Vernier		Croissant urbain	Reste de Vernier	Homme	Femme
	2020	2023	2023	2023	2023	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Non</i>	79.5	74.3	75.2	73.2	87.0	61.1
<i>Oui</i>	20.5	25.7	24.8	26.8	13.0	38.9
<i>N</i>	624	637	323	314	323	314
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : sondage

La problématique touche de plein fouet les femmes de la tranche d'âge des 15-24 ans. 81.1% d'entre elles rapportent en avoir été victimes contre 19.4% des hommes de la même catégorie d'âge. 65% des femmes de 25-34 ans disent également avoir subi du harcèlement de rue. La prévalence de cette problématique diminue ensuite progressivement pour atteindre 8.2% des femmes de plus de 64 ans.

Figure 2.2 : Prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue à Vernier selon le genre (en %, 2023)



Les incivilités

Toutes les incivilités ne dérangent pas de la même manière³. Seules certaines importunent fortement les résidents de Vernier. Celles qui le font sont liées aux thèmes de la drogue, des conflits comme des bagarres dans la rue ou des groupes d'individus irrespectueux s'appropriant des espaces communs, ainsi qu'à la mobilité et les problèmes de sécurité liés à des engins circulant dangereusement sur les trottoirs comme des trottinettes, des rollers ou encore des skateboards. Ce sont ces incivilités qui dérangent le plus les résidents et qui pèsent sur le sentiment de sécurité.

Quel est le bilan à Vernier ? Le prochain tableau (Tableau 2.10) permet d'observer que certaines de ces incivilités dérangeantes sont en recul à Vernier, notamment celles qui sont liées à des conflits, alors que d'autres, comme la problématique liée aux engins slalomant dangereusement sur les trottoirs augmentent. Les bagarres de rue sont en baisse dans les deux zones de Vernier. Le taux de constats de bagarres dans le quartier passe de 53.4% en 2013 à 48.9% aujourd'hui dans le Croissant urbain et de 48.9% à 46.8% pour ces mêmes dates ailleurs dans la commune. Ces baisses sont relativement modestes.

Les chiffres concernant la consommation de drogue dans la rue sont plutôt stables dans les deux zones. Le trafic et la vente de drogue reculent dans le reste de la commune par rapport à 2020. Le taux passe de 52.4% (2020) à 46.4% (2023). Les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs sont en revanche en augmentation dans les deux zones. Ces incivilités de mobilité dérangent surtout les seniors ; elles passent de 77% en 2020 à 82.2% en 2023 dans le Croissant urbain. La progression est similaire dans le reste de la commune.

³ La question posée dans le sondage porte à la fois sur l'exposition aux incivilités et sur le degré de dérangement de ces dernières.

Tableau 2.10 : Evolution des taux d'exposition aux incivilités par zone et par type à Vernier (2013-2023)

		Croissant urbain				Reste de Vernier			
		2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
Dégradation physique	<i>Abandon d'objets et saleté</i>	80.5	80.5	84.4	74.0	75.3	73.3	76.3	70.6
	<i>Déjection chien sans laisse</i>				74.3				71.8
	<i>Graffiti et déprédations</i>	73.2	71.7	74.7	66.8	73.6	66.0	66.0	65.8
Conflits	<i>Attitudes irrespectueuses de groupes de jeunes</i>	71.3	69.7	-	-	67.6	61.4	-	-
	<i>Groupes de personnes irrespectueuses s'appropriant des espaces communs</i>	-	-	-	61.6	-	-	-	61.9
	<i>Violences verbales ou bagarres</i>	53.4	55.0	57.3	48.9	48.9	45.9	53.0	46.8
Drogue	<i>Vente ou consommation de drogues</i>	62.9	63.7	60.1	60.9	50.3	54.0	58.1	56.7
	<i>Trafic de drogue et vente de drogue dans la rue</i>	-	-	53.9	54.0	-	-	52.4	46.4
	<i>Attitudes insistantes de mendiants</i>	69.4	72.0	57.3	74.8	67.1	64.2	53.0	72.1
Bruit	<i>Bruit excessif d'établissements publics</i>	-	44.1	51.5	40.6	-	37.8	43.6	63.1
	<i>Bruit excessif de véhicules à moteur</i>	69.8	76.4	79.5	75.3	71.4	69.2	70.5	72.9
	<i>Bruits excessifs provenant de personnes dans les parcs et les rues</i>	71.3	72.2	75.3	71.8	68.6	64.0	66.8	62.8
Circulation	<i>Vélos (électriques) circulant sur les trottoirs</i>	-	-	76.8	73.3	-	-	70.6	70.3
	<i>Trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs</i>	-	-	77.0	82.2	-	-	72.1	79.2
	<i>Stationnement sauvage</i>	74.4	72.8	71.2	63.0	69.5	69.2	60.8	60.4

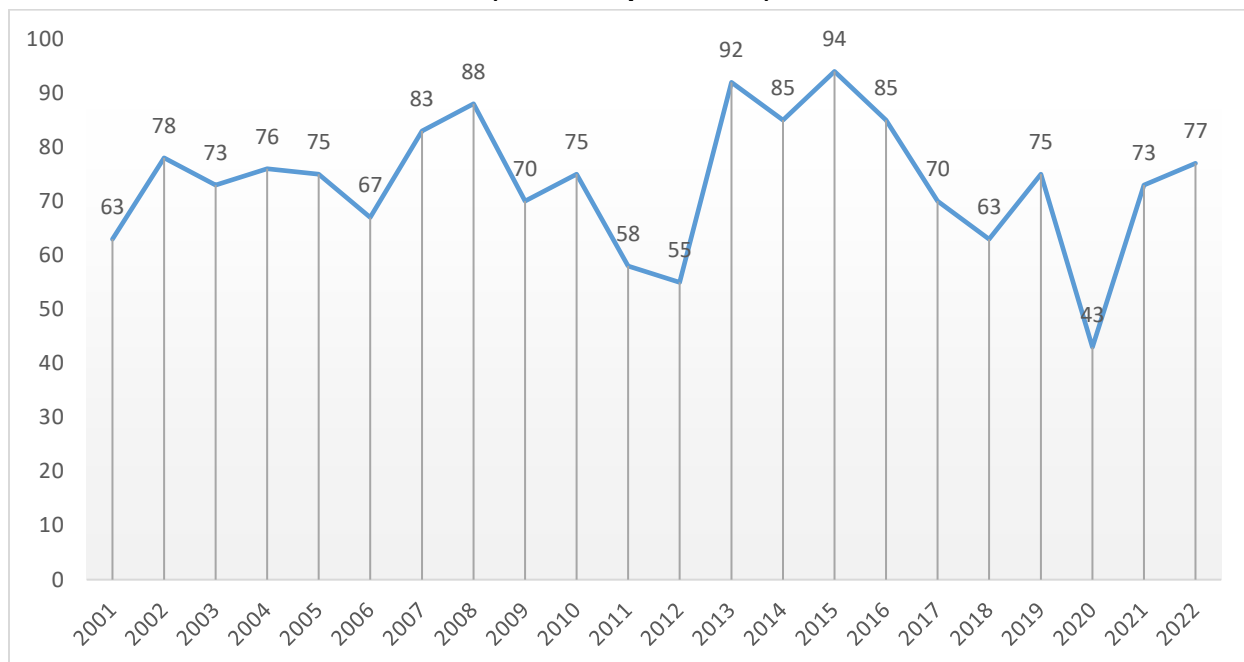
Source : sondage

Globalement, les incivilités dérangent plus les femmes que les hommes. Les bagarres et violences verbales dans la rue importunent « beaucoup » 64.6% des femmes de Vernier contre 46.7% des hommes. La consommation de drogue dans l'espace public dérange beaucoup 70.9% des femmes contre 49.2% des hommes de Vernier. Les engins circulant dangereusement sur les trottoirs dérangent beaucoup 54.4% des femmes contre 49% des hommes. Ces incivilités dérangent généralement plus les seniors que les jeunes. Mais ce sont principalement les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs qui importunent les seniors. 33.8% des 15-24 ans se déclarent fortement importunés par ces engins contre 70.2% des 65 ans et plus à Vernier. Cette problématique dérange plus dans le Croissant urbain de Vernier que dans le reste de la commune. 54.7% des résidents du Croissant se disent fortement importunés par ces engins sur les trottoirs contre 48.8% dans le Reste de Vernier.

Les accidents de la route

Avec un taux de 20.8 accidents de la route avec blessés pour 10'000 habitants, Vernier se situe dans la moyenne cantonale (21.8). Le volume d'accidents évolue en dents de scie depuis 2001 comme on peut l'observer sur la Figure 2.3.

Figure 2.3 : Evolution du volume d'accidents avec blessés à Vernier depuis 2001 (données policières)



L'action de la police

Les interventions sur appel au 117

Les chiffres présents dans ce chapitre sont une sélection thématique parmi l'ensemble des réquisitions traitées par la police. Le détail de ces sept catégories est explicité dans le tableau 2.11, et celles-ci restent inchangées depuis le premier DLS pour Vernier.

Les taux d'interventions annuels pour 1'000 habitants évoluent en dents de scie depuis 2007. Les interventions sont cependant de plus en plus fréquentes dans le Croissant urbain de Vernier. Le taux de 2007 y était de 48.1 interventions pour 1'000 habitants. Il est désormais de 78.7 pour 1'000 habitants dans cette zone. Ailleurs dans la commune, le taux était plus élevé en 2010 et 2013 qu'il ne l'est aujourd'hui. Il y a eu 100.5 interventions pour 1'000 habitants dans le Reste de Vernier en 2022.

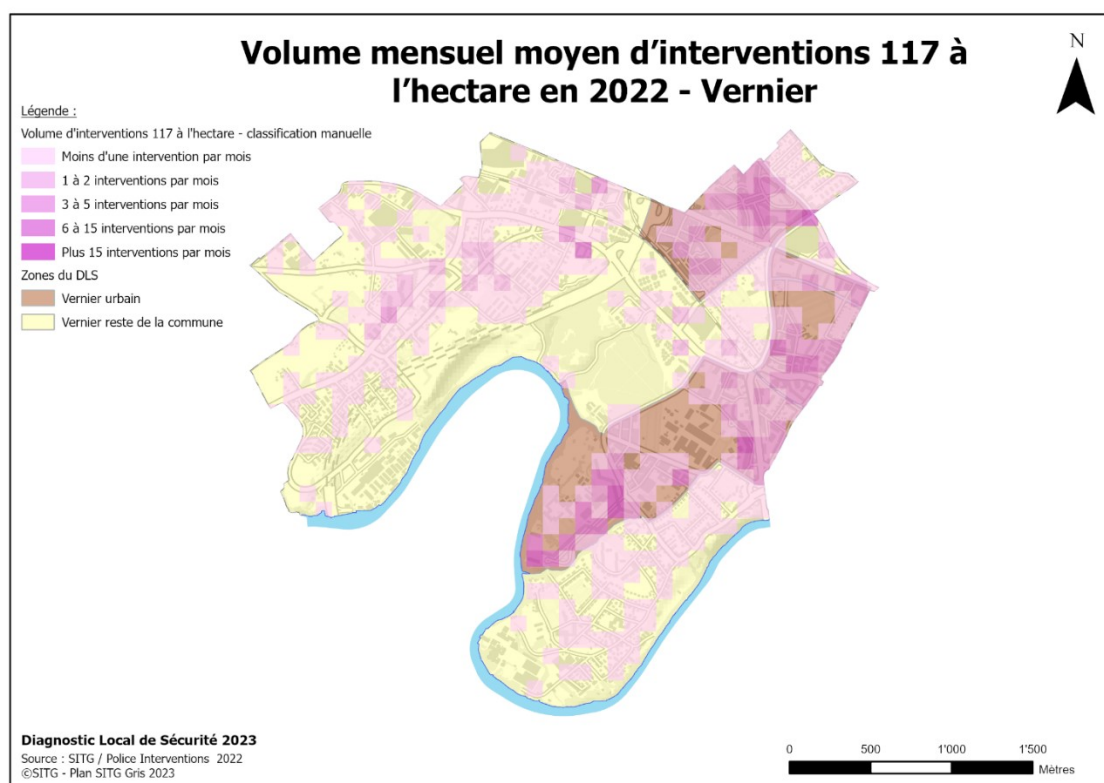
Tableau 2.11 : Les interventions sur appel au 117 dans les zones de Vernier par type (en %, 2007-2022)

	Affaire et accident de circulation	Atteinte aux biens	Atteinte aux personnes	Incivilité	Social et secours	Tranquillité et sécurité publiques	Autre	Total	Taux pour 1'000 hab.
	%	%	%	%	%	%	%	N	
Croissant urbain									
2022	9.9	7.9	6.3	28.6	15.3	18.2	13.8	1'935	78.7
2019	10.7	11.2	4.4	26.5	14.1	17.6	15.5	1'352	62.8
2016	13.5	11.6	4.7	24.2	13.5	17.6	14.9	1'217	56.8
2013	16.4	8	5.2	24.7	14	20.6	11.1	1287	60.7
2010	14.7	8.1	5.3	33.2	13.1	15.9	9.7	1'440	69
2007	17.5	7.3	6.6	23.5	17.9	16.5	10.7	978	48.1
Reste de Vernier									
2022	21.7	17.2	3.2	17.8	12.3	14.6	13.2	1'255	100.5
2019	27.6	15	1.8	13.7	9.1	16.1	16.7	1'144	83.5
2016	23	13.7	3.4	19.3	10.6	15	15	1'130	81.4
2013	32.9	12.6	4.3	15	8.4	15.2	11.6	1'431	104.7
2010	35	10.8	4.2	15.1	7.7	13.7	13.5	1'507	120.8
2007	39.7	8.5	4.2	15	8.9	12.5	11.2	1'057	90.2

Source: Données policières

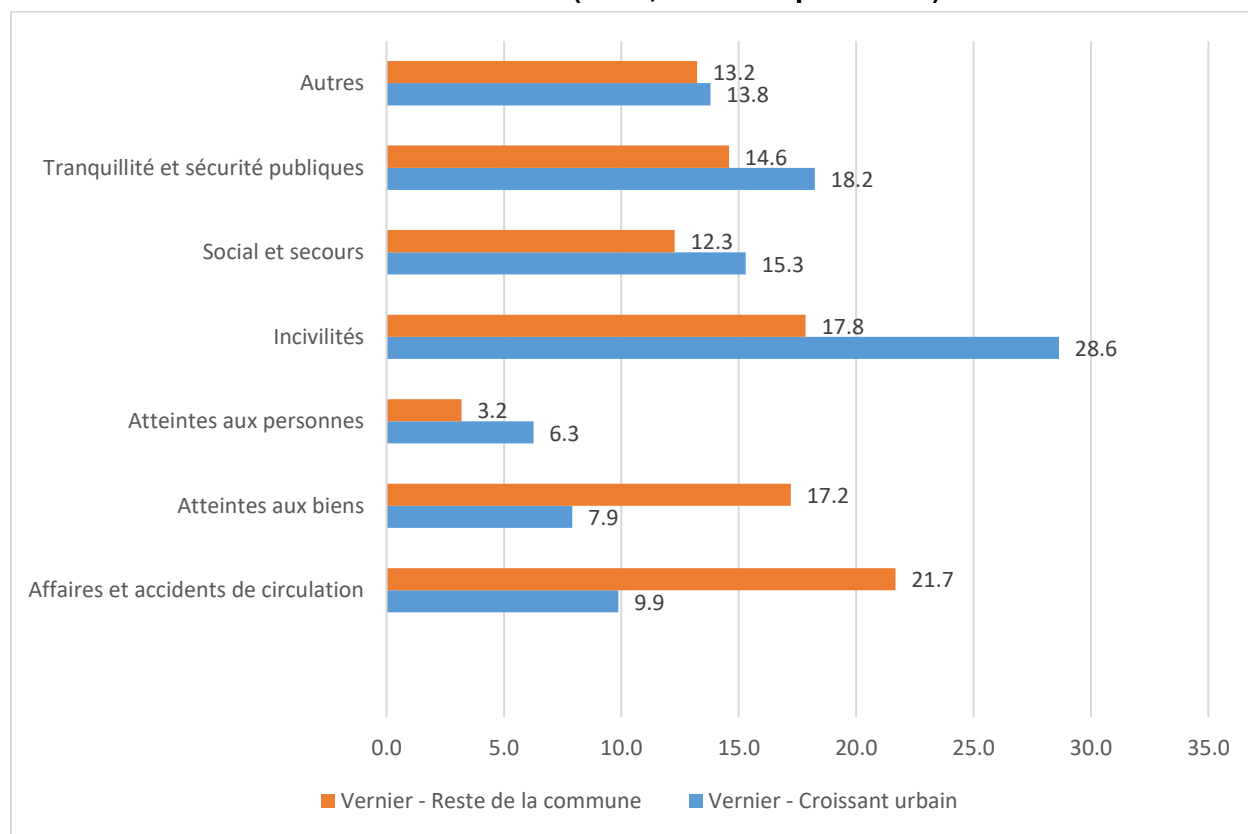
La carte suivante présente les volumes mensuels moyens d'interventions sur appel au 117 à l'hectare à Vernier pour l'année 2022.

Carte 2.3 : Volume mensuel moyen d'interventions sur appel au 117 à l'hectare en 2022



Le graphique (Figure 2.4) ci-dessous permet d'observer que les affaires et accidents de circulation (21.7%) restent le motif principal d'intervention sur appel dans la Reste de Vernier, suivis par les incivilités (17.8%). Les affaires d'atteinte aux biens sont le troisième motif d'intervention le plus fréquent (17.2%)⁴. Dans le Croissant urbain, les motifs d'intervention sont très différents. La police intervient en priorité pour des incivilités (28.6%), des affaires de tranquillité et sécurité publiques (18.2%) ainsi que du social et secours (15.3%). Les délits comme les atteintes à l'intégrité des personnes (6.3%) et les atteintes au patrimoine (7.9%) ne génèrent que 14.2% de l'ensemble des interventions policières. Les affaires de circulation en génèrent 9.9%.

Figure 2.4 : Distribution comparée des motifs d'intervention sur appel au 117 dans les zones de Vernier (en %, données policières)



Les interventions de la police municipale de Vernier

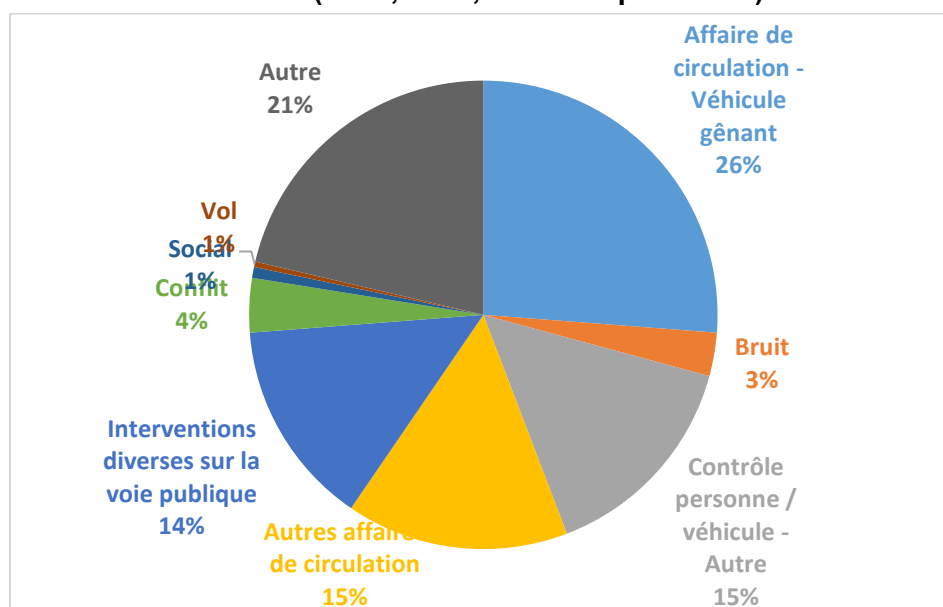
La police municipale effectue des interventions sur appel au 117 par délégation du canton dans le cadre du Contrat local de sécurité (CLS) qu'elle a avec ce dernier. Ces patrouilles municipales sont mobilisées dans ce cas par la Centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL) La prochaine figure (Figure 2.5) présente la distribution de ces interventions menées dans le cadre du CLS.

Un nombre important des interventions déléguées à la police municipale ont pour origine des affaires de circulation. 26% concernent des véhicules gênants et 15% d'autres

⁴ Le centre commercial de Balexert contribue de manière significative à cette proportion.

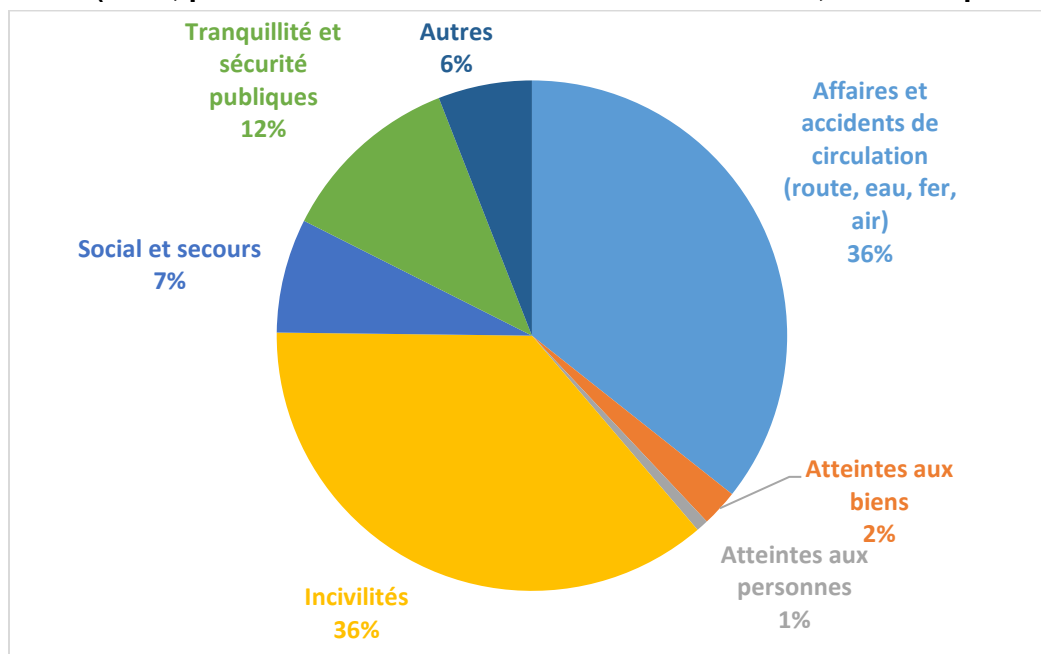
affaires de circulation. Le bruit génère 3% des interventions municipales menées dans le cadre du CLS, le social 1%, les conflits 4%, le contrôle de personne ou de véhicule 15% et, finalement, les diverses interventions sur la voie publique 14%. Au total, ces interventions sont au nombre de 267.

Figure 2.5 : Interventions de la police municipale déléguées dans le cadre du CLS de Vernier (en %, 2022, données policières)



La police municipale effectue également des interventions hors du cadre des CLS en pleine autonomie. Le graphique suivant (Figure 2.6) permet d'observer la distribution des interventions de la police municipale par motif d'intervention pour la période du 1^{er} mars au 31 décembre 2022. Avant cette date, les communes saisissaient leurs interventions dans leurs applications propres. Sur les 534 interventions, 387 ont pu être classées en fonction du motif générant l'intervention. Plus du tiers (36%) ont eu pour origine une affaire ou un accident de la circulation et la même proportion a eu lieu pour traiter des incivilités (36%). A elles deux, ces problématiques atteignent 72% du total des interventions de la police municipale dans la commune.

Figure 2.6 : Distribution des interventions de la police municipale de Vernier en 2022 hors CLS (en %, période du 1 mars 2022 au 31 décembre 2022, données policières)



La présence visible policière

Le taux de couverture policière à Vernier s'est stabilisé à un niveau élevé depuis 2016 après avoir connu une forte progression les années précédentes.

Les taux de couverture des quartiers par des patrouilles mobiles de la police cantonale et de la police municipale dans les zones sont similaires. Ils varient dans une fourchette entre 80.1% à 90.2%. Les résidents voient cependant plus de patrouilles pédestres ou à vélo de la police municipale que de la police cantonale. Ces taux sont d'environ 60% pour la police cantonale en 2023 dans les deux zones. Ils sont de 71.2% dans le Croissant urbain et de 77.3% dans le Reste de Vernier pour la police municipale.

Tableau 2.12 : Evolution du taux de couverture des patrouilles de police dans les zones de Vernier par type de patrouille (en %, 2010-2023)

Police cantonale					Police municipale			
	Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres		Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres	
	Vernier Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier Croissant urbain	Reste de Vernier
	%	%	%	%	%	%	%	%
2023	84.6	90.2	59.7	61.1	80.1	87.7	71.2	77.3
2020	88.1	88.1	63.1	59.0	84.5	90.2	77.2	78.4
2016	88.8	91.5	64.0	60.2	87.0	91.4	77.8	77.5
			Police municipale mobile ou à pied					
2013	88.7	86.7	51.6	49.7	75.9	70.9	-	-
2010	77.6	82.6	25.3	25.4	54.3	63.7	-	-

Source : Sondage

Les deux prochains tableaux (Tableaux 2.13 et 2.14) présentent les chiffres de la fréquence des patrouilles par type et police. Ces tableaux communiquent des informations supplémentaires sur la couverture de la police des quartiers. Les patrouilles pédestres cantonales s'avèrent relativement rares sachant que 66.2% des résidents du Croissant urbain n'en voient soit jamais, soit moins d'une fois par mois. Dans le Reste de Vernier, ce sont pratiquement 70% qui déclarent de même. En revanche, s'agissant des patrouilles pédestres municipales, environ 52% des résidents en voient plusieurs fois par mois ou même une à deux fois par semaine dans leur quartier dans le Croissant urbain. Dans le reste de la commune, environ 47% déclarent de même.

Tableau 2.13 : Fréquence des patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale dans les zones de Vernier (en %, 2023)

	Patrouille mobile de la police cantonale			Patrouille pédestre de la police cantonale		
	Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier	Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier
	%	%	%	%	%	%
Jamais	15.4	9.8	12.7	40.3	38.9	39.5
Moins d'une fois par mois	23.3	27.1	25.2	25.9	30.9	28.4
Plusieurs fois par mois	37.0	39.0	37.9	23.9	22.7	23.3
Une à deux fois par semaine	14.1	16.3	15.2	6.5	4.8	5.7
Presque tous les jours	10.2	7.8	9.0	3.4	2.7	3.1
N	305	295	600	293	291	584
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 2.14 : Fréquence des patrouilles mobiles et pédestres de la police municipale dans les zones de Vernier (en %, 2023)

	Patrouille mobile de la police municipale			Patrouille pédestre de la police municipale		
	Croissant urbain	Reste Vernier	Vernier	Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier
	%	%	%	%	%	%
Jamais	19.9	12.3	16.2	28.8	22.7	25.8
Moins d'une fois par mois	22.7	21.1	21.9	23.7	22.1	22.9
Plusieurs fois par mois	35.0	39.4	37.1	31.3	39.7	35.5
Une à deux fois par semaine	12.9	20.1	16.5	10.8	12.3	11.5
Presque tous les jours	9.5	7.1	8.3	5.4	3.2	4.3
N	317	308	625	316	308	624
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contact avec la police

Les taux de contact avec la police sur 5 ans évoluent peu depuis 2010. Le taux de contacts avec la police cantonale en 2023 dans le Croissant urbain est pratiquement identique à celui de 2010 : environ 49%. Dans le Reste de Vernier, il a tendance à diminuer par rapport à 2010. Il était de 56.2% en 2010 et se situe désormais à 46.6%. Le taux de contacts avec la police municipale quant à lui est stable depuis 2013 dans les deux zones. En 2023, 29.3% des résidents du Croissant urbain ont été en contact avec la police municipale sur 5 ans et 30.9% l'ont été dans le reste de la commune. Ces chiffres sont pratiquement identiques à ceux de 2013, voire en léger retrait.

Tableau 2.15 : Evolution de la fréquence du contact avec la police cantonale et la police municipale sur 5 ans au sein des zones de Vernier (en %, 2010-2023)

	Croissant urbain de Vernier					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale										
Oui	49.0	54.4	54.0	46.6	49.5	56.2	53.3	52.3	46.1	46.6
Non	51.0	45.6	46.0	53.4	50.5	43.8	46.7	47.7	53.9	53.4
N	307	307	391	294	301	323	323	409	310	313
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale										
Oui	-	31.3	33.0	29.8	29.3	-	31.5	30.1	34.4	30.9
Non	-	68.7	67.0	70.2	70.7	-	68.5	69.9	65.6	69.1
N	-	297	370	275	287	-	317	395	299	298
Total	-	100%	100%	100%	100%	-	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La perception de la sécurité

La sécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents

La problématique de la sécurité et de la criminalité arrive en troisième position dans l'ordre des préoccupations principales des résidents du Croissant urbain de Vernier (Tableau 2.16). 14.4% des résidents la mentionnent comme étant prioritaire derrière le logement (28.7%) et la problématique de l'économie, énergie et chômage (15.3%). Dans le reste de la commune, la sécurité n'arrive qu'en cinquième position (7.8%) derrière le logement (27.9%), l'économie, énergie et chômage (16.9%) ainsi que la mobilité et la circulation routière (16.9%) et l'environnement et le changement climatique (10.1%).

Tableau 2.16 : Les préoccupations principales des résidents de Vernier par zone (en %, 2023)

	Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier
	%	%	%
Economique, énergétique et chômage	15.3	16.9	16.1
Logement	28.7	27.9	28.4
Transports publics	0.9	0.6	0.8
Sécurité et criminalité	14.4	7.8	11.1
Mobilité et circulation routière	8.8	16.9	12.7
Changement climatique et problèmes liés à l'environnement	7.5	10.1	8.8
Immigration et intégration des étrangers	9.1	5.8	7.5
Augmentation de la population	4.1	6.2	5.1
Pandémies telles que le Covid	2.8	1.0	1.9
Autre	3.4	3.2	3.3
Aucun problème	5.0	3.6	4.3
N	320	308	628
Total	100%	100%	100%

Source : sondage

L'insécurité et la criminalité préoccupent plus les femmes de Vernier que les hommes. 14.1% d'entre elles placent cette problématique en tête de leurs préoccupations contre 8.2% des hommes. Elles le font surtout dans le Croissant urbain (19.5%) et plus rarement dans le reste de la commune (8.4%). Dans le Reste de Vernier, les différences entre les hommes et les femmes sont minimes alors que l'écart entre les genres est très important dans le Croissant urbain. Ce sont avant tout les 65 ans et plus qui se disent principalement préoccupés par l'insécurité. 26.7% le déclarent dans le Croissant urbain alors que seuls 11.8% sont de cet avis ailleurs dans la commune.

Tableau 2.17 : Profil sociodémographique des résidents de Vernier qui placent l'insécurité en tête de leurs préoccupations selon la zone (en %, 2023)

	Croissant urbain	Reste de Vernier	Vernier
	%	%	%
Homme	9.6	7.0	8.2
Femme	19.5	8.4	14.1
15-34 ans	5.5	7.8	6.6
35-49 ans	12.6	3.8	8.4
50-64 ans	19.7	9.2	13.9
65 et plus	26.7	11.8	19.8

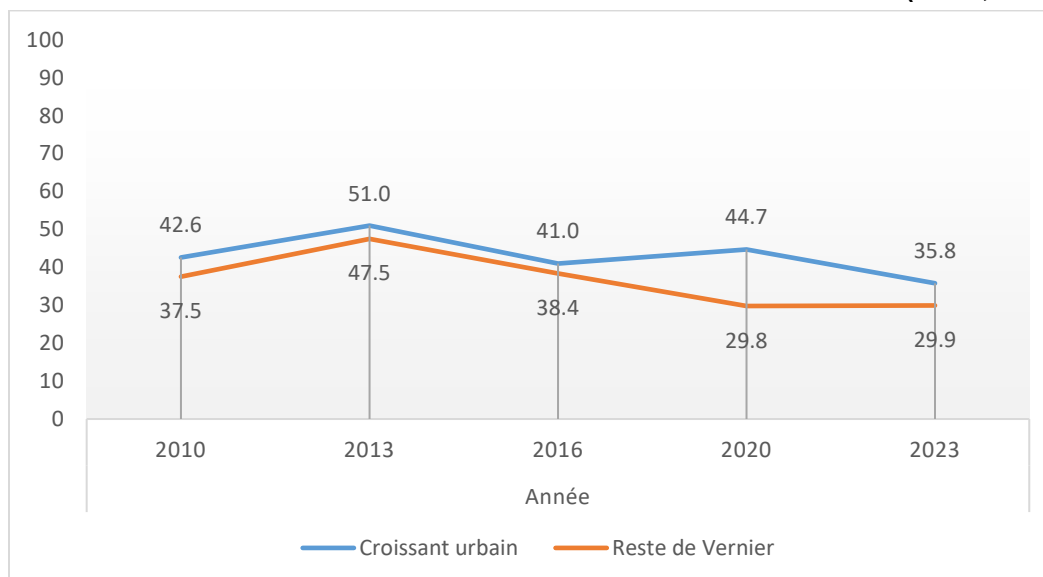
Source: sondage

Le sentiment d'insécurité

Dans les deux zones de Vernier, le sentiment d'insécurité recule depuis 2013 où il avait atteint son paroxysme.

Pointant à 51% en 2013, le taux d'insécurisés du Croissant urbain a fortement chuté pour atteindre aujourd'hui 35.8%, soit son niveau le plus bas depuis qu'il est mesuré dans la commune. Ce taux reste cependant significativement plus élevé que dans le reste de la commune. Dans la zone du Reste de Vernier, la courbe du sentiment d'insécurité s'abaisse elle aussi graduellement depuis 2013. Elle passe de 47.5% d'insécurisés en 2013 à 29.9% en 2023. Ce dernier chiffre est pratiquement inchangé par rapport à celui de 2020 et s'avère proche de la moyenne cantonale à Genève de 28.9%.

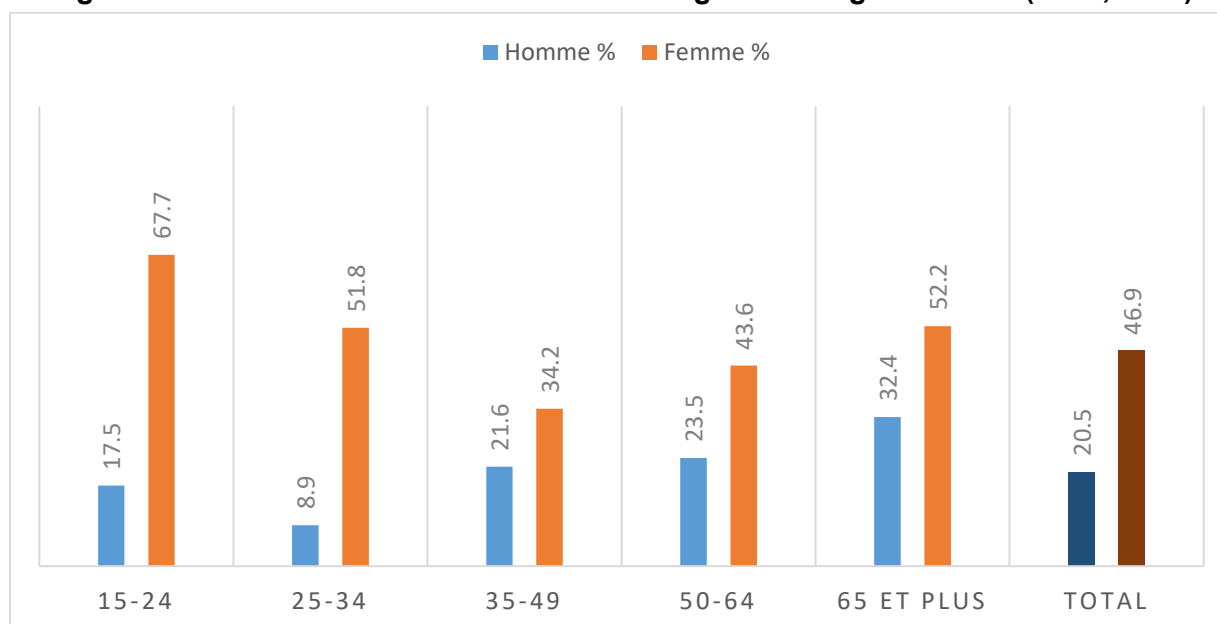
Figure 2.7 : Evolution du taux d'insécurisés dans les zones de Vernier (en %, 2010-2023)



Traditionnellement, le sentiment d'insécurité varie fortement en fonction du genre. C'est également le cas à Vernier. Dans la commune, 46.9% des femmes se déclarent

insécurisées lorsqu'elles se promènent seules après la tombée de la nuit dans les rues de leur quartier contre 20.5% des hommes. C'est particulièrement le cas dans le Croissant urbain de la commune : 48.5% s'y déclarent insécurisées contre 45.7% dans le reste de la commune. Le sentiment d'insécurité varie également en fonction de l'âge des répondants et cela de manière curvilinéaire principalement pour les femmes (Figure 2.8). A l'échelon de la commune, 67.7% des femmes de la tranche d'âge des 15-24 ans sont insécurisées et 52.2% des femmes de plus de 64 ans le sont également. Entre deux, l'insécurité est moins élevée : 34.2% des femmes de 35-49 ans se disent insécurisées. Chez les hommes, une courbe similaire en fonction de l'âge peut être observée bien qu'elle soit plus plate.

Figure 2.8 : Le sentiment d'insécurité selon le genre et l'âge à Vernier (en %, 2023)



Les lieux jugés moins sûrs à Vernier

Interrogés sur la présence de lieux jugés peu sûrs dans la commune, les résidents de Vernier citent le plus souvent le quartier du Lignon (30.2% en 2023). Les Avanchets sont cités par 24.4% des résidents et le quartier des Libellules, Châtelaine et Balaxert-Crozet arrive en troisième position avec 18.8% de mentions. Ce trio de tête reste inchangé depuis qu'il est mesuré par les DLS en 2013, même si l'ordre varie.

Tableau 2.18 : Evolution des lieux jugés moins sûrs par les résidents de Vernier (2013-2023)

	2013		2016		2020		2023	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Le Lignon	117	28.1	124	25.1	127	32.0	129	30.2
Avanchets	118	28.3	122	24.7	106	26.8	104	24.4
Libellules, Châtelaine, Balexert-Crozet	114	27.3	137	27.7	93	23.5	80	18.8
Ailleurs dans la commune	39	9.4	59	11.9	28	7.1	23	5.4
Vidollets, Canada, Rte Peney	16	3.8	28	5.7				
Crotte-au-Loup, Mouille-Galand	13	3.1	24	4.9				
Village					24	6.1	28	6.6
Presqu'île d'Aire					18	4.5	16	3.8
Quartier de l'étang							15	3.5
Châtelaine village							31	7.3
Total	417	100%	494	100%	396	100%	426	100%

Source : Sondage

A l'échelon des communes étudiées par le DLS à Genève, Vernier est la commune où la sécurité est la moins bien notée. Elle obtient la note de 7 sur 10 contre 7.3 en Ville de Genève ou 7.4 à Meyrin par exemple. Cependant, la note progresse par rapport aux éditions précédentes du DLS. En 2016, Vernier obtenait 6.8 ; en 2020, la note progressait pour atteindre 6.9 et désormais le chiffre de 7 est atteint. La sécurité est moins bien notée dans le Croissant urbain - 6.7 – que dans le reste de la commune - 7.2.

Tableau 2.19 : Estimation du niveau de sécurité dans la commune selon les résidents des quartiers et des zones (moyennes, 2016-2023)

Moyenne par quartier et zone du niveau de sécurité dans la commune sur une échelle de 1 à 10 (10= meilleure note)			
	2016	2020	2023
Le Lignon	6.8	6.5	6.1
Avanchets	6.3	6.9	6.9
Libellules, Châtelaine, Balexert-Crozet	6.7	6.8	6.8
Village	7.2	7.4	7.3
Presqu'île d'Aire	7	7.3	6.9
Crozet			6.5
Quartier de l'étang			6.8
Ailleurs dans la commune	6.8	7.1	7.1
Moyenne	6.8	6.9	7.0
Moyenne Croissant urbain	6.6	6.7	6.7
Moyenne Reste de Vernier	7	7.2	7.2

Source : Sondage

La perception de la police

L'image de la police

L'image de la police s'améliore progressivement à Vernier. Dans le Croissant urbain, 87.7% des résidents estiment que la police cantonale fait du bon travail et 82% sont du même avis s'agissant du travail de la police municipale. C'est 8 points de mieux qu'en 2010 pour la police cantonale et stable par rapport à 2016 pour la police municipale de Vernier dans cette zone. Dans la zone du Reste de Vernier, 93.6% des résidents estiment que la police cantonale fait du bon travail. C'est 6 points de mieux qu'en 2010. 87.2% sont du même avis pour le travail de la police municipale. C'est près de 10 points de mieux qu'en 2016, date à laquelle le DLS a commencé à mesurer l'image de la police municipale.

Tableau 2.20 : Evolution de l'image de la police cantonale et de la police municipale dans les zones de Vernier (en %, 2010-2023)

Vernier croissant urbain						Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale										
Bon travail	79.7	85.4	87.4	84.7	87.7	87.5	85.9	89.5	89.4	93.6
Mauvais travail	20.3	14.6	12.6	15.3	12.3	12.5	14.1	10.5	10.6	6.4
N	340	281	334	248	243	263	290	352	255	250
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale										
Bon travail			81.6	78.2	82.0			77.8	81.8	87.2
Mauvais travail			18.4	21.8	18.0			22.2	18.2	12.8
N			331	243	233			351	258	250
Total			100%	100%	100%			100%	100%	100%

Source : Sondage

La satisfaction lors d'un contact avec la police

Le DLS mesure le taux de satisfaction pour les personnes entrées en contact avec la police au cours des derniers 5 ans. Dans la zone du Croissant de Vernier, le taux de satisfaits avec la police cantonale a tendance à reculer depuis 2010. En 2010, 71.4% se déclaraient satisfaits contre 63.1% aujourd'hui. Dans le reste de la commune, le taux de satisfaits est pratiquement identique à celui de 2010 mais a rebondi depuis son niveau de 2013 où seuls 56.4% se déclaraient satisfaits du contact. Aujourd'hui, il est mesuré à 75.3% de satisfaits. Les volumes de personnes entrées en contact sont généralement assez faibles ; aussi, il faut être prudent lorsqu'on les interprète et il est recommandé de considérer ces chiffres comme des tendances. Les volumes de contacts avec la police municipale sont encore plus faibles. Les taux de répondants satisfaits semblent se situer autour de 60% et être généralement légèrement inférieurs à ceux qu'enregistre la police cantonale.

Tableau 2.21 : Evolution de la satisfaction lors d'un contact avec la police cantonale et la police municipale ces derniers 5 ans dans les zones de Vernier (en %, 2010-2023)

	Croissant urbain de Vernier					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale										
Insatisfait	20.4	18	17.6	18.2	18.1	18.6	20.9	11.6	11.9	10.3
Ni satisfait, ni insatisfait	8.2	14.4	13.3	17.5	18.8	7.2	22.7	19.2	18.9	14.4
Satisfait	71.4	67.6	69.1	64.3	63.1	74.2	56.4	69.2	69.2	75.3
N	196	167	188	137	149	167	172	224	143	146
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale										
Insatisfait		17.2	19.2	20.7	16.7		18.0	17.9	24.3	19.6
Ni satisfait, ni insatisfait		22.6	19.2	25.6	20.2		33.0	22.7	14.6	23.9
Satisfait		60.2	61.6	53.7	63.1		49.0	59.4	61.1	56.5
N		93	104	82	84		100	145	103	92
Total		100%	100%	100%	100%		100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La déontologie policière

L'image de la police dépend assez fortement de l'opinion qu'on se fait du respect par la police des règles de déontologie dans le traitement des affaires. L'une de ces règles veut que la police traite tout le monde de la même manière. Il s'agit d'un élément constitutif de l'opinion sur le travail de la police. Dans le Croissant de Vernier, les avis positifs sur le traitement par la police des affaires ou des personnes sont à la hausse. En 2010, 43.8% jugeaient que la police cantonale traitait tout le monde de la même manière. En 2023, ils sont désormais 61.1% à le penser. Ailleurs dans la commune, 60.5% le pensent également contre 47.9% en 2010.

S'agissant de la police municipale, 65.1% pensent qu'elle traite tout le monde de la même manière dans le Croissant de Vernier et 61.7 pensent de même ailleurs dans la commune. Par rapport aux éditions précédentes du DLS, ces chiffres sont en hausse pour le Croissant de Vernier mais en baisse dans le reste de la commune.

Tableau 2.22 : Evolution de l'opinion sur la déontologie policière dans les deux zones de Vernier selon le type de police (en %, 2010-2023)

	Vernier Croissant urbain					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale										
Même traitement	43.8	50.7	59.6	58.5	61.1	47.9	52.7	61.5	63.2	60.5
Traitement différent	56.2	49.3	40.4	41.5	38.9	52.1	47.3	38.5	36.8	39.5
N	315	274	312	236	247	315	279	338	242	228
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale										
Même traitement	-	-	62.8	62.7	65.1	-	-	64.6	68.6	61.7
Traitement différent	-	-	37.2	37.3	34.9	-	-	35.4	31.4	38.3
N	-	-	298	220	232	-	-	325	229	222
Total	-	-	100%	100%	100%	-	-	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les attentes des résidents en matière de police

Les préférences des résidents en matière de présence policière

En 2023, la patrouille pédestre ou à vélo reste prioritaire dans le Croissant urbain de Vernier. 44.7% souhaitent une présence policière sous cette forme. Comme lors des éditions précédentes du DLS, l'intervention rapide de police-secours est en revanche prioritaire dans le reste de la commune : 50.2% souhaitent une présence policière sous cette forme. Notons que le poste de quartier a toujours obtenu un taux élevé de préférences dans le Croissant urbain par rapport au reste de la commune de Vernier. En 2023, c'est encore le cas avec 17.3% des résidents de la zone qui souhaitent obtenir un poste de police. Analyses faites, ce sont les plus jeunes qui formulent ce souhait. 32.6% des 15-24 ans du Croissant urbain en souhaitent un contre, par exemple, 16.1% des seniors de plus de 64 ans. Le même schéma se répète dans le Reste de Vernier où là encore les plus jeunes (22.6%) souhaitent plus souvent que les autres un poste de police. Les femmes en souhaitent également plus souvent que les hommes à Vernier. 20.4% des femmes du Croissant urbain souhaitent en priorité un poste de police contre 14.5% des hommes.

Tableau 2.23 : Evolution de l'opinion des résidents sur les prestations prioritaires de la police dans les zones de Vernier (en %, 2010-2023)

	Croissant urbain de Vernier					Reste de Vernier				
	2010	2013	2016	2020	2023	2010	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Patrouilles à pied	50.8	41.5	42.3	47.6	44.7	49.8	46.0	40.5	39.3	40.0
Police-secours	30.5	47.7	43.5	37.9	38.0	37.4	48.5	48.8	53.8	50.2
Poste de quartier	18.7	10.8	14.2	14.5	17.3	12.8	5.5	10.7	6.9	9.8
N	331	316	388	290	300	265	326	412	305	295
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités cantonales

Le tableau suivant présente les priorités thématiques des résidents en matière de police cantonale. Dans les DLS, les répondants se prononcent sur une liste fermée d'options. Cette liste s'étoffe à chaque nouvelle édition si bien que les chiffres ne sont pas entièrement comparables entre deux éditions du DLS.

En 2023, dans le Croissant urbain de Vernier, les deux priorités cantonales devraient, aux yeux des résidents, être la prévention et la répression de la délinquance juvénile ainsi que la lutte contre les agressions physiques et la violence. Ces deux problématiques recueillent environ 21% chacune de mentions comme priorités. La lutte contre la drogue figure en troisième position avec 16.4% de mentions. Dans le Reste de Vernier, les trois grandes priorités sont, dans l'ordre, la lutte contre les cambriolages et les vols (28.1%), la lutte contre les agressions physiques et la violence (26.4%) et la lutte contre la drogue au même titre que la prévention et la répression de la délinquance juvénile (12.1% chacune).

Tableau 2.24 : Evolution des souhaits des résidents en matière de priorités pour la police cantonale dans les zones de Vernier (en %, 2013-2023)

	Croissant urbain de Vernier				Reste de Vernier			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre la criminalité</i>	34.9	50.3	44.5		49.7	54.4	51.7	
<i>La lutte contre les cambriolages et les autres vols</i>				13.2				28.1
<i>La lutte contre les agressions physiques et la violence</i>		1.1	0.0	21.0		1.6	1.0	26.4
<i>La lutte contre la drogue et les scènes de drogue</i>	32.5	21.9	20.3	16.4	18.3	18.7	13.2	12.1
<i>La poursuite des infractions routières</i>	6.8	7.2	5.2	7.1	10.8	10.4	12.9	6.2
<i>La prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires</i>	5.8	4.8	6.3	4.3	6.5	4.1	6.6	2.2
<i>La prévention et la répression de la délinquance juvénile</i>	20.0	9.6	10.7	21.6	14.7	5.2	7.0	12.1
<i>La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers</i>		0.8	1.5	0.4		1.8	1.4	1.8
<i>La lutte contre la criminalité financière</i>		1.6	1.5	1.1		1.0	1.4	1.5
<i>La lutte contre les délits sur internet</i>				1.8				1.1
<i>La lutte contre le bruit</i>			8.9	5.3			3.8	3.3
<i>La répression de la mendicité</i>		2.7	1.1	3.2		2.8	1.0	1.5
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>				4.6				3.7
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>N</i>	295	374	271	281	306	386	287	273
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités municipales

En matière de souhaits pour la police municipale, là aussi les options de réponses du sondage ont été modifiées pour le DLS de 2023. Dès lors, les taux de réponses de 2023 ne sont pas entièrement comparables à ceux des éditions précédentes. En 2023, quatre priorités se détachent dans le Croissant urbain de Vernier. Il s'agit, dans l'ordre, de la lutte contre l'incivilité en général. 17.7% le souhaitent. Il s'agit en deuxième lieu de la prévention de la délinquance juvénile. 15.6% le souhaitent. Finalement, la prévention des vols et cambriolage et la prévention de la délinquance de rue recueillent toutes deux près de 12% des souhaits.

Dans le Reste de Vernier, les priorités sont pratiquement identiques mais pas dans le même ordre. La grande priorité est la prévention des vols et cambriolages (21.1%), suivie de la prévention de la délinquance de rue (13.7%) et de la lutte contre l'incivilité et la répression de la consommation de drogue (10.5% chacune).

Tableau 2.25 : Evolution des souhaits des résidents en matière de priorités pour la police municipale dans les zones de Vernier (en %, 2013-2023)

	Croissant urbain de Vernier				Reste de Vernier			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	30.7	26.5	26.8	17.7	35.9	23.3	26.3	10.5
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	10.5	8.5	-	8.0	3.8	9.5	-	6.1
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	-	0.3	3.0	1.4	-	1.0	0.7	0.7
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	21.3	28.1	32.3	11.5	31.4	37.7	43.5	21.1
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	30.1	18.9	20.1	9.0	15.9	12.8	10.7	10.5
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	-	-		15.6		-		9.4
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	-	-	5.2	4.2	-	-	10.3	1.4
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	-	-	-	2.8	-	-	-	3.6
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routières)</i>	7.4	11.5	10.4	5.2	13.0	9.0	6.4	6.1
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	-	-	-	3.1	-	-	-	7.9
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	-	5.9	-	-	-	7.2
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	-	-	-	11.8	-	-	-	13.7
<i>La répression de la mendicité</i>	-	3.9	2.2	3.8	-	4.1	2.1	1.8
<i>La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers</i>	-	2.3	-	-	-	2.6	-	-
N	296	355	269	288	315	391	281	277
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités varient selon la catégorie d'âge des répondants. La prévention des vols et cambriolages concerne plus les seniors que les plus jeunes. Les 25-34 ans sont 7.7% à placer cette problématique en tête des priorités pour la police municipale contre un quart des plus de 64 ans. La lutte contre le harcèlement de rue est un sujet essentiellement pour les plus jeunes : 19.4% des 15-24 ans placent cette problématique en tête des priorités municipales. La deuxième priorité des plus jeunes est la prévention de la délinquance de rue : 17.9% d'entre eux placent cette problématique en tête des priorités. Ces deux thèmes concernent peu les seniors. 8.8% d'entre eux mentionnent comme priorité la prévention de la délinquance de rue et 2.2% la lutte contre le harcèlement de rue. Pour les autres thématiques, l'âge joue moins de rôle dans le choix des priorités.

Tableau 2.26 : Les priorités de la police municipale selon l'âge des répondants (en %, 2023)

	15-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	12.8	10.3	12.5	17.7	17.6
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	3.8	6.8	8.6	6.5	7.7
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	0.0	2.6	2.0	0.8	0.0
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	14.1	7.7	15.8	19.3	25.2
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	6.4	9.4	11.8	11.3	7.7
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	11.5	11.1	16.4	11.3	9.9
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	0.0	5.1	3.9	0.8	3.3
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	6.4	5.1	1.3	0.8	3.3
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière</i>	2.6	5.1	7.9	6.5	4.4
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	3.8	6.0	5.3	8.1	4.4
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	19.4	11.1	2.6	2.4	2.2
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	17.9	15.4	11.2	12.1	8.8
<i>La répression de la mendicité</i>	1.3	4.3	0.7	2.4	5.5
<i>N</i>	78	117	152	124	91
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les solutions pratiques à l'insécurité

Le Tableau 2.27 présente les solutions pratiques à l'insécurité préconisées par les résidents selon la zone, le genre et l'âge des répondants. Les variations entre les deux zones sont faibles. En revanche, le genre et l'âge ont des effets sur les solutions préférées. Les femmes, par exemple, ont une préférence marquée pour l'augmentation de la présence de policiers municipaux. 43.1% d'entre elles contre 29.1% des hommes en souhaitent. Cela peut s'expliquer par le fait qu'elles se sentent plus importunées que les hommes par les incivilités dont elles estiment qu'il s'agit d'une tâche de la police municipale avant tout. Plus insécurisées que les hommes, les femmes sont également plus favorables que les hommes à une amélioration de l'éclairage public : 32.5% en souhaitent contre 23% des hommes. Il s'agit d'une solution plébiscitée par les plus jeunes qui sont également plus victimisés que les autres par le harcèlement de rue et les agressions la nuit. 47% des 15-24 ans en souhaitent contre 22.9% des seniors. La répression des infractions liées à la circulation et la mobilité est privilégiée par les

seniors : 23.9% des seniors de plus de 64 ans souhaitent plus de répression contre ces infractions contre 7% des 15-24 ans. Les seniors, on s'en souvient, sont particulièrement sensibles à la sécurité des piétons et redoutent fortement les engins circulants dangereusement sur les trottoirs. Le renvoi des délinquants étrangers séduit les seniors (38.5%) mais beaucoup moins les plus jeunes (17%).

Tableau 2.27 : Les solutions à l'insécurité selon la zone, le sexe et l'âge à Vernier (en %, réponses multiples, 2023)

	Croissant urbain	Reste de Vernier	Homme	Femme	15-24 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%	%	%
Plus de présence de policiers cantonaux	39.0	34.9	34.5	39.4	33.7	39.4
Plus de présence de policiers municipaux	35.9	35.9	29.1	43.1	27.1	39.4
Moins de présence de policiers	1.8	2.2	3.3	0.6	3.0	1.8
Plus de caméras de surveillance	33.7	29.4	30.7	32.5	28.0	36.7
Plus de prévention par des acteurs sociaux, les correspondants de nuit, les travailleurs sociaux	18.7	20.1	16.7	22.3	18.8	16.5
Plus d'activités sociales, culturelles, sportives de voisinage pour favoriser la cohésion sociale	18.7	18.0	21.0	15.6	16.0	12.8
Plus de nettoyages de la ville et des communes	13.5	11.1	13.3	11.3	19.0	11.9
Plus de répression de la vente et/ou consommation de dogue	32.8	30.0	29.5	33.5	20.0	32.1
Plus d'éclairage	27.0	28.2	23.0	32.5	47.0	22.9
Une intervention plus rapide de la police cantonale aux appels d'urgence	25.8	20.7	20.3	26.3	27.0	24.8
Un suivi approprié par la police municipale suite à un appel	18.1	16.4	14.9	19.7	20.8	20.2
Le renvoi des délinquants étrangers	27.0	24.8	27.4	24.4	17.0	38.5
Plus de répression des infractions liées à la circulation et la mobilité	13.8	12.4	11.2	15	7.0	23.9

Source : Sondage

Recommandations locales du DLS

La présence policière : une priorité dans le Croissant urbain pour rassurer et cibler notamment la délinquance juvénile, les incivilités et les violences.

Les patrouilles pédestres restent la priorité des résidents du Croissant urbain de Vernier : 44.7% privilégient ce mode de présence policière, 17.3% souhaitent également une présence permanente sous la forme d'un poste de police de quartier et 38% souhaitent plutôt une intervention d'urgence rapide lorsqu'ils appellent la police. Cette préférence pour les patrouilles pédestres s'explique avant tout par un sentiment d'insécurité plus élevé qu'ailleurs dans le canton. 35.8% des résidents se déclarent en effet insécurisés dans le Croissant urbain de Vernier contre 28.9% en moyenne dans le canton. Au Lignon, le taux d'insécurisés s'élève même à 53.4%. Bien que cette demande soit forte, la police cantonale organise peu de patrouilles pédestres dans la zone du Croissant urbain si l'on en croit ce qu'observent les résidents. 66% des résidents du Croissant voient moins d'une fois par mois des patrouilles pédestres cantonales dans leur quartier. La police municipale en organise à peine plus puisque plus de 50% des résidents du Croissant urbain déclarent en voir moins d'une fois par mois. 5.4% des résidents du Croissant urbain de Vernier voient des patrouilles pédestres municipales presque tous les jours contre 16.7% à Meyrin-Cité, 11.4% aux Eaux-Vives, Plainpalais et Jonction, 11.2% à Carouge historique ou encore 8.7% à Plan-les-Ouates urbain. On sait que la présence policière sous forme de patrouilles pédestres rassure les résidents. Le Croissant urbain de Vernier n'échappe pas à la règle : 11.1% des résidents de cette zone qui aperçoivent pratiquement tous les jours des patrouilles pédestres cantonales se déclarent insécurisés contre 46.2% pour celles et ceux qui en perçoivent moins d'une fois par mois. L'image de la police pâtit de cette présence visible plus faible qu'ailleurs. Toujours dans le Croissant urbain, celles et ceux qui ne voient jamais ou moins d'une fois par mois de patrouilles pédestres municipales dans leur quartier à Vernier sont 24.5% à juger mauvais le travail de la police municipale contre 6.7% dans le segment de celles et ceux qui en voient pratiquement tous les jours ou une à deux fois par semaine.

L'intensification des patrouilles pédestres fait partie des objectifs du dispositif du CLS 2023 et, si l'on se réfère aux attentes exprimées dans le DLS 2023, cette mesure sera bien accueillie surtout dans le Croissant urbain de la commune où elles devraient, idéalement, se concentrer. Les patrouilles pédestres seront certainement appréciées des groupes vulnérables de la population comme les seniors ou encore les jeunes femmes victimes de harcèlement de rue. Ces patrouilles pédestres devraient cibler ces groupes vulnérables et les auteurs d'incivilités, de violences et le phénomène de bandes de jeunes à l'origine de la majeure partie de la délinquance juvénile.

Tout en rappelant qu'une approche intégrée et partenariale (Contrat de quartier, correspondants de nuit, travail social hors murs, etc.) est seule à même d'améliorer durablement la sécurité, la police pourra y contribuer à travers une plus grande présence policière sous forme de patrouilles pédestres :

Recommandation 1 : Intensifier les patrouilles pédestres de police, prioritairement municipales, dans le périmètre du Croissant urbain en ciblant les groupes à risque et les personnes vulnérables.

Les incivilités liées à la mobilité douce en ligne de mire

Vernier enregistre un recul de près de moitié de la criminalité depuis 2007. Les incivilités elles aussi fléchissent. L'exception vient des incivilités liées à la mobilité douce qui, comme ailleurs dans le canton, progressent. Le degré de nuisance de ces incivilités grimpe lui aussi. En 2020, 77% des résidents du Croissant urbain constataient des trottinettes et autres engins roulant dangereusement sur les trottoirs. En 2023, 82.2% le font. L'augmentation est similaire dans le reste de la commune.

Au vu de la géographie éclatée ou polycentrique de la commune, le traitement de ces incivilités nécessitera une analyse de leurs formes ainsi que de leurs lieux et moments d'occurrence afin de mener des actions ciblées et aussi efficaces que possible :

Recommandation 2 : Le renforcement de la lutte contre les infractions à la circulation routière prévu dans le nouveau CLS 2023 de Vernier devrait inclure une priorité sur la lutte contre les infractions liées à la mobilité douce.

Harcèlement de rue : une recommandation générale à prioriser à Vernier

Autre phénomène en hausse à Vernier : le harcèlement de rue. Le taux de prévalence mesuré sur 5 ans passe de 20.5% en 2020 à 25.7% en 2023. Comme ailleurs dans le canton, la problématique touche en priorité les jeunes femmes de 15-24 ans (81.1%) et celles de 24-35 ans (65%). Les chiffres du DLS abondent dans le sens du nouveau contrat local de sécurité de Vernier, qui fait de la lutte contre le harcèlement de rue l'un des trois objectifs prioritaires de sa collaboration avec le canton.

Il s'agit de s'inspirer de la présentation de la problématique du harcèlement de rue et des recommandations qui en découlent, ainsi que de tirer profit des autres expériences communales, voire de s'y associer :

Recommandation 3 : Pour faire face à un phénomène en hausse, renforcer les mesures partenariales de lutte contre le harcèlement de rue.

3. Meyrin

Résumé exécutif

La sécurité

- La tendance de la petite et moyenne criminalité à Meyrin est baissière depuis le pic de 2010 où l'on dénombrait 35 événements pour 1'000 habitants dans la commune. En 2013, ce taux s'abaissait une première fois à 32 événements pour 1'000 habitants ; en 2016, il reculait à 25, puis 20 en 2019 et, en 2022, il est désormais de 18 cas pour 1'000 habitants selon la statistique policière.
- Le taux d'accidents avec blessés à Meyrin est de 24 pour 10'000 habitants en 2022. Ce chiffre est plus élevé que la moyenne cantonale, laquelle se situe à 21.8 pour 10'000 habitants. Il est également en hausse par rapport à 2021 où 18.6 accidents avec blessés pour 10'000 habitants étaient enregistrés. La courbe des volumes d'accidents évolue en dents de scie depuis 2001 avec une tendance haussière reflétant l'augmentation du trafic.
- Les femmes de Meyrin Cité sont 36.1% à avoir été victimes de harcèlement de rue contre 28.4% dans le Reste de Meyrin. La catégorie d'âge la plus vulnérable est celle des femmes de 15-34 ans. 66% d'entre elles ont été victimes de harcèlement de rue à Meyrin Cité et 53.3% l'ont été dans le reste de la commune. Ces chiffres corroborent le constat similaire effectué à l'échelon cantonal.
- Mesuré à l'échelon de la commune, le harcèlement de rue est cependant en baisse à Meyrin. En 2020, 24.7% des personnes interrogées dans la commune déclaraient avoir été victimes de harcèlement de rue au cours des derniers 5 ans contre 20.7% aujourd'hui.
- Les incivilités fortement dérangeantes au niveau cantonal sont en baisse à Meyrin, à l'exception des vélos et des engins de la mobilité douce slalomant dangereusement sur les trottoirs.
- Dans les deux zones de Meyrin, la consommation de drogue recule selon le constat qu'en font les résidents. Elle baisse de plus de 6 points par rapport aux chiffres de 2020. Le trafic de drogue dans la rue recule lui aussi. Il passe de 49.4% en 2020 à 43.7% en 2023 à Meyrin Cité et de 48.7% à 40.9% pour ces mêmes années dans le reste de la commune. Les volumes de bagarres fléchissent de près de 9 points dans les deux zones. Le même phénomène de recul est observé pour les groupes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs.
- Le phénomène des trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs est en augmentation comme le sont les accidents qui leur sont liés. Le taux de constat de cette problématique passe de 74% en 2020 à Meyrin Cité à 78.9% en 2023. Dans le Reste de Meyrin la hausse est de 5 points : 80.1% observent désormais ce phénomène dans cette zone.

Les interventions et la présence policières

- A l'échelon de la commune, Meyrin a généré 1'841 interventions sur appel au 117 en 2022, soit un taux annuel de 69.1 interventions pour 1'000 habitants. Ce taux est supérieur à celui de Lancy (62.3) mais inférieur à ceux de Carouge (92.1), de Vernier (86) ou encore de la Ville de Genève (115.2). Avec pareil taux, Meyrin figure au 10^{ème} rang des communes générant le plus d'interventions pour 1'000 habitants dans le canton.
- Dans la zone de Meyrin Cité, les incivilités sont la catégorie de problèmes qui génère le plus d'interventions sur appel : 27% des interventions sont liées à cette problématique.
- Dans le Reste de Meyrin, 26.9% des interventions ont lieu pour des affaires et des accidents de la circulation. Les incivilités arrivent en deuxième position (19.2%) suivies des questions de tranquillité et de sécurité publiques (14.2%).
- Les patrouilles pédestres ou à vélo que les résidents des deux zones de Meyrin voient le plus souvent sont municipales. La grande majorité des résidents des deux zones en voient au moins plusieurs fois par mois. A Meyrin Cité, 25.8% des résidents en voient respectivement une à deux fois par semaine et 16.7% en voient même pratiquement tous les jours.
- Les taux de contacts avec la police cantonale sont stables depuis 2013. Ils s'affichent actuellement à 45.4% des résidents de Meyrin Cité et à 47.6% pour le Reste de Meyrin. Il en va de même pour la police municipale où ces taux évoluent peu. A Meyrin Cité, 41% des résidents déclarent avoir eu affaire avec la police municipale en 2023. Ce taux est proche de celui de 2013 où 39.3% déclaraient de même dans cette zone. Dans le Reste de Meyrin, 37.6% déclarent en 2023 avoir eu affaire avec la police contre 40.4% en 2013.

La perception de la sécurité

- 6.8% des résidents de Meyrin Cité jugent que la sécurité est le premier problème à Genève et 9.3% sont aussi de cet avis dans le Reste de Meyrin.
- Le sentiment d'insécurité s'est progressivement amélioré à Meyrin depuis 2013. A Meyrin Cité, le taux d'insécurisés passe de 41.3% en 2013 à 29.9% en 2023. Dans le Reste de Meyrin, il passe de 44% en 2013 à 28.8% en 2023. Avec un taux moyen pour la commune de 29.3% d'insécurisés, Meyrin a un taux similaire à ceux de la Ville de Genève (29.5%) et de Lancy (29%).
- Les causes du sentiment d'insécurité dans les zones jugées peu sûres à Genève, sont, en 2023, principalement et dans l'ordre, la peur d'être agressé physiquement ou sexuellement (20.8%), le trafic de drogue/consommation de drogue (18.4%) ainsi que le harcèlement de rue (8.810%).
- Le sentiment d'insécurité à Genève est particulièrement élevé dans les gares ou arrêts de bus ou de tram : 38% des résidents de Meyrin Cité jugent que ce type de lieu est insécurisant contre 34% dans le reste de la commune. Ce sont surtout les femmes qui les perçoivent comme insécurisants : 44.1% le font en moyenne dans la commune contre 27.9% des hommes.

- Les parkings publics souterrains sont également insécurisants aux yeux des résidents. Ils le sont plus souvent dans le Reste de Meyrin (30.7%) qu'à Meyrin Cité (24.8%) et ce sont avant tout les femmes qui s'estiment en insécurité dans ces lieux (38.1% contre 17.3% des hommes).

L'image de la police

- La police cantonale bénéficiait déjà d'une bonne image auprès des résidents de Meyrin lors des DLS précédents. En 2023, 90.2% des résidents de Meyrin Cité et 92.1% de ceux du reste de la commune ont une bonne image de la police cantonale.
- Les avis sont également positifs sur le travail de la police municipale. 85.8% des résidents de Meyrin Cité et du reste de la commune ont une bonne image de cette dernière.
- Sur une échelle portant sur une dizaine d'années, l'opinion sur l'équité de la police dans le traitement des affaires est relativement stable. En 2023, 57.1% des résidents de Meyrin Cité considèrent que la police cantonale traite tout le monde de la même manière alors que 60.7% des résidents du reste de la commune pensent de même.
- Aux yeux des résidents, la police municipale fait mieux que la police cantonale en matière de déontologie. Environ 67% dans les deux zones estiment que la police municipale traite tout le monde de la même manière.

Les priorités des résidents en matière de police

- 45.7% des résidents de Meyrin Cité souhaitent en priorité des patrouilles pédestres et 12% un poste de police de quartier. Dans le reste de la commune, police-secours a les faveurs de 52.1% des résidents.
- Interrogés sur leurs souhaits en matière de thématiques pour la police cantonale, les résidents du reste de la commune de Meyrin plébiscitent la lutte contre les cambriolages et autres vols. 32.7% le font. Dans cette zone, la lutte contre les agressions et la violence obtient 18.7% de mentions. En troisième rang, on trouve la lutte contre la drogue et la poursuite des infractions routières, chacune obtenant 9.7% de mentions.
- Les résidents du noyau urbain de Meyrin quant à eux privilégient la prévention et la répression de la délinquance juvénile (18.3%), la lutte contre les agressions et la violence (21.4%) ainsi que la lutte contre la drogue (15.6%).
- 19% des jeunes femmes de la catégorie d'âge des 15-34 ans placent la lutte contre le harcèlement de rue en tête de leurs priorités juste derrière la lutte contre les agressions physiques et la violence (26.2%) et la prévention et la répression de la délinquance juvénile (26.2%).
- Dans la zone résidentielle du Reste de Meyrin, la prévention des vols et cambriolages est la thématique la plus souvent citée comme priorité pour la police municipale. 18% le font. 16.2% considèrent que la police municipale doit s'attacher à lutter contre les incivilités en général. La prévention de la délinquance juvénile,

la lutte contre le harcèlement de rue, la prévention de la délinquance de rue et la poursuite des infractions routières obtiennent chacune environ 10% de mentions.

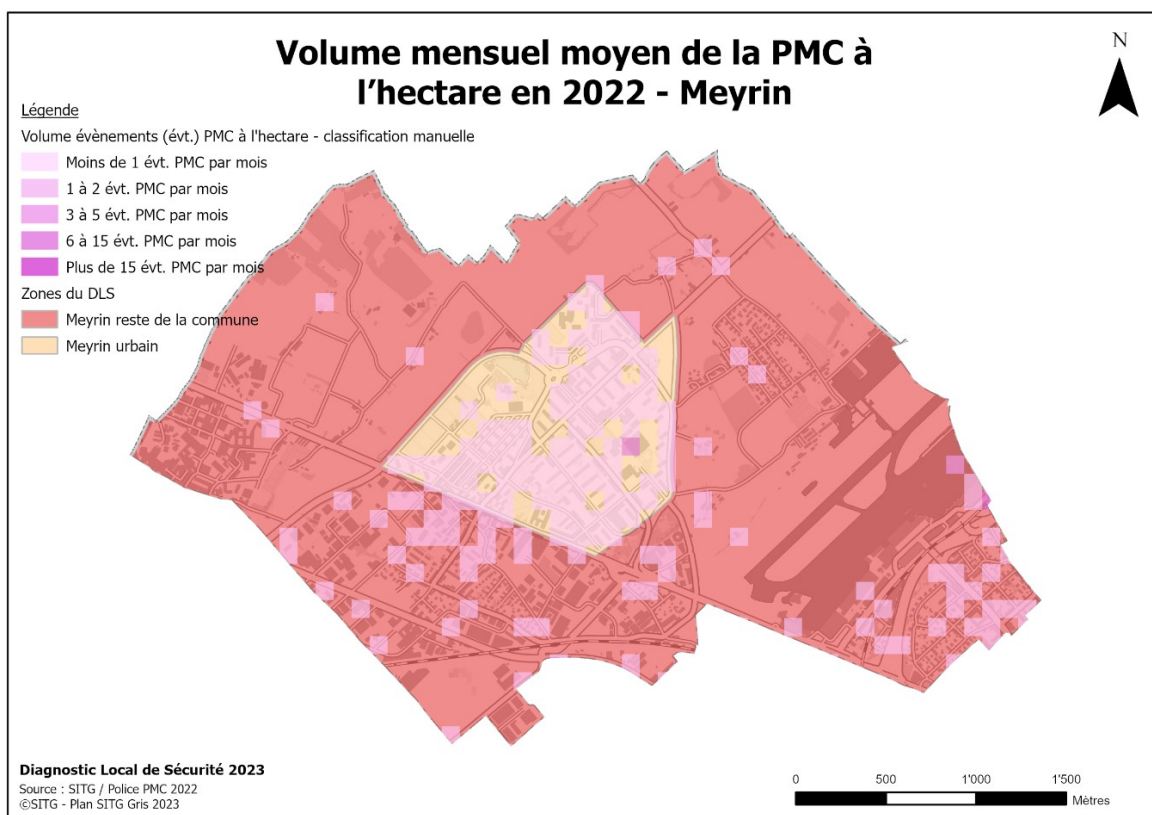
- Dans le noyau urbain de Meyrin Cité, la lutte contre les incivilités (18%) et la prévention de la délinquance de rue (16.5%) arrivent en tête de liste des priorités municipales. La prévention des vols et cambriolages ainsi que la prévention de la délinquance juvénile obtiennent chacune environ 12% de mentions.
- A Meyrin, la lutte contre le harcèlement de rue arrive en tête des priorités des femmes de 15-24 ans. 37.8% d'entre elles souhaitent que ce soit la priorité municipale.
- Globalement, dans la commune, 11.5% des femmes souhaitent que la lutte contre le harcèlement de rue soit la priorité de la police municipale contre 5.9% des hommes.

Introduction

Depuis 2013, le DLS présente tous les trois ans une analyse de la perception de la sécurité et de la police dans la commune de Meyrin. La commune est découpée en deux zones homogènes, la première étant le noyau urbain fortement densifié de la commune et la seconde sa périphérie résidentielle. En 2023, la composition des deux zones d'étude, et donc aussi l'échantillonnage, de la commune a été légèrement modifiée. Le quartier de Feuillasse a été ajouté au noyau urbain de Meyrin Cité déjà composé de trois quartiers, à savoir Prulay, Meyrin/Les Vergers et Champs-Fréchets. La seconde zone résidentielle correspond aux quartiers restants de la commune. Par commodité, cette dernière est appelée dans ce DLS « reste de la commune » ou « Reste de Meyrin ».

En 2023, 611 personnes ont été interrogées dans la commune. 305 l'ont été dans la zone de Meyrin Cité et 306 résidents dans le reste de la commune. Au total, 88.9% des répondants ont répondu au questionnaire de sondage en ligne tandis que les 11.1% restants ont été interrogés à leur demande par téléphone.

Carte 3.1 : Zones d'étude de Meyrin



Contexte

Le profil sociodémographique des zones de Meyrin

Le noyau urbain de Meyrin Cité est fortement densifié avec un taux de 13'107 habitants au km², à savoir un taux comparable à celui de la Ville de Genève. Ailleurs dans la commune, la densité urbaine est de 878 habitants au km².

La population est relativement jeune à Meyrin. Pour l'ensemble de la commune, les moins de 15 ans représentent 17.8% en 2022 alors que ce taux est de 15.5% en moyenne dans le canton. Meyrin est également plus multiculturelle que les autres communes étudiées par le DLS, à l'exception de la Ville de Genève. 45.7% des résidents de Meyrin sont des étrangers. La proportion de résidents étrangers hors Union européenne est la plus élevée des communes étudiées par le DLS. Elle forme un cinquième de la population de Meyrin, ou 20.9%. Un résident sur deux de Meyrin Cité (ou 48%) est étranger et 26% viennent de pays extra-européens. Selon les chiffres du sondage, 55.8% des résidents de Meyrin Cité interrogés n'ont pas suivi de cursus scolaire allant au-delà de l'école primaire. Ailleurs dans la commune, cette part est de 48.5%. En moyenne, dans le canton, ce taux est de 37.8%. A Meyrin Cité, 66% des résidents interrogés ont déclaré avoir des revenus modestes tandis que cette proportion est de 52.4% dans le reste de Meyrin, la moyenne dans le canton étant de 52.2%.

Tableau 3.1 : Contexte démographique des zones de Meyrin (2022)

	Pop. résidente totale	Part pop. de moins de 15 ans	Part pop. de 65 ans et plus	Part pop. étrangère	Part étrangers hors UE28	Densité urbaine	Part d'éducation primaire
	N	%	%	%	%	hab/km ²	%
Meyrin Cité	19'184	18.8	16.4	48.0	26.0	13'107	55.8%
Reste de Meyrin	7'440	15.2	16.4	40.0	18.0	878	48.5%
Meyrin	26'624	17.8	16.4	45.7	20.9	2'678	52.1%

Source : OCSTAT et sondage

La cohésion sociale

En 2023, le nombre de résidents estimant faible la cohésion sociale – mesurée par le niveau estimé d'entraide dans le voisinage – est en recul dans les deux zones de Meyrin. 36.9% des résidents de Meyrin Cité jugeaient faible la cohésion sociale en 2020 ; ils sont désormais seulement à 31.6% le penser. Dans le Reste de Meyrin, 22.9% des résidents jugent faible la cohésion sociale dans leur quartier contre 28.7% trois ans plus tôt.

Tableau 3.2 : Evolution de la cohésion sociale dans les zones de la commune de Meyrin (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
Fort	12.3	12.5	18.1	22.1	21.3	17.5	16.7	23.6
Moyen	53.1	54.7	45.0	46.3	46.8	53.0	54.6	53.5
Faible	34.6	32.8	36.9	31.6	31.9	29.5	28.7	22.9
N	309	369	298	294	329	417	335	292
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social

En cas d'incivilités envers un adulte, une majorité des résidents des deux zones de Meyrin pensent que les voisins interviendraient. 66.9% pensent ainsi dans la zone du Reste de Meyrin et 56.9% le pensent également à Meyrin Cité (Tableau 3.3). Ces chiffres évoluent peu à Meyrin Cité. En revanche, ailleurs dans la commune, ils sont en constante progression depuis qu'on les mesure. En 2013, 54.7% des résidents du Reste de Meyrin estimaient que les voisins interviendraient ; en 2023, ils sont désormais 66.9% à le penser. Cette progression est peut-être à mettre sur le compte du fait que le quartier de Feuillasse a été rattaché à la zone de Meyrin Cité pour cette édition du DLS.

Tableau 3.3 : Probabilité que les voisins interviendraient au cas où des adolescents venaient à importuner un adulte (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Improbable</i>	45.7	42.8	47.1	43.1	45.3	41.9	39.0	33.1
<i>Probable</i>	54.3	57.2	52.9	56.9	54.7	58.1	61.0	66.9
<i>N</i>	293	360	276	262	311	384	323	272
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En cas de soupçons de cambriolage chez les voisins, le réflexe d'appeler la police diminue en faveur de celui d'appeler les voisins dans la zone du Reste de Meyrin où la cohésion sociale est plus forte. Aujourd'hui, 53.9% appelleraient le 117 contre 63% 3 ans plus tôt (Tableau 3.4). En 2023, 41% appelleraient les voisins contre 25.9% en 2020. Dans la zone urbaine de Meyrin Cité, appeler les voisins est plus rare que dans le reste de la commune. 29% le feraient. En revanche, dans cette zone fortement densifiée, 21.9% sonneraient chez les voisins alors que seuls 12% le feraient dans la zone résidentielle du Reste de Meyrin. Le comportement de sonner chez les voisins est en progression depuis qu'on le mesure en 2013 et corrobore le constat d'une progression de la cohésion sociale dans le noyau urbain de la commune.

Tableau 3.4 : Evolution du contrôle social pour cambriolages selon les zones de Meyrin (en %, réponses multiples, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Appeler la police</i>	60.7	60.0	60.9	53.7	64.7	60.4	63.0	53.9
<i>Appeler les voisins</i>	19.6	26.6	32.0	29.0	25.1	32.1	25.9	41.0
<i>Guigner chez les voisins</i>	24.4	21.9	20.2	19.8	28.0	26.7	27.9	23.5
<i>Sonner chez les voisins</i>	12.5	19.7	18.6	21.9	12.5	19.7	20.1	12.0
<i>Ne rien faire</i>	5.7	5.7	3.4	5.6	2.6	2.7	2.8	3.1
<i>N</i>	336	402	324	323	343	442	359	323

Source : Sondage

La qualité de vie

La qualité de vie est stable dans les deux zones de Meyrin. Elle est légèrement meilleure dans le reste de la commune (84.7%) qu'à Meyrin Cité (79.8%). Très peu de résidents des deux zones l'estime mauvaise.

Tableau 3.5 : Evolution de la qualité de vie dans les zones de Meyrin (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2020
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Bonne</i>	79.8	76.3	83.6	79.8	83.8	85.1	84.3	84.6
<i>Moyenne</i>	14.3	19.9	13.9	16.4	14.7	13.1	14.0	12.8
<i>Mauvaise</i>	5.9	3.8	2.5	3.8	1.5	1.8	1.7	2.6
<i>N</i>	336	396	317	317	339	435	356	313
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La sécurité

La petite et moyenne criminalité

La tendance de la criminalité à Meyrin est baissière depuis le pic de 2010 où l'on comptait 35 événements de PMC pour 1'000 habitants dans la commune. En 2013, ce taux s'abaissait une première fois à 32 événements pour 1'000 habitants ; en 2016, il reculait à 25, puis 20 en 2019 et, en 2022, il est désormais de 18 événements pour 1'000 habitants selon la statistique policière.

Les chiffres de 2022 pour les zones de Meyrin ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes du fait du rattachement du quartier de Feuillasse à Meyrin Cité alors qu'il était rattaché au reste de la commune lors des éditions précédentes du DLS. Le taux de Meyrin Cité reste néanmoins bas sachant qu'on y compte 17 événements pour 1'000 habitants en 2022.

Le taux de petite et moyenne criminalité du Reste de Meyrin s'abaisse fortement, passant de 25 pour 1'000 habitants en 2019 à 19 pour 1'000 en 2022. La baisse dans la zone du Reste de Meyrin tient avant tout à un fort recul des délits contre les biens. Alors que jusqu'ici la zone résidentielle de Meyrin était plus vulnérable à ce type de délit, ce n'est plus le cas en 2022. Les deux zones ont désormais le même taux de 17 délits contre des biens pour 1'000 habitants.

Si les délits contre les biens sont tendanciellement en recul depuis 2013 dans la commune de Meyrin, ce n'est pas le cas des délits contre les personnes dont les taux annuels des deux zones fluctuent entre 3 et 5 infractions pour 1'000 habitants selon les années. Ces taux se maintiennent à ce niveau depuis 2007.

Tableau 3.6 : Évolution de la petite et moyenne criminalité (événements) dans les zones de la commune de Meyrin (volume, taux pour 1'000 hab., 2007-2022)

Année	Meyrin Cité	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Meyrin	Taux pour 1'000 hab.
2022	333	17	139	19
2019	231	16	271	25
2016	232	18	344	32
2013	274	23	440	42
2010	243	21	519	52
2007	272	24	431	45

Source : Données policières

Tableau 3.7 : Évolution des délits contre les biens dans les zones de la commune de Meyrin (volume, taux pour 1'000 hab., 2007-2022)

Année	Meyrin Cité	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Meyrin	Taux pour 1'000 hab.
2022	318	17	127	17
2019	219	15	262	24
2016	215	17	329	31
2013	253	21	405	39
2010	217	19	498	50
2007	276	25	418	44

Source : Données policières

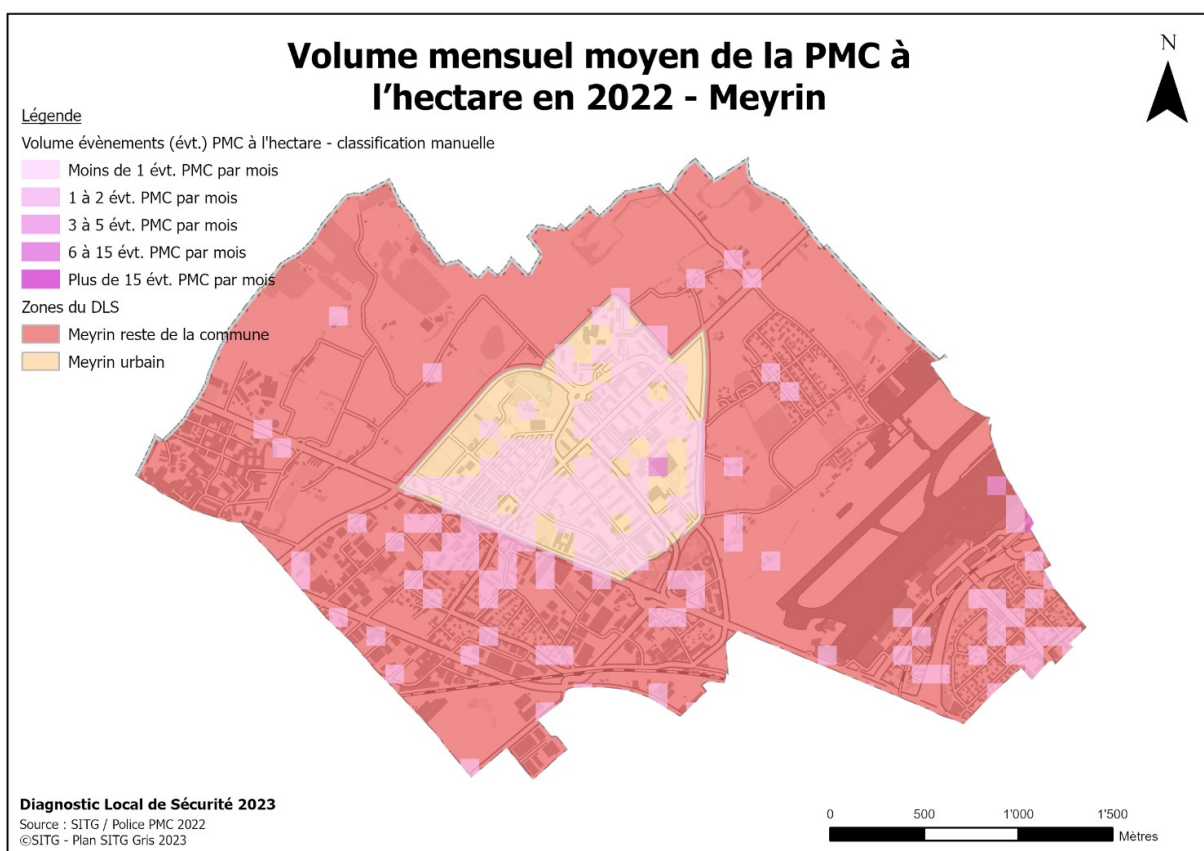
Tableau 3.8 : Évolution des délits contre les personnes dans les zones de la commune de Meyrin (volume, taux pour 1'000 hab., 2007-2022)

Année	Meyrin Cité	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Meyrin	Taux pour 1'000 hab.
2022	54	3	29	4
2019	53	4	41	4
2016	54	4	35	3
2013	34	3	53	5
2010	30	3	32	3
2007	29	3	39	4

Source : Données policières

La carte suivante présente les volumes mensuels moyens de PMC à l'hectare pour l'année 2022 à Meyrin.

Carte 3.2 : Volume mensuel moyen de la PMC à l'hectare en 2022



Le harcèlement de rue

En moyenne, 22.8% des résidents de Meyrin Cité et 18.6% de ceux du reste de la commune déclarent avoir été victimes de harcèlement de rue au cours des derniers 5 ans (Tableau 3.9). Les femmes de Meyrin Cité sont 36.1% à rapporter ce phénomène contre 28.4% dans le Reste de Meyrin. La catégorie d'âge la plus vulnérable est celle des femmes de 15-34 ans. 66% d'entre elles ont été victimes de harcèlement de rue à Meyrin Cité et 53.3% l'ont été dans le reste de la commune. Ces chiffres corroborent le constat similaire effectué à l'échelon cantonal. A Genève, en moyenne, 75.9% des femmes de 15-24 ans ont fait l'expérience de harcèlement de rue et 61.7% des femmes de 25-34 ans l'ont également fait. En moyenne, 34.6% des femmes du canton en ont fait l'expérience durant les derniers 5 ans.

Tableau 3.9 : Prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans selon le genre et la zone de Meyrin ainsi que pour les femmes de 15-34 ans (en %, 2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Oui</i>	22.8	9.7	36.1	66.0	18.6	9.2	28.4	53.3
<i>Non</i>	77.2	90.3	63.9	34.0	81.4	90.8	71.6	46.7
<i>N</i>	311	154	158	55	318	163	155	52
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Mesuré à l'échelon de la commune, le harcèlement de rue est cependant en baisse à Meyrin. En 2020, 24.7% des personnes interrogées dans la commune déclaraient avoir été victimes de harcèlement de rue au cours des derniers 5 ans contre 20.7% aujourd'hui (Tableau 3.10).

Tableau 3.10 : Prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans à Meyrin (en %, 2020-2023)

	Meyrin	
	2020	2023
	%	%
<i>Oui</i>	24.7	20.7
<i>Non</i>	75.3	79.3
<i>N</i>	640	629
<i>Total</i>	100%	100%

Source : Sondage

Les incivilités

La partie générale du DLS dans le premier volume rappelle que les incivilités qui dérangent le plus dans le canton de Genève sont les groupes de personnes irrespectueuses s'appropriant des espaces communs, des bagarres dans la rue, de la vente mais aussi de la consommation de drogue dans la rue ainsi que de la problématique liée aux vélos circulant sur les trottoirs et aux engins roulant dangereusement sur les trottoirs⁵. Les incivilités importunent peu les jeunes. Leur degré de nuisance progresse avec l'âge des répondants. Les aînés sont les plus importunés par les incivilités pratiquement quelles qu'elles soient.

Les incivilités fortement dérangeantes sont en baisse à Meyrin, à l'exception des vélos sur les trottoirs et des engins de la mobilité douce slalomant dangereusement sur ces derniers. Dans les deux zones de Meyrin, la consommation de drogue recule selon le constat qu'en font les résidents. Elle baisse de plus de 6 points par rapport aux chiffres

⁵ La question posée dans le sondage porte à la fois sur l'exposition aux incivilités et sur le degré de dérangement de ces dernières.

de 2020. Le trafic de drogue dans la rue recule lui aussi. Il passe de 49.4% en 2020 à 43.7% en 2023 à Meyrin Cité et de 48.7% à 40.9% pour ces mêmes années dans le reste de la commune. Les volumes de bagarres fléchissent de près de 9 points dans les deux zones. Le même phénomène de recul est observé pour les groupes irrespectueux qui s'approprient des espaces communs. Ces baisses – parfois assez fortes – sont une nouvelle donne sachant que jusqu'ici, et cela pour l'ensemble de Genève, les incivilités semblaient augmenter inexorablement.

Mais il y a une exception. Celle-ci concerne les trottinettes et autres engins slalomant sur les trottoirs. Le phénomène est en augmentation comme le sont les accidents qui leur sont liés. Le taux de constat de cette problématique passe de 74.0% en 2020 à Meyrin Cité à 78.9% en 2023. Dans le Reste de Meyrin la hausse est de 5 points : 80.1% des résidents observent désormais ce phénomène dans cette zone. Les vélos circulant sur les trottoirs quant à eux se maintiennent près de leur niveau de 2020 à Meyrin Cité (passant de 74.7 à 75.4%) mais refluent dans le reste de la commune passant de 76.6% en 2020 à 70.9% aujourd'hui.

Tableau 3.11 : Evolution des taux d'exposition aux incivilités par zone et type à Meyrin (en %, 2013-2023)

		Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
		2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
Dégradation physique	Abandon d'objets et saleté	72.2	77.6	78.6	65.8	75.2	71.9	78.0	61.0
	Graffitis et déprédations	65.8	70.0	68.5	74.4	67.0	61.4	63.3	65.6
	Déjections chien/pas de laisse				73.7				71.3
Conflits	Attitudes irrespectueuses de groupes de jeunes	64.0	67.9			63.6	56.7		
	Bandes de jeunes agressives qui s'approprient des espaces communs			67.5				64.0	
	Groupe de personnes irrespectueuses s'appropriant d'espaces communs				62.7				59.5
	Violences verbales ou bagarres	44.1	51.2	55.0	46.4	53.9	42.3	49.1	40.3
Drogue	Vente ou consommation de drogues	48.9	49.7	57.5	51.3	53.5	43.7	58.2	51.7
	Trafic de drogue et vente de drogue dans la rue			49.4	43.7			48.7	40.9
	Attitudes insistantes de mendiants	70.3	70.6	55.0	77.5	75.2	66.7	49.1	74.0
Bruit	Bruit excessif d'établissements publics		46.0	43.2	47.6		35.3	46.2	43.0
	Bruit excessif de véhicules à moteur	69.1	73.5	70.0	70.8	71.9	71.1	74.4	70.1
	Bruits excessifs provenant de personnes dans les parcs et les rues	64.7	71.4	71.9	71.2	66.2	60.8	66.8	61.1

Circulation	Vélos (électriques) circulant sur les trottoirs			74.7	75.4			76.6	70.9
	Trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs			74.0	78.9			75.1	80.1
	Stationnement sauvage	71.9	70.3	59.9	58.2	68.3	63.8	64.4	60.1

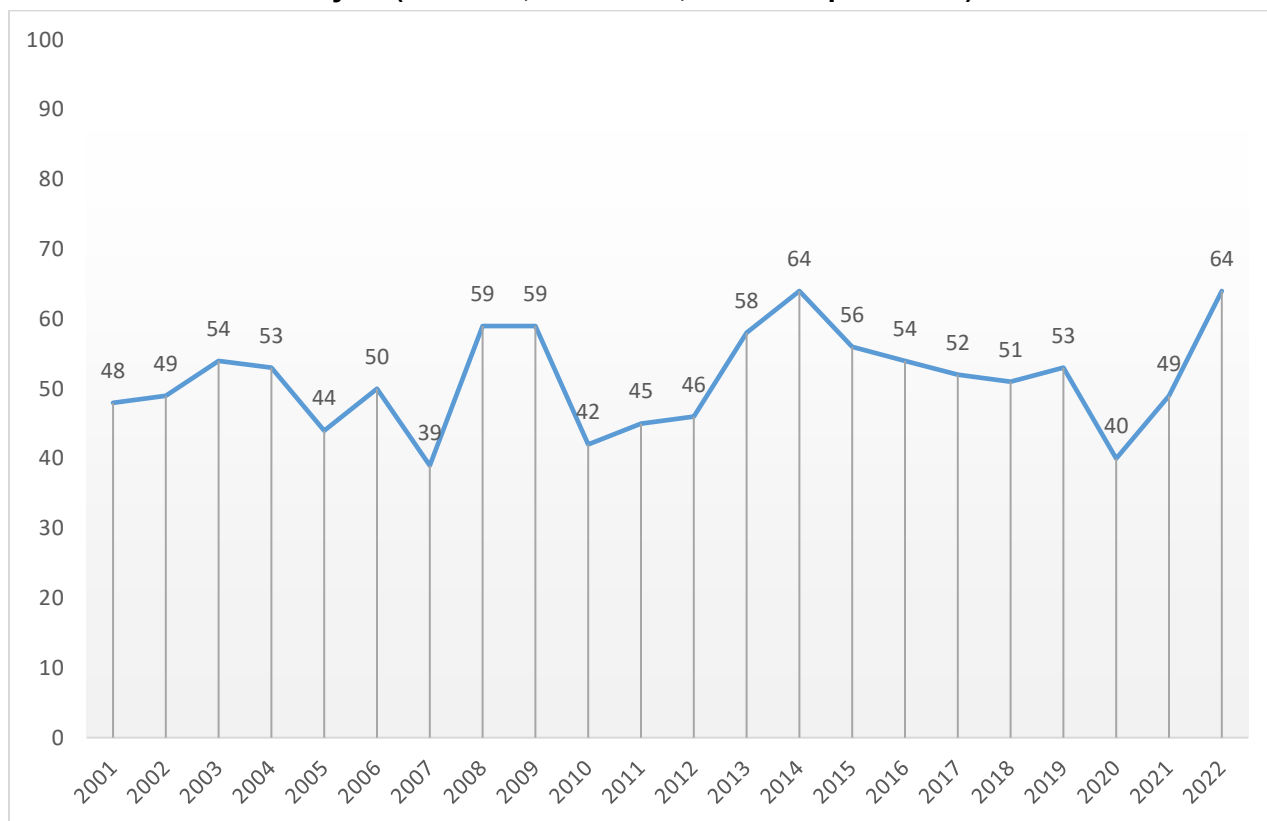
Source: sondage

S'agissant des trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs, les femmes sont plus dérangées par ce phénomène que les hommes. 57.5% des femmes de Meyrin qui en constatent disent être fortement importunées par ce phénomène contre 50.6% des hommes. Les 15-24 ans se déclarent plus rarement dérangés par ces engins. 31.6% des 15-24 ans le sont beaucoup. Le niveau de nuisance augmente ensuite progressivement avec l'âge des répondants. Les 65 ans et plus sont 66.7% à se déclarer fortement dérangés par le phénomène à Meyrin. Ce schéma est à peu près identique pour l'ensemble des incivilités qui dérangent le plus. C'est le cas par exemple de la drogue consommée dans l'espace public. 67.6% des femmes se disent très importunées par ce comportement contre 50% des hommes à Meyrin. Les plus jeunes – les 15-24 ans – sont moins dérangés que leurs aînés. 37.9% de cette catégorie d'âge se déclarent fortement importunés par le phénomène. Ensuite, les taux progressent : 42.6% des 25-34 ans, 67.4% des 35-49 ans, 66.2% des 50-64 ans et, enfin, 66.7% des plus de 64 ans sont fortement importunés par la problématique de drogue dans la rue. Sachant que les incivilités sont étroitement corrélées au sentiment d'insécurité, on comprend mieux pourquoi les femmes sont plus insécurisées que les autres : elles se sentent significativement plus importunées, parce que plus vulnérables, que les hommes par la drogue, les bagarres ou encore les engins roulant dangereusement sur les trottoirs. Il en va de même pour les personnes âgées. Les incivilités dérangeantes pèsent sur leur sentiment de sécurité.

Les accidents de la circulation

Le taux d'accidents avec blessés à Meyrin est de 24 pour 10'000 habitants en 2022. Ce chiffre est plus élevé que la moyenne cantonale, laquelle se situe à 21.8 pour 10'000 habitants. Il est également en hausse par rapport à 2021 où 18.6 accidents avec blessés pour 10'000 habitants étaient enregistrés. La courbe des volumes d'accidents évolue en dents de scie depuis 2001 (cf. Figure 3.1) avec une tendance haussière reflétant l'augmentation du trafic.

Figure 3.1: Evolution des volumes annuels d'accidents de la circulation avec blessés à Meyrin (volumes, 2001-2022, Données policières)



L'action de la police

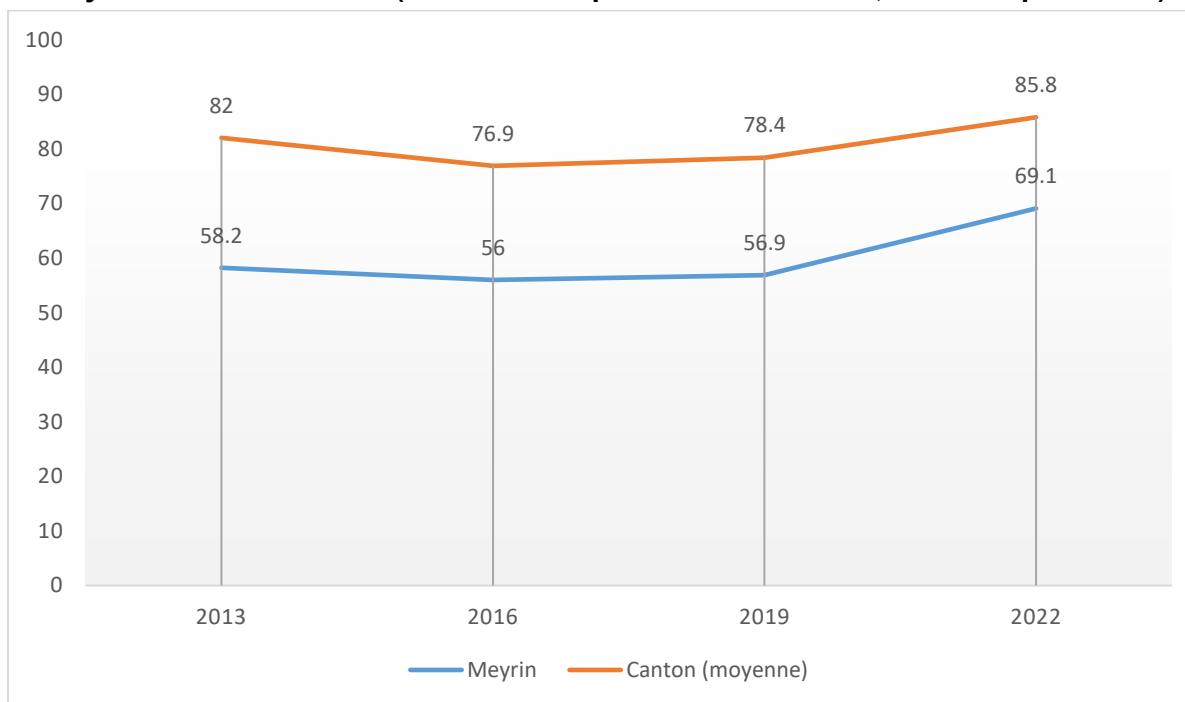
Les interventions sur appel au 117

Les chiffres présents dans ce chapitre sont une sélection thématique parmi l'ensemble des réquisitions traitées par la police. Le détail de ces sept catégories est explicité dans la figure 3.3, et celles-ci restent inchangées depuis le premier DLS pour Meyrin.

A l'échelon de la commune, Meyrin a généré 1'841 interventions sur appel au 117 en 2022, soit un taux annuel de 69.1 interventions pour 1'000 habitants. Ce taux est supérieur à celui de Lancy (62.3) mais inférieur à ceux de Carouge (92.1), de Vernier (86) ou encore de la Ville de Genève (115.2). Avec pareil taux, Meyrin figure au 10^{ème} rang des communes générant le plus d'interventions pour 1'000 habitants dans le canton.

Malgré la baisse des incivilités et de la petite et moyenne criminalité à Meyrin, le taux d'interventions est en progression par rapport à 2019. Il passe de 56.9 en 2020 à 69.1 interventions sur appels pour 1'000 habitants actuellement. La courbe historique du taux d'interventions depuis 2013 épouse d'assez près celle de la moyenne cantonale, mais l'écart diminue par rapport à 2013 (Figure 3.2). Cet écart était de près de 24 points en 2013. En 2022, s'est réduit à 17 points.

Figure 3.2 : Evolution comparée des taux annuels d'interventions sur appel au 117 à Meyrin et dans le canton (taux annuels pour 1'000 habitants, données policières)



Traditionnellement, le noyau urbain de Meyrin Cité génère nettement moins d'interventions sur appel au 117 que le reste de la commune (Tableau 3.12). En 2022, ce noyau urbain génère 53 interventions pour 1'000 habitants contre 110.9 dans le reste de la commune. Le quartier de Feuillasse ayant été rattaché à la zone de Meyrin Cité dans le DLS de 2023, les chiffres des zones ne sont pas strictement comparables à ceux des éditions précédentes du DLS.

La carte suivante présente les volumes mensuels moyens d'interventions sur appel au 117 à l'hectare à Meyrin pour l'année 2022.

Carte 3.3 : Volume mensuel moyen d'interventions sur appel au 117 à l'hectare en 2022

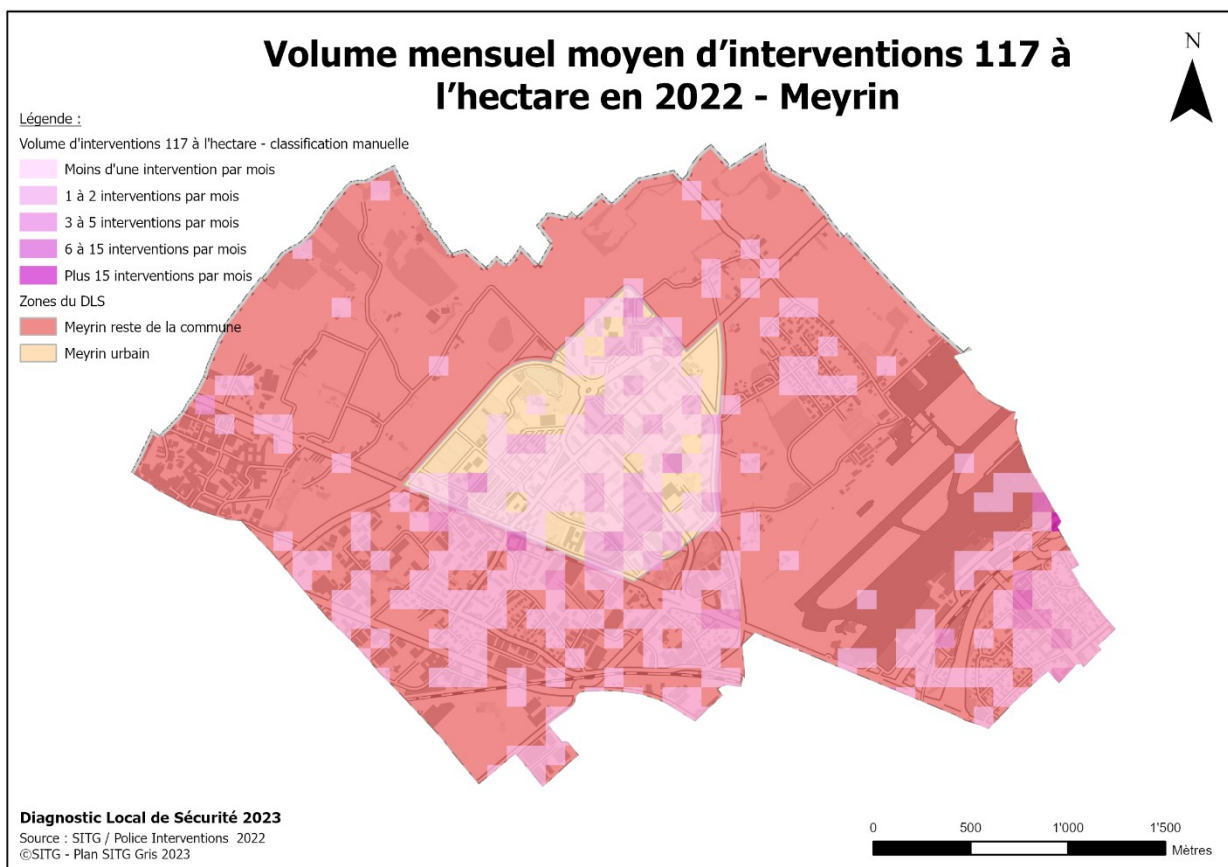
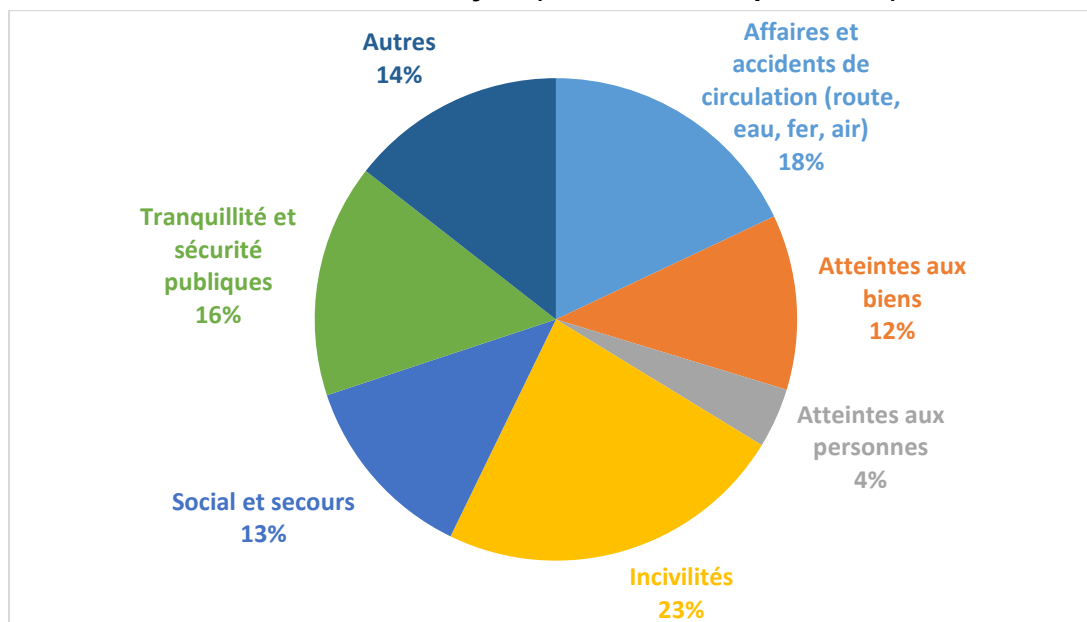


Figure 3.3 : Distribution des interventions policières sur appel au 117 selon la cause de l'intervention à Meyrin (2022, données policières)



Quelles sont les problématiques qui génèrent des interventions sur appel au 117 à Meyrin ?

La Figure 3.3 présente la distribution des interventions en fonction du type de situation qui les a provoquées à Meyrin en 2022 selon les données policières. Les incivilités sont la première cause d'intervention dans la commune, suivies des affaires et accidents de circulation (18%), puis des affaires de tranquillité et sécurité publiques (16%), du social et secours (13%) et enfin des atteintes aux biens (12%) et des atteintes aux personnes (4%). 14% sont étiquetées comme « autre » sachant qu'elles sont difficilement classables. Cette distribution est passablement différente selon la zone dans laquelle on se trouve à Meyrin.

Dans la zone de Meyrin Cité, les incivilités sont la catégorie de problèmes qui génère le plus d'interventions sur appel : 27% des interventions sont liées à cette problématique. Dans le noyau urbain de Meyrin, ce phénomène n'est pas nouveau. En 2013 et en 2016 déjà, les incivilités « consommaient » environ 30% des interventions de ce territoire. Les questions de tranquillité et de sécurité publiques génèrent 16.8% des interventions ; elles sont suivies du social et secours (13.4%) et des atteintes aux biens (13.6%). A Meyrin Cité, la seule catégorie qui progresse nettement depuis 2013 est celle des atteintes aux biens. Proportionnellement, elles génèrent toujours plus d'interventions. En 2013, elles en généraient 8.1%. Aujourd'hui, elles en génèrent 13.6. Les autres catégories sont relativement stables.

Dans le Reste de Meyrin, 26.9% des interventions ont lieu pour des affaires et des accidents de la circulation. Les incivilités arrivent en deuxième position (19.2%) suivies des questions de tranquillité et de sécurité publiques (14.2%). Ces trois problématiques sont gourmandes en interventions. La proportion des affaires liées à la circulation diminue dans la périphérie résidentielle de Meyrin. Elles passent de 40.2% en 2013 à 26.9% aujourd'hui.

Les catégories « montantes » sont les incivilités, le social et secours ainsi que la tranquillité publique. Il semble que l'augmentation des interventions à Meyrin en 2022 soit surtout liée à une augmentation de ces problématiques dans la zone du reste de la commune.

Tableau 3.12 : Les interventions sur appel au 117 dans les zones de Meyrin (volumes, taux pour 1'000 hab. et proportions selon la situation provoquant l'intervention, 2013-2022)

	Affaire et accident de circulation	Atteinte aux biens	Atteinte aux personnes	Incivilité	Social et secours	Tranquillité et sécurité publiques	Autre	Total	
	%	%	%	%	%	%	%	N	Taux pour 1'000 hab.
Meyrin Cité									
2022	10.6	13.6	4.9	27.0	13.4	16.8	13.7	1'016	53.0
2019	8.8	10.4	5.1	24.7	13.2	22.6	15.2	627	42.2
2016	10.0	7.9	5.8	30.1	14.9	16.6	14.7	429	37.6
2013	19.6	8.1	6.0	29.2	11.1	15.4	10.6	434	38.2
Reste de Meyrin									
2022	26.9	9.5	2.9	19.2	11.9	14.2	15.4	825	110.9
2019	29.2	12.0	2.8	12.9	12.9	12.9	17.3	834	77.2
2016	35.1	15.2	2.1	13.9	8.9	11.7	13.1	877	79.7
2013	40.2	10.0	4.4	12.1	7.8	10.8	14.7	870	78.7

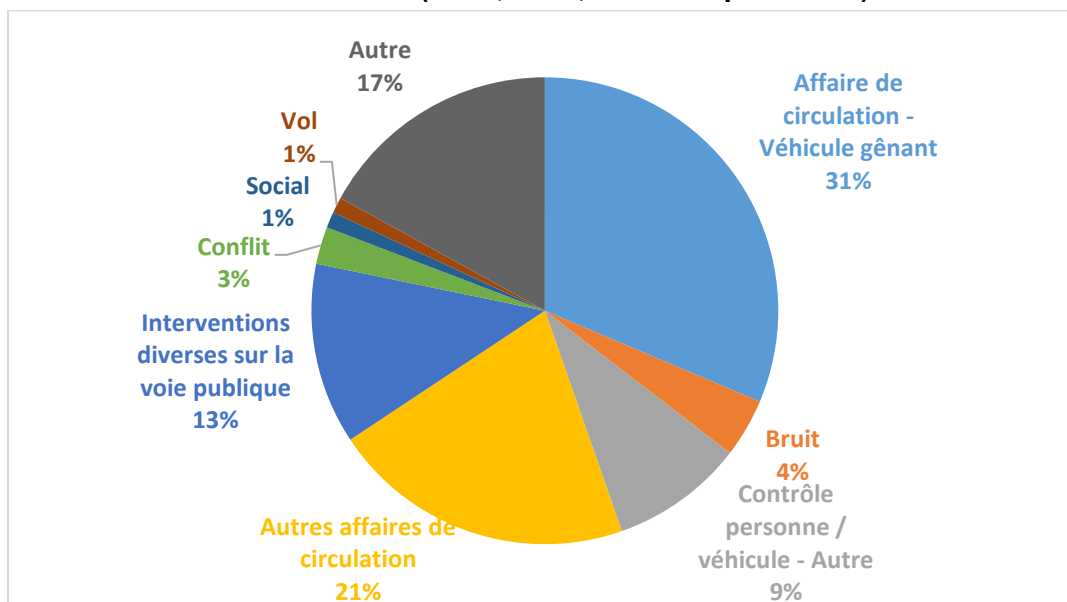
Source : Données policières

Les interventions de la police municipale

La police municipale de Meyrin effectue des interventions sur appel au 117 par délégation du canton dans le cadre du Contrat local de sécurité (CLS) qu'elle a signé avec ce dernier. Des patrouilles municipales sont mobilisées dans ce cas par la Centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL). La prochaine figure (Figure 3.4) présente la distribution de ces interventions menées dans le cadre du CLS.

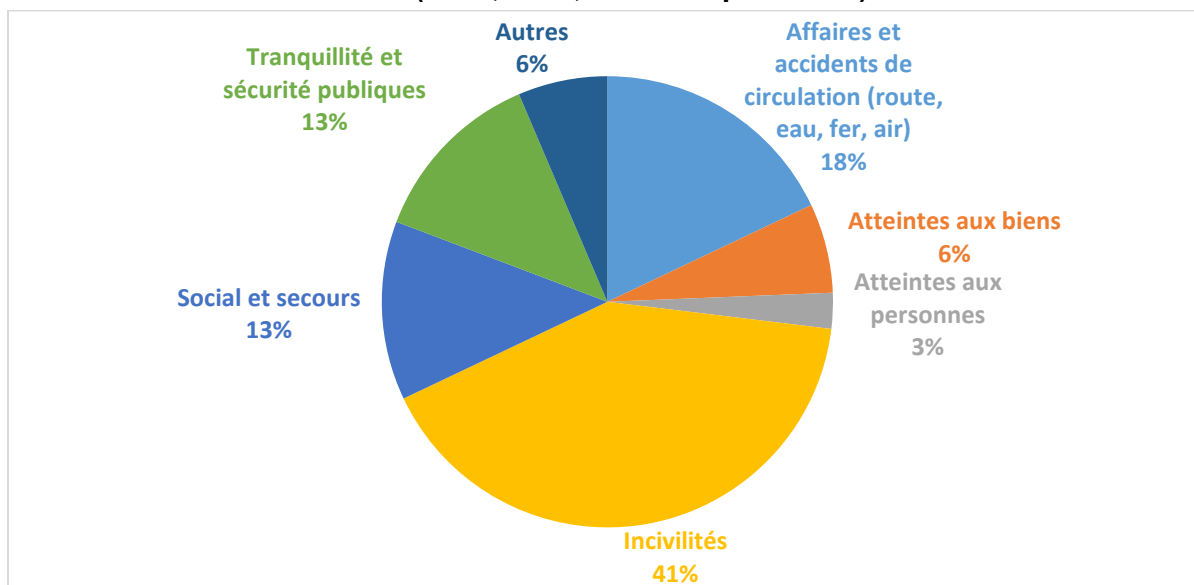
Selon les chiffres de 2022, un nombre important des interventions déléguées à la police municipale – environ une sur deux - a pour origine des affaires de circulation. 31% concernent des véhicules gênants et 21% d'autres affaires de circulation. Le bruit génère quant à lui 4% des interventions municipales menées dans le cadre du CLS, le social 1%, des conflits 3%, le contrôle de personne ou de véhicule 9% et, finalement, diverses interventions sur la voie publique 13%.

Figure 3.4 : Distribution des interventions de la police municipale de Meyrin dans le cadre du CLS (en %, 2022, données policières)



La police municipale effectue également des interventions hors du cadre des CLS en pleine autonomie. Le graphique suivant (Figure 3.5) permet d'observer la distribution des interventions de la police municipale selon le motif d'intervention pour la période allant du 1^{er} mars au 31 décembre 2022. Avant cette date, les communes saisissaient leurs interventions dans leurs applications propres. Les affaires qui génèrent le plus d'interventions de la police municipale sont des incivilités (41%). Les affaires et accidents de circulation en génèrent 18%, le social et secours ainsi que la tranquillité et la sécurité publiques 13% chacune. Les atteintes à l'intégrité des personnes en génèrent 3% tandis que les atteintes au patrimoine en génèrent 6%.

Figure 3.5 : Distribution des interventions de la police municipale de Meyrin hors cadre CLS (en %, 2022, Données policières)



La présence visible de la police

Par couverture policière, le DLS entend le taux de personnes qui aperçoivent des patrouilles de police dans leur quartier. Les résidents ont été interrogés sur cette présence pour les différentes formes de patrouilles – pédestres ou en voiture de patrouille - et une distinction est faite entre les patrouilles cantonales et les patrouilles municipales. S’agissant de la police cantonale, les taux de patrouilles mobiles (en voiture) sont stables depuis 2013 à Meyrin Cité. En revanche, de plus en plus de résidents de cette zone aperçoivent des patrouilles cantonales sous forme pédestre. Ils étaient 55.3% à le faire en 2013 ; désormais, ils sont désormais 66.4% à le faire en 2023. Dans le reste de la commune, les patrouilles mobiles de la police cantonales sont en recul. De 92% en 2013, ce taux est tombé à 81.8% en 2023. S’agissant des patrouilles cantonales sous forme pédestre ou à vélo, 55.7% des résidents du Reste de Meyrin en voient dans leur quartier contre 62.8% trois ans plus tôt.

Si l’on se tourne du côté de la police municipale, les taux de couverture des patrouilles mobiles et de patrouilles pédestres apparaissent comme étant stables dans les deux zones depuis qu’on les mesure et ces taux sont généralement plus élevés que ceux de la police cantonale.

Tableau 3.13 : Evolution du taux de couverture des patrouilles de police dans les zones de Meyrin par type de patrouille (en %, 2013-2023)

	Police cantonale				Police municipale			
	Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres		Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres	
	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin Cité	Reste de Meyrin
	%	%	%	%	%	%	%	%
2023	89.6	81.8	66.4	55.7	90.8	85.6	89.3	83.7
2020	89.2	87.8	62.5	62.8	88.0	90.8	91.1	87.3
2016	90.3	90.5	62.2	51.8	93.5	93.0	91.7	83.3
2013	90.9	92.0	55.3	52.9	86.6	84.0	-	-

Source : Sondage

Les patrouilles pédestres ou à vélo que les résidents des deux zones de Meyrin voient le plus souvent sont municipales. La grande majorité des résidents des deux zones en voient au moins plusieurs fois par mois. A l'aide du Tableau 3.14, on note qu'à Meyrin Cité, 25.8% en voient respectivement une à deux fois par semaine et 16.7% en voient même pratiquement tous les jours. S'agissant des patrouilles pédestres cantonales, plus de 50% des résidents des deux zones en voient assez peu : soit ils n'en voient jamais (33.6%) soit ils en voient moins d'une fois par mois (22.6%).

Tableau 3.14 : Fréquence des patrouilles de police par type et origine dans les zones de Meyrin (en %, 2023)

	Police cantonale				Police municipale			
	Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres		Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres	
	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin Cité	Reste de Meyrin
	%	%	%	%	%	%	%	%
Jamais	10.4	18.2	33.6	44.3	9.2	14.4	10.7	16.3
Moins d'une fois par mois	22.6	23.0	22.6	25.3	17.1	20.3	13.5	24.2
Plusieurs fois par mois	35.3	32.3	24.3	17.6	35.7	32.5	33.3	32.0
Une à deux fois par semaine	20.9	16.2	13.7	9.3	22.2	23.0	25.8	18.3
Presque tous les jours	10.8	10.3	5.8	3.5	15.8	9.8	16.7	9.2

Source : Sondage

Le contact avec la police

Le prochain tableau présente les chiffres du taux de résidents ayant eu affaire avec respectivement la police cantonale et la police municipale à Meyrin et l'évolution de ces taux depuis 2013. Généralement, et cela pour toutes les années, les résidents ont avant

tout un contact avec la police cantonale. L'écart entre les taux à Meyrin Cité sont de 4 points environ et dans le reste de la commune de 10 points environ.

Les taux de contacts avec la police cantonale sont stables depuis 2013. Ils s'affichent actuellement à 45.4% des résidents de Meyrin Cité et à 47.6% pour le Reste de Meyrin. Il en va de même pour la police municipale où ces taux évoluent peu. A Meyrin Cité, 41% des résidents déclarent avoir eu affaire avec la police municipale en 2023. Ce taux est proche de celui de 2013 où 39.3% déclaraient de même dans cette zone. Dans le Reste de Meyrin, 37.6% déclarent en 2023 avoir eu affaire avec la police contre 40.4% en 2013.

Tableau 3.15 : Taux de contacts sur 5 ans avec la police cantonale et la police municipale par zone et par édition du DLS (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale								
<i>Oui</i>	45.6	47.8	46.0	45.4	54.7	50.1	53.2	47.6
<i>Non</i>	54.4	52.2	54.0	54.6	45.3	49.9	46.8	52.4
<i>N</i>	375	385	311	306	331	423	342	307
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale								
<i>Oui</i>	39.3	43.2	40.4	41.0	40.4	40.7	45.1	37.6
<i>Non</i>	60.7	56.8	59.6	59.0	59.6	59.3	54.9	62.4
<i>N</i>	326	380	293	273	324	420	328	295
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La perception de la sécurité

Les préoccupations principales des résidents

La grande préoccupation à Genève est traditionnellement la « crise du logement » qui touche avant tout les jeunes en début de carrière professionnelle. 25.9% en moyenne dans la commune de Meyrin jugent qu'il s'agit du problème principal à Genève. Ce sont surtout les résidents de Meyrin Cité qui partagent cet avis : 30.5% le font contre 21.4% dans le reste de la commune. La problématique de la mobilité et la circulation routière (15% en moyenne) et la situation économique, énergétique et le chômage (13.7%) figurent en deuxième et troisième positions respectivement, et cela assez loin derrière celle du logement. Le changement climatique et l'environnement arrivent en quatrième position et touchent avant tout les plus jeunes. A l'inverse, l'augmentation de la population et l'immigration concernent plus les aînés. Début 2023, la pandémie du COVID n'est plus une préoccupation majeure que pour 1.8% des résidents de la commune. Dans l'ordre des préoccupations des résidents, la problématique de la sécurité et de la criminalité est plutôt marginale et n'arrive qu'en 7^{ème} position avec 8% de mentions. 6.8% citent cette problématique comme prioritaire à Meyrin Cité et 9.3% dans le Reste de Meyrin.

Tableau 3.16 : Les préoccupations principales à Genève selon les résidents par zone (en %, 2023)

	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin
	%	%	%
Logement	30.5	21.4	25.9
Mobilité et circulation routière	14.8	15.1	15.0
Economique, énergétique et chômage	13.2	14.1	13.7
Changement climatique et environnement	9.0	10.3	9.6
Augmentation de la population	4.8	13.1	9.0
Immigration et intégration des étrangers	10.3	6.7	8.5
Sécurité et criminalité	6.8	9.3	8.0
Transports publics	2.9	1.3	2.1
Pandémies telles que le Covid	1.9	1.6	1.8
Autre	1.3	2.6	1.9
Aucun problème	4.5	4.5	4.5
N	310	312	622
Total	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité s'est progressivement amélioré à Meyrin depuis 2013, et cela dans les deux zones d'étude de la commune. A Meyrin Cité, le taux d'insécurisés passe de 41.3% en 2013 à 29.9% en 2023 (Tableau 3.17). Dans le Reste de Meyrin, il passe de 44% en 2013 à 28.8% en 2023. Avec un taux moyen pour la commune de 29.3% d'insécurisés, Meyrin a un taux similaire à ceux de la Ville de Genève (29.5%) et de Lancy (29%).

Tableau 3.17 : Evolution du sentiment d'insécurité dans les zones de Meyrin (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
Sécurisé	58.7	64.5	71.4	70.1	56.0	66.2	71.3	71.2
Insécurisé	41.3	35.5	28.6	29.9	44.0	33.8	28.7	28.8
N	375	385	311	294	331	423	342	274
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Interrogés sur les quartiers où existent des lieux insécurisants, les résidents de Meyrin citent avant tout Prulay et Champs-Fréchets. 21.7% des résidents mentionnant des lieux peu sûrs à Meyrin estiment qu'ils se situent à Prulay (Golette, Prulay, Cité-Parc) ; 22% considèrent au contraire qu'ils sont à Champs-Fréchets (Tableau 3.18). Le quartier des

Vergers, Arbères, Vernes est mentionné par 16.1% d'entre eux, Meyrin Village par 14%. Les autres quartiers sont cités par moins de 10% des résidents. On note que le quartier de la Prulay a été moins souvent mentionné en 2023 que lors des éditions précédentes du DLS et qu'il a même perdu la première place au profit de Champs-Fréchets. 21.7% des résidents l'ont mentionné en 2023 contre 29.5% en 2020. Bien que figurant en tête des quartiers où les résidents de Meyrin situent une zone peu sûre, Champs-Fréchets est également moins souvent cité en 2023 (22%) qu'en 2020 (27.8%).

Meyrin Village est en revanche plus souvent mentionné que lors des éditions précédentes. 14% des résidents le mentionnent en 2023 contre 10.7% en 2020. Le quartier Les Vergers, Arbères et Vernes était le moins cité en 2020. Aujourd'hui, il arrive en troisième position des quartiers les plus souvent mentionnés comme abritant un lieu peu sûr : 16.1% des résidents de Meyrin le mentionnent. A noter que lors du DLS 2020, ce quartier était en cours de construction. En 2023, tous les nouveaux habitants y ont emménagé.

Tableau 3.18 : Les lieux situés à Meyrin jugés insécurisants selon les résidents de Meyrin respectivement (en %, 2016-2023)

	2016		2020		2023	
Uniquement les résidents de Meyrin						
	N	%	N	%	N	%
<i>Prulay (Golette, Prulay, Cité Parc)</i>	126	34.4	74	29.5	62	21.7
<i>Champs-Fréchets</i>	105	28.6	70	27.8	63	22.0
<i>Reste de la commune de Meyrin</i>	50	13.6	26	10.3	28	9.8
<i>Meyrin Village</i>	30	8.2	27	10.7	40	14.0
<i>Citadelle-Hameau de Mategnin</i>	28	7.6	20	7.9	20	7.0
<i>Cointrin</i>	28	7.6	18	7.1	27	9.4
<i>Les Vergers, Arbères, Vernes</i>	-	-	17	6.7	46	16.1
	367	100%	252	100%	286	100%

Source : Sondage

Les causes du sentiment d'insécurité dans les zones jugées peu sûres à Genève, sont, en 2023, principalement et dans l'ordre, la peur d'être volé/agressé physiquement ou sexuellement (18.8%), le trafic de drogue/consommation de drogue (17.8%) ainsi que le harcèlement de rue (9.8%) (Tableau 3.19). Les femmes, qui sont plus insécurisées que les hommes, citent en troisième position après les agressions physiques ou sexuelles (21.8%) et la problématique de la drogue (14.9%), le harcèlement de rue à Meyrin (14.5%). Notons que ce sont surtout les femmes âgées de 15 à 34 ans qui le font (32.1% le font). Elles citent aussi plus souvent que les autres le risque d'agression physique ou sexuelle (27.2%). Pour cette catégorie d'âge des femmes, il s'agit des causes principales motivant leur insécurité.

Les chiffres de 2020 ne sont pas entièrement comparables à ceux de 2023 sachant que les options de réponses ont été modifiées en 2023. Ils sont présentés dans le tableau suivant à titre de rappel d'information.

Tableau 3.19 : Les causes de l'insécurité ressentie dans les endroits peu sûrs à Genève selon les résidents de Meyrin par zone et genre (en %, 2020-2023)

	Meyrin 2020	Meyrin 2023	Meyrin Homme 2023	Meyrin Femme 2023
	%	%	%	%
Risques				
<i>La peur d'une agression physique ou sexuelle</i>	29.9	18.8	15.6	21.8
<i>La peur d'une agression verbale</i>	-	3.7	3.9	3.6
<i>La peur d'être volé-e</i>	-	7.3	6.7	7.7
Comportements				
<i>Le harcèlement de rue (sifflements, insultes, attouchements, regards appuyés, être suivi-e)</i>	10.6	9.8	3.9	14.5
<i>Les trafiquants ou les consommateurs de drogue</i>	13.1	17.8	22.8	14.9
<i>Les groupes de jeunes</i>	9.9	8.0	11.1	5.6
<i>La présence de personnes ivres</i>	3.0	7.8	10.6	6.0
<i>La présence de lieux de couchage de fortune</i>	-	0.0	0.0	0.0
<i>La présence de mendiants</i>	1.1	1.8	2.2	1.2
Dégradation de l'environnement (carreau cassé)				
<i>L'existence de graffitis</i>	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Le manque de propreté et l'abandon d'objets encombrants</i>	0.7	1.4	1.1	1.6
Prévention situationnelle				
<i>Le manque d'éclairage</i>	5.9	4.8	2.2	6.9
<i>L'absence de passants</i>	3.0	3.7	2.8	4.4
Présence policière, surveillance				
<i>Le manque de présence policière</i>	9.4	-	-	-
<i>Le manque de caméras de surveillance</i>	2.5	-	-	-
Comportements dangereux (circulation)				
<i>Le comportement de cyclistes, personnes en roller, trottinette, skateboard sur les trottoirs</i>	1.2	4.1	4.4	4.0
<i>Le comportement de conducteurs de véhicules motorisés</i>	0.7	1.4	3.3	0.0
Opinion				
<i>La population étrangère (réfugiés, requérants, migrants)</i>	6.2	4.3	6.1	2.8
<i>Autre</i>	2.8	5.3	3.3	5.0
<i>N</i>	405	426	180	246
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le sentiment d'insécurité est étroitement associé à la notion de territoire (Tableau 3.20). Il est particulièrement élevé dans les gares ou arrêts de bus ou de tram, et cela surtout pour les résidents de Meyrin Cité et, plus généralement, pour les femmes à Meyrin. 38% des résidents de Meyrin Cité jugent que ce type de lieu est insécurisant contre 34% dans le reste de la commune. Ce sont surtout les femmes qui les perçoivent comme insécurisants : 44.1% le font en moyenne dans la commune contre 27.9% des hommes.

Les parkings publics souterrains sont également insécurisants aux yeux des résidents. Ils le sont plus souvent dans le Reste de Meyrin (30.7%) qu'à Meyrin Cité (24.8%) et ce sont avant tout les femmes qui s'estiment en insécurité dans ces lieux (38.1% contre 17.3% des hommes).

Les parcs publics, les bars, pubs ou autres lieux festifs ainsi que, plus généralement, la rue elle-même peuvent être insécurisants. La rue et les parcs le sont particulièrement pour les femmes. 20.7% des femmes mentionnant des lieux peu sûrs à Genève affirment qu'il s'agit de la rue contre 12.7% des hommes. Analyses faites, la probabilité qu'une femme cite la rue comme insécurisante double lorsqu'elle mentionne également avoir été victime de harcèlement de rue. 31.7% des femmes victimes de harcèlement de rue mentionnent la rue comme insécurisante contre 15.1% des autres femmes.

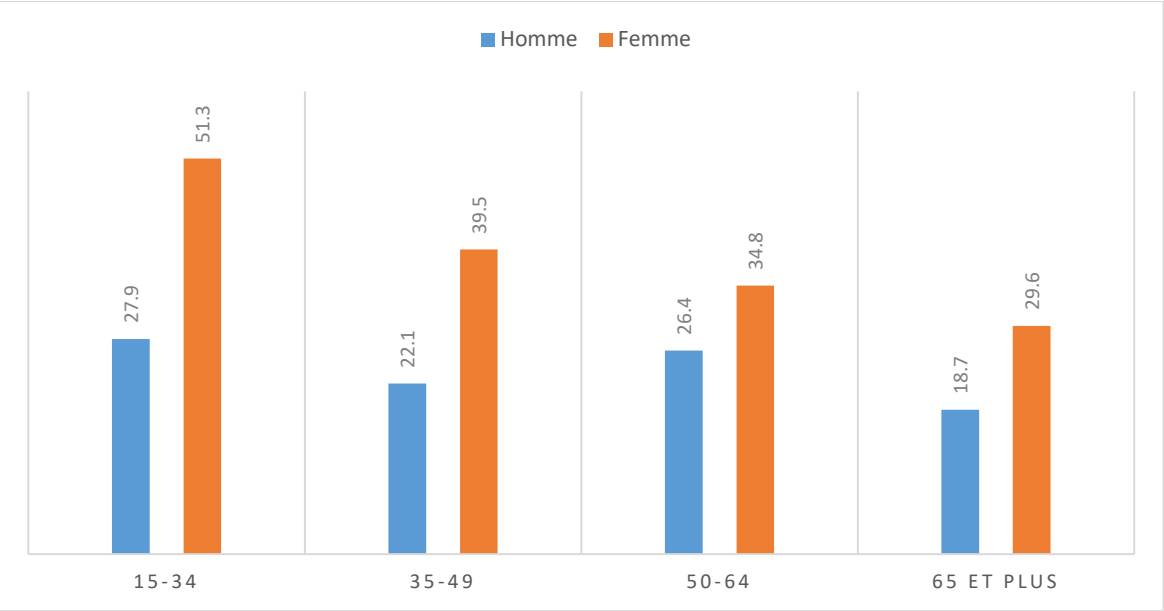
Tableau 3.20 : Les types de lieux jugés moins sûrs à Genève selon les résidents des deux zones de Meyrin et le genre (en %, réponses multiples, 2023)

	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin	Homme	Femme
	%	%	%	%	%
Dans la rue	16.7	16.7	16.7	12.7	20.7
Dans les parcs publics	17.3	16.7	17.0	14.6	19.4
Dans les magasins	1.5	0.9	1.2	0.0	2.5
Dans les transports publics à l'intérieur des véhicules	13.0	9.3	11.1	9.9	12.1
Aux abords ou dans les bars, les pubs, les discothèques et les lieux de concert	15.2	16.7	15.9	16.6	15.4
Sur les quais ou au bord du lac	6.8	8.0	7.4	6.5	8.3
Dans les gares ou aux arrêts de bus et de tram	38.0	34.0	36.0	27.9	44.1
Aux abords ou dans les stades de sport	3.7	2.8	3.2	2.5	4.0
Dans les parkings publics souterrains	24.8	30.7	27.7	17.3	38.1
Dans les parkings souterrains privés de mon immeuble ou lieu de travail	10.5	9.9	10.2	7.7	12.7
Dans les lieux où les gens ne respectent pas les consignes sanitaires	8.3	13.0	10.6	6.5	14.6

Source : Sondage

Le prochain graphique (Figure 3.6) montre que les gares et arrêts de transports publics sont des lieux insécurisants avant tout pour les plus jeunes, et notamment pour les jeunes femmes. 51.3% des femmes de 15-34 ans estiment que les gares ou arrêts de transports publics peuvent être des lieux insécurisants. Ce type de lieu devient moins insécurisant à mesure que l'on progresse en âge. Les femmes de plus de 64 ans sont 29.6% à déclarer que les gares ou les arrêts de bus ou de tram peuvent être insécurisants à Genève.

Figure 3.6 : Taux de résidents de Meyrin déclarant être insécurisés aux abords et dans les gares ou arrêts de transports publics à Genève (en %, sondage 2023)



La note de la sécurité

En 2016, les résidents de Meyrin Cité attribuaient la note de 7.1 sur 10 à la sécurité dans la commune. Cette note est en progression : aujourd’hui, ils lui attribuent 7.5. La note du Reste de Meyrin reste quant à elle inchangée par rapport à 2016 et se situe à 7.4 aujourd’hui.

Tableau 3.21 : La sécurité dans la commune de Meyrin notée par les habitants sur une échelle de 10 (10 étant la meilleure note possible) (2016-2023)

	Meyrin Cité			Reste de Meyrin		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
Moyenne	7.1	7.4	7.5	7.4	7.5	7.4

Source : Sondage

La perception de la police

L'image de la police

La police cantonale bénéficiait déjà d'une bonne image auprès des résidents de Meyrin lors des DLS précédents. En 2023, 90.2% des résidents de Meyrin Cité et 92.1% de ceux du reste de la commune ont une bonne image de la police cantonale. Les avis sont également positifs sur le travail de la police municipale. 85.8% des résidents de Meyrin Cité et du reste de la commune ont une bonne image de cette dernière.

Notons qu'en moyenne, à Meyrin, 26.8% des résidents n'ont pas d'avis sur le travail de la police en matière de lutte contre la criminalité et 21.5% n'ont pas d'avis sur la police municipale. S'agissant de la police cantonale à Meyrin, 33.3% des femmes n'ont pas d'avis contre 20.6% des hommes. Les plus jeunes émettent également moins souvent un avis à ce propos. Les 15-34 ans sont 33.2% à ne pas avoir d'avis contre 22.3% des plus de 64 ans. S'agissant de la police municipale, le même schéma peut être observé. 26.2% des femmes sont sans avis contre 17% des hommes. 28.8% des 15-34 ans sont sans avis contre 13.9% des plus de 64 ans.

Tableau 3.22: Image de la police cantonale et de la police municipale dans les zones de Meyrin (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale								
Bonne	87.9	88.3	94.5	90.2	87.8	91.5	86.1	92.1
Mauvaise	12.1	11.7	5.5	9.8	12.2	8.5	13.9	7.9
N	281	325	254	244	287	331	288	228
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale								
Bonne	-	83.4	86.2	85.8	-	83.6	81.8	85.8
Mauvaise	-	16.6	13.8	14.2	-	16.4	18.2	14.2
N	-	326	261	260	-	378	302	247
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le DLS mesure le taux de satisfaction avec la police pour les personnes ayant eu affaire avec elle au cours des derniers 5 ans. En 2023, 59.7% des résidents de Meyrin Cité entrés en contact avec la police cantonale se déclarent satisfaits. Ce taux est en recul par rapport aux éditions précédentes du DLS. Le recul est d'environ 10 points par rapport aux 69.8% de satisfaits de 2013. Dans le Reste de Meyrin, le taux de satisfaits quant à lui se situe à 68.5% et s'est stabilisé environ à ce niveau depuis 2016. Les volumes de personnes entrées en contact avec la police cantonale sont assez faibles. Aussi, les taux de satisfaction doivent être interprétés comme des tendances en raison de la marge d'erreur importante avec de tels volumes. La même observation s'applique aux taux de

satisfaction à l'occasion d'un contact avec la police municipale. Là aussi, les volumes de contacts enregistrés dans le sondage sont faibles. Néanmoins, on observe que les taux de satisfaction sont similaires à ceux de la police cantonale. 64.2% des résidents de Meyrin Cité se déclarent satisfaits de ce contact et 61.3% le font dans le reste de la commune.

Le DLS n'interroge pas les résidents sur le contexte de l'interaction avec la police, à savoir si le contact a eu lieu à l'occasion d'une plainte, d'un contrôle de police, d'une convocation ou d'une patrouille de proximité par exemple. Indirectement, cependant, il est possible d'identifier des affaires générant de l'insatisfaction avec la police à partir de croisements avec d'autres données du sondage. L'insatisfaction à l'occasion d'un contact avec la police grimpe fortement pour les victimes de harcèlement de rue et d'agressions physiques ou sexuelles, et cela pour les hommes comme pour les femmes. Aucun effet significatif en revanche n'est observé sur le taux de satisfaction pour les victimes de cambriolage. 51.3% des femmes victimes de harcèlement de rue se déclarent satisfaites du contact avec la police cantonale contre 75% pour les autres. 55.2% des femmes victimes de harcèlement de rue se déclarent satisfaites du contact avec la police municipale à Meyrin contre 75% pour les autres. 42.9% de femmes victimes d'agression physique ou sexuelle se déclarent satisfaites du contact avec la police cantonale contre 69.3% pour les autres. En revanche, les agressions sexuelles ou physiques n'impactent pas le degré de satisfaction avec la police municipale. L'insatisfaction pour les victimes de harcèlement de rue et les victimes d'agression physique ou sexuelle est significative dans des modèles multivariés de sorte que l'on peut supposer avec un bon degré de confiance que les attentes de ces victimes ne sont pas satisfaites.

Tableau 3.23: Evolution de la satisfaction lors du contact avec la police cantonale et la police municipale selon les zones de Meyrin (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale								
<i>Insatisfait</i>	16.8	14.1	17.5	23.0	19.3	13.7	12.6	8.9
<i>Ni satisfait, ni insatisfait</i>	13.4	23.4	15.4	17.3	18.2	18.4	16.5	22.6
<i>Satisfait</i>	69.8	62.5	67.1	59.7	62.5	67.9	70.9	68.5
<i>N</i>	149	184	143	139	181	212	182	146
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale								
<i>Insatisfait</i>	14.1	18.3	13.3	15.0	15.3	19.9	12.6	15.3
<i>Ni satisfait, ni insatisfait</i>	16.4	20.7	19.2	20.8	19.1	18.7	16.5	23.4
<i>Satisfait</i>	69.5	61.0	67.5	64.2	65.6	61.4	70.9	61.3
<i>N</i>	128	164	120	120	131	171	182	111
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La déontologie policière

Sur une échelle portant sur une dizaine d'années, l'opinion sur l'équité de la police dans le traitement des affaires est relativement stable. En 2023, 57.1% des résidents de Meyrin Cité considèrent que la police cantonale traite tout le monde de la même manière alors que 60.7% des résidents du reste de la commune pensent de même. Aux yeux des résidents, la police municipale fait mieux que la police cantonale à cet égard. Environ 67% dans les deux zones estiment que la police municipale traite tout le monde de la même manière.

Tableau 3.24: Evolution de l'opinion des résidents sur l'application du principe déontologique de l'équité par la police cantonale et la police municipale selon les zones de Meyrin (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale								
<i>Même traitement</i>	56.6	56.7	60.1	57.1	57.7	58.5	61.4	60.7
<i>Traitement différent</i>	43.4	43.3	39.9	42.9	42.3	41.5	38.6	39.3
<i>N</i>	265	305	238	233	286	347	290	239
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale								
<i>Même traitement</i>	-	65.0	67.1	67.0	-	66.3	65.6	67.5
<i>Traitement différent</i>	-	35.0	32.9	33.0	-	33.7	34.4	32.5
<i>N</i>	-	294	234	233	-	341	285	234
<i>Total</i>	-	100%	100%	100%	-	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les attentes des résidents en matière de police

Les préférences des résidents en matière de présence policière

Les patrouilles pédestres ou à vélo sont généralement des prestations préférées par celles et ceux qui s'estiment en insécurité dans la rue, dans les parcs publics et là où se situent des gares ou des parcs publics. Ces prestations sont aussi préférées par les victimes de harcèlement de rue ou de vols à l'astuce et là où les incivilités qui dérangent sont plus fréquentes qu'ailleurs. Toutes ces caractéristiques sont présentes dans le noyau urbain de Meyrin Cité et dès lors il n'est pas étonnant de constater que la présence de la police sous forme de patrouilles pédestres ou à vélo ainsi que de postes de police de quartier est plus forte que dans le reste de la commune (Tableau 3.25). 45.7% des résidents de Meyrin Cité souhaitent en priorité des patrouilles pédestres et 12% un poste de police de quartier. Dans le reste de la commune, police-secours a les faveurs de 52.1% des résidents. Le changement de la composition des zones rattachant Feuillasse

à Meyrin Cité a peut-être clarifié cette situation par rapport aux éditions précédentes du DLS et permet de constater des préférences différentes en fonction des problématiques de sécurité rencontrées par les résidents de territoires plus homogènes qu'auparavant.

Tableau 3.25: Evolution du souhait des résidents en matière de présence policière selon la zone (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Patrouilles à pied ou à vélo</i>	42.1	44.3	41.6	45.7	44.8	41.5	45.0	36.6
<i>Police-secours</i>	46.5	41.8	44.9	42.3	45.8	46.4	44.0	52.1
<i>Poste de police de quartier</i>	11.4	13.9	13.5	12.0	9.4	12.1	11.0	11.3
<i>N</i>	316	373	303	284	330	414	327	284
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Priorités cantonales

Interrogés sur leurs souhaits en matière de priorités thématiques pour la police cantonale, les résidents du reste de la commune de Meyrin plébiscitent la lutte contre les cambriolages et autres vols. 32.7% le font, ou pratiquement un résident sur trois. Dans cette zone, la lutte contre les agressions et la violence obtient 18.7% de mentions. En troisième rang, on trouve la lutte contre la drogue et la poursuite des infractions routières, chacun obtenant 9.7% de mentions.

Les résidents du noyau urbain de Meyrin quant à eux privilégient la prévention et la répression de la délinquance juvénile (18.3%), la lutte contre les agressions et la violence (21.4%) ainsi que la lutte contre la drogue (15.6%).

La lutte contre le harcèlement de rue ne recueille que 7% de mentions à Meyrin Cité et 4.9% dans le reste de la commune. Cependant, 19% des femmes de la catégorie d'âge des 15-34 ans placent la lutte contre le harcèlement de rue en tête de leurs priorités juste derrière la lutte contre les agressions physiques et la violence (26.2%) et la prévention et la répression de la délinquance juvénile (26.2%).

Tableau 3.26: Evolution des souhaits en matière de priorités thématiques pour la police cantonale par zone (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre la criminalité</i>	40.4	58.5	50.4	-	47.5	56.8	52.0	-
<i>La lutte contre les cambriolages et les autres vols</i>	-	-	-	12.1	-	-	-	32.7
<i>La lutte contre la drogue et les scènes de drogue</i>	24.4	14.9	13.3	15.6	17.6	11.7	11.6	9.7
<i>La poursuite des infractions routières</i>	10.1	6.6	6.8	6.2	12.4	8.9	8.6	9.7
<i>La prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires</i>	8.5	4.6	6.1	5.8	6.5	4.6	5.6	4.1
<i>La prévention et la répression de la délinquance juvénile</i>	16.6	9.7	10.8	18.3	16.0	9.4	8.3	6.4
<i>La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers</i>	-	2.3	1.8	1.6	-	2.8	2.3	1.5
<i>La lutte contre les agressions physiques et la violence</i>	-	-	-	21.4	-	-	-	18.7
<i>La lutte contre la criminalité financière</i>	-	0.3	0.0	1.9	-	1.0	1.0	2.2
<i>La lutte contre les délits sur internet</i>	-	1.1	3.2	1.9	-	2.0	2.3	2.2
<i>La lutte contre le bruit</i>	-	-	6.5	3.9	-	-	6.3	4.5
<i>La répression de la mendicité</i>	-	2.0	1.1	4.3	-	2.8	2.0	3.4
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	-	7.0	-	-	-	4.9
<i>N</i>	-	-	279	257	-	392	301	267
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Priorités municipales

En matière de priorités pour la police municipale, l'opinion diverge en fonction des zones territoriales. Dans la zone résidentielle du Reste de Meyrin, la prévention des vols et cambriolages est la thématique la plus souvent citée. 18% le font. 16.1% considèrent que la police municipale doit s'attacher à lutter contre les incivilités en général. Celles-ci, on l'a vu plus haut, constituent une part grandissante des interventions sur appel au 117 dans cette zone. La prévention de la délinquance juvénile, la lutte contre le harcèlement de rue, la prévention de la délinquance de rue et la poursuite des infractions routières obtiennent chacune environ 10% de mentions.

Dans le noyau urbain de Meyrin Cité, la lutte contre les incivilités (18%) et la prévention de la délinquance de rue (16.5%) arrivent en tête de liste. La prévention des vols et cambriolages ainsi que la prévention de la délinquance juvénile obtiennent chacune environ 12% de mentions.

A Meyrin, la lutte contre le harcèlement de rue arrive en tête des priorités des femmes de 15-24 ans. 37.8% d'entre elles souhaitent que ce soit la priorité municipale. Globalement, dans la commune, 11.5% des femmes souhaitent que cette thématique soit la priorité de la police municipale contre 5.9% des hommes.

Tableau 3.27: Evolution des souhaits des résidents en matière de priorités pour la police municipale dans les zones de Meyrin (en %, 2013-2023)

	Meyrin Cité				Reste de Meyrin			
	2013	2016	2020	2023	2013	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	33.3	29.1	32.0	18.0	34.3	27.6	26.4	16.1
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	9.6	14.0	-	5.2	8.2	6.6	-	3.7
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	-	1.7	2.4	0.4	-	2.1	0.3	0.0
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	21.5	31.5	39.9	12.4	23.7	39.6	42.0	18.0
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	25.0	12.3	11.3	6.7	19.6	7.7	12.0	5.9
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	-	-	-	12.0	-	-	-	10.3
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	-	-	6.5	2.2	-	-	6.0	1.5
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	-	-	-	3.4	-	-	-	4.8
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routières)</i>	10.6	7.4	5.8	6.0	14.2	9.7	9.5	9.6
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	-	-	-	3.7	-	-	-	5.9
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	-	7.1	-	-	-	9.9
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	-	-	-	16.5	-	-	-	9.2
<i>La répression de la mendicité</i>	-	2.0	2.1	6.4	-	5.4	3.8	5.1
<i>La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers</i>	-	2.0	-	-	-	1.3	-	-
N	312	350	291	267	316	391	317	272
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les solutions pratiques à l'insécurité

Les résidents se déclarant insécurisés dans certaines zones dans le canton ont également proposé des solutions pour améliorer les conditions de sécurité dans ces zones. Le Tableau 3.28 présente les suggestions par zone à Meyrin. La mesure prioritaire aux yeux des résidents des deux zones de Meyrin est le renforcement de la présence de la police cantonale. 37.2% des résidents du Reste de Meyrin pensent ainsi et 36.6% à Meyrin Cité pensent de même. Ensuite, dans un mouchoir de poche, les mesures prioritaires sont la pose de caméras de surveillance (32% à Meyrin), plus de présence de la police municipale (31.8%) et plus de répression de la problématique de la drogue (31.7%). Les caméras de surveillance sont plus souvent mentionnées à Meyrin Cité (33.9%) que dans le Reste de Meyrin (30.2%). C'est également le cas pour la répression de la vente et/ou consommation de drogue. Le renforcement de la présence de la police municipale est plus populaire auprès des femmes (36.8%) que des hommes (26.8%). C'est également vrai de l'éclairage public : 32.6% des femmes privilégient ce type de mesure contre 19.6% des hommes. Notons aussi que la demande pour une plus grande présence policière, que ce soit cantonale ou municipale, augmente avec l'âge des répondants. C'est également vrai de mesures comme la répression de la problématique de la drogue et le renvoi des délinquants étrangers.

Tableau 3.28 : Solutions à l'insécurité dans les zones de Meyrin (en %, réponses multiples, 2023)

	Meyrin Cité	Reste de Meyrin	Meyrin
	%	%	%
Plus de présence de policiers cantonaux	36.6	37.2	36.9
Plus de présence de policiers municipaux	32.6	31.0	31.8
Moins de présence de policiers	0.6	2.1	1.3
Plus de caméras de surveillance	33.9	30.2	32.0
Plus de prévention par des acteurs sociaux, les correspondants de nuit, les travailleurs sociaux	19.0	17.1	18.0
Plus d'activités sociales, culturelles, sportives de voisinage pour favoriser la cohésion sociale	20.6	20.0	20.3
Plus de nettoyages de la ville et des communes	9.2	10.6	9.9
Plus de répression de la vente et/ou consommation de drogue	33.7	29.8	31.7
Plus d'éclairage	27.5	24.8	26.1
Une intervention plus rapide de la police cantonale aux appels d'urgence	21.2	18.1	19.6
Un suivi approprié par la police municipale suite à un appel	20.1	16.0	18.0
Le renvoi des délinquants étrangers	26.9	25.2	26.1
Plus de répression des infractions liées à la circulation et la mobilité	11.1	14.2	12.7

Source : Sondage

Recommandations locales du DLS

Une présence policière municipale payante

La police municipale de Meyrin assure une présence importante dans les quartiers de Meyrin sous forme de patrouilles pédestres. Elle pratique plus que les autres communes cette forme de patrouille : 35% des résidents constatent des patrouilles pédestres plus d'une fois par semaine dans leur quartier à Meyrin contre 16% à Vernier ou 18.5% à Plan-les-Ouates par exemple. 42.5% des résidents de la zone de Meyrin Cité aperçoivent des patrouilles pédestres au moins une fois par semaine. Aucune autre zone à Genève n'est couverte de cette manière. Cette forme de patrouille correspond aux souhaits des résidents de Meyrin Cité et contribue à la bonne image de la police à Meyrin. La police municipale de Meyrin est celle qui recueille le plus d'avis positifs dans le canton. Notons qu'à Meyrin-Cité, près de 20% des résidents de la zone aperçoivent également des patrouilles pédestres cantonales au moins une fois par semaine.

Recommandation 1 : Poursuivre le programme de patrouilles pédestres à Meyrin-Cité.

Les craintes et les attentes des femmes

De l'avis des répondants au sondage, les quartiers de Champs-Fréchet et de la Prulay sont les moins sûrs dans la commune. A Meyrin, les femmes disent redouter une agression physique ou sexuelle avant tout (21.8%). Elles mentionnent également souvent la problématique de la drogue (14.9%) et le harcèlement de rue (14.5%) comme étant des facteurs d'insécurité pour elles. 37.8% des jeunes femmes de 15-24 ans à Meyrin souhaitent que la police municipale fasse de la lutte contre le harcèlement de rue sa priorité. Les types de lieux les plus insécurisants pour les femmes sont, dans l'ordre à Meyrin, les gares/arrêts de transports publics (44.1%), les parkings souterrains (38.1%), la rue (20.7%) et les parcs publics (19.4%). Ce sont les plus jeunes femmes, de 15-24 ans, qui sont les plus insécurisées aux abords et dans les gares/arrêts de transports publics. 51.3% d'entre elles le déclarent. Les parkings souterrains sont quant à eux insécurisants pour l'ensemble des femmes.

Les chiffres du DLS suggèrent que les victimes de harcèlement de rue sont moins satisfaites que les autres du dernier contact qu'elles ont eu avec la police cantonale et la police municipale. Par exemple, 48.7% des femmes victimes de harcèlement de rue se déclarent insatisfaites du contact avec la police cantonale contre 25% pour les autres. 44.8% des femmes victimes de harcèlement de rue se déclarent insatisfaites du contact avec la police municipale à Meyrin contre 25% pour les autres. Ces chiffres ne sont pas particuliers à Meyrin et pointent du doigt les attentes en matière de traitement par la police du phénomène. 33.3% des victimes de harcèlement de rue qui estiment que la police municipale ne traite pas tout le monde de la même manière jugent que cela tient à des préjugés sexistes contre 17.3% pour les autres. Les chiffres sont pratiquement identiques pour la police cantonale.

Il faut rappeler ce qui a été dit pour la recommandation générale portant sur le harcèlement de rue. Les polices, cantonale et municipales, sont interpellées par les victimes. Il y a lieu de renforcer au sein des polices la compréhension du phénomène et de ses conséquences, d'abord sur les victimes, puis sur la perception de la police. L'expérience et les bilans des autres communes et polices municipales doivent contribuer à des actions meyrinoises. Des réflexions et des analyses doivent être menées :

Recommandation 2 : Sensibiliser la police municipale à la problématique du harcèlement de rue et améliorer l'accueil des victimes, tout en faisant du harcèlement une priorité pour les patrouilles pédestres notamment aux arrêts des transports publics, aux abords des parkings souterrains ainsi que dans les parcs publics.

4. Carouge

Résumé exécutif

La sécurité

- Les taux de petite et moyenne criminalité ont poursuivi leur baisse en 2022 dans la zone de Carouge historique. Ils sont passés de 52 événements pour 1'000 habitants en 2007 à 30 pour 1'000 en 2022.
- Les infractions contre l'intégrité des personnes ont fortement baissé en 2022. Alors que 55 infractions avaient été constatées en 2019 dans la zone de Carouge historique, seules 21 l'ont été en 2022.
- Dans le Reste de Carouge, le taux de petite et moyenne criminalité est reparti à la hausse en 2022 sans pour autant retrouver les niveaux de 2016 ou des années qui précèdent cette date.
- A Carouge, la prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue est en augmentation. Le taux passe de 24.1% pour 2020 à 27.3% en 2023.
- Le harcèlement de rue est prévalent surtout dans la zone du Reste de Carouge. Ce taux y atteint 30.4% contre 24.3% dans la zone du Carouge historique.
- Les victimes de harcèlement de rue à Carouge sont avant tout des femmes (43.1%), des 15-24 ans (54.8%), des personnes en formation (56.8%) et vivent dans la zone du Reste de Carouge (30.4%).
- Par rapport à l'année de référence de 2016, les incivilités les plus dérangeantes sont légèrement en recul à Carouge.
- Les bagarres constatées dans la rue passent d'un taux de 57.5% en 2016 dans le Carouge historique à 52.4% en 2023.
- La problématique des trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs est en augmentation. 86.5% en perçoivent dans le Carouge historique et 83.4% ailleurs dans la commune. Cette problématique dérange surtout les seniors qui sont particulièrement insécurisés par ces comportements du fait d'une réduction de leur capacité physique à réagir en cas de danger. 77.7% des plus de 64 ans de Carouge déclarent être fortement importunés par ces comportements contre 33.8% des 15-24 ans.
- En plein début de la pandémie en 2020, le volume d'accidents avec blessé a chuté à 31 à Carouge pour remonter dès l'année suivante à 46 puis 66 en 2022.

La perception de la sécurité

- Le taux d'insécurisés est de 23.4% à Carouge, soit 5 points de moins que la moyenne cantonale de 28.9%.
- Interrogés sur les quartiers où les résidents de Carouge situent des lieux où ils ne se sentent pas en sécurité, ces derniers citent avant tout le quartier de La Praille-Acacias. En 2023, 26.5% d'entre eux mentionnent ce quartier, suivi des Tours de

Carouge (19.2%), de la Fontenette (15.6%), de La Tambourine, de Drize, de Pinchat (15.2%) et du Vieux Carouge (14.1%).

- 49% des résidents de Carouge affirment éviter certains endroits ou personnes pour des raisons de sécurité à Genève. 69.2% des femmes de la commune l'affirment contre 27.3% des hommes. Les femmes citent avant tout les gares et les arrêts de transports publics (43.1%) ainsi que les parkings publics souterrains (42.7%).
- Interrogés sur les causes du sentiment d'insécurité dans ces endroits à Genève, les résidents de Carouge historique citent le plus souvent la crainte d'une agression physique ou sexuelle (27.8%) ainsi que la présence de trafiquants et de consommateurs de drogues dans la rue (18.7%).
- Les femmes redoutent en priorité une agression physique ou sexuelle (30.1%) contre 13.1% des hommes. La drogue est la première source d'insécurité pour les hommes (28.1%). Les femmes de 15-34 ans qui sont confrontées de plein fouet à la problématique du harcèlement de rue sont 28.6% à considérer que cette problématique est la cause principale de leur insécurité dans ces zones.

Les interventions et la présence policières

- Dans le centre historique de Carouge, le taux d'interventions est en forte hausse par rapport à 2016. Il est de 91.1 pour 1'000 habitants en 2023. En 2016, il était de 55.4 interventions pour 1'000 habitants.
- Dans le reste de la commune, le taux d'interventions pour 1'000 habitants est de 92.7, soit également une augmentation depuis 2016 date à laquelle il était mesuré à 77 pour 1'000.
- Dans les deux zones, les incivilités sont la cause principale des interventions policières. C'est surtout le cas dans le Carouge historique (27.6%) comparativement au reste de la commune (23.7%).
- Dans la zone de Carouge historique, 37.2% des résidents voient plusieurs fois par mois des patrouilles pédestres municipales et 22.7% une à deux fois par semaine. Dans le Reste de Carouge, 33% en voient plusieurs fois par mois et 18.8% une à deux fois par semaine.
- 49% des résidents de Carouge historique ont été en contact avec la police cantonale les derniers 5 ans et 39.1% l'ont été avec la police municipale. Dans le Reste de Carouge, 54.8% ont été en contact avec la police cantonale et 43.3% avec la police municipale.

L'image de la police

- En 2023, 92.8% de celles et ceux qui ont un avis sur la question estiment que la police cantonale fait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité dans leur quartier. C'est surtout le cas dans la zone du Reste de Carouge où 95% sont de cet avis. Dans le Carouge historique, 90.4% pensent de même.
- La police municipale obtient 83.5% d'avis favorables en 2023. Le taux d'avis favorable augmente par rapport aux éditions précédentes du DLS dans les deux

zones. Il augmente de 2 points dans le Carouge historique et de plus de 3 points dans le reste de la commune depuis 2016.

- Pour les résidents de Carouge, la police progresse en matière de déontologie. En 2016, 54.4% des résidents de Carouge historique considéraient que la police cantonale traitait tout le monde de la même manière. En 2023, ils sont désormais 59.2% à le penser. L'évolution est similaire dans le Reste de Carouge. Ils étaient 50.4% à penser que la police traitait tout le monde de la même manière en 2016 ; ils sont désormais 61.7% à le penser dans la zone du Reste de Carouge.
- Comme lors des éditions précédentes du DLS, la police municipale fait sensiblement mieux que la police cantonale aux yeux des résidents de Carouge en matière d'égalité de traitement. En 2016, 58.5% des résidents du Carouge historique étaient d'avis que la police municipale de Carouge traitait tout le monde de la même manière. En 2023, ce taux augmente pour atteindre 62.6%. La progression est également visible dans le Reste de Carouge où, en 2023, 65.7% des résidents de la zone jugent que la police municipale traite tout le monde de la même manière contre 57.9% en 2016.

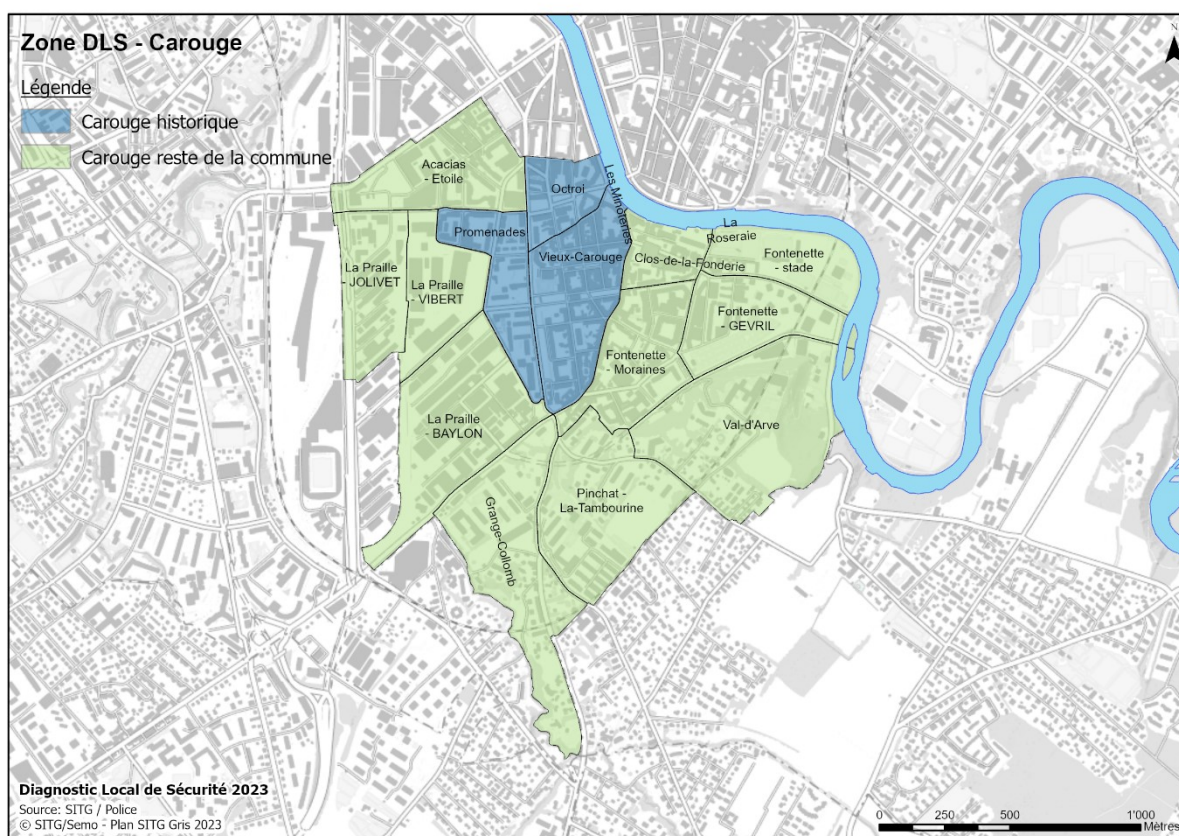
Les préférences en matière de police des résidents

- Les patrouilles pédestres ou à vélo restent la forme de présence policière préférée des résidents de la zone de Carouge historique en 2023 comme elles l'avaient été en 2020. 46.1% les privilégient sur police secours (43.4%) et un poste de police de quartier (10.5%).
- Dans le Reste de Carouge, les résidents optent pour l'intervention d'urgence sur appel de police secours. 48.3% privilégient ce mode de présence policière contre 44.3% qui préfèrent les patrouilles pédestres et 7.4% un poste de quartier.
- Dans les deux zones de Carouge, les résidents privilégient la lutte contre les agressions physiques et la violence. 31.1% des résidents du Reste de Carouge en font leur priorité et 26.6% le font également dans la zone de Carouge historique. La deuxième priorité est la lutte contre les cambriolages et les autres vols dans les deux zones (près de 18%). La lutte contre la drogue, la délinquance juvénile, le harcèlement de rue et la poursuite des infractions routières obtiennent entre 7 et 10% de mentions dans les deux zones.
- En matière de priorités thématiques souhaitées par les résidents pour la police municipale de Carouge, trois thématiques sortent du lot. Il s'agit de la prévention des vols et cambriolages, de la lutte contre l'incivilité et de la prévention de la délinquance de rue. A ces priorités, il faut ajouter une autre dans le Reste de Carouge : la lutte contre le harcèlement de rue qui arrive en deuxième position des thématiques les plus citées dans cette zone.
- Pour 33.5% des femmes de la catégorie d'âge des 15-34 ans (et même 45.7% pour les femmes de 15-24 ans), la grande priorité de la police municipale devrait être la lutte contre le harcèlement de rue.

Introduction et contexte

Depuis 2016, tous les trois ans, le Diagnostic local de sécurité propose une analyse de la sécurité à Carouge. Cette édition du DLS repose sur des données statistiques policières et un sondage réalisé auprès 601 résidents de la commune. Deux zones d'échantillonnage ont été constituées : le Centre historique de Carouge (ou Carouge historique) et le Reste de Carouge (cf. la carte ci-dessous). La zone Carouge historique regroupe les quartiers de l'Octroi, des Promenades et du Vieux-Carouge. Les Tours de Carouge sont comprises dans cette zone centrale de Carouge. Les autres quartiers de la commune forment ce qu'on appelle dans ce DLS « le Reste de Carouge ».

Carte 4.1 : Les deux zones d'étude du DLS à Carouge



Le profil sociodémographique des zones

La zone du Centre historique de Carouge est densément peuplée : 19'201 habitants au km². Dans le Reste de Carouge, la densité urbaine s'élève à 6'389 habitants au km². La population du Reste de Carouge est plus jeune que celle du Centre historique. 16.6% des résidents ont moins de 15 ans comparés aux 12.7% du Centre historique. La part des plus de 64 ans est de 19.1% dans le Reste de Carouge contre 12.6% dans son centre historique. La population du reste de la commune est également plus diverse dans ses origines que celle du Centre historique. 39.6% de la population du Reste de Carouge est étrangère alors que cette proportion est de 34.6% dans le centre historique. 14.2% des

résidents de la zone proviennent de pays étrangers hors Union européenne alors que dans le centre historique de la commune cette part est de 11.2%. Un nombre élevé de résidents interrogés de la zone du Centre historique sont des personnes seules sans enfants (29.4%) ou des couples sans enfants (22.6%). Dans le Reste de Carouge, la part de familles avec des enfants est nettement plus élevée. 34.1% des résidents interrogés dans le sondage étaient des couples avec des enfants et 23.5% des personnes habitant chez leurs parents. Les chiffres correspondants dans la zone du Centre historique sont de 26% de couples avec enfants et de 11.5% pour celles et ceux qui vivent chez leurs parents. 59.2% des résidents du Reste de Carouge ont déclaré avoir des revenus plutôt modestes et 54.6% l'ont également fait dans la zone de Carouge historique. Ces taux de revenus modestes sont plus élevés que la moyenne du canton, qui est de 52.2%.

Tableau 4.1 : Sociodémographie des zones de la commune de Carouge (2022)

	Pop. résidente totale	Part pop. de moins de 15 ans	Part pop. de 65 ans et plus	Part pop. étrangère	Part étrangers hors UE28	Densité urbaine
	N	%	%	%	%	hab/km ²
Carouge centre historique	8'187	12.7	19.1	34.6	11.2	19'201
Reste de Carouge	14'507	16.6	12.6	39.6	14.2	6'389
Commune de Carouge	22'694	15.2	15.0	37.8	13.1	8'405

Source : OCSTAT et Sondage

La cohésion sociale

Mesurée par la perception du degré d'entraide dans le voisinage, la cohésion sociale progresse dans les deux zones de Carouge depuis 2016.

En 2023, 23.5% des résidents de Carouge historique jugent que la cohésion est faible dans la zone contre 27.4% en 2016 (Tableau 4.2). La part de celles et ceux qui estiment faible la cohésion sociale dans le reste de la commune recule également : ils sont 21.8% à le penser en 2023 contre 30.2% en 2016. La plupart des résidents des deux zones estiment que les relations de solidarité entre voisins sont dans la moyenne. 58.8% pensent ainsi dans la zone du Carouge historique et 56% pensent de même dans le reste de la commune.

Tableau 4.2 : La cohésion sociale dans les zones de la commune de Carouge (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge			Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Fort</i>	16.8	21.0	17.7	17.1	18.4	22.2	17.0	19.7	20.0
<i>Moyen</i>	55.8	52.4	58.8	52.7	52.6	56.0	54.2	52.5	57.3

<i>Faible</i>	27.4	26.6	23.5	30.2	29.0	21.8	28.8	27.8	22.7
<i>N</i>	398	319	293	404	310	293	802	629	586
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social

En cas de soupçons de cambriolage chez les voisins, les résidents des deux zones de Carouge appelleraient moins souvent la police en 2023 que lors de l'édition du DLS de 2020. 42.6% appelleraient la police dans le Carouge historique et 54.9 feraient de même dans le reste de la commune (Tableau 4.3). En 2020, 53.5% auraient appelé la police dans le Carouge historique et 58.4% l'auraient également fait dans le reste de la commune. Pour ce qui est d'appeler les voisins, dans le centre historique, 35.9% le feraient en 2023 contre 30.2% trois ans plus tôt. C'est également le cas dans le reste de la commune : 37.8% appelleraient les voisins aujourd'hui contre 30.4% trois ans plus tôt. Guigner chez les voisins ou sonner à leur porte sont de moins en moins populaires. A l'échelon communal aujourd'hui, 21.5% des résidents guigneraient chez les voisins et 16.7% sonneraient à leur porte. 4.5% ne feraient rien.

Tableau 4.3 : Evolution du contrôle social (criminalité) dans les zones de Carouge (en %, réponses multiples, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge			Carouge
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2023
	%	%	%	%	%	%	%
<i>Appeler la police</i>	54.2	53.5	42.6	54.2	58.4	54.9	48.8
<i>Appeler les voisins</i>	24.8	30.2	35.9	32.0	30.4	37.8	36.8
<i>Guigner chez les voisins</i>	31.1	30.2	24.4	25.2	26.8	18.5	21.5
<i>Sonner chez les voisins</i>	19.1	22.7	19.8	19.7	21.1	13.6	16.7
<i>Ne rien faire</i>	3.1	3.2	5.9	3.4	3.0	3.1	4.5
<i>N</i>	424	344	324	441	332	324	648

Source : Sondage

Les résidents ont été interrogés sur la probabilité que leurs voisins interviendraient au cas où des jeunes venaient à manquer de respect envers un adulte. A l'échelon communal, 65.1% pensent en 2023 que ce serait probable alors qu'ils n'étaient que 58.9% à le penser six ans plus tôt (Tableau 4.4). La progression est très légère dans la zone du Carouge historique. En revanche, elle est forte dans le reste de la commune. Dans cette zone, 67.4% pensent que les voisins interviendraient contre 58.8% en 2016.

Tableau 4.4 : Evolution du contrôle social (incivilité) dans les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge			Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Probable</i>	59.0	61.2	62.7	58.8	62.8	67.4	58.9	62.0	65.1
<i>Improbable</i>	41.0	38.8	37.3	41.2	37.2	32.6	41.1	38.0	34.9
<i>N</i>	373	304	263	379	285	279	752	589	542
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La qualité de vie

La qualité de vie reste élevée dans à Carouge. 83.6% des résidents de la commune l'estiment bonne (Tableau 4.5). Ce chiffre reste inchangé depuis qu'on le mesure en 2016. La qualité de vie est jugée meilleure dans la zone de Carouge historique que dans le reste de la commune. 86.8% la jugent bonne dans cette zone contre 80.3% dans le reste de la commune.

Tableau 4.5 : Evolution de la qualité de vie dans les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge			Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Bonne</i>	87.1	85.4	86.8	77.4	81.7	80.3	82.2	83.6	83.6
<i>Moyenne</i>	11	11.1	11	17.5	15.2	16.9	14.3	13.1	13.9
<i>Mauvaise</i>	1.9	3.5	2.2	5.1	3.1	2.8	3.5	3.3	2.5
<i>N</i>	420	342	318	434	328	320	854	670	638
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La sécurité

La petite et moyenne criminalité

Les taux de petite et moyenne criminalité (PMC) ont poursuivi leur baisse en 2022 dans la zone de Carouge historique. Ils sont passés de 52 événements pour 1'000 habitants en 2007 à 30 pour 1'000 en 2022 (Tableau 4.6). Ces chiffres sont en baisse régulière depuis 2010. Les infractions contre l'intégrité des personnes ont fortement baissé en 2022 (Tableau 4.8). Alors que 55 infractions avaient été constatées en 2019, seules 21 l'ont été en 2022. En revanche, les infractions contre le patrimoine ont augmenté depuis 2019. Le chiffre des infractions contre le patrimoine dans le Tableau 4.7 est supérieur aux événements de criminalité présentés dans le Tableau 4.6 sachant qu'un même événement pour générer plusieurs infractions.

Dans le Reste de Carouge, le taux de petite et moyenne criminalité est reparti à la hausse en 2022 sans pour autant retrouver les niveaux de 2016 ou des années qui précèdent cette date. La tendance dans cette zone est globalement à la baisse depuis quinze ans. Le taux annuel pour 1'000 habitants est similaire à celui de Carouge historique : 31 événements pour 1'000 habitants. Comme dans la zone de Carouge historique, les infractions contre le patrimoine ont légèrement augmenté en 2022 par rapport à 2019 sans pour autant atteindre les niveaux de 2016. En taux pour 1'000 habitants, les atteintes à l'intégrité des personnes sont restées au même niveau qu'en 2019 : 4 pour 1'000 habitants annuellement.

Tableau 4.6 : Évolution de la petite et moyenne criminalité dans la commune de Carouge (volumes annuels, taux pour 1'000 hab., 2007- 2022)

Année	Carouge Centre historique	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.
2022	248	30	443	31	691	30
2019	256	31	383	26	639	28
2016	261	32	541	39	802	36
2013	414	52	665	51	1'079	51
2010	471	60	660	55	1'131	57
2007	400	52	538	47	938	48

Source : Données policières

Tableau 4.7 : Évolution des délits contre les biens dans la commune de Carouge (volumes annuels, taux pour 1'000 hab., 2007- 2022)

Année	Carouge Centre historique	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.
2022	250	31	421	29	671	30
2019	233	28	350	24	583	25
2016	242	30	491	35	733	33
2013	386	48	614	47	1'000	48
2010	441	56	600	50	1'041	52
2007	375	49	503	44	878	46

Source : Données policières

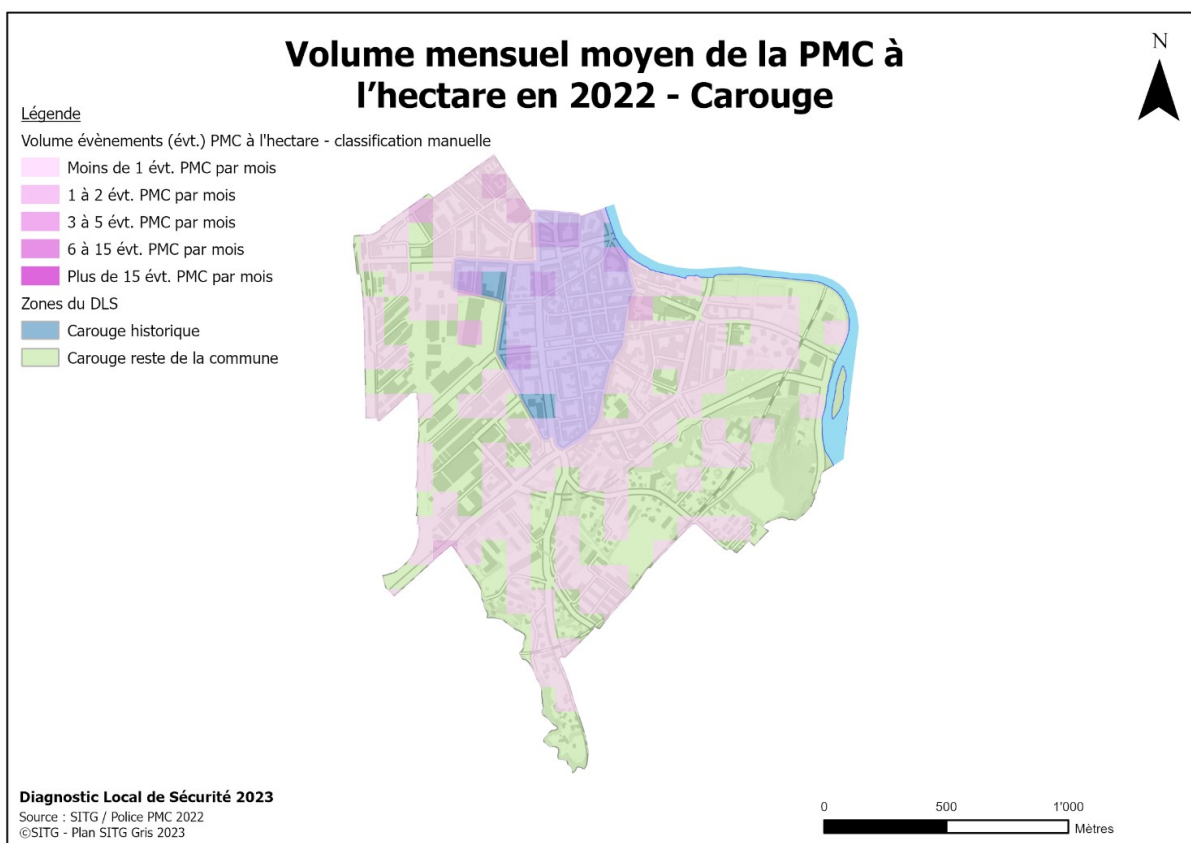
**Tableau 4.8 : Évolution des délits contre les personnes dans la commune de Carouge
(volumes annuels, taux pour 1'000 hab., 2007- 2022)**

Année	Carouge Centre historique	Taux pour 1'000 hab.	Reste de Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.
2022	21	3	57	4	78	3
2019	55	7	64	4	119	5
2016	26	3	110	8	136	6
2013	45	6	96	7	141	7
2010	35	4	85	7	120	6
2007	41	5	72	6	113	6

Source : Données policières

La carte suivante présente les volumes mensuels moyens d'événements de PMC à l'hectare en 2022 dans la commune de Carouge.

Carte 4.2 : Volume mensuel moyen de la PMC à l'hectare en 2022



Le harcèlement de rue

A Carouge, la prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue est en augmentation. Le taux passe de 24.1% pour 2020 à 27.3% en 2023 (Tableau 4.9). Le harcèlement de rue est prévalent surtout dans la zone du Reste de Carouge. Ce taux y atteint 30.4% contre 24.3% dans la zone du Carouge historique (Tableau 4.10). 48.5% des femmes interrogées dans le Reste de Carouge déclarent avoir été victimes de harcèlement de rue sur 5 ans. Dans la zone du Carouge historique, ce taux est de 37.7% pour les femmes. 86.9% des femmes de la catégorie d'âge des 15-34 ans ont subi du harcèlement de rue sur 5 ans dans le reste de Carouge contre 70.2% dans la zone de Carouge historique.

Tableau 4.9 : Evolution de la prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue sur 5 ans à Carouge (en %, 2020-2023)

	Carouge	
	2020	2023
	%	%
<i>Oui</i>	24.1	27.3
<i>Non</i>	75.9	72.7
<i>N</i>	669	629
<i>Total</i>	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 4.10 : Prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue sur 5 ans dans les zones de Carouge selon le genre et pour les femmes de 15-34 ans (en %, 2023)

	Carouge historique				Reste de Carouge			
	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans
	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Oui</i>	24.3	9.3	37.7	70.2	30.4	10.8	48.5	86.9
<i>Non</i>	75.7	90.7	62.3	29.8	69.6	89.2	51.5	13.1
<i>N</i>	317	150	167	47	312	148	165	53
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le prochain tableau (Tableau 4.11) donne des indications supplémentaires sur le profil des victimes de harcèlement de rue dans la commune. Il s'agit avant tout de femmes (43.1%), des 15-24 ans (54.8%), de personnes en formation (56.8%) et qui vivent dans la zone du Reste de Carouge (30.4%).

Tableau 4.11 : Prévalence de la victimisation en matière de harcèlement de rue sur 5 ans selon le genre, l'âge, le statut professionnel et la zone (en %, Carouge, 2023, données sondage)

	<i>Victimes</i>	
	N	%
Homme	298	10.1
Femme	332	43.1
15-24 ans	93	54.8
25-34 ans	121	38.8
35-49 ans	172	27.9
50-64 ans	133	15.8
65 et plus	112	4.5
En emploi	324	28.7
En formation	81	56.8
Carouge historique	317	24.3
Reste de Carouge	312	30.4

L'incivilité

Toutes les incivilités ne dérangent pas fortement les résidents⁶. Celles qui le font sont liées à la problématique de la drogue, à des conflits comme des bagarres dans la rue ou à des groupes d'individus irrespectueux s'appropriant des espaces communs ou encore à des engins circulant dangereusement sur les trottoirs comme des trottinettes ou des skateboards par exemple. Les autres incivilités dérangent moins. Par rapport à l'année de référence de 2016, les incivilités les plus dérangeantes sont légèrement en recul. C'est vrai pour les bagarres constatées dans la rue, et cela dans les deux zones de Carouge. Elles passent d'un taux de 57.5% en 2016 dans le Carouge historique à 52.4% en 2023 par exemple (Tableau 4.12). Les groupes irrespectueux s'appropriant des espaces communs semblent en revanche rester une constante depuis 2016 avec un léger reflux dans le reste de la commune cependant. Dans cette zone, 59.7% des résidents en constatent toujours. La problématique de la drogue reste présente à Carouge et se maintient aux niveaux de 2020 pour ce qui est de la consommation dans la rue. Le trafic et la vente de drogue dans la rue cependant reflue assez fortement. 48.8% à Carouge historique et 43.9% dans le reste de la commune en constatent dans leur zone. Les chiffres étaient plus élevés en 2020. Pour ce qui est des engins circulant dangereusement sur les trottoirs, ceux-ci sont en augmentation comme dans le reste de la zone urbaine de Genève. 86.5% en perçoivent à Carouge historique et 83.4% ailleurs dans la commune. Cette problématique dérange surtout les seniors qui sont particulièrement insécurisés par ces comportements du fait d'une réduction de leur capacité physique à

⁶ La question posée dans le sondage porte à la fois sur l'exposition aux incivilités et sur le degré de dérangement de ces dernières.

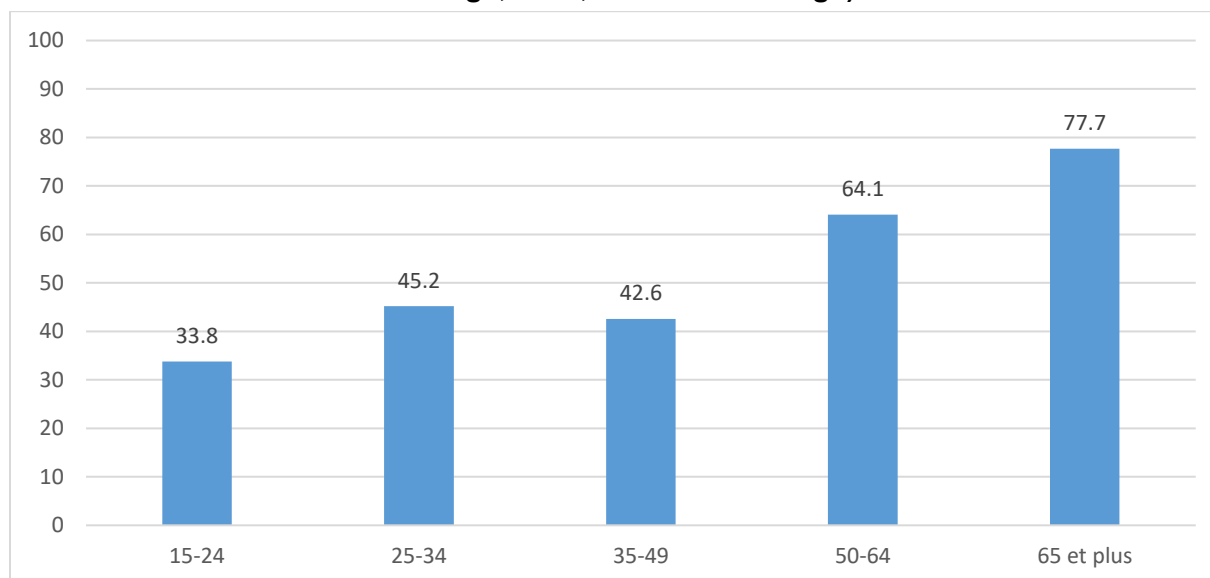
réagir en cas de danger. 77.7% des plus de 64 ans de Carouge déclarent être fortement importunés par ces comportements contre 33.8% des 15-24 ans (Figure 4.1).

Tableau 4.12 : Evolution des taux d'exposition aux incivilités par type dans les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

		Carouge historique			Reste de Carouge		
		2016	2020	2023	2016	2020	2023
Dégradation physique	<i>Abandon d'objets et saleté</i>	79.1	83.6	74.3	77.5	80.1	73.5
	<i>Graffitis et déprédations</i>	71.6	74.5	66.2	70.2	72.8	63.1
	<i>Déjections chien/pas de laisse</i>			77.8			70.6
Conflits	<i>Bandes de jeunes agressives qui s'approprient des espaces communs</i>	66.4	70.4		65.2	68.4	
	<i>Groupe de personnes irrespectueuses s'appropriant d'espaces communs</i>			66.3			59.7
	<i>Violences verbales ou bagarres</i>	57.5	57.1	52.4	53.2	62.3	45.1
Drogue	<i>Vente ou consommation de drogues</i>	51.9	57.4	56.8	51.2	62.7	58.1
	<i>Trafic de drogue et vente de drogue dans la rue</i>		54.0	48.8		57.4	43.9
	<i>Attitudes insistantes de mendiants</i>	74.1	57.1	79.8	75.3	62.3	75.2
Bruit	<i>Bruit excessif d'établissements publics</i>	61.1	64.0	73.6	50.2	59.8	66.7
	<i>Bruit excessif de véhicules à moteur</i>	79.1	80.0	80.7	71.6	75.5	68.2
	<i>Bruits excessifs provenant de personnes dans les parcs et les rues</i>	80.7	79.6	55.0	73.5	74.1	48.9
Circulation	<i>Vélos (électriques) circulant sur les trottoirs</i>		83.0	80.8		79.8	77.7
	<i>Trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs</i>		81.5	86.5		79.6	83.4
	<i>Stationnement sauvage</i>	75.0	69.8	62.6	69.9	66.0	58.5

Source: sondage

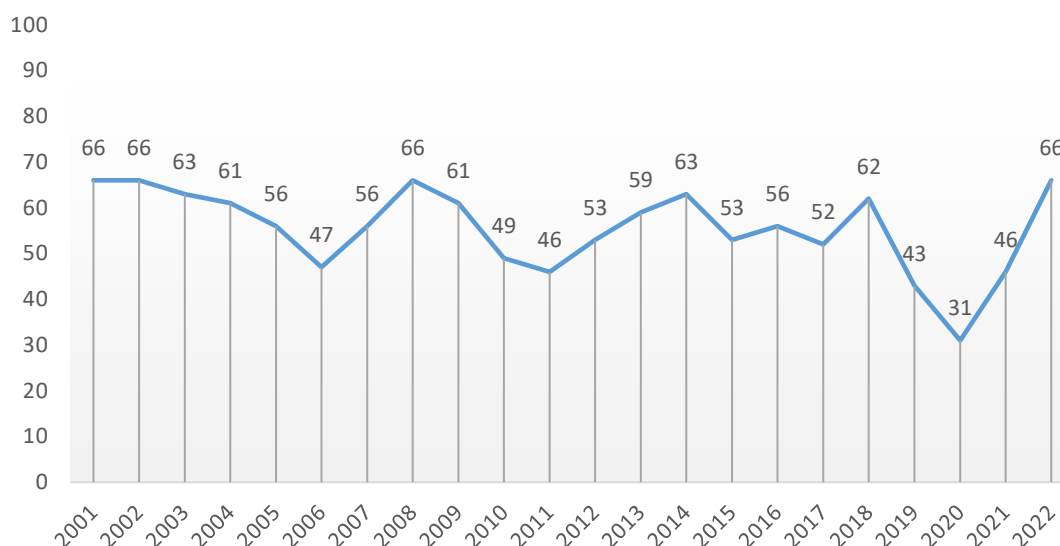
Figure 4.1 : Taux de résidents fortement dérangés par les engins circulant dangereusement sur les trottoirs tels que les trottinettes, skateboards, rollers, etc. (en %, Carouge, 2023, données sondage)



Les accidents de la route

Le volume d'accidents de la route annuel à Carouge évolue en dents de scie. En plein début de la pandémie en 2020, le volume d'accidents avec blessés a chuté à 31 à Carouge pour remonter dès l'année suivante à 46 puis 66 en 2022. Relativement à la population, le taux d'accidents a cependant baissé de 21%, passant d'un taux de 3.67 pour 1'000 habitants en 2001 à 2.91 en 2022.

Figure 4.2 : Evolution du volume d'accidents de la route avec blessés annuel à Carouge depuis 2001 (données policières)



L'action policière

Les interventions sur appel au 117

Les chiffres présents dans ce chapitre sont une sélection thématique parmi l'ensemble des réquisitions traitées par la police. Le détail de ces sept catégories est explicité dans la tableau 4.13, et celles-ci restent inchangées depuis le premier DLS pour Carouge.

Dans le centre historique de Carouge, le taux d'interventions est en forte hausse par rapport à 2016. Il est de 91.1 pour 1'000 habitants en 2023. En 2016, il était de 55.4 interventions pour 1'000 habitants.

Dans le reste de la commune, le taux pour 1'000 habitants est de 92.7, soit également une augmentation depuis 2016 date à laquelle il était mesuré à 77 pour 1'000.

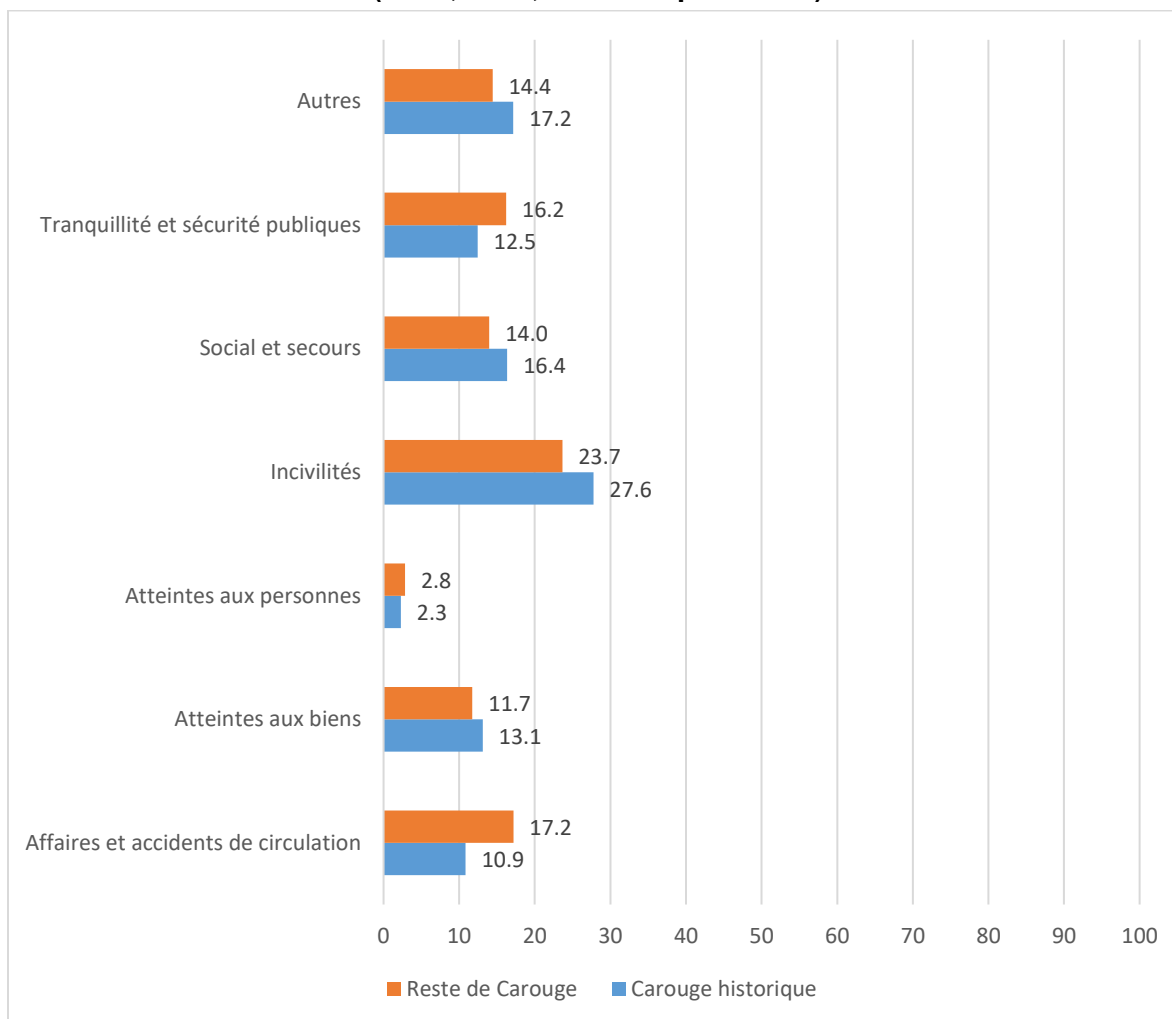
Tableau 4.13 : Les interventions sur appel au 117 dans les zones de Carouge par type (volume, taux pour 1'000 hab. et proportions par type d'affaire, 2016-2022)

	Affaire et accident de circulation	Atteinte aux biens	Atteinte aux personnes	Incivilité	Social et secours	Tranquillité et sécurité publiques	Autre	Total	Taux pour 1'000 hab.
	%	%	%	%	%	%	%	N	
Carouge historique									
2022	10.9	13.1	2.3	27.6	16.4	12.5	17.2	746	91.1
2019	12.2	16.8	4.1	21.5	10.0	15.9	19.5	559	68.2
2016	19.6	16.2	2.9	19.7	10.2	18.7	12.7	450	55.4
Reste de Carouge									
2022	17.2	11.7	2.8	23.7	14.0	16.2	14.4	1'345	92.7
2019	21.9	12.7	2.3	16.6	10.7	18.6	17.2	1'075	72.5
2016	25.3	14.1	4.2	17.7	9.2	17.7	11.8	1'049	77.0

Source: données policières

Dans les deux zones, les incivilités sont la cause principale des interventions policières. C'est surtout le cas dans le Carouge historique (27.6%) comparativement au Reste de la commune (23.7%). Les affaires et accidents de la circulation sont la deuxième cause des interventions dans le Reste de Carouge (17.2%) alors que, à Carouge historique, la deuxième cause d'intervention est le social et secours (16.4%) et la troisième sont les atteintes aux biens (13.1%) (Figure 4.3).

Figure 4.3 : Distribution par zone des interventions policières sur appel au 117 à Carouge (en %, 2023, données policières)



Les interventions de la police municipale

La police municipale de Carouge effectue des interventions sur appel au 117 par délégation du canton dans le cadre du Contrat local de sécurité (CLS) qu'elle a avec ce dernier. Des patrouilles municipales sont mobilisées dans ce cas par la Centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL). La prochaine figure (Figure 4.4) présente la distribution de ces interventions menées dans le cadre du CLS.

36% des interventions déléguées de la police municipale de Carouge ont pour origine des affaires de circulation. 21% concernent des véhicules gênants et 15% d'autres affaires de circulation. Le bruit génère 14% des interventions municipales menées dans le cadre du CLS, le contrôle de personnes ou de véhicules 13%, diverses interventions sur la voie publique 11%, les conflits 6% et finalement le social 4%.

La police municipale effectue également des interventions hors du cadre des CLS. La figure 4.5 suivante permet d'observer la distribution des interventions de la police municipale selon le motif d'intervention pour la période du 1^{er} mars au 31 décembre 2022.

Avant cette date, les communes saisissaient leurs interventions dans leurs applications propres. La majeure partie des interventions de la police municipale concernent des incivilités (53%). Les affaires et accidents de circulation en génèrent 12%, le social et secours ainsi que la tranquillité et la sécurité publiques 12% et 7% respectivement. Conformément à ses compétences, la police municipale intervient rarement pour des atteintes à l'intégrité des personnes ou pour des infractions contre le patrimoine.

Figure 4.4 : Distribution des interventions de la police municipale de Carouge dans le cadre du CLS (en %, 2022, données policières)

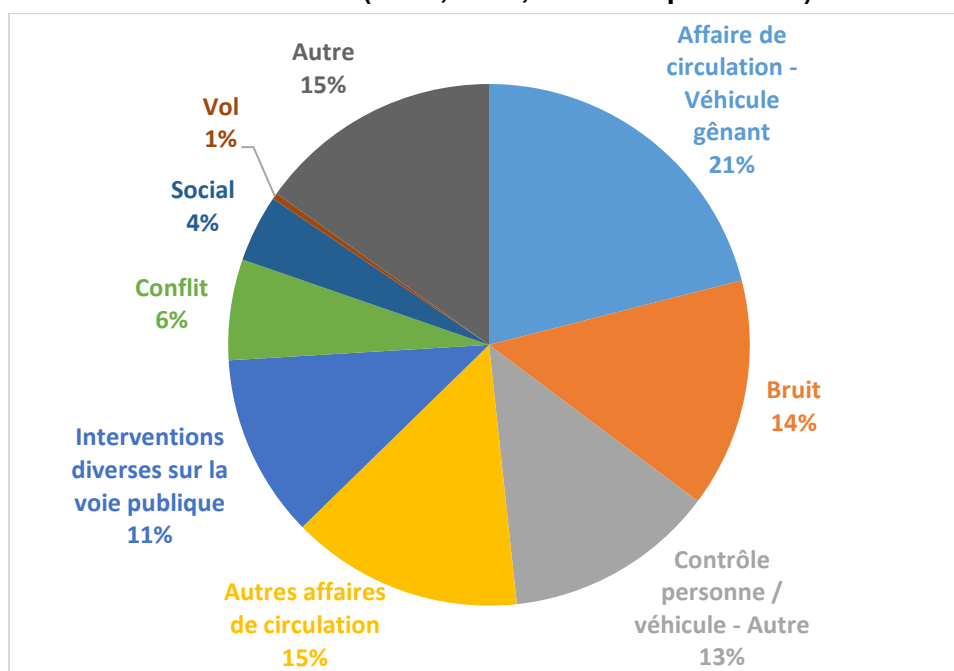
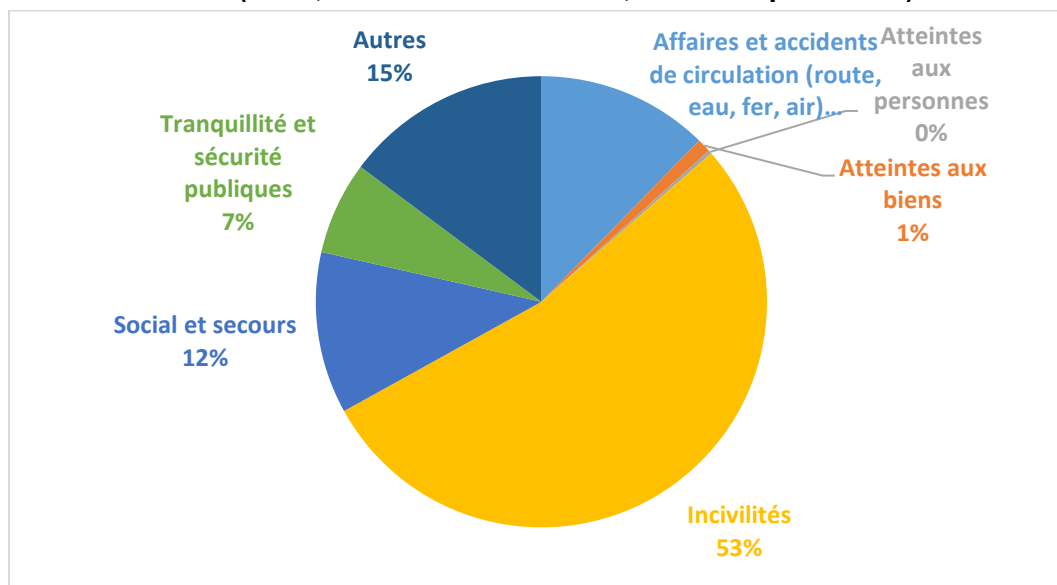
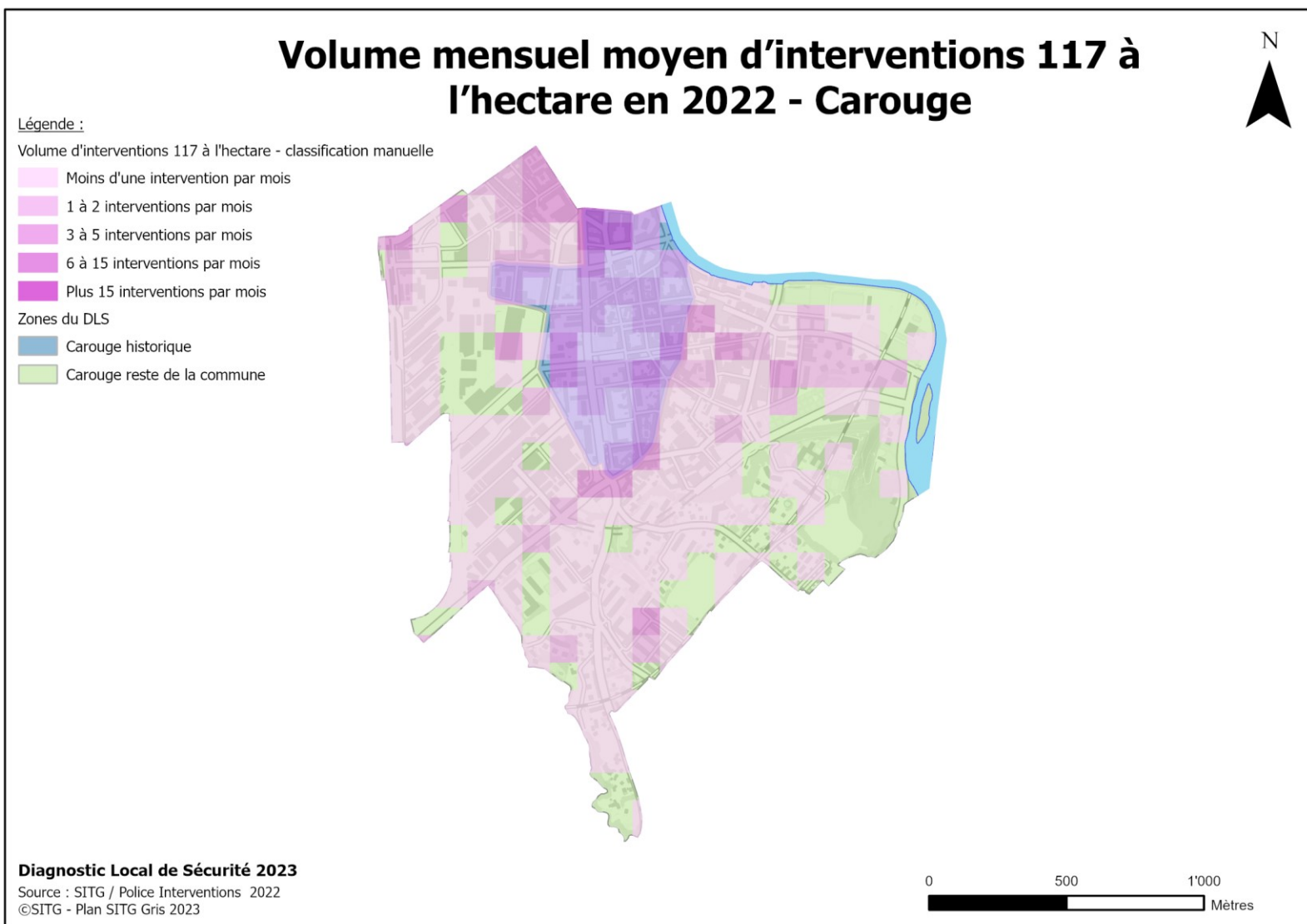


Figure 4.5 : Distribution des interventions de la police municipale de Carouge hors cadre CLS (en %, mars-décembre 2022, données policières)



La carte suivante présente les volumes mensuels moyens d'interventions policières sur appel au 117 à l'hectare pour l'année 2022 dans la commune.

Carte 4.3 : Volume mensuel moyen d'interventions sur appel au 117 à l'hectare en 2022



La présence visible de la police

Les chiffres de la présence policière visible changent peu à Carouge depuis qu'on les mesure en 2016. S'agissant des patrouilles mobiles de la police cantonale comme de la police municipale, environ 90% des résidents disent en apercevoir dans leur zone. Les patrouilles pédestres aperçues par les résidents sont surtout municipales. 90.5% des résidents de Carouge historique et 86.8% du Reste de Carouge en aperçoivent de temps à autre dans leur quartier. Ils voient moins souvent des patrouilles pédestres ou à vélo cantonale. 26.7% n'en voient jamais dans le Carouge historique et 23.7% ailleurs dans la commune.

Tableau 4.14 : Evolution de la couverture des patrouilles de police dans les zones de Carouge par type de patrouille (en %, 2016-2023)

	Police cantonale				Police municipale			
	Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres		Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres	
	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge historique	Reste de Carouge
	%	%	%	%	%	%	%	%
2023	90.8	91.9	73.3	76.3	92.5	92.5	90.5	86.8
2020	95.3	91.7	76.6	73.5	94.4	94.1	89.7	83.7
2016	95.1	90.8	80.4	72.2	94.9	89.6	95.2	85.8

Source : Sondage

Dans la zone de Carouge historique, 37.2% des résidents voient plusieurs fois par mois des patrouilles pédestres municipales et 22.7% une à deux fois par semaine. Dans le Reste de Carouge, 33% en voient plusieurs fois par mois et 18.8% une à deux fois par semaine.

Tableau 4.15 : Fréquence des patrouilles de la police cantonale et de la police municipale par type selon les zones de Carouge (en %, 2023)

	Police cantonale				Police municipale			
	<i>Patrouilles mobiles</i>		<i>Patrouilles pédestres</i>		<i>Patrouilles mobiles</i>		<i>Patrouilles pédestres</i>	
	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge historique	Reste de Carouge
	%	%	%	%	%	%	%	%
Jamais	9.2	8.1	26.7	23.7	7.5	7.5	9.5	13.2
Moins d'une fois par mois	18.3	19.5	28	26.8	12.8	15.4	19.4	23.1
Plusieurs fois par mois	37.3	32.3	26.3	27.8	40.0	35.3	37.2	33.0
Une à deux fois par semaine	19.4	20.2	13.0	11.9	23.6	22.5	22.7	18.8
Presque tous les jours	15.8	19.9	6.0	9.8	16.1	19.3	11.2	11.9
N	284	307	285	295	305	306	304	303
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Contact avec la police

Le prochain tableau (Tableau 4.16) présente les taux de répondants au sondage ayant été en contact avec, d'une part, la police cantonale, et, d'autre part, la police municipale dans les zones de Carouge sur une période de 5 ans précédant l'entretien. Par rapport à l'année de référence de 2016, le taux de contacts est stable dans la zone de Carouge historique mais progresse dans le reste de la commune, et cela pour la police cantonale comme pour la police municipale.

49% des résidents de Carouge historique ont été en contact avec la police cantonale les derniers 5 ans et 39.1% l'ont été avec la police municipale. Dans le Reste de Carouge, 54.8% ont été en contact avec la police cantonale et 43.3% avec la police municipale. Dans cette zone, l'augmentation du taux est de près de 5 points par rapport à 2016 et de 7 points pour la police municipale.

Tableau 4.16 : Evolution des taux de contact avec la police cantonale et la police municipale sur 5 ans (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge			Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale									
<i>Oui</i>	51.3	43.8	49.0	49.6	50.5	54.8	50.5	47.1	51.9
<i>Non</i>	48.7	56.2	51.0	50.4	49.5	45.2	49.5	52.9	48.1
<i>N</i>	411	331	310	421	319	301	832	650	611
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale									
	Carouge historique			Reste de Carouge			Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Oui</i>	39.6	37.1	39.1	36.3	35.7	43.3	38.0	36.5	41.2
<i>Non</i>	60.4	62.9	60.9	63.7	64.3	56.7	62.0	63.5	58.8
<i>N</i>	404	315	299	410	305	293	814	620	592
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La perception de la sécurité

Le sentiment d'insécurité à Carouge

Avec un taux moyen de 23.4% d'insécurisés, Carouge fait bonne figure à l'échelle cantonale. Le taux d'insécurisés est de plus de 5 points en dessous de la moyenne cantonale de 28.9%. En 2020, le sentiment d'insécurité enregistrait déjà un léger recul par rapport à 2016. Le recul s'est poursuivi dans la zone de Carouge historique où 21.1% se déclarent insécurisés en 2023 contre 25.1% en 2016 et 23.4% en 2020. Dans le reste de la commune, le sentiment d'insécurité recule de la même manière. En 2016, 34.6% des résidents de la zone s'estimaient insécurisés contre 25.6% aujourd'hui.

Tableau 4.17 : Evolution du sentiment d'insécurité dans les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge			Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<i>Sécurisé</i>	74.9	76.6	78.9	65.4	71.9	74.4	70.2	74.3	76.6
<i>Insécurisé</i>	25.1	23.4	21.1	34.6	28.1	25.6	29.8	25.7	23.4
<i>N</i>	395	320	289	399	310	297	794	630	586
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le tableau suivant (Tableau 4.18) donne des indications sommaires sur le profil des insécurisés à Carouge. Il s'agit avant tout de femmes (34.1%), des 15 à 24 ans (33%) ainsi que des seniors de plus de 64 ans (34.4%).

Tableau 4.18 : Profil des insécurisés à Carouge (en %, 2023)

	N	%
<i>Homme</i>	278	11.5
<i>Femme</i>	308	34.1
<i>15-24 ans</i>	94	33.0
<i>25-34 ans</i>	120	12.5
<i>36-49 ans</i>	163	18.4
<i>50-64 ans</i>	120	25.0
<i>65 et plus</i>	90	34.4

Source : Sondage

Les quartiers abritant des lieux peu sûrs

Interrogés sur les quartiers où les résidents de Carouge situent des lieux où ils ne se sentent pas en sécurité, ces derniers citent avant tout le quartier de La Praille-Acacias. En 2023, 26.5% d'entre eux mentionnent ce quartier, suivi des Tours de Carouge (19.2%), de la Fontenette (15.6%), de La Tambourine, de Drize, de Pinchat (15.2%) et du Vieux Carouge (14.1%). Le Vieux Carouge était le deuxième lieu le plus souvent cité en 2016. Aujourd'hui, il arrive pratiquement en dernière position juste devant Grange-Collomb.

Tableau 4.19 : Les lieux jugés moins sûrs situés à Carouge selon les résidents du canton et de la commune (en %, 2016-2023)

	2016		2020		2023	
	N	%	N	%	N	%
<i>La Praille – Acacias</i>	80	23.1	69	27.9	73	26.5
<i>Tours de Carouge</i>	51	14.7	39	15.8	53	19.2
<i>Vieux-Carouge (Promenades – Octroi – Vauthier - Ancienne)</i>	68	19.7	33	13.4	39	14.1
<i>Fontenette (Clos-de-la-Fonderie – Fontenette – Val d'Arve)</i>	67	19.4	36	14.6	43	15.6
<i>La Tambourine – Drize - Pinchat</i>	38	11	30	12.1	42	15.2
<i>Ailleurs dans la commune</i>	24	6.9	23	9.3	-	-
<i>Grange-Collomb – Rte de Saint-Julien</i>	18	5.2	17	6.9	26	9.4
Total	346	100%	247	100%	276	100%

Source : Sondage

49% des résidents de Carouge affirment éviter certains endroits ou personnes pour des raisons de sécurité à Genève. 69.2% des femmes de la commune l'affirment contre 27.3% des hommes. Les femmes citent avant tout les gares et les arrêts de transports publics (43.1%) ainsi que les parkings publics souterrains (42.7%). La rue (25.1%) et les parcs publics sont également fréquemment mentionnés par les femmes. Les hommes

citent ce même type de lieux mais beaucoup moins souvent que les femmes. Pour ces derniers, les endroits les plus insécurisants sont les gares et les arrêts de bus (19.6%), les parkings publics souterrains (15.4%) et les parcs publics (14.4%)

Tableau 4.20 : Les endroits à Genève pouvant être peu sûrs selon les résidents de Carouge et le genre (en %, réponses multiples, 2023)

	Homme	Femme
	%	%
Dans les gares ou aux arrêts de bus et de tram	19.6	43.1
Dans les parkings publics souterrains	15.4	42.7
Dans la rue	9.8	25.1
Dans les parcs publics	14.4	21.6
Dans les transports publics à l'intérieur des véhicules	3.6	17.3
Aux abords ou dans les bars, les pubs, les discothèques et les lieux de concert	12.1	16.4
Sur les quais ou au bord du lac	5.9	15.2
Dans les parkings souterrains privés de mon immeuble ou lieu de travail	5.9	14.6
Dans les lieux où les gens ne respectent pas les consignes sanitaires	8.5	7.6
Aux abords ou dans les stades de sport	3.6	3.8
Dans les magasins	0.3	0.6

Source : Sondage

Les causes du sentiment d'insécurité

Interrogés sur les causes du sentiment d'insécurité dans ces endroits à Genève, les résidents de Carouge historique citent le plus souvent la crainte d'une agression physique ou sexuelle (27.8%) ainsi que la présence de trafiquants et consommateurs de drogues dans la rue (18.7%) (Tableau 4.21). Les mêmes causes ont les mêmes effets dans le Reste de Carouge, mais ces derniers citent également plus souvent le harcèlement de rue. 13.6% le citent dans cette zone contre 7.7% dans la zone de Carouge historique. Dans l'ensemble de la commune, ce sont les femmes qui avancent cette cause (13.5% le font). 30.1% des femmes redoutent en priorité une agression physique ou sexuelle contre 13.1% des hommes. La drogue est la première source d'insécurité pour les hommes (28.1%). Les femmes de 15-34 ans qui sont confrontées à la problématique du harcèlement de rue sont 28.6% à considérer que cette problématique est une cause de leur insécurité dans ces zones.

Tableau 4.21 : Les causes du sentiment d'insécurité à Carouge selon les zones et le genre (en %, 2023)

	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge		
			Homme	Femme	Femme 15-34 ans
	%	%	%	%	%
Objet de la peur					
<i>La peur d'une agression physique ou sexuelle</i>	27.8	21.0	13.1	30.1	32.8
<i>La peur d'une agression verbale</i>	4.8	2.7	5.0	2.5	1.0
<i>La peur d'être volé-e</i>	6.7	3.6	7.5	3.6	1.0
Groupes et comportement provoquant la peur					
<i>Le trafic et/ou la consommation de drogues</i>	18.7	20.5	28.1	13.5	10.2
<i>Le harcèlement de rue (sifflements, insultes, attouchements, regards appuyés, être suivi-e)</i>	7.7	13.6	5.0	13.5	28.6
<i>Les groupes de jeunes</i>	3.8	7.3	11.9	1.8	1.0
<i>La présence de personnes ivres</i>	5.3	6.8	8.1	4.7	5.1
<i>La présence de lieux de couchage de fortune</i>	0	1.4	0.6	0.7	1.0
<i>La présence de mendiants</i>	1.9	2.7	1.3	2.9	1.0
Dégradation de l'environnement (carreau cassé)					
<i>L'existence de graffitis</i>	0	0	0	0	0
<i>Le manque de propreté et l'abandon d'objets encombrants</i>	1.4	0.5	1.3	0.7	0
Prévention situationnelle					
<i>Le manque d'éclairage</i>	4.8	5.0	2.5	6.5	7.1
<i>L'absence de passants</i>	4.3	3.6	2.5	4.7	7.1
Comportements dangereux (circulation)					
<i>Le comportement de cyclistes, personnes en roller, trottinette, skateboard sur les trottoirs</i>	5.7	3.6	4.4	4.7	0
<i>Le comportement de conducteurs de véhicules motorisés</i>	1.4	0.5	0.6	1.1	0
Opinion					
<i>La population étrangère (réfugiés, requérants, migrants)</i>	1.9	2.7	2.5	2.2	1
<i>Autre</i>	3.8	4.5	5.6	6.8	3.1
<i>N</i>	209	220	160	269	98
<i>Total</i>	100%	100	100%	100%	100%

Source : Sondage

La note de la sécurité à Carouge

Les résidents ont été appelés à noter sur une échelle de 1 à 10 le niveau de sécurité à Carouge. 10 est la meilleure note possible. En 2023, les résidents des différents quartiers de Carouge attribuent de meilleures notes à la sécurité communale qu'en 2016 sauf pour

les résidents des Tours de Carouge (Tableau 4.22). Ces derniers attribuaient la note de 7.4 à la sécurité communale en 2016 ; aujourd'hui, ils lui attribuent 7.2. C'est également le moins bon score de l'ensemble des autres quartiers. Les résidents du Vieux Carouge sont les plus généreux et attribuent la note de 7.9 à la sécurité communale.

A l'échelon des zones, le Centre historique de Carouge obtient la même note depuis 2016, date où les DLS la mesurent pour la première fois. Les résidents de la zone lui attribuent 7.6 sur 10. Le Reste de Carouge obtient la note de 7.5 depuis 2020. Cette note avait progressé en 2020 par rapport à 2016 où les résidents lui attribuaient 7.2.

Tableau 4.22 : Evolution de l'estimation du niveau de sécurité dans la commune de Carouge selon les quartiers et les zones de Carouge (2016-2023) (échelle de 1 à 10)

	2016	2020	2023
	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Quartiers			
Vieux Carouge (Promenades, Octroi, Vauthier, Ancienne)	7.6	7.7	7.9
Fontenette (Clos-de-la Fonderie, Fontenette, Val d'Arve)	7.0	7.5	7.4
La Tambourine, Drize, Pinchat	7.5	7.8	7.6
Grand Collomb, Rte de Saint-Julien			7.3
La Praille, les Acacias	7.2	7.6	7.5
Tour de Carouge	7.4	7.0	7.2
Zones			
Carouge historique	7.6	7.6	7.6
Reste de Carouge	7.2	7.5	7.5

Source : Sondage

La perception de la police

L'image de la police

La police cantonale continue de bénéficier d'une bonne image à Carouge. En 2023, 92.8% de celles et ceux qui ont un avis sur la question estiment qu'elle fait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité dans leur quartier. C'est surtout le cas dans la zone du Reste de Carouge où 95% sont de cet avis. Dans le Carouge historique, 90.4% pensent de même. Dans cette zone, l'image de la police cantonale baisse de quelques points par rapport à 2016. Dans le Reste de Carouge, au contraire, elle gagne 5 points sur 6 ans. La police municipale obtient 83.5% d'avis favorables en 2023. Le taux d'avis favorable augmente par rapport aux éditions précédentes du DLS dans les deux zones. Il augmente de 2 points dans le Carouge historique et de plus de 3 points dans le reste de la commune depuis 2016.

Tableau 4.23 : Evolution de l'image de la police cantonale et de la police municipale dans les quartiers selon les résidents des zones de Carouge (en %, 2016-2023)

Carouge historique				Reste de Carouge			Carouge
	2016	2020	2023	2016	2020	2023	2023
	%	%	%	%	%	%	%
Police cantonale							
Bon travail	94.0	92.3	90.4	90.4	93.7	95.0	92.8
Mauvais travail	6.0	7.7	9.6	9.6	6.3	5.0	7.2
N	335	274	239	353	253	259	498
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale							
Bon travail	81.4	81.9	83.4	80.2	83.1	83.7	83.5
Mauvais travail	18.6	18.1	16.6	19.8	16.9	16.3	16.5
N	349	270	247	358	248	263	510
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La déontologie policière

Pour les résidents de Carouge, la police progresse en matière de déontologie. En 2016, 54.4% des résidents de Carouge historique considéraient que la police cantonale traitait tout le monde de la même manière (Tableau 4.24). En 2023, ils sont désormais 59.2% à le penser. L'évolution est similaire dans le Reste de Carouge. Ils étaient 50.4% à penser que la police traitait tout le monde de la même manière en 2016 ; ils sont désormais 61.7% à le penser dans la zone du Reste de Carouge.

Comme lors des éditions précédentes du DLS, la police municipale fait sensiblement mieux que la police cantonale aux yeux des résidents de Carouge en matière d'égalité de traitement. En 2016, 58.5% des résidents du Carouge historique étaient d'avis que la police municipale de Carouge traitait tout le monde de la même manière. En 2023, ce taux augmente pour atteindre 62.6%. La progression est également visible dans le Reste de Carouge où, en 2023, 65.7% des résidents de la zone jugent que la police municipale traite tout le monde de la même manière contre 57.9% en 2016.

Tableau 4.24 : Evolution de l'opinion sur l'égalité de traitement par la police cantonale et la police municipale selon les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale						
Même traitement	54.4	61.1	59.2	50.4	58.1	61.7
Traitement différent	45.6	38.9	40.8	49.6	41.9	38.3
N	333	270	245	345	260	261

Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
Même traitement	58.5	66.3	62.6	57.9	64.7	65.7
Traitement différent	41.5	33.7	37.4	42.1	35.3	34.3
N	318	252	238	318	252	254
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les demandes en matière de prestations policières

Les préférences en matière de présence policière

Les patrouilles pédestres ou à vélo restent la forme de présence policière préférée des résidents de la zone de Carouge historique en 2023 comme elles l'avaient été en 2020. 46.1% les privilégient par rapport à police-secours (43.4%) et un poste de police de quartier (10.5%). Dans le Reste de Carouge, les résidents optent pour l'intervention d'urgence sur appel de police-secours. 48.3% privilégient ce mode de présence policière contre 44.3% qui préfèrent les patrouilles pédestres et 7.4% un poste de quartier.

Tableau 4.25 : Evolution des préférences en matière de présence policière selon les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Patrouilles à pied ou à vélo	45.4	48.8	46.1	44.2	39.3	44.3
Police-secours	45.7	42.6	43.4	46.5	48.2	48.3
Poste de police de quartier	8.9	8.6	10.5	9.3	12.5	7.4
N	394	324	295	421	313	296
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités cantonales

Les résidents ont été interrogés sur leurs priorités en matière de thématiques pour la police cantonale. En 2023, le questionnaire de sondage du DLS a supprimé l'option « la lutte contre la criminalité » et l'a décomposée en « la lutte contre les cambriolages et les autres vols » et « la lutte contre les agressions physiques et la violence ». La lutte contre le harcèlement de rue a été également rajoutée à la liste des options de priorités proposées aux résidents de Carouge. Ces ajouts impliquent que les chiffres du DLS de 2023 ne sont pas entièrement comparables à ceux des DLS précédents.

Dans les deux zones de Carouge, les résidents privilégient la lutte contre les agressions physiques et la violence (Tableau 4.26). 31.1% des résidents du Reste de Carouge en font leur priorité et 26.6% le font également dans la zone de Carouge historique. La

deuxième priorité est la lutte contre les cambriolages et les autres vols dans les deux zones (près de 18%). La lutte contre la drogue, la délinquance juvénile, le harcèlement de rue et la poursuite des infractions routières obtiennent entre 7 et 10% de mentions dans les deux zones.

Tableau 4.26 : Evolution des priorités thématiques pour la police cantonale selon les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

	<i>Carouge historique</i>			<i>Reste de Carouge</i>		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre la criminalité</i>	54.5	45.9	-	60.6	52.7	-
<i>La lutte contre les cambriolages et les autres vols</i>	-	-	17.8	-	-	17.7
<i>La lutte contre les agressions physiques et la violence</i>	-	-	26.6	-	-	31.1
<i>La lutte contre la drogue et les scènes de drogue</i>	13.4	10.1	10.0	15.0	8.1	9.5
<i>La poursuite des infractions routières</i>	12.1	12.1	8.9	6.1	10.5	7.4
<i>La prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires</i>	4.5	7.5	7.8	4.0	7.4	4.6
<i>La prévention et la répression de la délinquance juvénile</i>	7.9	9.1	9.3	8.2	10.5	9.2
<i>La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers</i>	1.3	1.0	0.7	2.1	1.4	0.0
<i>La lutte contre la criminalité financière</i>	2.9	2.6	1.8	1.1	1.0	2.1
<i>La lutte contre les délits sur internet</i>	1.0	1.6	0.7	1.1	1.0	3.5
<i>La lutte contre le bruit</i>	-	7.5	7.1		6.4	3.9
<i>La répression de la mendicité</i>	2.4	2.6	1.8	1.8	1.0	3.9
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	7.5	-	-	7.1
<i>N</i>	381	307	281	379	296	283
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Analyses faites, les 15-24 ans privilégient la lutte contre les agressions physiques et la violence (37.9%) et la lutte contre le harcèlement de rue (21.1%). Les 65 ans et plus privilégient la lutte contre les cambriolages et les autres vols (23.5%) et la lutte contre les agressions physiques et la violence (17.6%). Les femmes de 15 à 24 ans privilégient la lutte contre le harcèlement de rue (32.7%) et la lutte contre les agressions physiques (30.8%).

Les priorités municipales

Comme pour les priorités cantonales, les chiffres de 2023 du prochain tableau (Tableau 4.27) ne sont pas entièrement comparables avec les éditions du DLS dans la mesure où

les options de réponse à la question portant sur les priorités thématiques municipales ont changé. Les chiffres des DLS de 2016 et de 2020 sont présentés à titre de rappel.

En matière de priorités souhaitées par les résidents pour la police municipale de Carouge, trois thématiques sortent du lot, et cela dans les deux zones de Carouge (Tableau 4.27). Il s'agit de la prévention des vols et cambriolages, de la lutte contre l'incivilité et de la prévention de la délinquance de rue. A ces priorités, il faut ajouter une autre dans le Reste de Carouge : la lutte contre le harcèlement de rue qui arrive en quatrième position des thématiques les plus citées dans cette zone.

Tableau 4.27 : Evolution des priorités thématiques pour la police municipale selon les zones de Carouge (en %, 2016-2023)

	Carouge historique			Reste de Carouge		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	32.9	33.7	14.4	27.1	33.6	13.7
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	13.6	-	9.7	12.4	-	4.2
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	3.1	4.3	2.5	4.2	1.4	1.4
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	28.5	39.3	13.3	33.2	34.9	15.6
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	8.6	6.6	5.4	10.8	13.7	7.7
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	-	-	9.4	-	-	9.5
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	-	4.6	2.2	-	4.1	1.1
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	-	-	1.1	-	-	2.8
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routières)</i>	8.4	9.2	6.1	7.9	9.2	6.3
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	-	-	7.6	-	-	6.7
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	9.0	-	-	13.4
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	-	-	16.1	-	-	14.8
<i>La répression de la mendicité</i>	3.9	2.3	3.2	3.9	3.1	2.8
<i>La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers</i>	1.0	-	-	0.5	-	-
N	383	305	278	380	292	284
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités varient relativement peu en fonction du genre, sauf pour les femmes de 15-34 ans. Pour 33.5% d'entre elles (et même 45.7% pour les femmes de 15-24 ans), la grande priorité de la police municipale devrait être la lutte contre le harcèlement de rue.

Les priorités varient aussi en fonction de l'âge. La lutte contre le harcèlement de rue est la priorité principale des 15-34 ans à Carouge : 24.9% des répondants de cette classe d'âge la placent en tête de liste. Pour les autres catégories d'âge, cette problématique est plus marginale.

La lutte contre les incivilités est le plus fréquemment mentionnée par les 50-64 ans (21.3%) et les plus de 64 ans (21.8%) que les autres. La thématique de la sécurisation des piétons est également populaire auprès des seniors de plus de 64 ans. 15.8% d'entre eux la privilégient sur les autres thématiques.

Tableau 4.28 : Priorités thématiques souhaitées par les résidents de Carouge pour leur police municipale selon le genre et l'âge (en %, 2023)

	Homme	Femme	Femme 15-34 ans	15-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	16.7	11.9	6.3	9.1	9.2	21.3	21.8
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	4.9	8.8	5.3	4.6	10.6	6.6	6.9
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	1.5	2.4	3.2	2.5	0.7	1.7	3.0
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	13.6	15.3	13.7	13.2	17.6	14.9	11.9
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	7.2	5.8	6.3	7.1	7.0	5.8	5.9
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	10.2	8.8	9.5	13.2	7.0	10.7	5.0
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	1.1	2.0	1.1	1.0	0.0	0.8	5.9
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	3.4	0.7	1.1	2.0	1.4	2.5	2.0
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routières)</i>	7.6	5.1	2.1	5.6	7.0	5.0	6.9
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	7.2	6.8	0.0	2.5	7.7	5.8	15.8
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	9.1	12.9	33.5	25	6.3	2.5	2.0
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	15.2	15.8	11.6	9.6	23.4	20.7	9.9
<i>La répression de la mendicité</i>	2.3	3.7	6.3	4.6	2.1	1.7	3.0
<i>N</i>	264	295	95	197	142	121	101
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les solutions pratiques à l'insécurité

Les résidents se déclarant insécurisés dans certaines zones dans le canton ont également proposé des solutions pour améliorer les conditions de sécurité dans ces zones. Dans la zone de Carouge historique, les résidents suggèrent avant tout une plus grande présence de la police municipale (33.4%), la répression de la problématique de la drogue (28.8%) et plus d'éclairage public (29%) (Tableau 4.29). Dans le Reste de Carouge, les résidents accordent leur préférence à une plus grande présence de la police cantonale (41%), suivie d'une plus grande présence de la police municipale (38.3%), la répression de la drogue (32%) et des caméras de surveillance (31.3%). Notons que ce sont avant tout les femmes qui privilégient la présence de la police municipale à Carouge (45% des femmes contre 25.6% des hommes). Elles souhaitent aussi plus souvent que les hommes des caméras de surveillance (33.8% des femmes contre 23.2% des hommes) ainsi que de l'éclairage public (33.8% des femmes contre 18.8% des hommes).

Tableau 4.29 : Les solutions à l'insécurité dans les zones de Carouge (en %, réponses multiples, 2023)

	Carouge historique	Reste de Carouge	Carouge
	%	%	%
Plus de présence de policiers cantonaux	24.7	41.0	32.8
Plus de présence de policiers municipaux	33.4	38.3	35.8
Plus de répression de la vente et/ou consommation de drogue	28.8	32.0	30.4
Plus de caméras de surveillance	26.3	31.3	28.8
Plus d'éclairage	29.0	24.4	26.7
Plus de prévention par des acteurs sociaux, les correspondants de nuit, les travailleurs sociaux	21.1	26.1	23.6
Le renvoi des délinquants étrangers	19.8	27.5	23.6
Une intervention plus rapide de la police cantonale aux appels d'urgence	18.5	24.7	21.6
Plus d'activités sociales, culturelles, sportives de voisinage pour favoriser la cohésion sociale	21.2	20.8	21.0
Un suivi approprié par la police municipale suite à un appel	15.7	24.2	19.9
Plus de répression des infractions liées à la circulation et la mobilité	18.7	15.0	16.9
Plus de nettoyages de la ville et des communes	12.9	9.5	11.2
Moins de présence de policiers	0.6	2.2	1.4

Source : Sondage

Recommandations locales du DLS

Harcèlement de rue : une priorité aussi à Carouge

Carouge n'échappe pas à la problématique du harcèlement de rue. C'est même la commune qui enregistre le taux le plus élevé de harcèlement de rue à l'échelle cantonale. 27.3% des résidents de la commune en ont été victimes sur 5 ans contre 22.7% en moyenne dans le canton. Le taux de prévalence est plus élevé dans la zone dite du reste de Carouge (30.4%) que dans le centre historique de Carouge (24.3%). 43.1% des femmes de la commune en ont été victimes sur 5 ans. Pour les femmes, le harcèlement de rue est, avec la crainte des agressions physiques ou sexuelles et la problématique de la drogue, l'une des trois causes principales du sentiment d'insécurité. 32.8% des femmes de 15-34 ans estiment que le risque d'agression physique ou sexuelle est la 1^{ère} cause de leur insécurité et 28.6% disent de même du harcèlement de rue. Les attentes des femmes en matière de réponse municipale au harcèlement de rue sont fortes. Avec 12.9% de mentions, la lutte contre le harcèlement est la troisième thématique la plus fréquemment mentionnée comme priorité pour la police municipale par les femmes. C'est de loin la thématique prioritaire des femmes de la catégorie d'âge des 15-34 ans. 33.5% d'entre elles placent cette lutte en tête des priorités de la police municipale à Carouge. Les victimes de harcèlement de rue privilégient également l'éclairage public et les caméras de surveillance comme solutions à l'insécurité. A l'échelon de la commune, 34.9% des victimes de harcèlement considèrent que les caméras de surveillance sont une solution contre 26.4% chez les autres. 39.9% des victimes de harcèlement de rue sont également d'avis qu'un meilleur éclairage public contribuerait à la sécurité contre 21.4% chez les autres.

L'analyse devra être approfondie afin d'apporter les réponses plus ciblées selon les lieux et les moments. Il s'agit, comme pour Vernier, de s'inspirer de la présentation de la problématique du harcèlement de rue et des recommandations qui en découlent, de tirer profit des autres expériences communales, voire s'y associer pour :

Recommandation 1 : Formuler un plan d'action contre le harcèlement de rue, incluant des mesures de prévention situationnelle, et des patrouilles pédestres portant une attention particulière au harcèlement, sur l'ensemble du territoire.

Une action nécessaire concentrée sur les Tours de Carouge

De l'avis des répondants au sondage, les quartiers de La Praille, des Acacias ainsi que les Tours de Carouge sont des zones plus problématiques d'un point de vue sécuritaire. Comme en 2020, ce sont les résidents des Tours de Carouge qui notent le moins bien la sécurité dans la commune. Le sentiment d'insécurité est plus élevé que la moyenne dans ce quartier. Avec 82 entretiens, l'échantillon de données de sondage dans le quartier des Tours de Carouge est faible et ne permet que de dégager des tendances. Ce quartier semble cependant faire état d'une présence plus fréquente qu'ailleurs de groupes de personnes irrespectueuses occupant des espaces communs ainsi que de bagarres à répétition. La police a déjà ciblé ce quartier avec une présence accrue sous forme de patrouilles pédestres. Elle doit continuer à le faire pour répondre aux attentes des

résidents du quartier en matière de lutte contre la délinquance juvénile, la délinquance de rue et la lutte contre les agressions.

Recommandation 2 : Intensifier la présence policière dans le quartier des Tours de Carouge avec pour objectif de faire diminuer la délinquance juvénile, la délinquance de rue et lutter contre les agressions.

5. Plan-les-Ouates

Résumé exécutif

La sécurité

- En 2022, le taux pour 1'000 habitants dans l'espace urbain de la commune est de 15 événements pour 1'000 habitants ; il est de 14 cas pour 1'000 habitants dans la campagne. Lors des éditions précédentes du DLS, la zone plus rurale de Plan-les-Ouates connaissait des taux de criminalité généralement supérieurs à sa zone urbaine. En 2022, ce n'est plus le cas.
- Les infractions à l'intégrité des personnes sont assez rares dans la commune. Il y a 3 infractions de ce type pour 1'000 habitants dans les deux zones.
- Le taux de prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans ne faiblit pas à Plan-les-Ouates depuis qu'il est mesuré par les DLS. En 2020, il était de 21.7% ; aujourd'hui, il s'élève à 22.9%.
- La catégorie des femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans est la plus affectée par le harcèlement de rue. 75.9% d'entre elles déclarent en avoir été victimes sur 5 ans dans la zone urbaine de Plan-les-Ouates et 67.4% dans la zone rurale de la commune.
- Les incivilités sont généralement en baisse dans la commune sauf pour les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs et la problématique de la drogue.
- 84.5% des résidents de la zone urbaine de Plan-les-Ouates voient des trottinettes ou autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs à Plan-les-Ouates. Cette problématique dérange fortement 63.2% des seniors de plus de 64 ans contre 28.6% des 15-24 ans.
- En 2023, 43.5% des résidents de la zone urbaine de la commune constatent du trafic et de la vente de drogue dans la rue.
- Avec 23.1 accidents de la route avec blessés pour 10'000 habitants en 2022, Plan-les-Ouates enregistre un taux d'accidents légèrement supérieur à la moyenne cantonale (21.8 pour 10'000 habitants).

Les interventions et la présence policières

- Le taux d'interventions sur appel à Plan-les-Ouates est traditionnellement très inférieur à la moyenne cantonale. 2022 ne déroge pas à la règle : avec 54.7 interventions pour 1'000 habitants, le taux communal est de 30 points inférieur aux 85.8 interventions pour 1'000 habitants enregistrées en moyenne dans le canton.
- Le taux est cependant en augmentation par rapport à 2020 où la commune enregistrait 50.6 interventions pour 1'000 habitants. En zone urbaine de Plan-les-Ouates, ce taux est aujourd'hui de 58.9 contre 37.2 pour 1'000 pour sa zone rurale.
- Les interventions policières sur appel au 117 sont provoquées avant tout par des incivilités. Celles-ci génèrent 28% de l'ensemble des interventions dans la

commune. Les affaires et accidents de la circulation comptent pour 18% des interventions. Les affaires sociales et de secours et les questions de tranquillité et sécurité publiques provoquent respectivement 13% et 12% des interventions sur appel. Les délits contre le patrimoine sont à l'origine de 11% des interventions à Plan-les-Ouates.

- Les patrouilles pédestres de la police cantonale sont peu régulières à Plan-les-Ouates. La majeure partie des résidents – près de 70% dans la zone urbaine et plus de 80% dans la zone rurale de la commune – en aperçoivent moins d'une fois par mois.
- S'agissant des patrouilles pédestres ou à vélo de la police municipale, pratiquement 60% des résidents de la zone urbaine en voient entre moins d'une fois par mois et plusieurs fois par mois ; dans la zone rurale de la commune, un peu plus de 50% en voit avec la même régularité.
- Au cours des derniers 5 ans, un peu moins d'un résident sur deux (48.9%) a été en contact avec la police cantonale à Plan-les-Ouates et un tiers environ (33.8%) l'a été avec la police municipale. Trois ans plus tôt, les taux étaient sensiblement supérieurs : 50.9% avaient eu un contact avec la police cantonale et 43.2% en avaient eu un avec la police municipale.
- Les hommes sont plus fréquemment en contact avec la police cantonale que les femmes à Plan-les-Ouates. 53.9% des hommes l'ont été contre 44.1% des femmes sur 5 ans. C'est également vrai pour le contact avec la police municipale : 39.1% des hommes l'ont été contre 28.5% des femmes.

La perception de la sécurité

- A l'échelon communal, seuls 10% des résidents considèrent que la sécurité est le problème principal de Genève. Ce chiffre recule depuis 2016 où il est mesuré par le DLS pour la première fois à Plan-les-Ouates. Cette année-là, 13.8% des résidents plaçaient la sécurité en tête de leurs préoccupations. En 2020, ce taux tombait à 11.1%. Il s'abaisse encore une fois en 2023 pour atteindre 10%.
- Le thème de la sécurité et de la criminalité arrive en troisième position dans l'ordre des préoccupations des résidents de la zone urbaine de Plan-les-Ouates derrière la problématique du logement (24%) et celle de la mobilité et la circulation routière (20.7%). Avec 12.4% de mention, la sécurité et la criminalité rivalise dans l'espace urbain avec le changement climatique et l'environnement (12.1%) ainsi que la problématique économique, énergétique et le chômage (10.8%).
- Dans la zone rurale de la commune, la sécurité et la criminalité sont une problématique marginale aux yeux des résidents. Ceux-ci sont concernés avant tout par la mobilité et la circulation routière (26.1%), le logement (16.8%) et le changement climatique (15.9%) ainsi que l'augmentation de la population (10.5%) et la problématique économique, énergétique et le chômage (9.5%). La thématique de la sécurité et de la criminalité (7.6%) arrive après toutes ces autres considérations.
- Le sentiment d'insécurité à Plan-les-Ouates est l'un des moins élevés des communes étudiées par le DLS. A l'échelon communal, 25% des résidents

déclarent être insécurisés lorsqu'ils se promènent seuls dans les rues de leur quartier après 22h en 2023. En 2020, le taux d'insécurisés à l'échelon communal était de 25.2%. Le sentiment d'insécurité est plus élevé dans la zone urbaine de la commune (28.2%) que dans sa zone rurale (21.8%).

- Interrogés sur les zones où se situent les lieux jugés moins sûrs dans la commune, les résidents de Plan-les-Ouates mentionnent le plus souvent (29.3%) la grappe de quartiers des Voirets, du Vélodrome et de Cherpines, suivi des quartiers de Plan-les-Ouates village, Arare la Gravière, Butte et Daru (17.3%) ainsi que du quartier de Ziplo (15.7%).
- En 2023, la note attribuée par les habitants à la sécurité dans la commune de Plan-les-Ouates est de 7.9 sur 10. Dans le DLS, seule la campagne genevoise fait mieux que Plan-les-Ouates à Genève en obtenant 8.3. En comparaison, la Ville de Genève obtient la note de 7.3 et Meyrin 7.4.
- La note communale est également meilleure que lors des DLS précédents. Elle était de 7.8 sur 10 en 2020 et de 7.5 en 2016.

L'image de la police

- La police cantonale bénéficie d'une très bonne image auprès des résidents de Plan-les-Ouates. En 2020, 92.9% de la commune de celles et ceux qui ont un avis sur le sujet déclaraient que la police cantonale faisait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité. En 2023, ce taux monte encore légèrement pour atteindre 93.5% à l'échelon communal.
- Les avis sont également positifs sur le travail de la police municipale. En 2023, 85% des résidents estiment qu'elle fait du bon travail.
- En moyenne, dans la commune, 62% des résidents estiment que la police cantonale traite tout le monde de la même manière alors que 38% sont de l'avis contraire en 2023.
- En 2023, 67.8% des résidents de Plan-les-Ouates estiment que la police municipale traite tout le monde de la même manière.
- 38.2% des femmes émettant un avis négatif sur l'application de la déontologie considèrent la police municipale discrimine en fonction du sexe ; 23.6% des hommes portant un jugement négatif sur la déontologie policière pensent également ainsi.

Les préférences des résidents en matière de police

- Les résidents de la commune privilégient l'intervention d'urgence par rapport aux patrouilles pédestres ou aux postes de police de quartier. Dans la zone urbaine de la commune, 52.8% souhaitent en priorité l'intervention d'urgence de police-secours. Dans la campagne, 57.8% des résidents plébiscitent également l'intervention d'urgence et la préfèrent à toute autre forme de présence policière.
- Si la lutte contre les cambriolages et les vols ainsi que la lutte contre les agressions et la violence sont prioritaires dans les deux zones, la lutte contre les cambriolages est plus souvent mentionnée dans la campagne de Plan-les-Ouates. 39.3% des

résidents de la zone placent cette thématique en tête des priorités cantonales contre 27% dans l'espace urbain de la commune.

- La campagne mentionne également plus souvent que l'espace urbain la répression des infractions routières comme thématique importante : 11.4% le font contre 7.4% dans l'espace urbain.
- 18.4% des jeunes femmes de la catégorie d'âge des 15-24 ans privilégient la lutte contre le harcèlement de rue en tête des priorités pour la police cantonale.
- En matière de priorités municipales, la prévention des vols et des cambriolages a les faveurs des résidents des deux zones. 23.2% des résidents de la zone urbaine de la commune placent cette thématique en tête de leurs priorités et 30% le font dans la campagne.
- Au titre des priorités municipales, les femmes de Plan-les-Ouates mentionnent plus souvent que les hommes la prévention de la délinquance juvénile (11.8%), la prévention de la délinquance de rue (11.1%) ou encore la sécurité des piétons (8.4%).
- Les hommes mentionnent plus souvent que les femmes la lutte contre les incivilités (19.6%) et la poursuite des infractions routières (9.5%).
- Les femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans mentionnent fréquemment la lutte contre le harcèlement de rue. Avec 20% de mentions, c'est pour elles la deuxième priorité après la prévention des vols et des cambriolages (24.3%).
- En matière de solutions à l'insécurité, les avis divergent peu entre les zones de Plan-les-Ouates. La présence policière, que ce soit cantonale ou municipale, obtient le plus de mentions. En moyenne, dans la commune, 35.4% souhaitent plus de présence de la police cantonale et 33.1% plus de présence de la police municipale.

Introduction

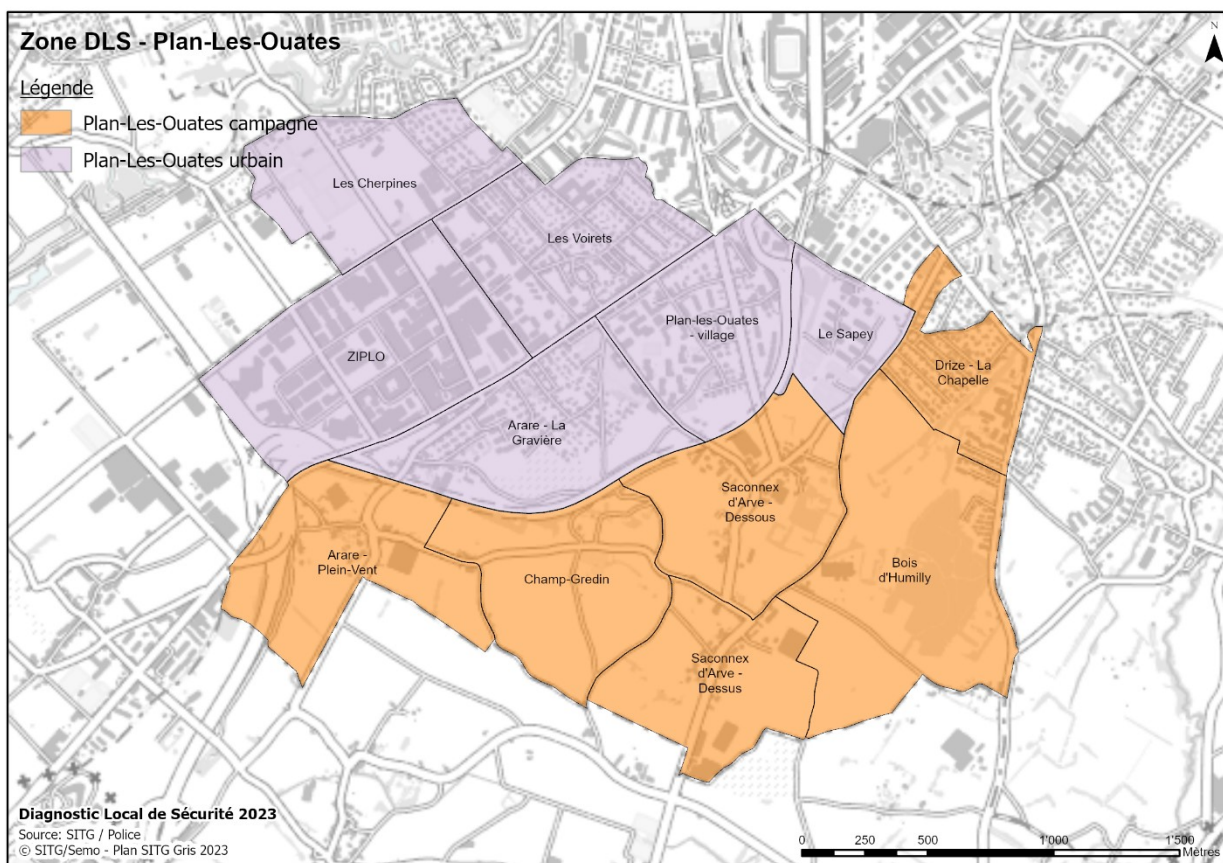
Le DLS propose une analyse détaillée de la sécurité publique à Plan-les-Ouates depuis 2016. L'analyse porte sur deux zones distinctes. Pour l'édition 2023 du DLS, ces zones ont été modifiées substantiellement. La zone appelée jusqu'ici « Plan-les-Ouates village » comprenait l'ensemble des quartiers situés au sud de la route de Saint-Julien. Certains des quartiers de cette zone, à savoir ceux de Plan-les-Ouates village, de Arare et de La Gravière étant plus urbanisés que les autres font désormais partie d'une zone reconfigurée qui sera appelée dans ce DLS « Plan-les-Ouates urbain ». Cette zone urbaine comprend désormais les quartiers Nord de la commune ainsi que les quartiers de Plan-les-Ouates village, Arare et La Gravière. Le reste de la commune comprend les quartiers Sud plutôt ruraux de la commune. Cette seconde zone est appelée « Plan-les-Ouates campagne ».

La modification des zones pour cette édition du DLS a pour conséquence que les chiffres pour les zones ne sont plus comparables avec ceux des éditions précédentes. Seuls les chiffres présentant les moyennes communales sont comparables entre les différentes

éditions du DLS. Lors de l'interprétation des indicateurs zonaux, il faudra donc renoncer à comparer les chiffres de 2023 avec les années précédentes.

Le sondage a mené 353 entretiens à Plan-les-Ouates urbain et 384 entretiens dans la zone de la campagne de Plan-les-Ouates. 94% des entretiens ont été réalisés via un questionnaire en ligne tandis que 6% des entretiens ont été réalisés par téléphone sur demande des personnes contactées au préalable par courrier.

Carte 5.1 : Zones d'étude de Plan-les-Ouates



Le contexte

Le profil sociodémographique des zones

Comparée aux autres communes urbaines qui bénéficient d'un contrat local de sécurité, Plan-les-Ouates est peu densifiée. La zone appelée « campagne » abrite 768 habitants au km² et le reste plus urbain de la commune 3'447. Pour rappel, en 2022, la densité urbaine moyenne dans le canton est de 2'107 habitants au km². La Ville de Genève elle-même présente un taux de densité urbaine de 12'898 habitants au km². L'habitat de Plan-les-Ouates est constitué pour 67.3% de maisons individuelles selon les chiffres 2023. Comparativement, la population de la commune est plutôt jeune. Le taux des moins de 15 ans est de 17% et la part des plus de 64 ans est de 14.4%. A titre de comparaison, en

Ville de Genève, la part des moins de 15 ans est de 13.3% et les plus de 64 ans forment 16.1% de la population de la ville.

Selon les données de sondage, 46% des résidents de la partie urbanisée de la commune n'ont pas été au-delà de l'école primaire dans leurs études et cette part est de 37.2% pour la campagne. La part des titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une haute école dans la campagne est de 36.9% et de 23.2% dans la zone urbaine contre 35.8% en moyenne dans le canton. Dans la commune, la grande majorité des résidents considère avoir des revenus supérieurs. 57.7% le déclarent à Plan-les-Ouates urbain et 77.7% dans la partie campagne de la commune. En comparaison, 47.6% déclarent de même en moyenne dans le canton. Dans les deux zones de la commune, les familles avec des enfants dominant. En moyenne, dans la commune, 36.3% des résidents interrogés sont des couples avec enfants et 22.8% des jeunes vivant chez leurs parents.

Tableau 5.1 : Sociodémographie des zones de la commune de Plan-les-Ouates

	Pop. résidente totale	Part pop. de moins de 15 ans	Part pop. de 65 ans et plus	Part pop. étrangère	Part étrangers hors UE28	Densité urbaine	Part d'éducation primaire	Part d'éducation universitaire
	N	%	%	%	%	hab/k m2	%	%
Plan-les-Ouates urbain	9'803	17.0	13.8	25.3	9.4	3'447	46.0	23.2
Plan-les-Ouates campagne	2'312	17.0	16.7	20.5	4.8	768	37.2	36.9
Total Plan-les-Ouates	12'115	17.0	14.4	24.3	8.5	2'071	41.5	30.1

Source : OCSTAT et sondage

La cohésion sociale

En moyenne dans la commune, 28% considèrent que la cohésion sociale est forte, 52% qu'elle est dans la moyenne et 20% qu'elle est faible. En 2020, 27% jugeaient la cohésion sociale forte, 51.9% moyenne et 21.1% faible.

C'est avant tout dans la zone de la campagne que la cohésion sociale est plus forte (Tableau 5.2). 35.3% des résidents de la campagne de Plan-les-Ouates le pensent. Dans l'espace urbain de la commune, 20.5% pensent de même. La majorité des résidents de la commune est d'avis que la cohésion sociale est dans la moyenne, ni forte ni faible. 57.6% sont de cet avis dans l'espace urbain de la commune et 46.7% dans la campagne.

Tableau 5.2 : La cohésion sociale dans les zones de la commune de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Fort</i>	26.9	26.1	20.5	24.2	27.8	35.3
<i>Moyen</i>	48.2	53.5	57.6	50.0	50.4	46.7
<i>Faible</i>	24.9	20.4	21.9	25.8	21.8	18.0
<i>N</i>	450	353	292	454	381	300
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social

Si une majorité de résidents de Plan-les-Ouates appelleraient la police en cas de soupçons de cambriolage chez des voisins – environ 55% le feraient dans les deux zones de la commune -, appeler les voisins est devenu plus populaire avec le temps (Tableau 5.3). Environ 45% des résidents des deux zones choisiraient d'appeler les voisins. Les autres formes de contrôle social, comme guigner chez les voisins ou sonner à leur porte, sont plus marginales. Sonner chez les voisins est un réflexe un peu plus fréquent (18.3%) dans la zone urbaine de Plan-les-Ouates que dans la campagne de la commune (15.2%).

Tableau 5.3 : Le contrôle social (criminalité) dans les zones de Plan-les-Ouates (en %, réponses multiples, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Appeler la police</i>	56.3	59.6	54.6	65.1	61.1	55.7
<i>Appeler les voisins</i>	32.1	38.5	45.4	35.6	37.7	45.3
<i>Guigner chez les voisins</i>	33.1	32.1	26.6	35.1	29.4	26.6
<i>Sonner chez les voisins</i>	16.5	15.9	18.3	12.9	18.3	15.2
<i>Ne rien faire</i>	3.1	1.1	3.7	2.3	2.5	1.6

Source : Sondage

En 2023, en moyenne dans la commune, 73.5% des résidents pensent que leurs voisins interviendraient au cas où des adolescents venaient à manquer de respect envers un adulte. Selon cet indicateur, le contrôle social tend à se renforcer dans la commune sachant que, en 2020, cette proportion était de 69.3%. Le contrôle social dans la commune est de 15 points supérieur environ à la moyenne cantonale de 58.7%. Il est particulièrement fort dans la zone rurale de la commune (Tableau 5.4). 78.9% des résidents de cette zone pensent que les voisins interviendraient dans le cas de figure discuté contre 67.9% des résidents de la zone urbaine de la commune.

Tableau 5.4 : Le contrôle social dans les zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Improbable</i>	32.5	29.1	32.1	32.3	32.2	21.1
<i>Probable</i>	67.5	70.9	67.9	67.7	67.8	78.9
<i>N</i>	422	326	274	433	357	285
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La qualité de vie

La qualité de vie à Plan-les-Ouates est élevée. Le taux d'avis positifs sur la qualité de vie dans la commune est de 90.3% contre 78.4% en Ville de Genève par exemple. Dans la zone urbaine de la commune, 85.1% des résidents estiment bonne la qualité de vie (Tableau 5.5). Dans sa partie rurale, le taux d'avis positifs est de 95.7%.

Tableau 5.5 : La qualité de vie dans les zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Bonne</i>	86.1	84.5	85.1	85.8	88.4	95.7
<i>Moyenne</i>	12.0	14.1	11.5	12.3	10.1	3.4
<i>Mauvaise</i>	1.9	1.4	3.4	1.9	1.5	0.9
<i>N</i>	476	361	321	480	396	319
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La sécurité

La petite et moyenne criminalité

Le niveau de petite et moyenne criminalité (PMC) est bas à Plan-les-Ouates. Cette criminalité accuse un fort recul depuis 2010 dans l'ensemble de la commune, malgré une légère hausse du taux pour 1'000 habitants dans la partie urbaine de la commune en 2022 par rapport à 2019. La criminalité affecte actuellement de la même manière les deux zones de la commune. En 2022, le taux pour 1'000 habitants dans l'espace urbain de la commune est de 15 événements de PMC pour 1'000 habitants et de 14 pour 1'000 habitants dans la campagne. Lors des éditions précédentes du DLS, la zone plus rurale de Plan-les-Ouates connaissait des taux de criminalité généralement supérieurs à sa zone urbaine. En 2022, ce n'est plus le cas. Les infractions à l'intégrité des personnes sont assez rares dans la commune. Il y a 3 infractions de ce type pour 1'000 habitants dans chacune des deux zones.

Tableau 5.6 : Petite et moyenne criminalité (événements) dans la commune de Plan-les-Ouates selon la zone (2007- 2022)

Année	Plan-les-Ouates urbain	Taux pour 1'000 hab.	Plan-les-Ouates campagne	Taux pour 1'000 hab.
2022	145	15	33	14
2019	87	13	95	23
2016	140	22	94	22
2013	197	32	156	37
2010	196	33	161	40
2007	144	25	118	31

Source: Données policières

Tableau 5.7 : Infractions contre les biens dans la commune de Plan-les-Ouates selon la zone (2007- 2022)

Année	Plan-les-Ouates urbain	Taux pour 1'000 hab.	Plan-les-Ouates campagne	Taux pour 1'000 hab.
2022	131	13	33	14
2019	87	13	85	21
2016	135	21	83	20
2013	182	30	151	36
2010	184	31	150	37
2007	138	24	111	29

Source: Données policières

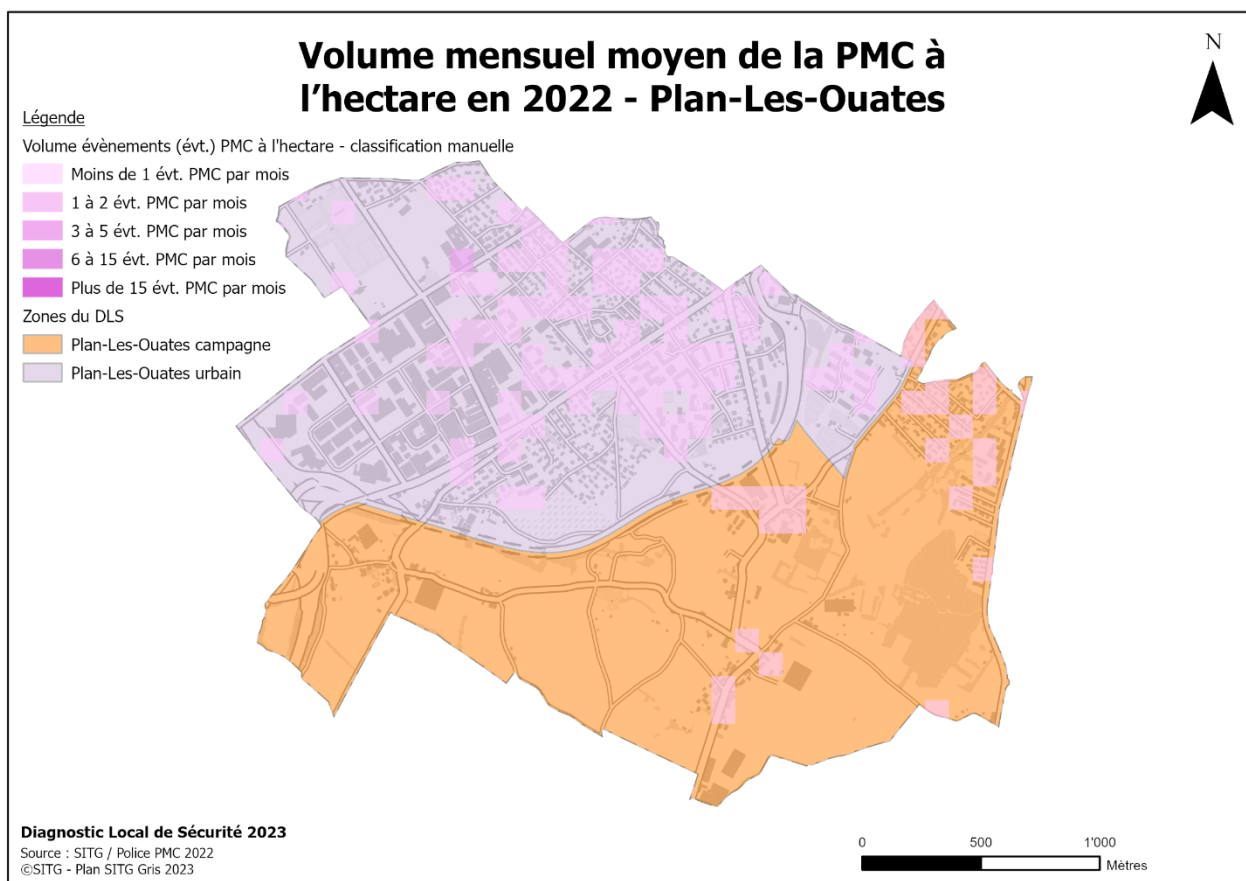
Tableau 5.8 : Infractions contre les personnes dans la commune de Plan-les-Ouates selon la zone (2007- 2022)

Année	Plan-les-Ouates urbain	Taux pour 1'000 hab.	Plan-les-Ouates campagne	Taux pour 1'000 hab.
2022	25	3	8	3
2019	12	2	14	3
2016	22	3	21	5
2013	21	3	6	1
2010	16	3	14	3
2007	9	2	7	2

Source: Données policières

La carte suivante présente les volumes mensuels moyens à l'hectare pour 2022 dans la commune.

Carte 5.2 : volume mensuel moyen de la PMC à l'hectare en 2022



Le harcèlement de rue

Le taux de prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans ne faiblit pas à Plan-les-Ouates depuis qu'il est mesuré par les DLS. En 2020, il était de 21.7% ; aujourd'hui, il s'élève à 22.9%.

Tableau 5.9 : Prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans à Plan-les-Ouates (en %, 2020, 2023)

	<i>Plan-les-Ouates</i>	
	2020	2023
	%	%
<i>Non</i>	78.3	77.1
<i>Oui</i>	21.7	22.9
<i>N</i>	755	632
<i>Total</i>	100%	100%

Source : Sondage

Le harcèlement de rue est plus prévalent dans la zone urbaine de la commune. 24.5% des résidents de la commune affirment avoir subi du harcèlement de rue au cours des derniers 5 ans. 37.3% des femmes l'affirment contre 11% des hommes. La catégorie des

femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans est la plus affectée par le phénomène. 75.9% d'entre elles déclarent en avoir été victimes sur 5 ans.

Dans l'espace rural de la commune, la prévalence du phénomène est moindre : 21.4% ont fait l'expérience de harcèlement de rue. 35.6% des femmes de cette zone ont subi du harcèlement de rue au cours des derniers 5 ans contre 6.5% des hommes. Là aussi, ce sont les plus catégories les plus jeunes des femmes qui en font l'expérience : 67.4% des 15-34 ans en ont subi dans cette zone.

Tableau 5.10 : Prévalence du harcèlement de rue sur 5 ans selon les zones, le genre et pour les femmes de 15-34 ans (en %, 2023)

	Plan-les-Ouates urbain				Plan-les-Ouates campagne			
	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans
	%	%	%	%	%	%	%	%
Non	75.5	89.0	62.7	24.1	78.6	93.5	64.4	32.6
Oui	24.5	11.0	37.3	75.9	21.4	6.5	35.6	67.4
N	314	154	161	59	318	155	163	46
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'incivilité

Toutes les incivilités ne dérangent pas autant les unes que les autres⁷. Seules certaines importunent fortement les résidents à Plan-les-Ouates comme dans le reste du canton. Celles qui le font sont liées à la thématique de la drogue, à la problématique de conflits comme des bagarres, des agressions verbales dans la rue ou la présence de groupes d'individus irrespectueux s'appropriant des espaces communs, ainsi que des problèmes de sécurité liés à des engins circulant dangereusement sur les trottoirs comme des trottinettes, des rollers ou encore des skateboards. Ce sont ces incivilités qui dérangent le plus les résidents et qui provoquent un sentiment d'insécurité.

Bien qu'on ne puisse comparer strictement les chiffres des zones de 2023 à ceux des éditions précédentes, il paraît clair que les incivilités reculent à Plan-les-Ouates. Dans les deux zones, les chiffres de 2023 sont bien souvent plus bas que lors des éditions précédentes, et cela dans les deux zones de la commune. Il y a cependant quelques exceptions. Les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs en sont une. Cette problématique semble progresser surtout dans l'espace urbanisé de la commune. 84.5% des résidents voient aujourd'hui ces engins circulant dangereusement sur les trottoirs. Le trafic et la vente de drogue dans l'espace public urbain semblent également augmenter légèrement. En 2023, 43.5% des résidents de cette zone le constatent. Ces deux problématiques – les trottinettes et la drogue - dérangent beaucoup les résidents, et plus spécifiquement les seniors. Ainsi, par exemple, les trottinettes

⁷ La question posée dans le sondage porte à la fois sur l'exposition aux incivilités et sur le degré de dérangement de ces dernières.

circulant dangereusement sur les trottoirs importunent fortement 63.2% des plus de 64 ans contre 28.6% des 15-24 ans. Ces engins dérangent beaucoup plus les femmes (59.3% se disent fortement dérangées par le phénomène) que les hommes (46.6%). Le trafic et la vente de drogue dans la rue dérangent beaucoup 65.7% des plus de 64 ans contre 37.5% des 15-24 ans. C'est surtout le cas dans la zone urbaine de Plan-les-Ouates. Les trottinettes inciviles dérangent beaucoup 57.1% des résidents de cette zone contre 49.6% des résidents de la campagne qui s'avèrent moins souvent confrontés à ce phénomène. D'autres incivilités, comme les bagarres ou les groupes d'individus aux attitudes irrespectueuses s'appropriant des espaces communs présentent des tendances baissières. 37.6% des résidents voient des violences verbales ou des bagarres dans la zone urbaine de la commune et 29.7% dans sa zone rurale. Dans les DLS précédents, les niveaux étaient plus élevés dans les deux zones de Plan-les-Ouates.

Tableau 5.11 : Evolution des taux d'exposition aux incivilités par type dans les zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

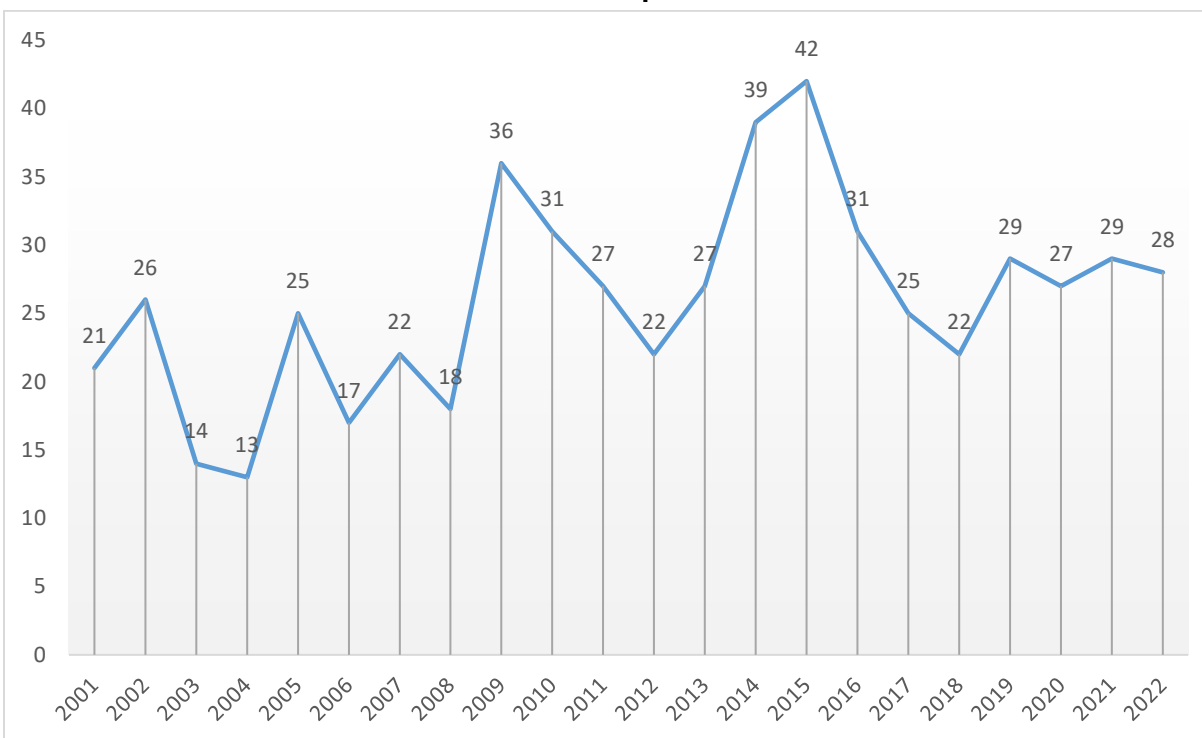
		Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
		2016	2020	2023	2016	2020	2023
Dégradation physique	Abandon d'objets et saleté	72.6	77.8	68.3	76.2	73.3	64.5
	Graffitis et déprédations	61.7	66.2		67.7	62.7	
	Déjections chien/pas de laisse			78.7			67.6
	Bandes de jeunes agressives qui s'approprient des espaces communs	58.5	62.1		59.7	54.5	
	Groupe de personnes irrespectueuses s'appropriant d'espaces communs			57.8			47.9
	Violences verbales ou bagarres	42.0	45.0	37.6	42.3	39.3	29.7
Drogue	Vente ou consommation de drogues	44.4	48.3	45.8	42.6	47.0	38.7
	Trafic de drogue et vente de drogue dans la rue		40.1	43.5		40.5	33.1
	Attitudes insistantes de mendiants	60.0	45.0	69.2	62.6	39.3	57
Bruit	Bruit excessif d'établissements publics	29.3	33.1	31.0	31.6	35.1	31.6
	Bruit excessif de véhicules à moteur	63.9	71.8	69.6	64.8	70.1	72.4
	Bruits excessifs provenant de personnes dans les parcs et les rues	60.0	62.1	64.5	64.2	64.9	49.5
Circulation	Vélos (électriques) circulant sur les trottoirs		74.4	75.4		70.1	69.6
	Trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs		73.5	84.5		70.9	72.6
	Stationnement sauvage	62.6	60.2	59.4	61.8	59.6	52.7

Source: sondage

Les accidents de la circulation

Avec 23.1 accidents de la route avec blessés pour 10'000 habitants, Plan-les-Ouates enregistre un taux d'accidents légèrement supérieur à la moyenne cantonale (21.8 pour 10'000 habitants). Sur une période de plus de 20 ans, la tendance des accidents est à la hausse dans la commune (Figure 5.1) même si les chiffres des dernières années sont nettement inférieurs à l'époque du pic de 2014 et 2015 où la commune enregistrait respectivement 39 et 42 accidents. En 2022, le volume de 28 accidents avec blessés est similaire à celui des trois années précédentes.

Figure 5.1 : Evolution du volume annuel des accidents de la route avec blessés à Plan-les-Ouates depuis 2001



L'action de la police

Les interventions sur appel au 117

Les chiffres présents dans ce chapitre sont une sélection thématique parmi l'ensemble des réquisitions traitées par la police. Le détail de ces sept catégories est explicité dans le tableau 5.12, et celles-ci restent inchangées depuis le premier DLS pour Plan-les-Ouates.

Le taux d'interventions sur appel à Plan-les-Ouates est traditionnellement très inférieur à la moyenne cantonale. 2022 ne déroge pas à la règle : avec 54.7 interventions pour 1'000 habitants, le taux communal est de plus de 30 points inférieur aux 85.8 interventions pour 1'000 habitants enregistrées en moyenne dans le canton. Le taux est cependant en augmentation par rapport à 2020 où la commune enregistrait 50.6 interventions pour

1'000 habitants. En zone urbaine de Plan-les Ouates, ce taux est aujourd'hui de 58.9 contre 37.2 pour 1'000 en campagne.

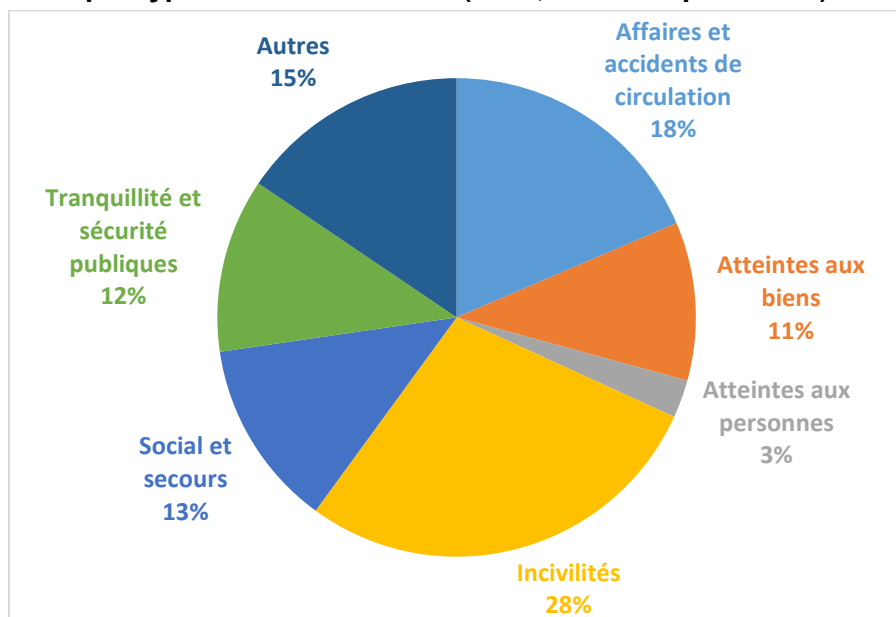
Tableau 5.12 : Les interventions sur appel au 117 dans les zones de Plan-les-Ouates par type (2016-2022)

	Affaire et accident de circulation	Atteinte aux biens	Atteinte aux personnes	Incivilité	Social et secours	Tranquillité et sécurité publiques	Autre	Total	Taux pour 1'000 hab.
	%	%	%	%	%	%	%	N	
Plan-les-Ouates urbain									
2022	19.4	10.1	2.3	27.4	12.7	12.7	15.4	577	58.9
2019	21.2	16.7	2.1	16.4	10.8	17.8	15.0	287	43.8
2016	23.3	20.6	2.2	17.6	11.0	12.1	13.2	272	44.0
Plan-les-Ouates campagne									
2022	12.8	15.1	4.7	32.5	12.8	5.8	16.3	86	37.2
2019	20.2	16.3	2.4	20.2	11.1	9.5	20.3	252	61.2
2016	25.6	14.2	3.7	15.0	12.2	13.4	15.9	246	58.6

Source: Données policières

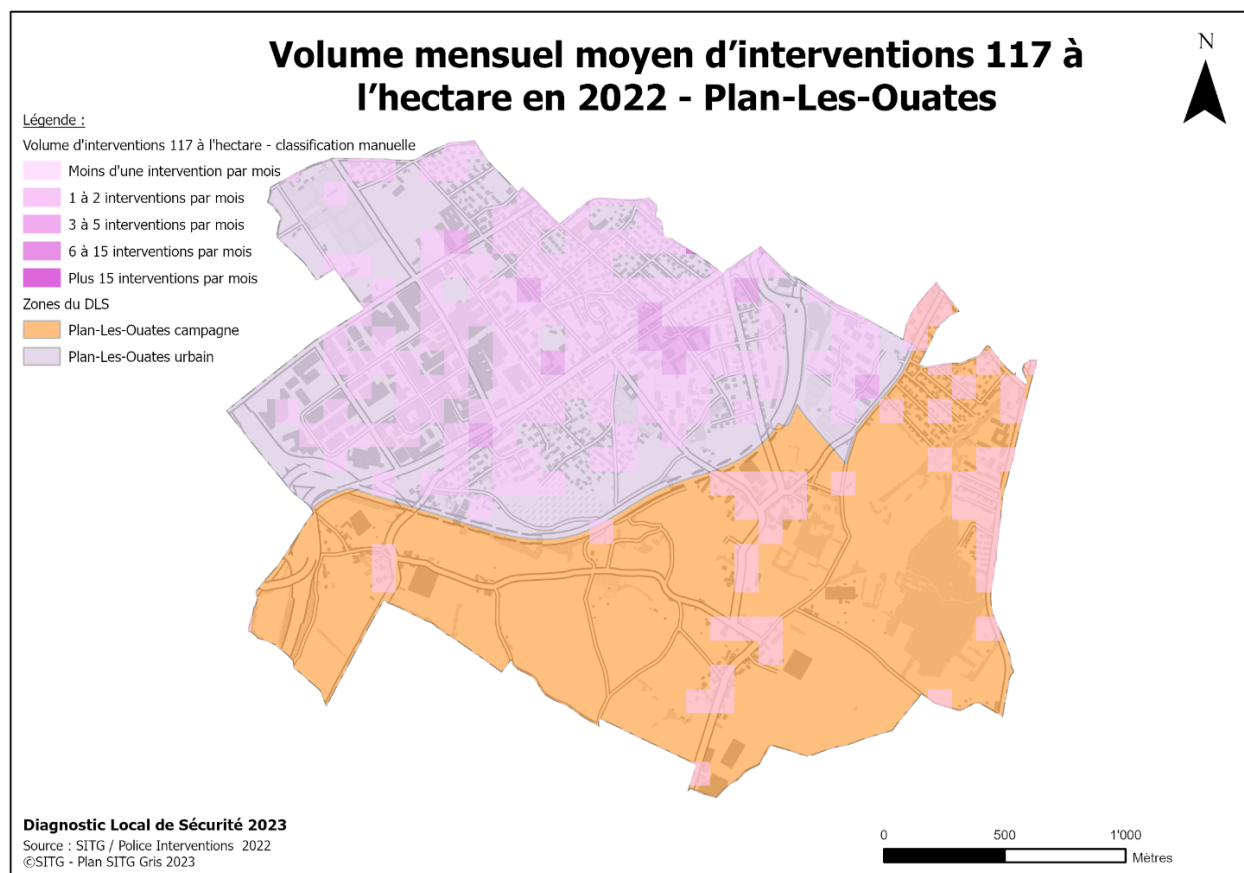
Les interventions policières sur appel au 117 sont provoquées avant tout par les incivilités. Celles-ci génèrent 28% de l'ensemble des interventions dans la commune. Les affaires et accidents de la circulation comptent pour 18% des interventions. Les affaires sociales et de secours et les questions de tranquillité et sécurité publiques provoquent respectivement 13% et 12% des interventions sur appel. Les délits contre le patrimoine sont à l'origine de 11% des interventions à Plan-les-Ouates. Ce dernier type d'affaire est plus fréquent dans la campagne de Plan-les-Ouates (15.1%) que dans sa zone urbaine (10.1%). Il est intéressant de noter que les incivilités génèrent proportionnellement plus d'interventions dans la campagne (32.5%) que dans la zone urbaine de Plan-les-Ouates (27.4%). Dans la zone urbaine (19.4%), les affaires et accidents de la circulation occupent une place plus importante que dans la campagne (12.8%).

Figure 5.2 : Distribution des interventions sur appel au 117 en fonction de leurs causes par type à Plan-les-Ouates (2022, données policières)



La carte suivante présente les volumes mensuels moyens d'interventions sur appel au 117 à l'hectare pour l'année 2022 dans la commune.

Carte 5.3 : volume mensuel moyen d'interventions sur appel au 117 à l'hectare en 2022

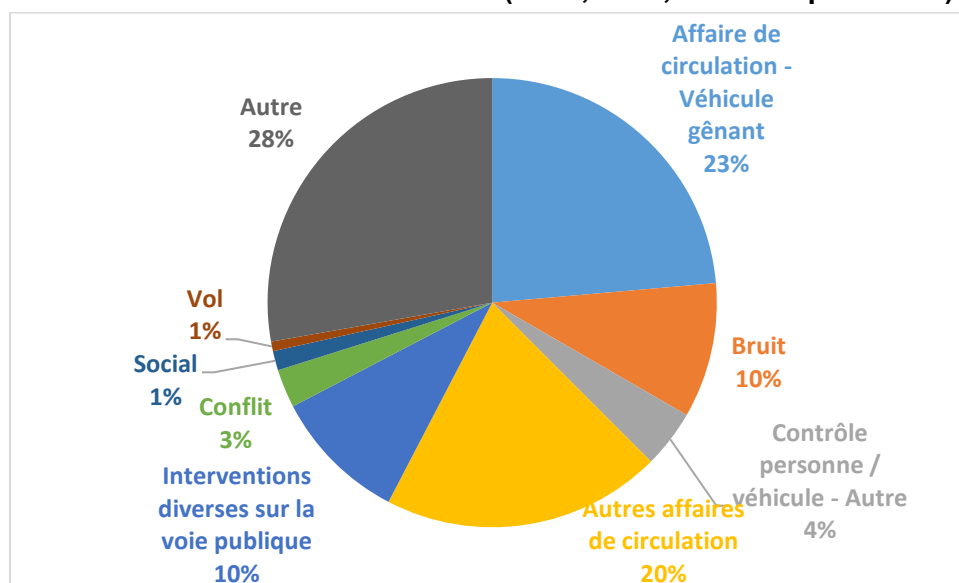


Les interventions de la police municipale

La police municipale de Plan-les-Ouates effectue des interventions sur appel au 117 par délégation du canton dans le cadre de son Contrat local de sécurité (CLS). Ces patrouilles municipales sont mobilisées dans ce cadre par la Centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL). La Figure 5.3 présente la distribution des interventions municipales menées dans le cadre du CLS en fonction de la thématique à l'origine de l'appel.

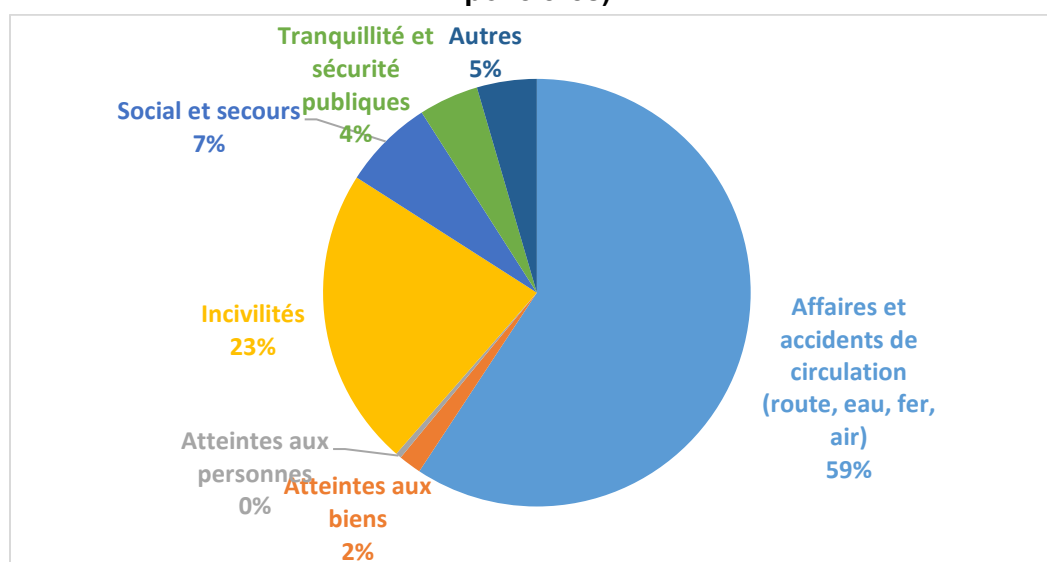
La police municipale a pris en charge 144 interventions déléguées en 2022, un volume comparable à celui des années précédentes. En 2019, elle en avait pris en charge 130 ; en 2020, 147 ; et en 2021, 148. Une part significative (43%) des interventions déléguées de la police municipale a pour origine des affaires de circulation. 23% des interventions concernent des véhicules gênants et 20% d'autres affaires de circulation. Le bruit génère 10% des interventions municipales menées dans le cadre du CLS, le social 1%, des conflits 3%, le contrôle de personne ou de véhicule 4% et, finalement, diverses interventions sur la voie publique 10%.

Figure 5.3 : Distribution des interventions de la police municipale par délégation dans le cadre du CLS de Plan-les-Ouates (en %, 2022, données policières)



La police municipale effectue également des interventions hors du cadre des CLS. Le graphique suivant permet d'observer la distribution de ces interventions de la police municipale par motif d'intervention pour la période du 1^{er} mars au 31 décembre 2022. Avant cette date, les communes saisissaient leurs interventions dans leurs applications propres. Sur les 555 interventions recensées pour cette période, 464 ont pu être classées en fonction du motif générant l'intervention. 59% des interventions classées ont eu pour origine une affaire ou accident de la circulation et 23% ont traité des incivilités. A elles deux, ces problématiques atteignent 82% du total des interventions de la police municipale dans la commune.

Figure 5.4 : Distribution des interventions de la police municipale de Plan-les-Ouates menées hors du cadre du CLS selon la cause de l'intervention (en %, 2022, données policières)



La présence visible de la police

Dans les deux zones de Plan-les-Ouates, la police cantonale est principalement visible sous forme de patrouilles mobiles.

80.8% des résidents de Plan-les-Ouates urbain disent voir des patrouilles mobiles dans leur quartier alors que seuls 56.7% aperçoivent de temps à autre des patrouilles pédestres ou à vélo de la police cantonale. En revanche, ces résidents voient pratiquement autant de patrouilles mobiles municipales (90.4%) que de patrouilles pédestres municipales (86.1%).

La zone rurale de la commune voit généralement moins la police. Seuls 48.5% des résidents dans la campagne voient des patrouilles pédestres cantonales et 63.5% des résidents de cette zone aperçoivent de temps à autre des patrouilles pédestres municipales.

Tableau 5.13 : La couverture des patrouilles de police dans les zones de Plan-les-Ouates par type de patrouille (2016-2023)

	Police cantonale				Police municipale			
	Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres		Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres	
	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne
	%	%	%	%	%	%	%	%
2023	80.8	77.0	57.0	48.5	90.4	79.6	86.1	63.5
2020	85.1	85.6	53.2	61.0	91.1	94.9	82.7	88.1
2016	89.2	86.5	58.0	58.5	93.5	90.1	87.6	82.8

Source : Sondage

Le prochain tableau (Tableau 5.14) fournit des informations sur la fréquence du passage de la police dans les quartiers. Les patrouilles pédestres de la police cantonale sont peu régulières à Plan-les-Ouates. La majeure partie des résidents – près de 70% dans la zone urbaine et plus de 80% dans la zone rurale de la commune – n'en voient soit jamais, soit moins d'une fois par mois. S'agissant des patrouilles pédestres ou à vélo de la police municipale, pratiquement 60% des résidents de la zone urbaine en voient entre moins d'une fois par mois et plusieurs fois par mois ; dans la zone rurale de la commune, un peu plus de 50% en voit à la même régularité.

Tableau 5.14 : Fréquence des patrouilles de police selon la forme de patrouille (en %, 2023)

	Police cantonale				Police municipale			
	<i>Patrouilles mobiles</i>		<i>Patrouilles pédestres</i>		<i>Patrouilles mobiles</i>		<i>Patrouilles pédestres</i>	
	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne
Jamais	19.2	23.0	43.0	51.5	9.6	20.4	13.9	36.5
Moins d'une fois par mois	27.5	31.1	24.6	31.2	20.9	26.7	23.0	27.3
Plusieurs fois par mois	34.1	33.1	23.2	13.6	36.7	35.9	36.9	25.4
Une à deux fois par semaine	11.3	9.8	6.7	2.7	22.8	11.3	17.5	8.3
Presque tous les jours	7.9	3.0	2.5	1.0	10.0	5.7	8.7	2.5
N	291	296	285	295	311	318	309	315
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contact avec la police

Au cours des derniers 5 ans, un peu moins d'un résident sur deux (48.9%) a été en contact avec la police cantonale à Plan-les-Ouates et un tiers environ (33.8%) l'a été avec la police municipale. Trois ans plus tôt, les taux étaient sensiblement supérieurs : 50.9% avaient eu un contact avec la police cantonale et 43.2% en avaient eu un avec la police municipale.

Les contacts avec la police sont plus fréquents dans la portion urbaine de la commune. En 2023, 53.9% de la zone urbaine de la commune déclarent avoir été en contact avec la police cantonale contre 36.1% avec la police municipale. Dans la partie rurale de la commune, 44% ont été en contact avec la police cantonale contre 31.5% avec la police municipale.

**Tableau 5.15 : Taux de contact avec la police cantonale et la police municipale sur 5 ans
(en %, 2016-2023)**

Police cantonale						
	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Oui</i>	51.8	47.4	53.9	54.6	54.1	44.0
<i>Non</i>	48.2	52.6	46.1	45.4	45.9	56.0
<i>N</i>	454	352	310	563	375	309
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Oui</i>	39.5	45.1	36.1	40.3	41.4	31.5
<i>Non</i>	60.5	54.9	63.9	59.7	58.6	68.5
<i>N</i>	446	348	296	454	370	295
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Selon les données de sondage, les hommes sont plus fréquemment en contact avec la police cantonale que les femmes à Plan-les-Ouates. 53.9% des hommes l'ont été contre 44.1% des femmes. C'est également vrai pour le contact avec la police municipale : 39.1% des hommes l'ont été contre 28.5% des femmes. Le DLS ne comporte pas de données permettant de connaître les raisons ou motifs d'un contact ou d'une interaction avec la police.

La perception de la sécurité

Les préoccupations principales des résidents

A l'échelon communal, seuls 10% des résidents considèrent que la sécurité est le problème principal de Genève. Ce chiffre recule depuis 2016 où il est mesuré pour la première fois à Plan-les-Ouates. Cette année-là, 13.8% des résidents plaçaient la sécurité en tête de leurs préoccupations. En 2020, ce taux tombait à 11.1%. Il s'abaisse encore une fois en 2023 pour arriver à 10%.

12.5% des résidents de la zone urbaine de Plan-les-Ouates sont d'avis que la sécurité est le problème principal contre 7.6% dans sa zone rurale.

Tableau 5.16 : La sécurité comme préoccupation principale (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Sécurité	14.6	10.2	12.5	13.1	12.2	7.6
Autre	85.4	89.8	87.5	86.9	87.8	92.4
N	460	384	313	466	352	315
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Sondage

Le thème de la sécurité et de la criminalité arrive en troisième position dans l'ordre des préoccupations des résidents de la zone urbaine de Plan-les-Ouates derrière la problématique du logement (24.0%) et celle de la mobilité et la circulation routière (20.7%). Avec 12.4% de mention, la sécurité et la criminalité rivalisent dans l'espace urbain avec le changement climatique et l'environnement (12.1%) ainsi que la problématique économique, énergétique et le chômage (10.8%).

Dans la zone rurale de la commune, la sécurité et la criminalité sont une problématique marginale aux yeux des résidents. Ceux-ci sont concernés avant tout par la mobilité et la circulation routière (26.1%), le logement (16.8%) et le changement climatique (15.9%) ainsi que l'augmentation de la population (10.5%) et la problématique économique, énergétique et le chômage (9.5%). La thématique de la sécurité et de la criminalité (7.6%) arrive après toutes ces autres considérations.

A l'échelon communal, en moyenne, 10.2% des femmes placent la sécurité et la criminalité en tête de leurs préoccupations contre 9.8% des hommes. La position de cette préoccupation varie également peu en fonction des catégories d'âge. En revanche, ce sont avant tout les plus jeunes – les 15-24 ans – qui placent le changement climatique en tête de leurs préoccupations : 28.3% le font à Plan-les-Ouates. Les 25-34 ans placent plutôt la problématique du logement en tête de leurs préoccupations : 40.2% le font. Les problèmes de mobilité et de circulation sont plus importants aux yeux de l'ensemble des catégories d'âge passé 34 ans.

Tableau 5.17 : Les préoccupations principales des résidents de Plan-les-Ouates par zone (en %, 2023)

	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Plan-les-Ouates
	%	%	%
Mobilité et circulation routière	20.7	26.1	23.4
Logement	24.0	16.8	20.3
Changement climatique et environnement	12.1	15.9	14.0
Economique, énergétique et chômage	10.8	9.5	10.2
Sécurité et criminalité	12.4	7.6	10.0

Augmentation de la population	7.3	10.5	8.9
Immigration et intégration des étrangers	6.4	6.3	6.4
Transports publics	0.3	1.0	0.6
Pandémies telles que le Covid	0.6	0.3	0.5
Autre	2.9	3.8	3.3
Aucun problème	2.5	2.2	2.4
N	314	315	629
Total	100%	100%	100%

Source: Sondage

Le sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité à Plan-les-Ouates est l'un des moins élevés des communes étudiées par le DLS. A l'échelon communal, 25% des résidents déclarent être insécurisés lorsqu'ils se promènent seuls dans les rues de leur quartier après 22h. En 2020, le taux d'insécurisés à l'échelon communal était de 25.2%. Le sentiment d'insécurité est plus élevé dans la zone urbaine de la commune (28.2%) que dans sa zone rurale (21.8%).

36.3% des femmes de Plan-les-Ouates se déclarent insécurisées contre 13.5% des hommes.

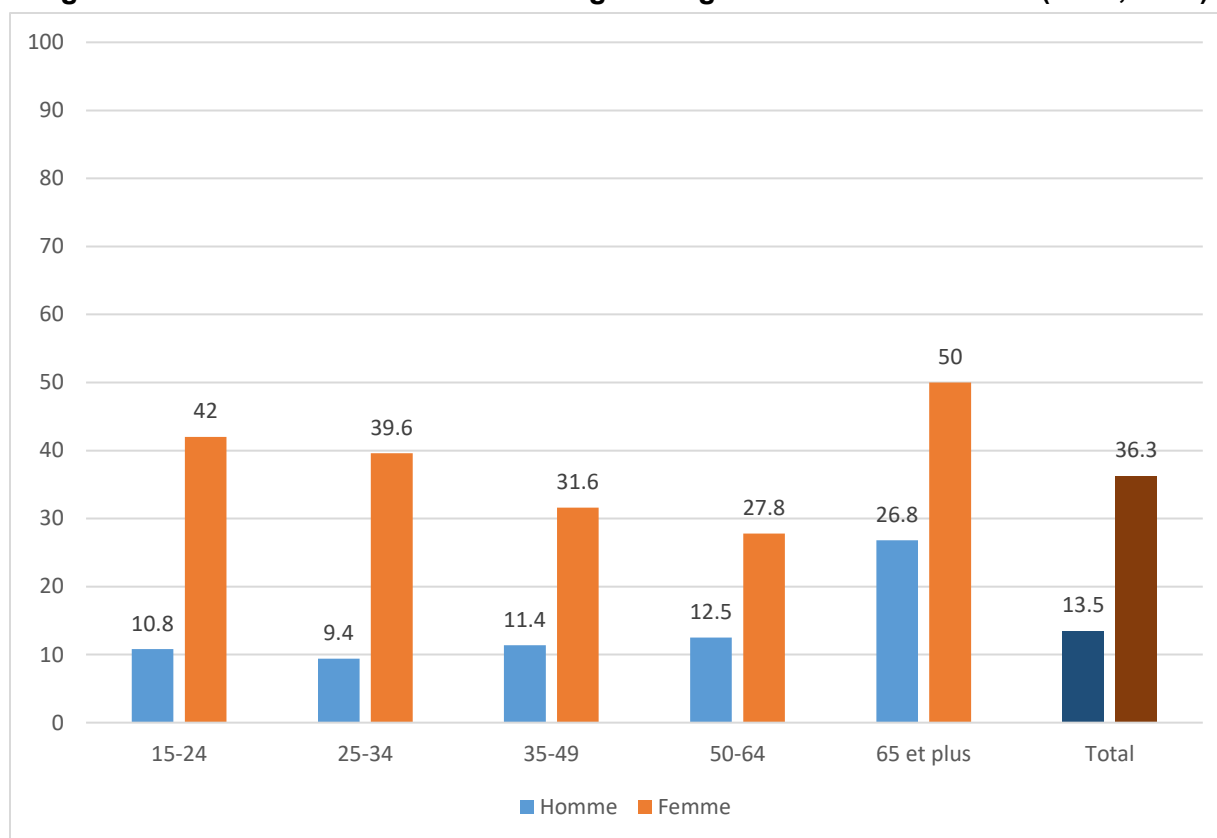
Ce sont avant tout les plus de 64 ans qui présentent des taux élevés d'insécurisés. 38.8% des seniors de plus de 64 ans sont insécurisés à Plan-les-Ouates lorsqu'ils se promènent seuls dans les rues de leur quartier après la tombée de la nuit contre 24.3% des 15-24 ans. La Figure 5.5 présente les taux d'insécurisés selon le genre et l'âge. Pour les femmes, les taux d'insécurisés sont élevés pour la tranche d'âge des 15-24 ans, diminuent ensuite pour remonter à nouveau avec les plus de 64 ans. La relation est curvilinéaire, les plus jeunes, surtout les femmes, étant sur-victimisés notamment en raison du harcèlement de rue tandis que les seniors, et notamment les femmes, se sentent vulnérables à l'insécurité en raison d'une diminution de leurs capacités physiques et des difficultés qu'ils rencontrent dans un environnement qu'ils contrôlent moins. Les engins roulant dangereusement sur les trottoirs, par exemple, renforcent leur sentiment d'insécurité dans la rue.

Tableau 5.18 : Le sentiment d'insécurité dans les zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Sécurisé</i>	74.8	74.1	71.8	70.5	75.4	78.2
<i>Insécurisé</i>	25.2	25.9	28.2	29.5	24.6	21.8
<i>N</i>	424	354	291	430	317	289
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Sondage

Figure 5.5 : Taux d'insécurisés selon l'âge et le genre à Plan-les-Ouates (en %, 2023)



Interrogés sur les zones où se situent les lieux jugés moins sûrs dans la commune, les résidents de Plan-les-Ouates mentionnent le plus souvent (29.3%) la grappe de quartiers des Voirets, du Vélodrome et de Cherpines, suivie des quartiers de Plan-les-Ouates village, d'Arare la Gravière, de la Butte et du Daru (17.3%) ainsi que du quartier de Ziplo (15.7%).

Tableau 5.19 : Les lieux jugés moins sûrs situés à Plan-les-Ouates selon les résidents de la commune (en %, 2016-2023)

	2016		2020		2023	
	N	%	N	%	N	%
<i>Voiret, Vélodrome, Cherpines</i>	65	34.2	65	38.8	108	29.3
<i>Village, Arare - La Gravière, Butte, Daru</i>	49	25.8	36	21.6	64	17.3
<i>Ziplo</i>	23	12.1	20	12.0	58	15.7
<i>Arare Plein Vent, Saconnex-d'Arve, La Chapelle</i>	15	7.9	16	9.6	42	11.4
<i>Le Sapey, Les Sciars</i>	38	20.0	30	18.0	41	11.1
<i>Ailleurs à Plan-les-Ouates</i>					56	15.2
Total	190	100%	167	100%	369	100%

Source : Sondage

La note de la sécurité

En 2023, la note attribuée par les habitants à la sécurité dans la commune de Plan-les-Ouates est de 7.9 sur 10. Dans le DLS, seule la campagne genevoise fait mieux que Plan-les-Ouates à Genève en obtenant 8.3. En comparaison, la Ville de Genève obtient la note de 7.3 et Meyrin 7.4. La note communale est également meilleure que lors des DLS précédents. Elle était de 7.8 sur 10 en 2020 et de 7.5 en 2016 (Tableau 5.20).

En 2023, la campagne de Plan-les-Ouates obtient la note de 8.1 et la portion urbaine de la commune obtient 7.8.

Tableau 5.20 : Estimation du niveau de sécurité dans la commune selon les zones de Plan-les-Ouates (2016-2023) (échelle étalonnée de 1 à 10)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
Niveau communal	7.6	7.7	7.8	7.4	7.9	8.1

Source : Sondage

La perception de la police

L'image de la police

La police cantonale bénéficie d'une très bonne image auprès des résidents de Plan-les-Ouates. En 2020, 92.9% de la commune de celles et ceux qui ont un avis sur le sujet déclaraient que la police cantonale faisait du bon travail en matière de lutte contre la criminalité. En 2023, ce taux monte encore légèrement pour atteindre 93.5% à l'échelon communal. Les avis sont également positifs sur le travail de la police municipale. En 2023, 85% des résidents estiment qu'elle fait du bon travail. L'image de la police est meilleure dans la campagne que dans la zone urbaine de Plan-les-Ouates. 95.9% des résidents de la partie rurale de Plan-les-Ouates ont une bonne image de la police cantonale ; ce taux est de 91.3% dans la zone urbaine de la commune. S'agissant de la police municipale, 90.4% ont une bonne image de celle-ci dans la campagne contre 79.9% dans la zone urbaine de la commune.

Notons que 30.8% des résidents de Plan-les-Ouates n'ont pas d'avis sur le travail de la police cantonale et 27.5% n'en n'ont également aucun s'agissant du travail de la police municipale. 32% des femmes n'ont aucun avis sur le travail de la police municipale contre 22.6% des hommes. Près de 30% des moins de 65 ans n'ont pas d'avis à ce sujet alors que les 65 ans et plus sont seulement 17.1% à ne pas avoir d'avis.

Tableau 5.21 : Image de la police cantonale et de la police municipale dans les quartiers selon les résidents des zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

Plan-les-Ouates urbain				Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale						
Bonne	90	93.2	91.3	89.2	92.5	95.9
Mauvaise	10	6.8	8.7	10.8	7.5	4.1
N	360	295	229	380	295	218
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
Bonne	82.4	86.4	79.9	86.9	85.4	90.4
Mauvaise	17.6	13.6	20.1	13.1	14.6	9.6
N	397	316	239	396	322	229
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La satisfaction lors d'un contact avec la police

Appelés à donner leur avis sur la qualité du dernier contact qu'ils ont eu avec la police, les résidents de Plan-les-Ouates se montrent dans l'ensemble satisfaits des prestations. En moyenne, dans la commune, 60.6% des résidents ayant eu un contact avec la police cantonale se déclarent satisfaits du contact et 60% disent de même pour les interactions qu'ils ont eues avec la police municipale. Ces taux sont en retrait par rapport à 2020. En 2020, 67.8% des résidents de Plan-les-Ouates entrés en contact avec la police cantonale se déclaraient satisfaits de celui-ci et 64.5% déclaraient de même d'un contact avec la police municipale. Généralement, les avis sont légèrement plus positifs dans la campagne. En 2023, 68.1% des résidents de la campagne ont été satisfaits du contact avec la police cantonale contre 65.0% dans la zone urbaine de la commune. 60.9% se déclarent satisfaits du contact avec la police municipale dans la campagne de Plan-les-Ouates contre 59.3% dans la zone urbaine. Les volumes de contact étant faibles, ces chiffres doivent surtout être compris comme des tendances. Tendanciellement, les avis sont un peu plus négatifs chez les hommes et chez les plus jeunes. 63.8% des hommes de Plan-les-Ouates sont satisfaits du contact avec la police cantonale contre 68.8% pour les femmes. 57.9% des hommes sont satisfaits du contact avec la police municipale contre 61.6% des femmes. Les 15-34 ans sont 57.4% à être satisfaits du contact avec la police cantonale contre 72.5% des plus de 64 ans. Les 15-34 ans sont 57.1% à être satisfaits du contact avec la police municipale contre 68.6% des plus de 64 ans.

Tableau 5.22 : La satisfaction lors d'un contact avec la police cantonale et la police municipale selon les résidents des zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	-	%
Police cantonale						
<i>Insatisfait</i>	14.9	18.6	17.5	16.6	18.7	14.8
<i>Ni satisfait, ni insatisfait</i>	13.2	11.4	17.5	20.6	15.3	17.1
<i>Satisfait</i>	71.9	70.0	65.0	62.8	66.0	68.1
<i>N</i>	235	167	166	253	203	135
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
<i>Insatisfait</i>	20.5	16.6	19.4	16.9	17.6	17.4
<i>Ni satisfait, ni insatisfait</i>	13.6	17.2	21.3	13.7	19.6	21.7
<i>Satisfait</i>	65.9	66.2	59.3	69.4	62.8	60.9
<i>N</i>	176	157	108	183	153	92
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'équité de la police

En moyenne, dans la commune, 62% des résidents estiment que la police cantonale traite tout le monde de la même manière alors que 38% sont de l'avis contraire en 2023. Les avis sur la question déontologique sont plus favorables à la police municipale. En 2023, 67.8% des résidents de Plan-les-Ouates estiment que la police municipale traite tout le monde de la même manière. Ces chiffres sont proches des taux enregistrés trois ans plus tôt. En 2020, 60.9% estimaient que la police cantonale traitait tout le monde de la même manière et 67.7% pensaient de même de la police municipale. Les avis sont généralement plus négatifs dans l'espace urbain de Plan-les-Ouates. 58.3% des résidents de cet espace pensent que la police cantonale applique généralement ce principe de déontologie ; dans la zone rurale, ce taux s'élève à 66.1%. Il en va de même pour la police municipale. 63.8% des résidents de la zone urbaine estiment que la police municipale traite tout le monde de la même manière contre 72.4% dans la campagne de Plan-les-Ouates.

Tableau 5.23 : Evolution de l'opinion sur l'égalité de traitement par la police cantonale et la police municipale selon les zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale						
<i>Même traitement</i>	58.6	62.4	58.3	56.8	59.5	66.1
<i>Traitement différent</i>	41.4	37.6	41.7	43.2	40.5	33.9
<i>N</i>	370	279	247	368	309	227
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	1
Police municipale						
<i>Même traitement</i>	70.5	69.0	63.8	70.4	66.6	72.4
<i>Traitement différent</i>	29.5	31.0	36.2	29.6	33.4	27.6
<i>N</i>	363	271	243	348	299	214
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

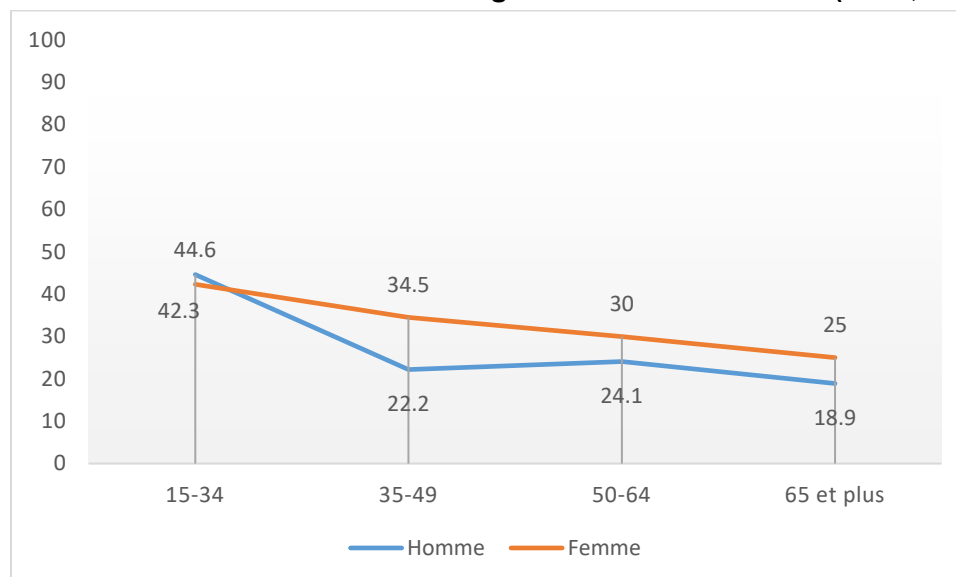
Source : Sondage

Les femmes de Plan-les Ouates sont plus sceptiques que les hommes sur l'application de ce principe de déontologie par la police cantonale. 55.6% des femmes pensent qu'il est généralement appliqué contre 67.9% des hommes. S'agissant de la police municipale, 65.1% des femmes pensent qu'elle l'applique en général contre 70.2% des hommes.

Ce sont également les plus jeunes qui sont les plus sceptiques à cet égard. Environ 43% des 15-34 ans pensent que la police cantonale et la police municipale n'appliquent plutôt pas ou pas du tout ce principe. Les seniors de plus de 64 sont peu à penser de cette façon. 34.2% sont cependant du même avis s'agissant de la police cantonale et 21.4% sont de cet avis s'agissant de la police municipale.

La Figure 5.6 présente ces chiffres selon le genre et l'âge pour la police municipale. Pour les hommes comme pour les femmes, les avis négatifs sur la déontologie policière déclinent avec l'âge, les femmes étant généralement plus négatives que les hommes. 38.2% des femmes émettant un avis négatif sur l'application de la déontologie considèrent que les femmes sont discriminées par la police municipale contre 23.6% des hommes. Ce sont surtout les 15-34 ans qui émettent cet avis. 44.3% d'entre eux le disent contre 28.6% des plus de 64 ans. La raison principale du traitement différencié entre les personnes est l'origine étrangère de la personne. 77.6% des femmes émettant un jugement négatif sur la déontologie policière pensent que l'origine étrangère des personnes est en cause ; 56.9% des hommes émettant un avis négatif sur l'application de la déontologie par la police municipale sont aussi de cet avis. Les 15-34 ans sont 35.7% à le penser contre 14.3% pour les plus de 64 ans à Plan-les-Ouates.

Figure 5.6 : Taux de résidents estimant que la police municipale ne traite pas tout le monde de la même manière selon le genre à Plan-les-Ouates (en %, 2023)



Les attentes des résidents en matière de police

Les préférences en matière de présence policière

Depuis que les DLS mesurent cet indicateur à Plan-les-Ouates, c'est une constante : les résidents de la commune privilégient l'intervention d'urgence par rapport aux patrouilles pédestres ou aux postes de police de quartier. Dans la zone urbaine de la commune, 52.8% souhaitent en priorité l'intervention d'urgence de police-secours. Dans la campagne, 57.8% des résidents plébiscitent également l'intervention d'urgence et la préfèrent à toute autre forme de présence policière.

Tableau 5.24 : Préférences en matière de présence policière selon les zones de Plan-les-Ouates (en %, 2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Patrouilles à pied ou à vélo</i>	40.9	44.1	38.3	39.6	36.3	35.1
<i>Police-secours</i>	50.3	48.5	52.8	52.1	54.7	57.8
<i>Poste de police de quartier</i>	8.8	7.4	8.9	8.3	9.0	7.1
<i>N</i>	443	338	303	457	375	599
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités cantonales

En matière de préférences thématiques pour la police cantonale, les priorités varient selon la zone. Si la lutte contre les cambriolages et les vols ainsi que la lutte contre les agressions et la violence sont prioritaires dans les deux zones, la lutte contre les cambriolages est plus souvent mentionnée dans la campagne de Plan-les-Ouates. 39.3% des résidents de la zone placent cette thématique en tête des priorités cantonales contre 27% dans l'espace urbain de la commune. La campagne mentionne également plus souvent que l'espace urbain la répression des infractions routières comme thématique importante : 11.4% le font contre 7.4% dans l'espace urbain. L'espace urbain (12.8%) en revanche cite plus souvent la prévention et la répression de la délinquance juvénile que la campagne (4.8%). La lutte contre le harcèlement de rue est surtout citée comme priorité dans l'espace urbain. 6.7% des résidents de cet espace le font. Ce sont essentiellement les jeunes femmes de la catégorie d'âge des 15-24 ans qui le font (18.4%). La lutte contre les cambriolages est la grande priorité des plus de 35 ans. 38.9% des 35-49 ans par exemple placent cette problématique en tête des priorités cantonale.

Tableau 5.25 : Priorités thématiques pour la police cantonale selon les zones de Plan-les-Ouates (2016-2023)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre la criminalité</i>	54.0	47.9	-	58.7	54.6	-
<i>La lutte contre les cambriolages et les autres vols</i>	-	-	27.0	-	-	39.3
<i>La lutte contre la drogue et les scènes de drogue</i>	11.8	9.7	9.9	9.8	6.9	7.3
<i>La poursuite des infractions routières</i>	9.2	17.7	7.4	10.5	11.2	11.4
<i>La prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires</i>	5.4	8.5	4.3	3.7	4.3	3.0
<i>La prévention et la répression de la délinquance juvénile</i>	13.5	5.1	12.8	8.5	11.6	4.8
<i>La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers</i>	1.9	2.8	1.8	1.5	2.0	1.6
<i>La lutte contre les agressions physiques et la violence</i>	-	-	20.9	-	-	21.4
<i>La lutte contre la criminalité financière</i>	2.1	0.9	1.8	2.4	1.7	0.0
<i>La lutte contre les délits sur internet</i>	0.9	0.9	1.8	2.2	1.7	2.8
<i>La lutte contre le bruit</i>		5.1	3.5		5.0	4.4
<i>La répression de la mendicité</i>	1.2	1.4	2.1	2.7	1.0	0.7
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	6.7	-	-	3.3
N	423	351	282	410	303	271
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités municipales

En matière de priorités municipales, la prévention des vols et des cambriolages a les faveurs des résidents des deux zones. 23.2% des résidents de la zone urbaine de la commune placent cette thématique en tête de leurs priorités et 30% le font dans la campagne. Dans la zone urbaine de la commune, 17.5% des résidents souhaitent que la police municipale traite en priorité des incivilités, 11.2% de la prévention de la délinquance juvénile et 10.1% de la prévention de la délinquance de rue. Dans la campagne, la lutte contre les incivilités arrive également en deuxième position. En revanche, la poursuite des infractions à la circulation routière s'avère la troisième thématique la plus souvent mentionnée par les résidents de la zone : 11% la mentionnent

alors que c'est plus rarement le cas (5.6%) dans la zone urbaine. Toujours dans la campagne, la sécurité des piétons obtient 8.4% de mentions.

Tableau 5.26 : Priorités thématiques pour la police municipale selon les zones de Plan-les-Ouates (2016-2020)

	Plan-les-Ouates urbain			Plan-les-Ouates campagne		
	2016	2020	2023	2016	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	28.0	32.5	17.5	34.5	28.5	16.5
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	7.1	-	7.0	8.4	-	3.3
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	0.9	0.6	0.7	1.6	1.4	0.4
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	43.5	47.5	23.2	39.6	41.6	30.0
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	7.1	7.4	2.8	7.0	8.0	4.4
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	-	-	11.2	-	-	7.0
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	-	3.1	0.3	-	5.5	0.4
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	-	-	4.9	-	-	4.0
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routière)</i>	9.7	7.7	5.6	6.4	12.5	11.0
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	-	-	6.6	-	-	8.4
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	-	6.3	-	-	4.4
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	-	-	10.1	-	-	9.5
<i>La répression de la mendicité</i>	2.8	1.2	3.8	1.4	2.5	0.7
<i>La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers</i>	0.9	-		1.1	-	
N	422	323	286	440	361	273
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Au titre des priorités municipales, les femmes de Plan-les-Ouates mentionnent plus souvent que les hommes la prévention de la délinquance juvénile (11.8%), la prévention de la délinquance de rue (11.1%) ou encore la sécurité des piétons (8.4%). Les hommes mentionnent plus souvent que les femmes la lutte contre les incivilités (19.6%) et la poursuite des infractions routières (9.5%). Les femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans mentionnent fréquemment la lutte contre le harcèlement de rue. Avec 20.5% de mentions,

c'est pour elles la deuxième priorité après la prévention des vols et des cambriolages (24.3%).

Tableau 5.27 : Priorités thématiques pour la police municipale selon le genre et pour les femmes de 15-34 ans (en %, 2023)

	Homme	Femme	Femme 15-34 ans
	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	19.6	14.3	10.8
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	6.2	4.2	0.0
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	0.4	0.7	0.0
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	26.1	26.6	24.3
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	2.5	4.5	7.2
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	6.5	11.8	10.8
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	0.4	0.3	0.0
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	6.2	2.8	2.4
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routières)</i>	9.5	7.0	6.0
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	6.9	8.4	7.2
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	4.0	6.6	20.5
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	8.4	11.1	10.8
<i>La répression de la mendicité</i>	3.3	1.7	0.0
<i>N</i>	275	287	83
<i>Total</i>	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les solutions pratiques à l'insécurité

En matière de solutions à l'insécurité, les avis entre les zones de Plan-les-Ouates divergent peu. La présence policière, que ce soit cantonale ou municipale, obtient le plus de mentions. En moyenne, dans la commune, 35.4% souhaitent plus de présence de la police cantonale et 33.1% plus de présence de la police municipale. La répression de la vente ou la consommation de drogue est également plébiscitée par les deux zones (environ 29% en moyenne) de même que le renvoi des délinquants étrangers (27.9% en moyenne dans la commune). Les caméras de surveillance ainsi que l'éclairage public

sont également populaires à Plan-les-Ouates et cela dans les deux zones de la commune.

Tableau 5.28 : Solutions à l'insécurité selon les zones de Plan-les-Ouates (en %, réponses multiples, 2023)

	Plan-les-Ouates urbain	Plan-les-Ouates campagne	Total Plan-les-Ouates
	%	%	%
Plus de présence de policiers cantonaux	34.6	36.3	35.4
Plus de présence de policiers municipaux	34.6	31.6	33.1
Moins de présence de policiers	1.5	0.9	1.2
Plus de caméras de surveillance	25.3	26.0	25.7
Plus de prévention par des acteurs sociaux, les correspondants de nuit, les travailleurs sociaux	23.2	20.5	21.9
Plus d'activités sociales, culturelles, sportives de voisinage pour favoriser la cohésion sociale	19.2	19.5	19.3
Plus de nettoyages de la ville et des communes	11.4	9.3	10.4
Plus de répression de la vente et/ou consommation de dogue	29.4	29.1	29.3
Plus d'éclairage	23.5	23.5	23.5
Une intervention plus rapide de la police cantonale aux appels d'urgence	20.7	19.3	20.0
Un suivi approprié par la police municipale suite à un appel	19.4	14.6	17.0
Le renvoi des délinquants étrangers	25.7	30.0	27.9
Plus de répression des infractions liées à la circulation et la mobilité	15.5	14.2	14.9

Source : Sondage

Le prochain tableau (Tableau 5.29) présente les priorités en matière de solution à l'insécurité selon le genre. Les femmes sont plus favorables que les hommes à une augmentation de la présence policière et cela notamment pour la police municipale. 38.3% des femmes souhaitent plus de police municipale contre 27.7% des hommes. Elles souhaitent également plus souvent (27.7%) que les hommes (23.2%) des caméras de surveillance ainsi que des actions de prévention de la criminalité par des acteurs sociaux, des correspondants de nuit ou des travailleurs sociaux. 25.9% d'entre elles considèrent qu'il s'agit d'une bonne solution contre 17.5% des hommes. 29.2% des femmes souhaitent plus d'éclairage public alors que seuls 17.5% des hommes émettent ce souhait. Le renvoi des délinquants étrangers séduit plus les hommes (31.1%) que les femmes (25%) à Plan-les-Ouates.

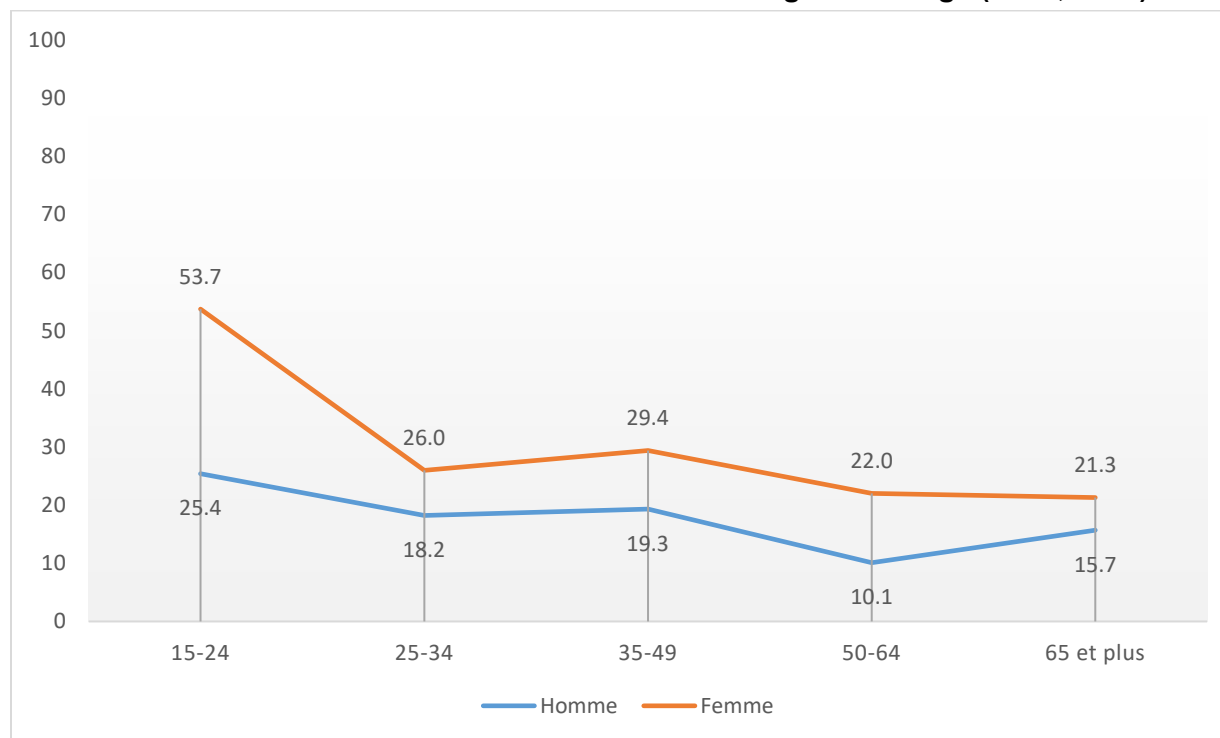
Tableau 5.29 : Solutions à l'insécurité selon le genre à Plan-les-Ouates (en %, réponses multiples, 2023)

	Homme	Femme
	%	%
Plus de présence de policiers cantonaux	33.7	37.3
Plus de présence de policiers municipaux	27.7	38.3
Moins de présence de policiers	1.3	1.2
Plus de caméras de surveillance	23.2	27.7
Plus de prévention par des acteurs sociaux, les correspondants de nuit, les travailleurs sociaux	17.5	25.9
Plus d'activités sociales, culturelles, sportives de voisinage pour favoriser la cohésion sociale	18.2	20.5
Plus de nettoyages de la ville et des communes	10.5	10.2
Plus de répression de la vente et/ou consommation de dogue	29.5	29.2
Plus d'éclairage	17.5	29.2
Une intervention plus rapide de la police cantonale aux appels d'urgence	18.5	21.4
Un suivi approprié par la police municipale suite à un appel	14.0	19.9
Le renvoi des délinquants étrangers	31.1	25.0
Plus de répression des infractions liées à la circulation et la mobilité	15.3	14.5

Source : Sondage

L'amélioration de l'éclairage public est avant tout un souhait des plus jeunes (femmes) dont on sait qu'elles sont plus vulnérables que les autres aux agressions sexuelles et au harcèlement de rue. La Figure 5.7 montre que ce sont les 15-24 ans, et tout particulièrement les femmes de cette catégorie d'âge, qui ont une préférence marquée pour cette solution.

Figure 5.7 : Taux de résidents mentionnant l'amélioration de l'éclairage public comme solution à l'insécurité à Plan-les-Ouates selon le genre et l'âge (en %, 2023)



L'augmentation de la présence policière est de plus en plus populaire à mesure que l'on progresse en âge chez les hommes alors qu'elle séduit les femmes indépendamment de l'âge à Plan-les-Ouates. Par exemple, 15.7% des hommes de 15-24 ans souhaitent plus de présence de la police cantonale alors que 38% des 65 ans et plus le souhaitent. Une telle progression n'est pas visible chez les femmes : 37% des femmes de 15-24 ans souhaitent plus de présence de la police cantonale et pratiquement le même nombre - 36.1% - des femmes de plus de 64 ans le souhaite également. Les caméras de surveillance sont tout autant populaires chez les jeunes que chez les seniors. La répression de la problématique de la drogue est surtout populaire dans les classes d'âge plus âgées et c'est également vrai du renvoi des délinquants étrangers.

Recommandations locales du DLS

D'un contexte "villageois" vers un contexte plus urbain

En matière de sécurité, Plan-les-Ouates reste une commune privilégiée. Le taux de petite et moyenne criminalité est deux fois moins élevé que dans la commune voisine de Carouge. Les taux d'interventions sur appel au 117 sont moitié moins élevés qu'en Ville de Genève. Le taux de résidents s'estimant en insécurité lorsqu'ils marchent seuls dans les rues de leur quartier après 22h est l'un des moins élevés des communes étudiées par le DLS.

Le DLS 2023 apporte un nouvel éclairage sur Plan-les-Ouates en montrant que, tendanciuellement, la zone la plus urbanisée de la commune tend à se rapprocher des indicateurs d'autres secteurs urbanisés du canton. Avec 28.2% d'insécurisés, la zone urbaine de Plan-les-Ouates se situe dans la moyenne cantonale et se rapproche du taux de Lancy, Meyrin ou la Ville de Genève (environ 29%). Avec un taux de 45.8% pour le constat de vente ou consommation de drogue, la zone urbaine de Plan-les-Ouates se rapproche du taux de 47.6% dans la zone urbaine de Lancy.

En quelque sorte, la problématique des accidents de la circulation n'est plus le seul trait saillant de l'insécurité dans la commune. Dans la zone urbaine comme dans la zone rurale, les accidents de la circulation étaient encore à l'origine de près d'une intervention sur quatre à Plan-les-Ouates encore en 2016. Désormais, les incivilités ont pris le relais. 32.5% des interventions dans la campagne de la commune et 27.4% dans sa zone urbaine ont été causées par des incivilités. Dans la zone urbaine de Plan-les-Ouates, en 2022, il y a eu presque 59 interventions sur appel au 117 pour 1'000 habitants. C'est à peu de chose près l'équivalent du taux de Lancy (62.3 interventions sur appel pour 1'000 habitants). L'urbanisation d'une partie de la commune la rapproche, en termes de problématiques sécuritaires, d'autres communes de densité démographique similaire. La réponse, tant sur le plan de la sécurité que sans doute de l'action sociale, doit appréhender cette spécificité pour anticiper les problèmes potentiels émergents et futurs.

Cette édition du DLS montre que la commune connaît des taux élevés d'incivilités liées à la mobilité douce et qu'elle n'est pas exempte d'une problématique de harcèlement de rue dans sa zone urbaine, à l'instar des autres communes urbaines genevoises. Aujourd'hui, la police municipale de Plan-les-Ouates pratique assez peu les patrouilles pédestres et ses interventions hors cadre du CLS concernent avant tout les affaires de circulation routière (59%). Les chiffres du DLS 2023 semblent indiquer que l'espace urbain de Plan-les-Ouates se transforme et que cela pourrait se traduire à l'avenir par de nouvelles demandes en matière de police. L'image de la police municipale dépendra de sa faculté à s'adapter à des demandes désormais complexes et différenciées entre sa partie urbaine et sa partie rurale. Aujourd'hui, 20% de résidents dans le périmètre urbain de la commune se déclarent insatisfaits du travail de la police municipale contre 10% seulement dans sa portion rurale. La sécurité est devenue un enjeu dans la partie urbaine de la commune alors qu'elle est une problématique marginale dans sa portion rurale. Dans l'espace urbain de la commune, les thèmes montants sont la lutte contre l'incivilité, la prévention de la délinquance juvénile et la prévention de la délinquance de rue. Pour les femmes de 15-34 ans, la lutte contre le harcèlement de rue est une priorité et elles souhaiteraient voir la police municipale s'investir dans cette problématique.

Recommandation 1 : Tenir compte d'une demande de services plus complexe, segmentée en fonction des groupes sociaux, et d'une problématique de sécurité de plus en plus caractéristique des zones urbaines du canton.

6. Lancy

Résumé exécutif

La sécurité

- La criminalité a fortement chuté à Lancy depuis son pic de 2010. La commune enregistrait 1'173 événements durant cette année-là. En 2022, ce volume est retombé à 612 cas, soit pratiquement 50% de baisse. En taux pour 1'000 habitants, la criminalité a chuté de plus de moitié, passant de 41 événements pour 1'000 en 2010 à 18 pour 1'000 en 2022.
- Le taux de résidents déclarant avoir été victimes de harcèlement de rue est stable à Lancy, voire en léger recul. En 2023, 24.5% déclarent avoir fait l'objet de harcèlement de rue sur 5 ans contre 25.4% en 2020.
- Mis à part la mendicité et les engins circulants dangereusement sur les trottoirs, toutes les formes d'incivilités sont en recul à Lancy. Le recul est généralement important.
- La baisse est de plus de 13 points pour les bagarres. En 2020, 52.9% en constataient ; en 2023, ils ne sont plus que 39.7% à le faire en moyenne dans la commune. La consommation de drogue dans la rue recule elle aussi : elle passe de 57.6% à 45.5%.
- L'exception vient des engins circulant dangereusement sur les trottoirs. Cette problématique a tendance à s'accroître. 76.1% en constataient dans la commune en 2020. Ils sont désormais 80.6% à le faire. La problématique de ces engins sur les trottoirs est prévalente surtout à Lancy urbain. 83.2% des résidents en constatent dans cette zone contre 77.3% trois ans plus tôt.
- Alors que ces engins dérangeaient « beaucoup » 45.2% des résidents de Lancy urbain en 2020. Ils sont désormais 59.2% à le dire en 2023.
- Avec un taux annuel de 28.2 accidents de la circulation avec blessés pour 10'000 habitants, Lancy se situe en dessus de la moyenne cantonale de 21.8 en 2022.

Les représentations de la sécurité

- Lancy compte 29% d'insécurisés en 2023, soit un recul de plus de 5 points par rapport à 2020. Cette année-là, 34.4% se déclaraient insécurisés dans la commune.
- Les deux zones bénéficient de cette embellie. En 2023, 33.1% des résidents de Lancy urbain se déclarent insécurisés contre 37.6% trois ans plus tôt. Dans le Reste de Lancy, 31.4% se déclaraient insécurisés en 2020. Ils sont désormais 24.7% à le faire.
- Lancy obtient de meilleures notes que lors des DLS précédents en matière de sécurité dans la commune. Les résidents de Lancy urbain accordaient la note de 7.2 sur 10 à la sécurité municipale en 2020 ; en 2023, ils lui attribuent 7.3. Dans le

Reste de Lancy, ils donnaient la note de 7.5 à la sécurité en 2020 ; en 2023, ils lui attribuent 7.8.

- La peur d'être agressé physiquement ou sexuellement est la cause principale de l'insécurité ressentie par les femmes à Lancy. 23.7% d'entre elles mentionnent cette cause dans la commune.
- Toujours pour les femmes, la deuxième cause de sentiment d'insécurité est le harcèlement de rue. 16.9% d'entre elles mettent en avant cette problématique dans la commune.
- Les femmes de 15-34 ans à Lancy mentionnent plus souvent que les autres le risque d'agression et le harcèlement de rue comme cause de leur sentiment d'insécurité. 31.8% pointent du doigt l'agression physique ou sexuelle et 28.5% le harcèlement de rue.
- A l'échelon communal, dans l'ordre d'importance, les parkings souterrains sont les lieux les plus insécurisants aux yeux des résidents : 37.2% des résidents le pensent. Les gares ou arrêts de tram/bus arrivent en deuxième position. 33.2% des résidents les mentionnent comme tels. Les parcs publics arrivent en troisième position avec 18.8% de mentions.
- Les gares et arrêts de transports publics sont des lieux insécurisants avant tout pour les femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans à Lancy. Ce sont des lieux insécurisants pour 51.4% d'entre elles. Les autres catégories d'âge sont environ 30% à les mentionner comme insécurisants. Les parkings souterrains sont insécurisants pour les femmes de toutes les catégories d'âge.

Les interventions et la présence policières

- Sur trois ans, les taux d'interventions policières sur appel au 117 pour 1'000 habitants n'ont augmenté que dans la zone de Lancy urbain. Ils sont passés de 53.9 pour 1'000 en 2019 à 64.1 pour 1'000 en 2022 dans cette zone. Dans le reste de la commune, le taux de 59.4 interventions pour 1'000 habitants est pratiquement inchangé par rapport à 2019.
- La problématique des incivilités s'impose comme la cause principale des interventions sur appel à Lancy urbain. En 2022, 28.5% des interventions ont eu pour origine une incivilité. Dans le reste de la commune, ce type d'appel génère 18.3% des interventions.
- Environ 40% des résidents de Lancy ne voient jamais de patrouilles pédestres cantonales dans leur quartier. Près de 30% en voient moins d'une fois par mois.
- Les patrouilles pédestres qu'aperçoivent les résidents sont avant tout des patrouilles municipales. 33.5% en voient plusieurs fois par mois à Lancy urbain et 30.9% disent de même dans le reste de la commune. 13.5% à Lancy urbain en voient une à deux fois par semaine et 15% font de même dans le Reste de Lancy.
- En 2023, 46.1% des résidents de Lancy déclarent avoir été en contact avec la police cantonale ces derniers 5 ans contre 47.2% trois ans plus tôt.
- Les taux de contacts avec la police municipale sur 5 ans de 2023 sont pratiquement identiques à ceux de 2020. Ils étaient de 36.3% en 2020 ; désormais, ils sont de 36.9%.

L'image de la police

- En 2023, en zone urbaine de Lancy, 90% des résidents estiment que la police cantonale fait du bon travail. Ce chiffre est quasiment identique à celui de 2020.
- En 2023, 93.3% sont d'avis que la police cantonale fait du bon travail dans le Reste Lancy contre 91.9% de trois au plus tôt.
- Les résidents sont également positifs lorsqu'il s'agit d'évaluer le travail de la police municipale. En moyenne, 83.9% déclarent qu'elle fait du bon travail. Les taux sont plus élevés dans le Reste de Lancy où 86.9% estiment que la police municipale fait du bon travail. Dans la zone urbaine de la commune, le taux d'approbation est de 81%, en légère baisse par rapport aux 82.7% de 2020.
- En 2023, 40.2% des résidents de Lancy estiment que la police ne traite pas tout le monde de la même manière. Ce chiffre est en légère augmentation par rapport aux 37.9% enregistrés en 2020.
- C'est surtout dans le Reste de Lancy que l'opinion s'est infléchi sur cet aspect de la déontologie policière. 35.9% en 2020 étaient d'avis que la police ne traitait pas tout le monde de la même manière. Ce sont désormais 42.3% qui le pensent.

Les préférences des résidents en matière de police

- Dans l'ordre des préférences des résidents de Lancy, les patrouilles pédestres et l'intervention d'urgence avec police secours sont au coude à coude. 45% souhaitent en priorité des patrouilles pédestres et 44.5% souhaitent plutôt une intervention rapide pour les urgences. Les différences entre les zones sont faibles. On note l'augmentation assez forte d'une demande pour un poste de police dans la zone du reste de la commune : celle-ci passe de 7.1% en 2020 à 13.8% en 2023.
- Si dans les deux zones de Lancy, la lutte contre les agressions physiques et la violence est la priorité numéro 1, dans la zone urbaine de Lancy, la lutte contre la délinquance juvénile (16.8%), la lutte contre les cambriolages (16.8%) et la lutte contre la drogue (16%) sont également importantes aux yeux des résidents.
- Ce n'est pas le cas dans le Reste de Lancy. Dans cette zone, la lutte contre les cambriolages arrive en deuxième position (18.8%), suivie de la répression des infractions routières (12.5%). La problématique de la drogue et celle de la délinquance juvénile y semblent plus marginales alors qu'elles sont importantes à Lancy urbain.
- A Lancy, les avis sont assez disparates en matière de priorités municipales. 5 thématiques apparaissent comme prioritaires : la lutte contre l'incivilité (13.4%), la prévention des vols et des cambriolages (13%), la prévention de la délinquance juvénile (11.4%), la prévention de la délinquance de rue (12.5%) et la lutte contre le harcèlement de rue (9.6%).
- La lutte contre le harcèlement de rue de même que la prévention des vols et cambriolages sont plus souvent mentionnées dans le Reste de Lancy que dans sa zone urbaine.

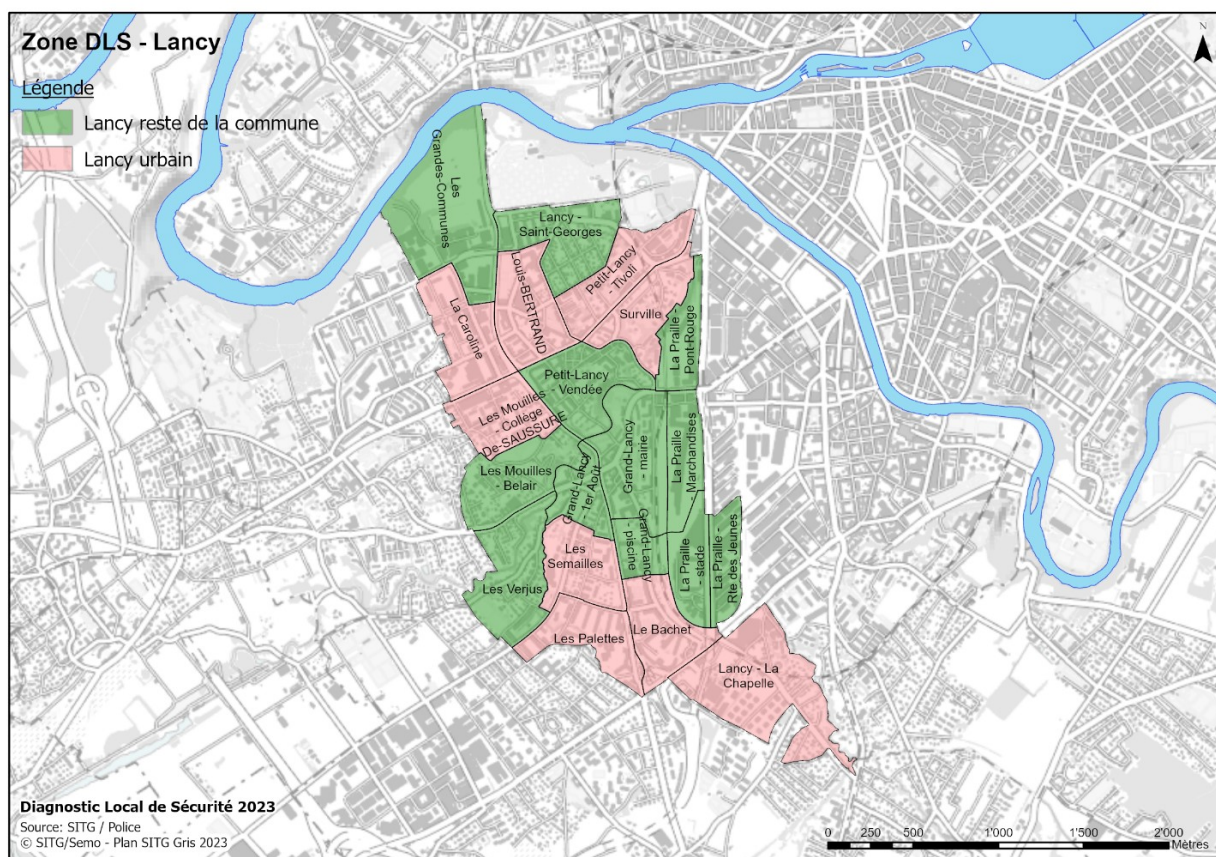
- Dans la zone urbaine de la commune, la lutte contre les incivilités et la prévention de la délinquance de rue sont les deux priorités les plus souvent citées par les résidents.
- Pour les femmes, la lutte contre le harcèlement de rue figure en tête des priorités municipales au même titre que la lutte contre l'incivilité. Pour les hommes, la prévention des vols et cambriolages ainsi que la prévention de la délinquance de rue sont les deux priorités numéro 1.
- A l'échelon communal, les solutions préconisées par les résidents pour juguler l'insécurité sont une plus grande présence policière cantonale (36.9%) et municipale (37.9%) ainsi que des caméras de surveillance (30.4%), la répression de la vente et/ou consommation de drogue (34.1%), le renvoi des délinquants étrangers (29.2%) et plus d'éclairage public (29.5%).

Introduction

Après 2020, le DLS propose pour la seconde fois une analyse des indicateurs de sécurité et de perception de la police à Lancy. Comme en 2020, deux zones d'échantillonnage ont été constituées appelées Lancy urbain et le Reste de Lancy. Elles sont cependant légèrement différentes de celles de 2020. La zone de « Lancy urbain » regroupe les quartiers fortement densifiés de La Chapelle, Bachet, les Palettes et Les Semailles ainsi que ceux des Mouilles, Collège De Saussure, La Caroline, Louis-Bertrand, Petit-Lancy Tivoli et Surville. La zone du « Reste de Lancy » comprend l'ensemble des quartiers hors de Lancy urbain. Par rapport à l'édition de 2020, les quartiers Les Semailles, Petit-Lancy Tivoli et Surville ont été transférés à Lancy urbain. Du fait de cette modification de zone, les chiffres obtenus par zone ne sont pas entièrement comparables à ceux de 2020.

680 résidents ont été interrogés par le sondage à Lancy. 334 l'ont été à Lancy urbain et 346 dans le reste de la commune. A Lancy urbain, 87.1% ont répondu au questionnaire en ligne et 12.9% ont été interrogés par téléphone. Dans le Reste de Lancy, 93.4% des répondants ont rempli le questionnaire en ligne tandis que 6.6% ont été interrogés à leur demande par téléphone.

Carte 6.1 : Zones d'étude de Lancy



Le contexte urbain

Le contexte sociodémographique des zones

Lancy compte près de 35'000 habitants en 2022, soit une augmentation de 12% par rapport aux chiffres de 2014. La densité urbaine au km² est de 7'286 habitants en moyenne dans la commune. La zone de Lancy urbain est plus densément peuplée (9'705 hab. au km²) que le reste de la commune (5'188 hab. au km²). La pyramide des âges est semblable dans les deux zones. Le taux de population étrangère à Lancy urbain (37.3%) est nettement plus élevé que dans le reste de la commune (25%). 58.4% des sondés sur le territoire de Lancy urbain n'ont pas été au-delà de l'éducation primaire. Dans le reste de la commune, cette proportion est de 42.9%. 62.2% des résidents de Lancy urbain déclarent avoir des revenus plutôt modestes contre 47.8% dans le reste de la commune, la moyenne à Genève étant de 52.4%.

Tableau 6.1 : Sociodémographie des zones de la commune de Lancy

	Pop. résidente totale	Part pop. de moins de 15 ans	Part pop. de 65 ans et plus	Part pop. étrangère	Part étrangers hors UE28	Densité urbaine	Part d'éducation primaire/apprentissage
	N	%	%	%	%	hab./km ²	%
Lancy urbain	21'599	17.2	15.8	37.3	13.4	9'705	58.4
Reste de Lancy	13'229	17.9	14.7	25.0	12.2	5'188	42.9
Lancy	34'828	17.5	15.4	35.9	13.2	7'286	50.7

Source : OCSTAT et sondage

La cohésion sociale

La cohésion sociale est mesurée dans le DLS à travers une question portant sur le degré d'entraide dans le quartier. La majorité des résidents (53.5%) juge moyen ce niveau de cohésion sociale. 17.8% l'estiment forte et 28.7% pensent au contraire qu'elle est faible (Tableau 6.2). En moyenne dans la commune, le camp de celles et ceux qui l'estiment faible a diminué de plus de 6 points par rapport à 2020.

C'est dans la zone la moins urbanisée de Lancy qu'elle a tendance à être plus forte. 21.9% des habitants cette zone le pensent en 2023. Ils étaient 12.9% à être de cet avis trois ans plus tôt. Dans la zone urbaine de Lancy, la cohésion sociale est plus fragile. 32.8% des résidents l'estiment faible. On observe une légère amélioration sur trois ans sachant qu'en 2020 34.5% des résidents de la zone la jugeaient faible.

Tableau 6.2 : La cohésion sociale dans les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Fort</i>	15.3	14.1	12.9	21.9	14.1	17.8
<i>Moyen</i>	50.2	53.1	51.5	53.7	50.8	53.5
<i>Faible</i>	34.5	32.8	35.6	24.4	35.1	28.7
<i>N</i>	313	290	340	283	653	573
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contrôle social

Comme la cohésion sociale, le contrôle social est en très légère hausse à Lancy. En moyenne, dans la commune, 62.4% des résidents pensent que les voisins interviendraient si des adolescents venaient à manquer de respect envers un adulte. Ils étaient 61% à le penser trois ans plus tôt. Le contrôle social est plus élevé dans le Reste de Lancy que dans sa zone la plus urbaine. 64.8% des résidents du Reste de Lancy pensent que les voisins interviendraient contre 60.1% à Lancy urbain.

Tableau 6.3 : Le contrôle social (incivilité) dans les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Improbable</i>	38.9	39.9	39.0	35.2	39.0	37.6
<i>Probable</i>	61.1	60.1	61.0	64.8	61.0	62.4
<i>N</i>	298	271	323	261	621	532
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En cas de soupçons de cambriolage chez les voisins, 55.1% des résidents de Lancy appelleraient avant tout la police. Ils le feraient plutôt dans la zone urbaine de Lancy (57.8%) que dans le reste de la commune (52.5%). Dans le Reste de Lancy, le réflexe serait d'appeler les voisins (37%) alors que seuls 27.6% le feraient dans la zone urbaine de la commune.

Tableau 6.4 : Le contrôle social (criminalité) dans les zones de Lancy (en %, réponses multiples, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Appeler la police</i>	58.8	57.8	56.8	52.5	57.7	55.1
<i>Appeler les voisins</i>	25.1	27.6	33.0	37.0	29.2	32.3
<i>Guigner chez les voisins</i>	20.0	20.4	26.5	25.6	23.4	23.0
<i>Sonner chez les voisins</i>	21.8	19.9	17.8	12.7	19.7	16.3
<i>Ne rien faire</i>	3.0	4.3	4.6	3.4	3.8	3.9
<i>N</i>	335	322	370	324	705	646

Source : Sondage

La qualité de vie

Aux yeux des résidents, la qualité de vie s'améliore dans la commune. En moyenne dans la commune, 80% l'estiment bonne contre 77.7% trois ans plus tôt (Tableau 6.5). Elle s'est améliorée essentiellement dans la zone urbanisée de Lancy en gagnant près de 6 points. Dans cette zone, 69.9% des résidents jugeaient la qualité de vie dans la commune bonne en 2020 ; en 2023, 75.8% pensent désormais ainsi. Dans le Reste de Lancy, 84.3% des résidents estiment bonne la qualité de vie dans la commune. Un chiffre similaire à celui de 2020.

Tableau 6.5 : La qualité de vie dans les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Bonne</i>	69.9	75.8	84.8	84.3	77.7	80.0
<i>Moyenne</i>	25.5	17.9	12.7	12.9	18.8	15.4
<i>Mauvaise</i>	4.6	6.3	2.5	2.8	3.5	4.6
<i>N</i>	329	318	361	317	690	635
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Aux yeux des résidents, le logement est la problématique principale à laquelle est confronté le canton. 28.3% des résidents sont de cet avis dans la commune. La mobilité et la circulation routière sont un sujet de préoccupation pour 13.4% des résidents de la commune. Elles le sont un peu plus dans le Reste de Lancy (14%) qu'à Lancy urbain (12.7%). A Lancy urbain, la problématique de l'économie/l'énergie/chômage occupe la deuxième place dans l'ordre des préoccupations. Elle est citée par 16.6% des résidents alors que seuls 8.9% des résidents du reste de la commune la mentionnent. La sécurité et la criminalité arrivent en troisième position (14%) à Lancy urbain. Ailleurs dans la commune, elle n'arrive qu'en quatrième position (10.5%) derrière le logement (29.1%), la mobilité (14%%) et le changement climatique et l'environnement (14.6%). Pratiquement personne dans la commune n'est d'avis que les pandémies telles que le COVID sont un sujet de préoccupation. Les transports publics sont également un non-sujet sachant qu'ils ne sont cités que par 0.5% des résidents comme préoccupation principale.

Tableau 6.6 : Les problèmes les plus préoccupants à Genève selon les zones de Lancy (en %, 2023)

	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy
	%	%	%
Economique, énergétique et chômage	16.6	8.9	12.7
Logement	27.9	29.1	28.3
Transports publics	0.6	0.3	0.5
Sécurité et criminalité	14.0	10.5	12.3
Mobilité et circulation routière	12.7	14.0	13.4
Changement climatique et environnement	6.7	14.6	10.7
Immigration et intégration des étrangers	5.7	5.1	5.4
Augmentation de la population	8.9	6.7	7.8
Pandémies telles que le Covid	0.6	1.9	1.3
Autre	4.1	5.1	4.6
Aucun problème	2.2	3.8	3.0
<i>N</i>	310	312	622
<i>Total</i>	100%	100%	100%

Source : Sondage

La sécurité est en recul dans l'ordre des préoccupations des résidents de Lancy. 12.3% des résidents de la commune la placent en tête des préoccupations du canton en 2023 contre 14.1% trois ans plus tôt.

Tableau 6.7 : La sécurité comme première préoccupation à Genève selon les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Sécurité comme 1^{er} problème de Genève</i>	15.2	14.0	13.2	10.5	14.1	12.3
<i>N</i>	315	310	357	312	672	622

Source : Sondage

La sécurité

La petite et moyenne criminalité

Les prochains tableaux présentent l'évolution depuis 2007 de la petite et moyenne criminalité (PMC) dans la commune. Rappelons ici que le volume d'événements de PMC n'est pas identique au volume de délits sachant qu'un même événement de PMC peut comporter différentes infractions. La PMC a fortement chuté à Lancy après avoir atteint un pic en 2010. Cette année-là, la commune enregistrait 1'173 événements de PMC. Aujourd'hui, le volume n'est plus que de 612 événements, correspondant à une baisse de pratiquement 50%. Mesurée en taux pour 1'000 habitants, la criminalité a chuté de plus de moitié, passant de 41 cas pour 1'000 habitants en 2010 à 18 pour 1'000 en 2022.

Tableau 6.8 : Evolution de la petite et moyenne criminalité (événements) dans la commune de Lancy (volumes et taux pour 1'000 habitants, 2007-2022)

	N	Taux pour 1'000 hab.
2022	612	18
2019	708	21
2016	715	23
2013	1'039	35
2010	1'173	41
2007	902	32

Source: Données policières

Les tableaux suivants doivent être interprétés avec prudence sachant que le périmètre des zones a été modifié en 2022. En effet, plusieurs quartiers du Reste de Lancy ont été

rattachés à Lancy urbain pour cette édition du DLS. La chute du volume de d'événements constatée en 2022 dans la zone du Reste de Lancy est partiellement à attribuer à ce changement. Le rattachement de trois quartiers - Les Semailles, Petit-Lancy Tivoli et Surville – à Lancy urbain a pour effet de gonfler le volume de délits dans cette zone. Dès lors, il vaut mieux examiner les taux pour 1'000 habitants qui sont le plus comparable. On observe que dans les deux zones, le taux de PMC s'est abaissé entre 2019 et 2022. Cette baisse est de 3 points à Lancy urbain et de 4 points dans le Reste de Lancy.

Tableau 6.9 : Évolution de la petite et moyenne criminalité (événements) dans les zones de la commune de Lancy (2007- 2022)

Année	Lancy urbain		Reste de Lancy	
	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.
2022	342	16	270	20
2019	343	19	365	24
2016	302	17	413	29
2013	493	31	546	40
2010	532	33	641	50
2007	433	28	469	39

Source: Données policières

Tableau 6.10 : Évolution des délits contre les biens dans les zones de la commune de Lancy (2007- 2022)

Année	Lancy urbain		Reste de Lancy	
	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.
2022	322	15	243	18
2019	297	16	337	22
2016	287	17	414	29
2013	453	28	538	40
2010	493	31	602	47
2007	412	27	426	35

Source: Données policières

Il est intéressant de noter que malgré le transfert de trois quartiers urbains vers Lancy urbain, le volume de délits contre les personnes a baissé dans la zone. Il est passé de 89 délits en 2019 à 63 en 2022. Dans le Reste de Lancy, ce volume a légèrement augmenté malgré le retrait des trois quartiers.

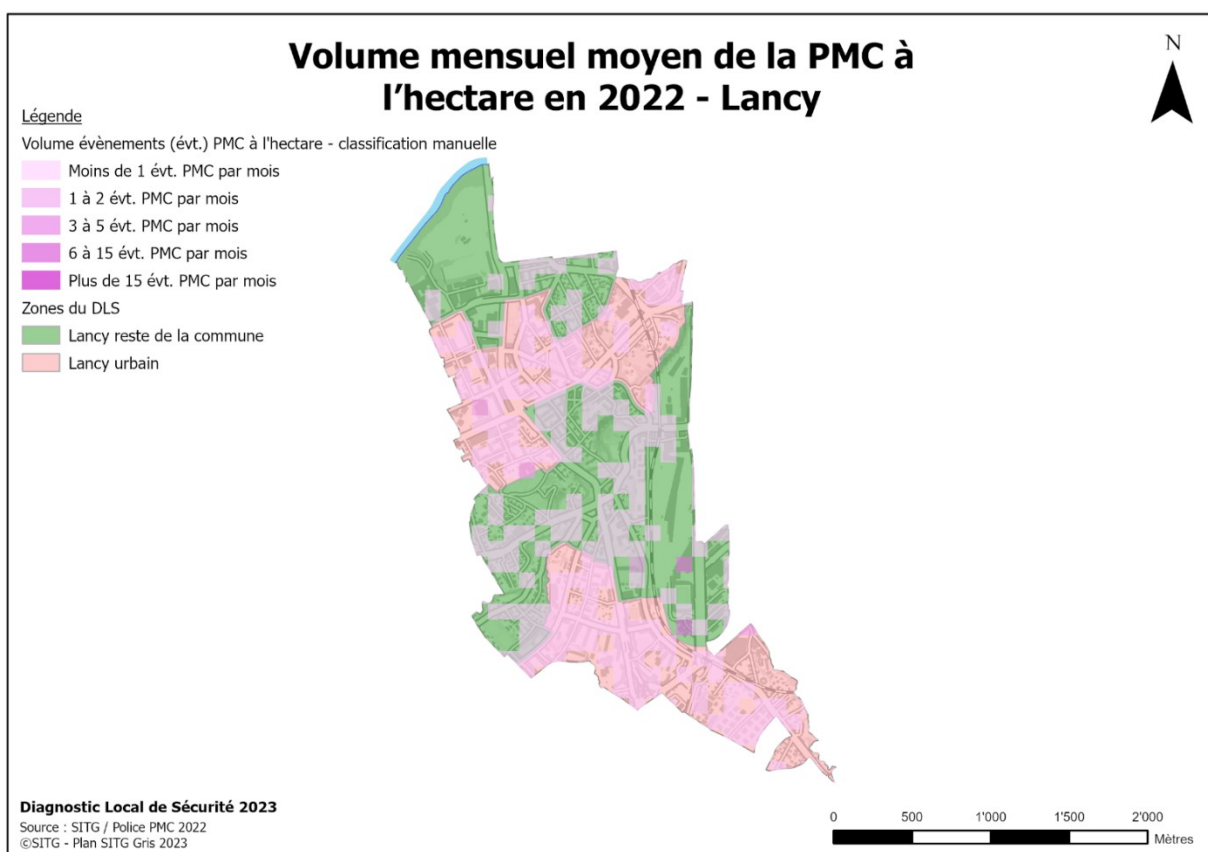
Tableau 6.11 : Évolution des délits contre les personnes dans les zones de la commune de Lancy (2007- 2022)

Année	Lancy urbain		Reste de Lancy	
	N	Taux pour 1'000 hab.	N	Taux pour 1'000 hab.
2022	63	3	50	4
2019	89	5	48	3
2016	69	4	54	4
2013	73	5	77	6
2010	61	4	65	5
2007	42	3	70	6

Source: Données policières

La carte suivante présente les volumes mensuels moyens d'événements de PMC mesurés à l'hectare en 2022 à Lancy.

Carte 6.2 : Volume mensuel moyen de la PMC à l'hectare en 2022



Le harcèlement de rue

Le taux de résidents déclarant avoir été victimes de harcèlement de rue est stable à Lancy, voire en léger recul. En 2023, 24.5% déclarent avoir fait l'objet de harcèlement de rue sur 5 ans contre 25.4% en 2020. Les taux sont plus élevés à Lancy urbain que dans le reste de la commune (25.5% contre 23.6%). Cependant, pour les femmes, c'est dans le Reste de Lancy qu'ils sont les plus élevés : 34.5% des résidents de Lancy urbain en ont été victimes contre 37.5% dans le reste de la commune. Comme dans le reste du canton, ce sont les femmes de 15 à 34 ans qui présentent les taux de harcèlement de rue les plus élevés. 67.3% d'entre elles en ont été victimes à Lancy urbain et 77.6% dans le reste de la commune.

Tableau 6.12 : Le harcèlement de rue selon le genre et pour les femmes de la catégorie d'âge des 15-34 ans dans les zones de Lancy (en %, 2023)

	Lancy urbain				Reste de Lancy				Lancy
	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans	Moyenne	Homme	Femme	Femme 15-34 ans	Moyenne
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Oui	25.5	15.7	34.5	67.3	23.6	9.1	37.5	77.6	24.5
Non	74.5	84.3	65.5	32.7	76.4	90.9	62.5	22.4	75.5
N	318	153	165	52	314	154	160	49	632
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Données policières

L'incivilité

Mis à part la mendicité et les engins circulant dangereusement sur les trottoirs, toutes les formes d'incivilités sont en recul à Lancy⁸. Le recul est généralement important. Dans la partie générale, on a relevé que les incivilités qui dérangent le plus sont la drogue, les bagarres dans la rue, les groupes irrespectueux s'appropriant des espaces communs ainsi que les vélos circulant sur les trottoirs et les engins tels que les trottinettes roulant dangereusement sur les trottoirs. Les baisses sur trois ans sont souvent de 10 points, voire plus, pour la plupart de ces incivilités (Tableau 6.13). La baisse est de plus de 13 points pour les bagarres. En 2020, 52.9% en constataient ; en 2023, ils ne sont plus que 39.7% à le faire en moyenne dans la commune. La consommation de drogue recule elle aussi : elle passe de 57.6% à 45.5%. L'exception vient des engins circulant sur les trottoirs. Cette problématique a tendance à s'accroître. 76.1% en constataient en 2020. Ils sont désormais 80.6% à le faire. La problématique de ces engins sur les trottoirs est prévalente surtout à Lancy urbain. 83.2% des résidents en constatent dans cette zone contre 77.3% trois ans plus tôt.

⁸ La question posée dans le sondage porte à la fois sur l'exposition aux incivilités et sur le degré de dérangement de ces dernières.

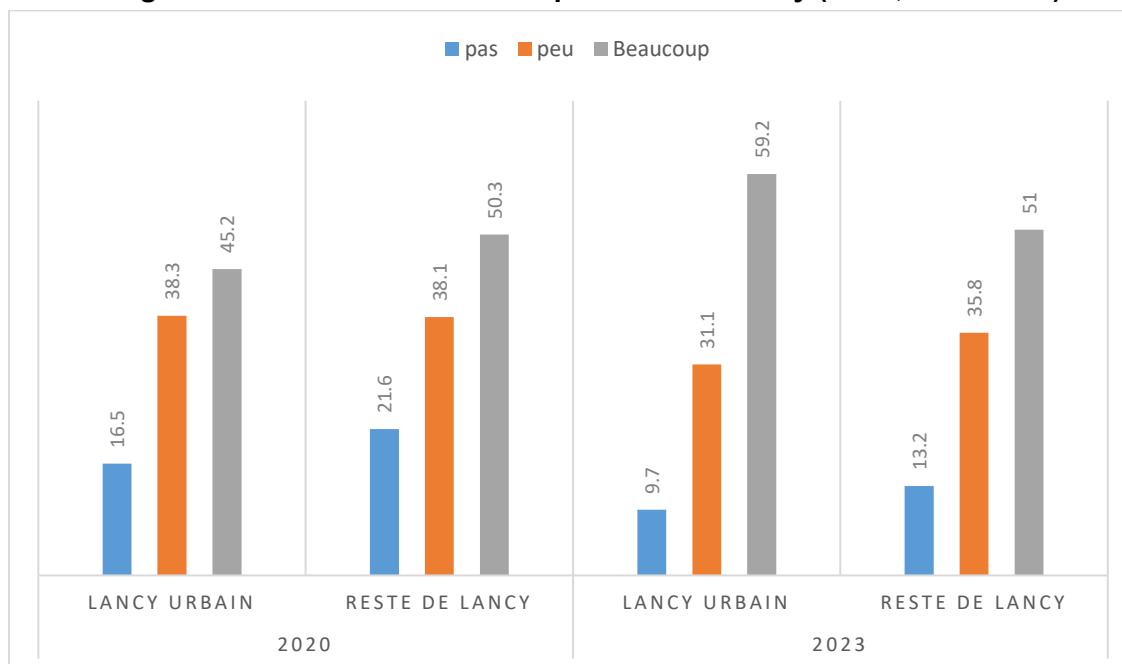
Tableau 6.13 : Evolution des taux d'exposition aux incivilités par type dans les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

		Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
		2020	2023	2020	2023	2020	2023
Dégradation physique	<i>Abandon d'objets et saleté</i>	81.0	68.7	81.5	65.5	81.3	67.1
	<i>Graffitis et déprédations</i>	73.2	63.8	69.3	64.3	71.2	61.4
	<i>Déjections chien/pas de laisse</i>		66.7		70.1		68.4
Conflits	<i>Bandes de jeunes agressives qui s'approprient des espaces communs</i>	71.2		66.6		68.7	
	<i>Groupe de personnes irrespectueuses s'appropriant d'espaces communs</i>		60.5		55.8		58.2
	<i>Violences verbales ou bagarres</i>	59.6	42.3	47.0	37.0	52.9	39.7
Drogue	<i>Consommation de drogues</i>	62.1	47.6	53.7	43.4	57.6	45.5
	<i>Trafic de drogue et vente de drogue dans la rue</i>	57.2	41.0	50.4	41.3	53.6	41.2
	<i>Attitudes insistantes de mendiants</i>	59.6	74.7	47.0	75.6	71.4	75.1
Bruit	<i>Bruit excessif d'établissements publics</i>	74.9	32.3	71.0	39.3	43.7	35.8
	<i>Bruit excessif de véhicules à moteur</i>	78.6	74.5	71.2	70.5	74.7	72.1
	<i>Bruits excessifs provenant de personnes dans les parcs et les rues</i>	47.0	65.0	40.8	61.4	72.9	63.2
Circulation	<i>Vélos (électriques) circulant sur les trottoirs</i>	80.2	71.6	79.0	74.2	79.6	72.9
	<i>Trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs</i>	77.3	83.2	75.0	78.0	76.1	80.6
	<i>Stationnement sauvage</i>	63.4	51.7	71.1	55.0	67.5	53.3

Source: Sondage

Les trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs sont constatés par environ 4 personnes sur 5 à Lancy. Le phénomène importune fortement les résidents, et cela de plus en plus. Le prochain graphique (Figure 6.1) présente l'évolution du degré de dérangement de la problématique dans les zones de Lancy. Alors que ces engins dérangeaient « beaucoup » 45.2% des résidents de Lancy urbain en 2020, ils sont désormais 59.2% à le déclarer. Ailleurs à Lancy, le degré de dérangement a peu évolué entre les deux éditions du DLS.

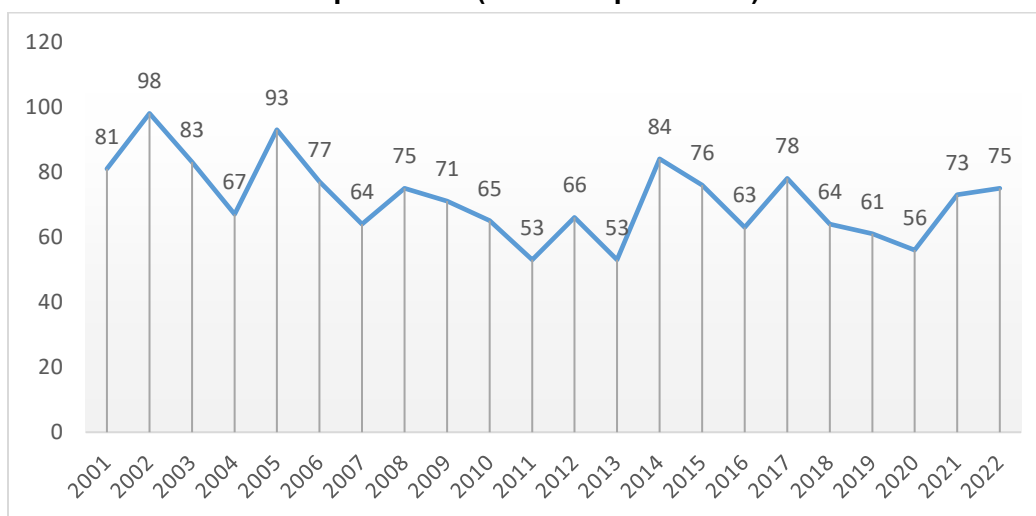
Figure 6.1 : Evolution de degré de dérangement des trottinettes et autres engins circulant dangereusement sur les trottoirs par zone de Lancy (en %, 2020-2023)



Les accidents de la circulation

Avec un taux annuel de 28.2 accidents de la circulation avec blessés pour 10'000 habitants, Lancy se situe en dessus de la moyenne cantonale de 21.8 en 2022. Le volume d'accidents dans la commune épouse une courbe tendancielle descendante depuis les années 2000. En moyenne, il y avait près de 80 accidents avec blessés dans les années 2000 à Lancy ; depuis 2010, la moyenne annuelle est de 67 accidents avec blessés (cf. Figure 6.2).

Figure 6.2 : Evolution du volume annuel d'accidents de la route avec blessés à Lancy depuis 2001 (données policières)



La perception de la sécurité

Le sentiment d'insécurité à Lancy

Avec un taux d'insécurisés de 29% en 2023, le sentiment d'insécurité chute de plus de 5 points par rapport à 2020. Cette année-là, il était mesuré à 34.4% en moyenne dans la commune. Les deux zones bénéficient de cette embellie. En 2023, 33.1% des résidents de Lancy urbain se déclarent insécurisés contre 37.6% trois ans plus tôt. Dans le Reste de Lancy, 31.4% se déclaraient insécurisés en 2020. Ils sont désormais 24.7% à le faire.

Tableau 6.14 : Le sentiment d'insécurité dans les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Sécurisé</i>	62.4	66.9	68.6	75.3	65.6	71.0
<i>Insécurisé</i>	37.6	33.1	31.4	24.7	34.4	29.0
<i>N</i>	306	284	334	291	640	575
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Interrogés sur les quartiers jugés moins sûrs, les résidents sont généralement d'avis qu'ils se situent à La Chapelle, au Bachet, et aux Palettes. En 2020, 50.9% des résidents mentionnaient ce groupe de quartiers ; en 2023, 49.1% le font.

Tableau 6.15 : Les lieux jugés moins sûrs situés à Lancy selon les résidents de Lancy (en %, 2020-2023)

	2020		2023	
	N	%	N	%
<i>La Chapelle, Bachet, Les Palettes</i>	113	50.9	84	49.1
<i>Les Mouilles, Collège De Saussure, La Caroline, Louis-Bertrand</i>	40	18.0	34	19.9
<i>St-Georges, Tivoli, Surville</i>	26	11.7	14	8.2
<i>Ailleurs dans la commune</i>	43	19.4	39	22.8
<i>Total</i>	222	100%	171	100%

Source : Sondage

La note de la sécurité

En 2020, à Lancy urbain, les résidents attribuaient la note de 6.6 sur 10 à la sécurité dans le canton tandis que les résidents du Reste de Lancy lui donnaient 6.7. En 2023, les résidents de Lancy urbain abaissent cette note à 6.4 tandis que ceux du reste de la commune, au contraire, lui donnent une meilleure note : 7.0.

En 2023, les résidents des deux zones donnent de meilleures notes à la sécurité municipale qu'en 2020. Ceux de Lancy urbain lui accordaient la note de 7.2 en 2020 ;

désormais, ils lui attribuent 7.3. Dans le Reste de Lancy, ils donnaient la note de 7.5 à la sécurité en 2020 ; en 2023, ils lui attribuent 7.8.

Tableau 6.16 : Estimation du niveau de sécurité dans le canton et la commune de Lancy selon les zones de Lancy (2020 et 2023) (échelle étalonnée de 1 à 10)

	2020		2023	
	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy urbain	Reste de Lancy
	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Niveau cantonal	6.6	6.7	6.4	7.0
Niveau municipal	7.2	7.5	7.3	7.8

Source : Sondage

Les causes du sentiment d'insécurité

La peur d'être agressée physiquement ou sexuellement est la cause principale de l'insécurité ressentie par les femmes à Lancy. 23.7% d'entre elles mentionnent cette cause dans la commune. Toujours pour les femmes, la deuxième cause dans l'ordre d'importance est le harcèlement de rue. 16.9% d'entre elles mettent en avant cette problématique dans la commune. Les femmes de 15-34 ans à Lancy mentionnent plus souvent que les autres ces deux problématiques. 31.8% mentionnent l'agression physique ou sexuelle et 28.5% mentionnent le harcèlement de rue.

Les hommes de Lancy sont principalement insécurisés par la présence de trafiquants et de consommateurs de drogue (21.7%). 15.7% d'entre eux redoutent une agression physique ou sexuelle, 11.6% redoutent d'être volés et 11% mentionnent des groupes de jeunes comme facteur d'insécurité.

Tableau 6.17 : Les causes de l'insécurité selon les zones, le genre et pour les femmes de 15-34 ans (en %, 2023)

	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy Homme	Lancy Femme	Lancy Femme 15-34 ans
	%	%	%	%	%
Objet de la peur					
<i>La peur d'une agression physique ou sexuelle</i>	20.6	20.7	15.7	23.7	31.8
<i>La peur d'une agression verbale</i>	2.2	2.8	2.9	2.2	1.0
<i>La peur d'être volé-e</i>	10.3	10.7	11.6	10.1	3.9
Groupes et comportement provoquant la peur					
<i>Les trafiquants ou les consommateurs de drogue</i>	19.7	15.0	21.7	14.6	10.6
<i>Le harcèlement de rue (sifflements, insultes, attouchements, regards appuyés, être suivi-e)</i>	12.6	12.6	5.8	16.9	28.5
<i>Les groupes de jeunes</i>	9.9	6.5	11.0	6.7	3.1
<i>La présence de personnes ivres</i>	4.5	4.7	4.7	4.5	5.4
<i>La présence de lieux de couchage de fortune</i>	0	0	0	0	0.1
<i>La présence de mendiants</i>	2.7	2.3	3.5	1.9	1.0
Dégradation de l'environnement (carreau cassé)					
<i>L'existence de graffitis</i>	0	0	0	0	0.3
<i>Le manque de propreté et l'abandon d'objets encombrants</i>	0	1.9	1.7	0.4	0.6
Prévention situationnelle					
<i>Le manque d'éclairage</i>	4.5	4.7	2.9	5.6	4.5
<i>L'absence de passants</i>	1.3	4.7	2.3	3.7	3.9
Comportements dangereux (circulation)					
<i>Le comportement de cyclistes, personnes en roller, trottinette, skateboard sur les trottoirs</i>	4.5	3.7	3.5	4.5	0.4
<i>Le comportement de conducteurs de véhicules motorisés</i>	0.9	1.4	1.7	0.7	0.7
Opinion					
<i>La population étrangère (réfugiés, requérants, migrants)</i>	3.6	5.1	8.1	1.9	1.3
<i>Autre</i>	2.7	3.2	2.9	2.6	2.9
<i>N</i>	223	214	172	267	98
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les types de lieux insécurisants

Les types de lieux insécurisants pour les résidents de Lancy sont à peu près les mêmes dans les deux zones. La « rue » que 18.9% des résidents de Lancy urbain mentionnent est plus fréquemment citée comme problématique que dans le Reste de Lancy où seuls 13% en font mention. 15.8% des résidents de Lancy urbain mentionnent également les parkings souterrains de leur immeuble ou lieu de travail contre 10.5% dans le reste de la commune. A l'échelon communal, dans l'ordre d'importance, les parkings souterrains sont les lieux les plus insécurisants aux yeux des résidents : 37.2% des résidents le pensent. Les gares ou arrêts de tram/bus arrivent en deuxième position. 33.2% des résidents les mentionnent comme tels. Les parcs publics arrivent en troisième position avec 18.6% de mentions. Les avis sur les causes de l'insécurité ressentie divergent assez fortement selon le genre. Les parkings souterrains sont la première cause d'insécurité pour les femmes, et non pour les hommes qui placent plutôt les gares et arrêts de bus/tram à cette position. Une femme sur deux (50.1%) considère que les parkings souterrains sont insécurisants. Seuls 23.3% des hommes sont de cet avis. Les gares et arrêts de transport public sont le deuxième type de lieu le plus insécurisant pour les femmes. 37.4% se sentent insécurisées dans ces lieux contre 28.6% des hommes. La rue est mentionnée par 21.6% des femmes comme insécurisante contre 9.7% des hommes. Dans les commentaires laissés par certains répondants, il a été souvent spécifié que la rue est insécurisante de nuit, et non de jour.

Tableau 6.18 : Les lieux insécurisants à Genève selon les résidents des zones de Lancy (en %, réponses multiples, 2023)

	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy	Homme	Femme
	%	%	%	%	%
Dans la rue	18.9	13.0	15.9	9.7	21.6
Dans les parcs publics	18.3	18.8	18.6	17.5	19.5
Dans les magasins	0.9	0.6	0.8	0	1.5
Dans les transports publics à l'intérieur des véhicules	12.1	10.5	11.3	9.4	13
Aux abords ou dans les bars, les pubs, les discothèques et les lieux de concert	15.2	13.3	14.2	12.6	15.7
Sur les quais ou au bord du lac	11.8	9.3	10.5	11	10.4
Dans les gares ou aux arrêts de bus et de tram	32.9	33.4	33.2	28.6	37.4
Aux abords ou dans les stades de sport	4.3	4.6	4.5	1.6	6.8
Dans les parkings publics souterrains	39.8	34.7	37.2	23.3	50.1
Dans les parkings souterrains privés de mon immeuble ou lieu de travail	15.8	10.5	13.2	6.5	19.2
Dans les lieux où les gens ne respectent pas les consignes sanitaires	8.7	7.1	7.9	5.2	10.4

Source : Sondage

Le prochain tableau (Tableau 6.19) permet d'observer que les gares et arrêts de transports publics sont des lieux insécurisants avant tout pour les femmes de la tranche d'âge des 15-34 ans. Ces lieux sont mentionnés comme insécurisants par 51.4% d'entre elles. Les autres catégories d'âge sont environ 30% à les mentionner comme insécurisants. Les parkings souterrains sont insécurisants pour les femmes de toutes les catégories d'âge, bien qu'un peu moins pour celles entre 35 et 49 ans. Pour les hommes, ce sont surtout les plus de 64 ans qui les mentionnent comme tels.

Tableau 6.19 : Les lieux les plus insécurisants selon le genre et l'âge (en %, 2023)

	15-34	35-49	50-64	65 et plus
	%	%	%	%
Dans les gares ou aux arrêts de bus et de tram				
Homme	31.1	25.6	32.9	22.9
Femme	51.4	31.2	29.0	31.8
Dans les parkings publics souterrains				
Homme	20.8	20.9	21.4	35.4
Femme	55.5	39.8	55.7	50.0

Source : Sondage

L'action policière

Les interventions sur appel au 117

Les chiffres présents dans ce chapitre sont une sélection thématique parmi l'ensemble des réquisitions traitées par la police. Le détail de ces sept catégories est explicité dans le tableau 6.20, et celles-ci restent inchangées depuis le premier DLS pour Lancy.

Le tableau suivant (Tableau 6.20) présente les chiffres des interventions dans les zones de Lancy par catégorie de motif d'intervention. Les taux d'interventions pour 1'000 habitants n'ont augmenté que dans la zone du Lancy urbain. Ils sont passés de 53.9 pour 1'000 en 2019 à 64.1 pour 1'000 en 2022 dans cette zone. Dans le reste de la commune, le taux de 59.4 interventions pour 1'000 habitants est pratiquement inchangé par rapport à 2019. La problématique des incivilités s'impose comme la cause principale des interventions sur appel à Lancy urbain. En 2022, 28.5% des interventions ont eu pour origine un appel pour incivilité. Dans le Reste de la commune, ce type d'appel génère 18.3% des interventions. La cause principale des interventions dans la zone du Reste de Lancy concerne les affaires et accidents de circulation. 21.4% des interventions dans cette zone ont été causées par ce type de problématique.

Tableau 6.20 : Les interventions sur appel au 117 dans les zones de Lancy par type (2016-2022)

	Affaire et accident de circulation	Atteinte aux biens	Atteinte aux personnes	Incivilité	Social et secours	Tranquillité et sécurité publiques	Autre	Total	Taux pour 1'000 hab.
	%	%	%	%	%	%	%	N	
Lancy urbain (La Chapelle, Le Bachet, Les Palettes, Les Mouilles, Louis-Bertrand)									
2022	13.5	10.5	2.6	28.5	14.2	14.7	16.0	1'385	64.1
2019	15.5	14.0	3.8	19.4	11.8	15.6	19.9	981	53.9
2016	18.6	11.6	4.1	21.5	12.6	16.6	15.0	778	45.0
Reste de Lancy (reste de la commune)									
2022	21.4	11.8	4.7	18.3	13.0	15.8	15.0	786	59.4
2019	23.1	14.3	2.3	16.7	10.5	18.4	14.7	933	61.0
2016	26.0	16.0	2.9	16.9	12.0	12.7	13.5	835	57.7

Source: Données policières

Les volumes mensuels moyens d'interventions policières à l'hectare pour 2022 dans la commune de Lancy sont présentés dans la carte suivante.

Carte 6.3 : Volume mensuel moyen d'interventions sur appel au 117 à l'hectare en 2022

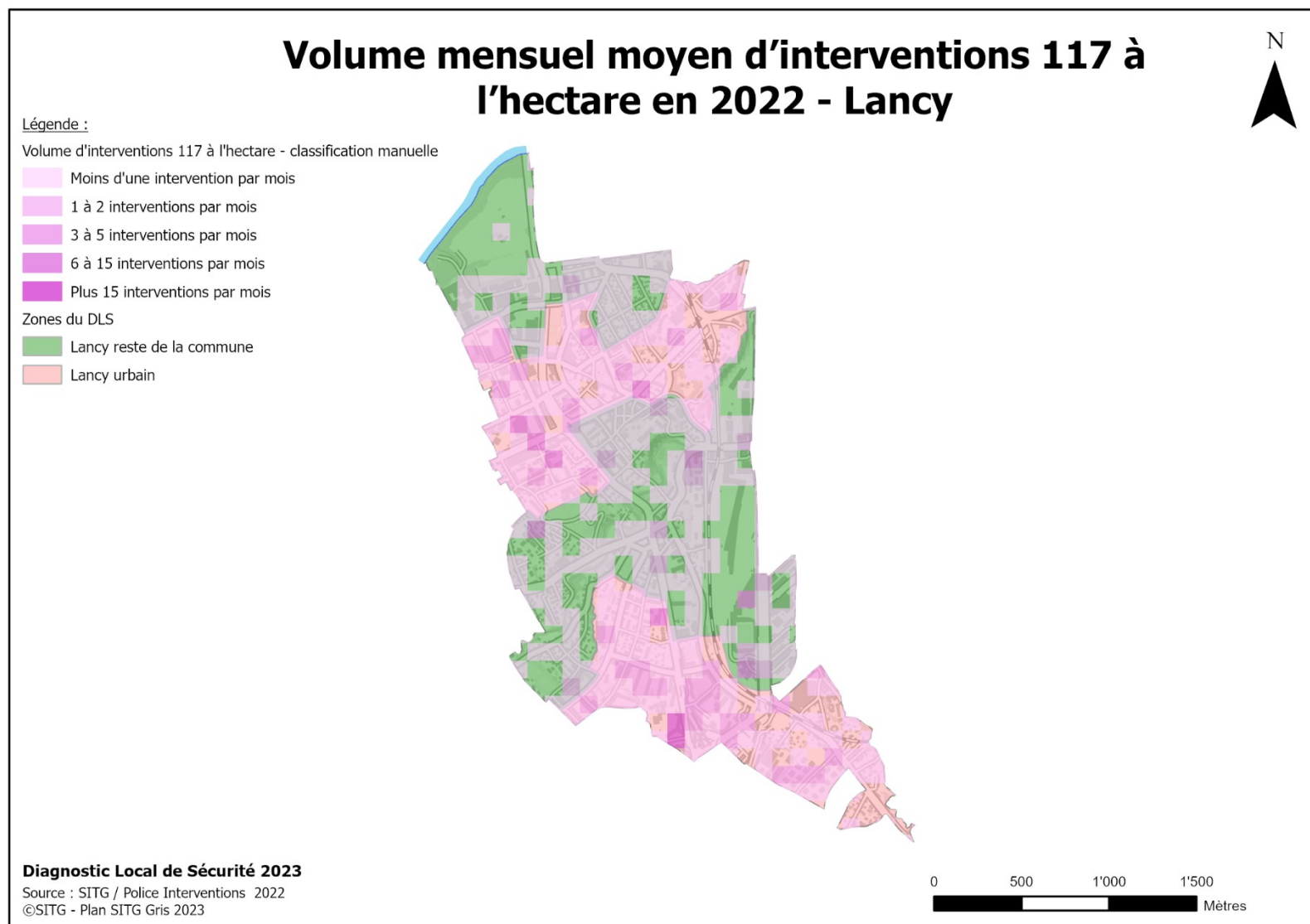
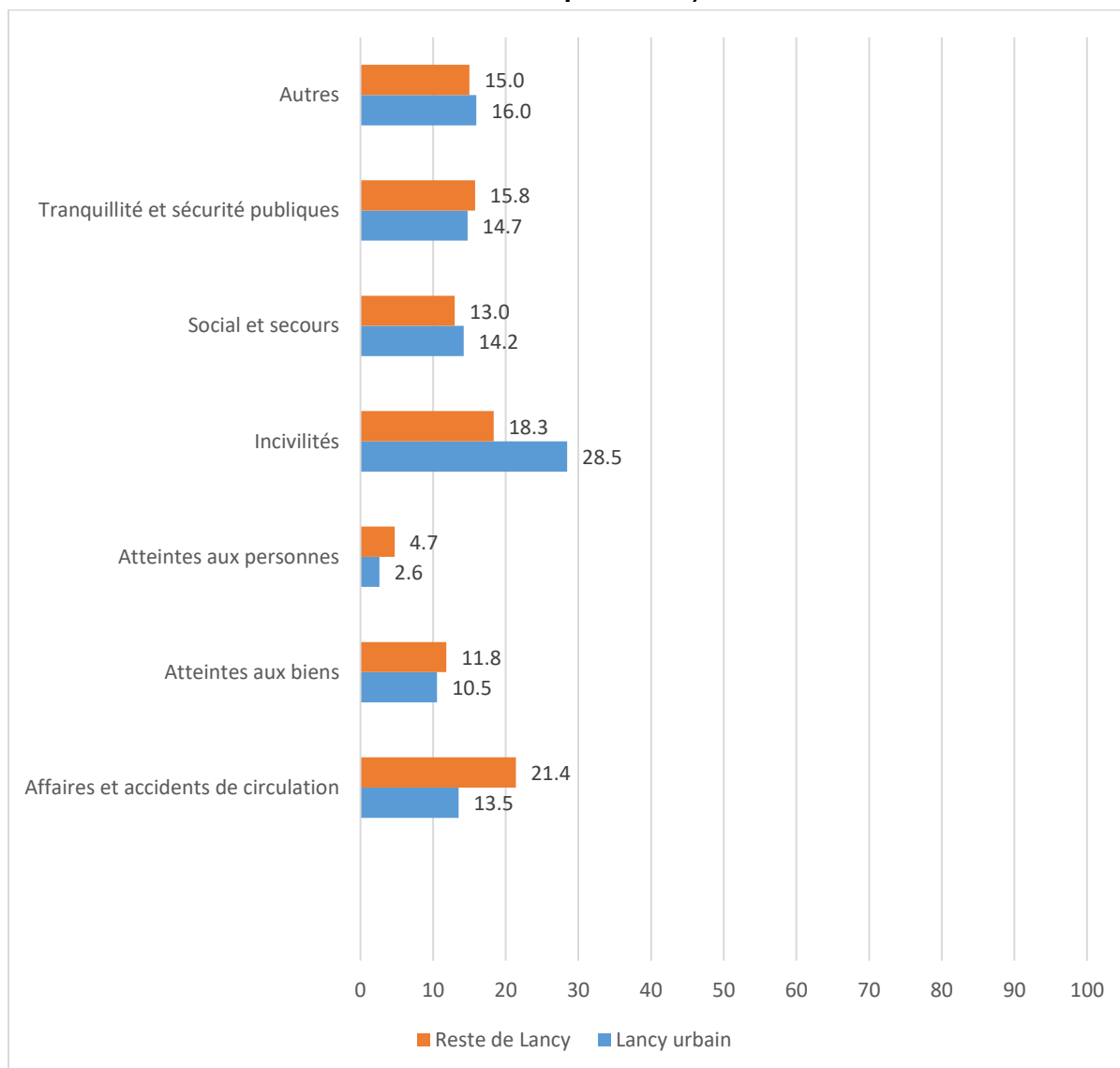


Figure 6.3 : Les interventions sur appel au 117 dans les zones de Lancy en 2022 (en %, Données policières)

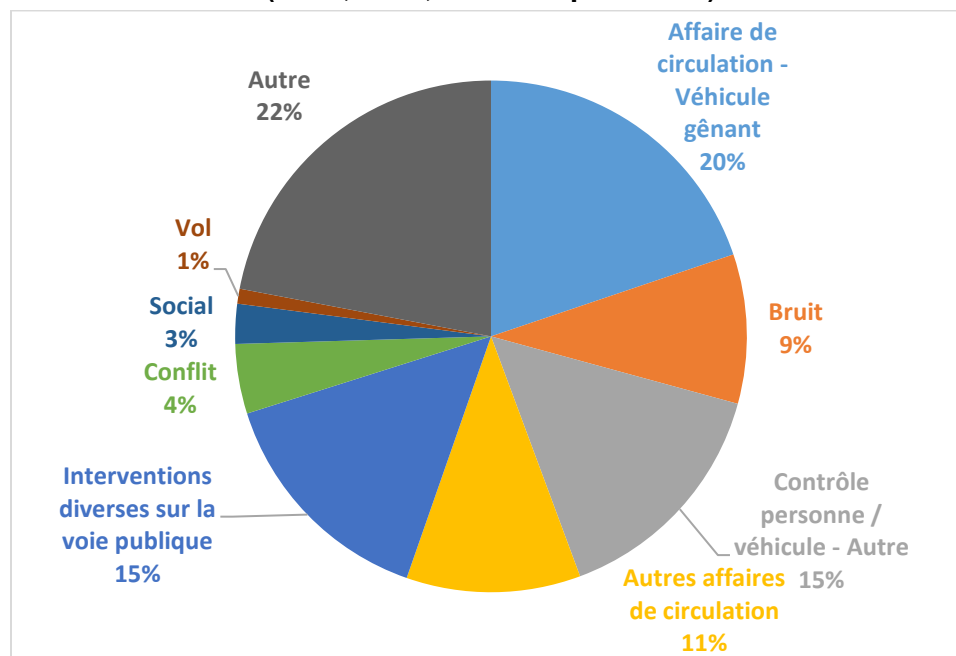


Les interventions de la police municipale

La police municipale effectue des interventions sur appel au 117 par délégation du canton dans le cadre du Contrat local de sécurité (CLS) qu'elle a avec ce dernier. Ces patrouilles municipales sont mobilisées dans ce cas par la Centrale d'engagement, de coordination et d'alarme (CECAL). La prochaine figure (Figure 6.4) présente la distribution de ces interventions menées dans le cadre du CLS.

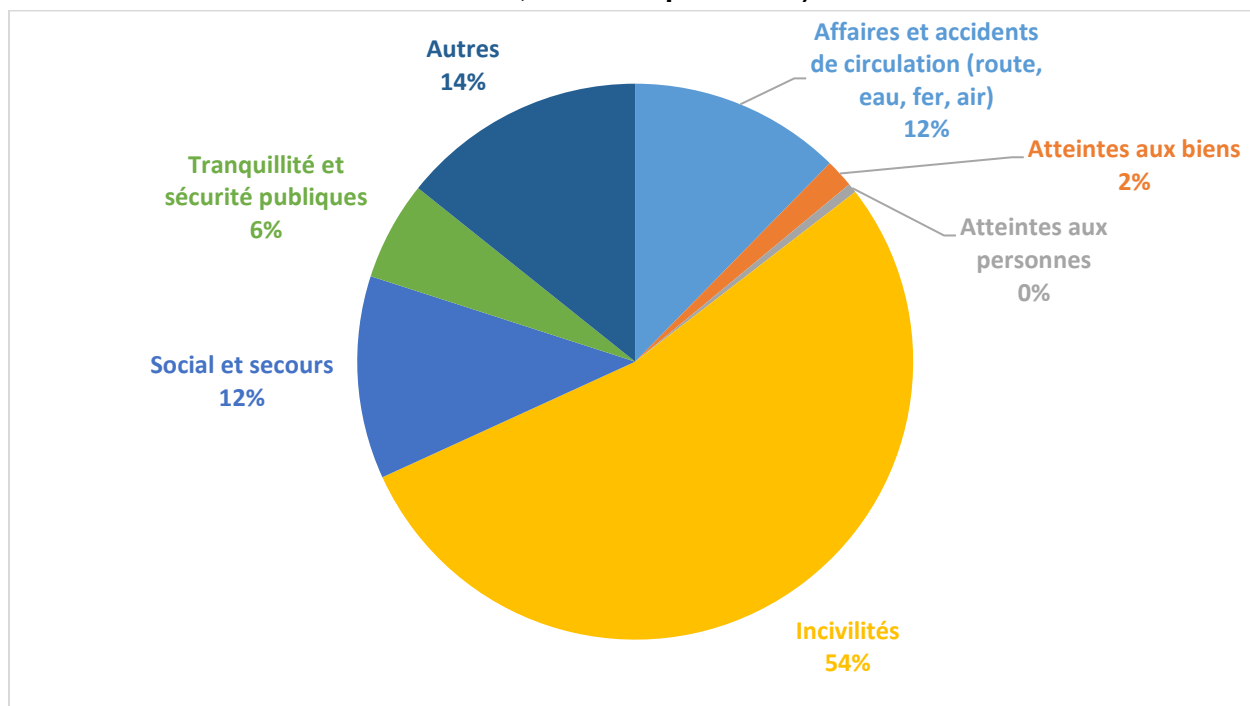
Un nombre important des interventions déléguées de la police municipale ont pour origine des affaires de circulation. 20% concernent des véhicules gênants et 11% d'autres affaires de circulation. Le bruit génère 9% des interventions municipales menées dans le cadre du CLS, le social 3%, les conflits 4%, le contrôle de personne ou de véhicule 15% et, finalement, diverses interventions sur la voie publique 15%.

Figure 6.4 : Distribution des interventions de la police municipale dans le cadre du CLS (en %, 2022, données policières)



La police municipale effectue par ailleurs des interventions hors du cadre des CLS en pleine autonomie. Le graphique suivant (Figure 6.5) permet d'observer la distribution des interventions de la police municipale selon le motif d'intervention pour la période du 1^{er} mars au 31 décembre 2022. Avant cette date, les communes saisissaient leurs interventions dans leurs applications propres. La majorité des interventions de la police municipale de Lancy a pour origine une incivilité (54%). Les affaires concernant du social ou du secours concernent 12% des interventions. Il en va de même des affaires et accidents de circulation (12%). 6% des interventions ont eu lieu en 2022 pour des questions de tranquillité et sécurité publiques.

Figure 6.5 : Interventions de la police municipale hors du cadre du CLS de Lancy (en %, 2022, données policières)



La présence visible de la police

Environ 40% des résidents de Lancy ne voient jamais de patrouilles pédestres cantonales dans leur quartier (Tableau 6.21). Près de 30% en voient moins d'une fois par mois. Les patrouilles pédestres qu'aperçoivent les résidents sont avant tout des patrouilles municipales. 33.5% en voient plusieurs fois par mois à Lancy urbain et 30.9% disent de même dans le reste de la commune. 13.5% à Lancy urbain en voient une à deux fois par semaine et 15% font de même dans le reste de Lancy. Les résidents voient pratiquement autant, et de manière aussi régulière, de patrouilles mobiles de la police municipale que de la police cantonale. Un peu plus d'un tiers en voient plusieurs fois par mois dans les deux zones.

Tableau 6.21 : Fréquence du passage des patrouilles cantonales et municipales dans les zones de Lancy par type de patrouille (en %, 2023)

	Police cantonale				Police municipale			
	Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres		Patrouilles mobiles		Patrouilles pédestres	
	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy urbain	Reste de Lancy
	%	%	%	%	%	%	%	%
Jamais	13.0	12.0	39.3	40.4	16.8	14.1	21.2	24.2
Moins d'une fois par mois	21.8	22.5	28.8	27.9	17.7	19.6	25.4	22.9
Plusieurs fois par mois	36.5	33.5	20.2	21.0	35.8	37.1	33.5	30.9

Une à deux fois par semaine	18.1	18.3	6.2	7.6	20.0	17.0	13.5	15.0
Presque tous les jours	10.6	13.7	5.5	3.1	9.7	12.2	6.4	7.0
N	255	252	177	173	257	269	245	237
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le contact avec la police

Les taux de contacts sur 5 ans avec la police cantonale sont légèrement inférieurs aujourd'hui à ce qu'ils étaient en 2020 (Tableau 6.22). Aujourd'hui, 46.1% des résidents de Lancy déclarent avoir été en contact avec la police cantonale contre 47.2% trois ans plus tôt. Les taux ont augmenté en zone urbaine de Lancy, passant de 44% en 2020 à 48.5% en 2023 ; en revanche, ils ont diminué dans le Reste de Lancy, passant de 50.1% en 2020 à 43.8% en 2023.

Les taux de contacts avec la police municipale de 2023 sont pratiquement identiques à ceux de 2020. Ils étaient de 36.3% en 2020 ; désormais, ils sont de 36.9%. Ils sont toujours un peu plus élevés dans le reste de Lancy que dans sa zone urbaine. 39.2% des résidents ont été en contact avec la police municipale sur 5 ans dans cette zone en 2023 contre 34.4% dans Lancy urbain.

Tableau 6.22 : Taux de contact avec la police cantonale et la police municipale à Lancy sur 5 ans (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale						
<i>Oui</i>	44.0	48.5	50.1	43.8	47.2	46.1
<i>Non</i>	56.0	51.5	49.9	56.2	52.8	53.9
<i>N</i>	318	295	351	315	669	610
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
<i>Oui</i>	33.9	34.4	38.6	39.2	36.3	36.9
<i>Non</i>	66.1	65.6	61.4	60.8	63.7	63.1
<i>N</i>	307	285	337	301	644	586
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La perception de la police

L'image de la police

La police cantonale bénéficie d'une bonne image à Lancy. Le taux d'approbation progresse légèrement, notamment dans la zone du Reste de la commune. Il y passe de 91.9% de résidents déclarant que la police fait du bon travail dans le quartier en 2020 à 93.3% en 2023. Dans la zone urbaine de la commune, le taux est stable à 90% environ d'approbation. Les résidents sont également positifs lorsqu'il s'agit d'évaluer le travail de la police municipale. En moyenne, 83.9% déclarent qu'elle fait du bon travail. Les taux sont plus élevés dans le Reste de Lancy où 86.9% estiment que la police municipale fait du bon travail. Dans la zone urbaine de la commune, le taux d'approbation est de 81%, en légère baisse par rapport aux 82.7% de 2020.

Tableau 6.23 : Image de la police cantonale et de la police municipale dans les quartiers selon les résidents des zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale						
<i>Bonne</i>	89.7	90.0	91.9	93.3	90.8	91.6
<i>Mauvaise</i>	10.3	10.0	8.1	6.7	9.2	8.4
<i>N</i>	262	250	283	240	545	490
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
<i>Bonne</i>	82.7	81.0	86.1	86.9	84.5	83.9
<i>Mauvaise</i>	17.3	19.0	13.9	13.1	15.5	16.1
<i>N</i>	260	247	287	236	547	483
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La satisfaction lors d'un contact avec la police

Le DLS mesure le niveau de satisfaction lors d'un contact avec la police. A l'échelon de la commune, le taux de satisfaction a progressé de près de 3 points sur trois ans. Il passe de 69.3% de satisfaits à l'occasion d'un contact avec la police cantonale en 2020 à 71.9% en 2023. Les taux sont pratiquement identiques dans les deux zones.

Le taux de satisfaits à l'occasion d'un contact avec la police municipale est de 64.4%. A l'échelon de la commune, ce taux est en progression de plus de 3 points par rapport à 2020. La progression est forte dans la zone urbaine de Lancy, passant de 53.9% de satisfaits en 2020 à 66.4% en 2023. Dans le Reste de Lancy, le taux baisse cependant. Il était de 66.9% en 2020 et il est désormais de 62.7%. Ces taux sont calculés sur des volumes de contacts relativement faibles, et sont donc à interpréter avec précaution. Il s'agit seulement de tendances en raison d'une marge d'erreur relativement élevée pour des volumes de cas aussi faibles.

Tableau 6.24 : Satisfaction lors d'un contact avec la police cantonale et la police municipale selon les résidents des zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale						
<i>Insatisfait</i>	11.4	13.3	17.6	12.3	14.9	12.8
<i>Ni satisfait, ni insatisfait</i>	20.0	14.7	12.5	15.9	15.8	15.3
<i>Satisfait</i>	68.6	72.0	69.9	71.8	69.3	71.9
<i>N</i>	140	143	176	138	316	302
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Police municipale						
<i>Insatisfait</i>	16.3	22.4	17.7	15.3	17.1	18.5
<i>Ni satisfait, ni insatisfait</i>	29.8	11.2	15.4	22.0	21.9	17.1
<i>Satisfait</i>	53.9	66.4	66.9	62.7	61.0	64.4
<i>N</i>	104	98	130	118	234	216
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La déontologie policière

En 2023, 40.2% des résidents de Lancy estiment que la police cantonale ne traite pas tout le monde de la même manière. Ce chiffre est en légère augmentation par rapport aux 37.9% enregistrés en 2020. C'est surtout dans le Reste de Lancy que l'opinion s'est infléchie sur cet aspect de la déontologie policière. 35.9% en 2020 étaient d'avis que la police ne traitait pas tout le monde de la même manière. Ce sont désormais 42.3% qui le pensent. Dans la zone urbaine de Lancy, 38.2% partagent cette opinion, soit une légère amélioration par rapport aux 40.2% de 2020.

30.6% des résidents de la zone urbaine de Lancy pensent que la police municipale ne traite pas tout le monde de la même manière contre 38.5% 3 ans plus tôt. A l'inverse, 37.3% pensent ainsi en 2023 dans le Reste de Lancy contre 31.2% 3 ans plus tôt. Généralement, les résidents considèrent que la police municipale est plus équitable que la police cantonale. A l'échelon de la commune, la différence est de 6 points.

Tableau 6.25 : L'équité de la police dans les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

Lancy urbain			Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
Même traitement	Police cantonale					
	59.8	61.8	64.1	57.7	62.1	59.8
	40.2	38.2	35.9	42.3	37.9	40.2
	N	259	251	276	341	535
	Total	100%	100%	100%	100%	100%
Même traitement	Police municipale					
	61.5	69.4	68.8	62.7	65.3	66.0
	38.5	30.6	31.2	37.3	34.7	34.0
	N	247	235	263	236	510
	Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les attentes des résidents en matière de police

Les préférences en matière de présence policière

Dans l'ordre des préférences des résidents de Lancy, les patrouilles pédestres et l'intervention d'urgence par la police cantonale sont au coude à coude. 45% souhaitent en priorité des patrouilles pédestres et 44.5% souhaitent plutôt une intervention rapide pour les urgences par la police cantonale. Les différences entre les zones sont faibles. On note l'augmentation assez forte d'une demande pour un poste de police dans la zone du Reste de la commune, qui passe de 7.1% en 2020 à 13.8% en 2023.

Une analyse plus poussée des données montre que la préférence pour les patrouilles pédestres est étroitement liée au sentiment d'insécurité ainsi qu'à certaines incivilités dont, au premier chef, les trottinettes circulant dangereusement sur les trottoirs et, dans une moindre mesure, au harcèlement de rue. Globalement, plus les résidents se sentent en insécurité le soir, plus ils considèrent que la sécurité est la problématique principale à Genève, plus ils voient des engins roulant dangereusement sur les trottoirs ou encore des groupes irrespectueux s'appropriant des espaces communs, et plus, dans ces cas, ils aimeraient voir des patrouilles pédestres dont l'objectif serait alors de rassurer et de prévenir ces incivilités. Ce sont souvent également les personnes plus vulnérables à ces problématiques, les personnes âgées en priorité, qui souhaitent le plus ce type de patrouilles.

Tableau 6.26 : Les préférences en matière de présence policière selon les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy	
	2020	2023	2020	2023	2020	2023
	%	%	%	%	%	%
<i>Patrouilles à pied ou à vélo</i>	45.7	47.3	41.4	42.8	43.5	45.0
<i>Police-secours</i>	44.1	45.6	51.5	43.4	47.9	44.5
<i>Poste de police de quartier</i>	10.2	7.1	7.1	13.8	8.6	10.5
<i>N</i>	303	294	338	297	651	591
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités cantonales

En matière de préférences thématiques pour la police cantonale, les priorités des résidents sont passablement différentes selon la zone dans laquelle ils habitent. Si dans les deux zones de Lancy, la lutte contre les agressions physiques et la violence est la priorité numéro 1, dans la zone urbaine de Lancy, la lutte contre la délinquance juvénile (16.8%), la lutte contre les cambriolages (16.8%) et la lutte contre la drogue (16%) paraissent aussi importantes aux yeux des résidents.

Ce n'est pas le cas dans le Reste de Lancy. Dans cette zone, la lutte contre les cambriolages arrive en deuxième position (18.8%), suivie de la répression des infractions routières (12.5%). La problématique de la drogue et celle de la délinquance juvénile y semblent plus marginales alors qu'elles sont importantes à Lancy urbain.

Bien que les chiffres du DLS 2020 ne soient pas entièrement comparables du fait que les options proposées dans le sondage ont été substantiellement modifiées en 2023, on constate néanmoins une augmentation assez importante dans la zone urbaine de Lancy de demandes pour lutter contre la drogue et les scènes de drogue. En 2020, 11.7% souhaitaient que la police cantonale s'attache en priorité à lutter contre cette problématique. En 2023, ils sont 16% à le faire.

En 2023, la lutte contre le harcèlement de rue est mentionnée par 7.2% des résidents de Lancy comme la priorité cantonale. Ce sont avant tout les femmes de 15-34 ans qui placent cette lutte en tête de liste. 17.4% d'entre elles le font. 25.7% des femmes de cette catégorie d'âge placent aussi la lutte contre les agressions physiques et la violence en tête de leurs priorités pour la police cantonale.

Tableau 6.27 : Les priorités thématiques pour la police cantonale selon les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy
	2020	2023	2020	2023	2023
	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre la criminalité</i>	50.3	-	50.6	-	-
<i>La lutte contre les cambriolages et les autres vols</i>	-	16.8	-	18.8	17.8
<i>La lutte contre les agressions physiques et la violence</i>	-	19.1	-	23.0	21.2
<i>La lutte contre la drogue et les scènes de drogue</i>	11.7	16.0	9.0	9.6	12.8
<i>La poursuite des infractions routières</i>	5.0	7.8	8.4	12.5	10.2
<i>La prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires</i>	4.7	4.1	8.4	4.8	4.4
<i>La prévention et la répression de la délinquance juvénile</i>	12.7	16.8	9.6	9.9	13.3
<i>La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers</i>	1.3	0.4	1.6	1.5	0.9
<i>La lutte contre la criminalité financière</i>	1.3	0.4	1.2	0.4	0.4
<i>La lutte contre les délits sur internet</i>	2.7	1.5	1.9	3.7	2.6
<i>La lutte contre le bruit</i>	6.0	7.1	7.1	5.1	6.1
<i>La répression de la mendicité</i>	4.3	3.7	2.2	2.6	3.1
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	6.3	-	8.1	7.2
<i>N</i>	299	268	322	272	540
<i>Total</i>	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les priorités municipales

S'agissant des priorités municipales, là aussi les chiffres entre les deux éditions du DLS ne sont pas entièrement comparables du fait que la liste des options à disposition des répondants au sondage a été modifiée en 2023. Alors que l'édition du DLS de 2020 ne détaillait pas beaucoup les incivilités, celle de 2023 le fait en proposant des options de réponses nouvelles comme « la lutte contre le bruit des établissements publics », « des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers ». D'autres options sur le harcèlement de rue, la prévention de la délinquance de rue et la prévention de la délinquance juvénile ont également été ajoutées.

A Lancy, les avis sont assez disparates en matière de priorités municipales. Cinq thématiques apparaissent comme prioritaires : la lutte contre l'incivilité (13.4%), la prévention des vols et des cambriolages (13%), la prévention de la délinquance de rue (12.5%), la prévention de la délinquance juvénile (11.4%) et la lutte contre le harcèlement de rue (9.6%). La lutte contre le harcèlement de rue de même que la prévention des vols et cambriolages sont plus souvent mentionnées dans le Reste de Lancy que dans sa

zone urbaine. Dans la zone urbaine de la commune, la lutte contre les incivilités et la prévention de la délinquance de rue sont les deux priorités les plus souvent citées par les résidents.

Tableau 6.28 : Les priorités thématiques des résidents pour la police municipale selon les zones de Lancy (en %, 2020-2023)

	Lancy urbain		Reste de Lancy		Lancy
	2020	2023	2020	2023	2023
	%	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	33.0	14.2	29.1	12.4	13.4
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	2.3	7.9	1.2	4.9	6.4
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	-	1.4	-	1.1	1.3
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	36.8	10.8	46.8	15.1	13.0
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	12.5	7.2	6.4	4.2	5.7
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	-	12.3	-	10.6	11.4
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	4.3	2.2	4.3	3.2	2.7
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	-	4.3	-	7.1	5.7
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routière)</i>	7.2	6.5	9.8	8.1	7.3
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	-	7.2	-	8.8	8.0
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	-	7.6	-	11.7	9.6
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	-	14.1	-	11	12.5
<i>La répression de la mendicité</i>	3.9	4.3	2.4	1.8	3.0
N	304	277	327	283	560
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le genre et les priorités thématiques municipales

Le prochain tableau (Tableau 6.29) présente les souhaits en matière de thématiques municipales des résidents de Lancy selon le genre (et l'âge). Les chiffres varient peu en fonction du genre si ce n'est pour le harcèlement de rue. Pour les femmes, la lutte contre le harcèlement de rue figure en tête des priorités au même titre que la lutte contre l'incivilité. Pour les hommes, la prévention des vols et cambriolages ainsi que la prévention de la délinquance de rue sont les deux priorités numéro 1.

Les chiffres pour les femmes de 15-34 ans sont également présentés dans ce tableau. La lutte contre le harcèlement se détache nettement comme la grande priorité des femmes de cette catégorie d'âge. 27.5% (et même 53.2% pour les femmes de 15-24 ans)

souhaitent que ce soit la priorité de la police municipale. Les personnes de plus de 64 ans sont généralement plus sensibles aux incivilités que les autres. 17.5% souhaitent que la police municipale s'attache en priorité à lutte contre elles. Elles sont également plus sensibles à la problématique de la salubrité publique (12.3%) ainsi qu'à la sécurité des piétons (12.2%).

Tableau 6.29 : Les priorités pour la police municipale en fonction du genre, pour les femmes de 15-34 ans et pour les seniors à Lancy (en %, 2023)

	Homme	Femme	Femme 15-34 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%
<i>La lutte contre l'incivilité</i>	13.2	13.2	8.9	17.5
<i>La lutte contre le bruit dans les espaces public, parcs et places</i>	6.0	6.8	5.0	10.2
<i>La lutte contre le bruit des établissements publics</i>	1.5	1.0	1.0	2.0
<i>La prévention des vols et cambriolages</i>	15.1	11.2	7.9	11.2
<i>La répression de la consommation de drogues</i>	5.3	6.1	5.0	4.1
<i>La prévention de la délinquance juvénile</i>	10.2	12.5	11.9	7.1
<i>La lutte contre les abandons d'objets encombrants sur la voie publique</i>	1.9	3.1	5.0	2.0
<i>Le maintien de la salubrité publique</i>	6.4	5.1	5.0	12.3
<i>La poursuite des infractions à la circulation routière (en 2016 : le contrôle régulier de la circulation routière)</i>	8.7	6.4	6.9	5.1
<i>Des actions pour renforcer la sécurité des piétons face aux autres usagers</i>	8.3	7.8	4.0	12.2
<i>La lutte contre le harcèlement de rue</i>	5.7	13.3	27.5	0.0
<i>La prévention de la délinquance de rue</i>	15.4	9.8	10.9	10.2
<i>La répression de la mendicité</i>	2.3	3.7	1.0	6.1
N	265	295	101	98
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les solutions pratiques à l'insécurité

Les résidents se déclarant insécurisés dans certaines zones dans le canton ont également proposé des solutions pour améliorer les conditions de sécurité dans ces zones. Le Tableau 6.30 présente les suggestions par zone à Lancy. Les solutions préférées à l'échelon communale sont une plus grande présence policière cantonale (36.9%) et municipale (37.9%) ainsi que des caméras de surveillance (30.4%), la répression de la vente et/ou consommation de drogue (34.1%), le renvoi des délinquants étrangers (29.2%) et plus d'éclairage public (29.5%). Les caméras de surveillance sont plus souvent mentionnées à Lancy urbain (35.9%) de même que la répression de la drogue (38.7%), l'éclairage (31.7%) et le renvoi des délinquants étrangers (34.4%). Dans

le Reste de Lancy, on note surtout une forte demande pour une plus grande présence de la police municipale (37.3%).

Tableau 6.30 : Solutions à l'insécurité dans les zones de Lancy (en %, réponses multiples, 2023)

	Lancy urbain	Reste de Lancy	Lancy
	%	%	%
Plus de présence de policiers municipaux	38.5	37.3	37.9
Plus de présence de policiers cantonaux	40.9	33.0	36.9
Plus de répression de la vente et/ou consommation de drogue	38.7	29.4	34.1
Plus de caméras de surveillance	35.9	25.0	30.4
Plus d'éclairage	31.7	27.2	29.5
Le renvoi des délinquants étrangers	34.4	24.1	29.2
Une intervention plus rapide de la police cantonale aux appels d'urgence	28.3	21.0	24.6
Un suivi approprié par la police municipale suite à un appel	24.8	21.9	23.3
Plus de prévention par des acteurs sociaux, les correspondants de nuit, les travailleurs sociaux	19.8	25.1	22.4
Plus d'activités sociales, culturelles, sportives de voisinage pour favoriser la cohésion sociale	21.4	23.5	22.4
Plus de répression des infractions liées à la circulation et la mobilité	18.3	14.2	16.2
Plus de nettoyages de la ville et des communes	15.2	13.0	14.1
Moins de présence de policiers	0.3	2.2	1.2

Source : Sondage

Recommandations locales du DLS

En matière de petite et moyenne criminalité, Lancy est proche des taux constatés à Meyrin et Vernier et participe à la baisse de ce type de criminalité depuis une dizaine d'années. Lancy progresse également dans sa lutte contre les incivilités qui, à de rares exceptions près, sont en baisse si l'on se fie au constat qu'en font les résidents. Le recul est parfois important, comme pour la problématique de la consommation de drogue dans la rue. 57.6% des résidents en constataient en 2020 ; ils ne sont plus que 45.5% à le faire en 2023. Le phénomène des violences verbales et bagarres dans la rue est également en diminution. 52.9% en constataient en 2020 ; 39.7% le font désormais. Grâce à ces dynamiques, le sentiment d'insécurité baisse et la qualité de vie progresse dans la commune.

Appliquer les recommandations générales, en particulier dans la zone urbaine

Les recommandations générales du DLS pour le canton s'appliquent également à Lancy, prioritairement dans la zone urbaine de Lancy. L'usage de trottinettes et autres engins

circulant dangereusement sur les trottoirs est en hausse à Lancy. Comme ailleurs dans le canton, ces incivilités dérangent fortement les résidents de la commune et tout particulièrement les seniors et les femmes.

Lancy fait également face à un taux de prévalence du harcèlement de rue supérieur à la moyenne cantonale. Le taux est légèrement plus élevé dans la zone urbaine de Lancy (25.5%) que dans le Reste de Lancy (23.6%). Cette problématique est en partie responsable du sentiment d'insécurité dans la zone urbaine et la lutte contre ce phénomène figure en tête des priorités souhaitées par les femmes pour la police municipale.

Recommandation 1 : En priorité, appliquer les recommandations générales du DLS en matière de lutte contre les agressions et les violences, la délinquance juvénile, l'usage incivil des engins de mobilité douce et la lutte contre le harcèlement de rue.

La drogue reste une priorité des résidents

Bien que la problématique de la drogue soit en recul à Lancy, les résidents de Lancy urbain estiment que la répression de la vente et la consommation de drogues dans la rue est susceptible d'améliorer la sécurité dans la commune. C'est la mesure la plus fréquemment citée à Lancy urbain (38.7%), après une augmentation de la présence de policiers cantonaux (40.9%). Les résidents de Lancy urbain sont également d'avis que c'est à la police cantonale de traiter en priorité ce problème. La lutte contre la drogue et les scènes de drogue figure parmi les quatre thématiques que les résidents souhaiteraient voir traitées par la police cantonale en priorité. 16% des résidents le souhaitent contre 11.7% trois ans plus tôt.

L'objectif est d'identifier les éventuels lieux de concentration de vente et de consommation de drogues sur l'espace public lancéen. Ici également, la portée et l'articulation du dispositif peut varier selon la stratégie d'intervention. Il se peut qu'une présence de la police judiciaire pour des enquêtes apporte des réponses au niveau local sans que le citoyen n'observe une présence massive de policiers.

Toutefois, cette présence, cantonale et municipale, sera à l'évidence nécessaire à plus long terme pour maintenir et consolider la perception que le territoire n'est pas laissé à l'abandon.

Recommandation 2 : Déployer des opérations de la police cantonale de lutte contre la drogue et les scènes de drogue à Lancy et plus particulièrement à Lancy urbain et assurer ensuite une présence de la police municipale.

La violence, la délinquance juvénile, la délinquance de rue et les incivilités comme priorités

Même si les violences verbales et les bagarres sont de moins en moins souvent constatées par les résidents à Lancy, que les volumes de délits contre l'intégrité des personnes diminuent depuis le pic de 2013 dans la commune et que ces taux se situent

dans la moyenne des zones urbaines comparables à Genève, les résidents de Lancy, y compris de la zone du Reste de Lancy, ont des attentes fortes en matière de lutte contre les agressions physiques et la violence. C'est la grande priorité dans la commune. Dans la zone urbaine de Lancy, la lutte contre la délinquance et la lutte contre les vols et les cambriolages arrivent en deuxième position dans l'ordre de priorités en matière de thématiques cantonales. Les incivilités, la délinquance de rue et la délinquance juvénile sont des thématiques prioritaires auxquelles les résidents de Lancy urbain souhaiteraient voir également la police municipale s'atteler. L'analyse de ces phénomènes doit être approfondie et renouvelée régulièrement afin de planifier des opérations et cibler la présence policière et nécessite un travail en partenariat avec les acteurs de la prévention pour trouver des solutions à long terme.

Recommandation 3 : Insérer la lutte contre les agressions physiques et la violence et la délinquance juvénile dans les objectifs prioritaires du CLS de Lancy.

Des attentes en matière de visibilité de la police municipale

En matière de présence policière sous forme de patrouilles pédestres, celles-ci ne sont pas très fréquentes selon les résidents. 19.9% des résidents de Lancy urbain en voient au moins une fois par semaine tandis que 22% des résidents du Reste de la commune en aperçoivent à ce rythme. Les patrouilles pédestres cantonales sont rares à Lancy (environ 10% dans les deux zones en voient au moins une fois par semaine dans leur quartier). En Ville de Genève, à Carouge et à Meyrin, les patrouilles pédestres sont beaucoup plus fréquentes. Et ce type de patrouille correspond à une demande notamment de la zone urbaine de Lancy. 47.3% des résidents de ce territoire en souhaitent contre 45.6% pour les secours d'urgence et 7.1% pour les postes de quartier. Dans le Reste de la commune, 42.8% souhaitent des patrouilles pédestres, 13.8% accordent leur préférence à un poste de quartier et 43.4% souhaitent avant tout une intervention rapide sur appel. Notons aussi pour finir que les résidents de Lancy souhaitent en priorité une plus grande présence de policiers municipaux sur le terrain et qu'ils jugent que c'est la meilleure solution aux problèmes de sécurité rencontrés dans la commune.

L'enjeu, comme cela a été déjà souligné pour d'autres recommandations, consiste à analyser les attentes, ainsi que les données plus objectives, afin d'orienter les patrouilles avec des objectifs ciblés :

Recommandation 4 : Augmenter la présence policière municipale sur le terrain notamment à travers des patrouilles pédestres en priorité dans l'espace le plus urbanisé de la commune.

7. Table des matières détaillée

TABLE DES MATIÈRES.....	2
1. VILLE DE GENÈVE	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	3
INTRODUCTION.....	6
LE CONTEXTE DES ZONES.....	8
<i>Le profil sociodémographique des zones.....</i>	<i>8</i>
<i>La cohésion sociale.....</i>	<i>8</i>
<i>Le contrôle social.....</i>	<i>9</i>
<i>La qualité de vie</i>	<i>10</i>
LA SÉCURITÉ.....	11
<i>La petite et moyenne criminalité à Genève.....</i>	<i>11</i>
<i>Le harcèlement de rue.....</i>	<i>14</i>
<i>Les incivilités.....</i>	<i>15</i>
<i>Les accidents de la circulation.....</i>	<i>17</i>
L’ACTION POLICIÈRE.....	17
<i>Les opérations de police</i>	<i>17</i>
<i>Les interventions sur appel au 117.....</i>	<i>17</i>
<i>Les interventions de la police municipale de Genève</i>	<i>22</i>
<i>La présence visible de la police.....</i>	<i>23</i>
LA PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ	26
<i>Le niveau de sécurité</i>	<i>26</i>
<i>La note de la sécurité à Genève</i>	<i>27</i>
<i>Le sentiment d’insécurité</i>	<i>28</i>
LA PERCEPTION DE LA POLICE.....	30
<i>L’image de la police.....</i>	<i>30</i>
<i>La satisfaction lors du contact.....</i>	<i>32</i>
<i>La déontologie policière</i>	<i>33</i>
LES ATTENTES DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE POLICE	35
<i>Les préférences des résidents en matière de présence policière</i>	<i>35</i>
<i>Les priorités cantonales.....</i>	<i>36</i>
<i>Les priorités municipales.....</i>	<i>39</i>
<i>Les solutions pratiques à l’insécurité.....</i>	<i>41</i>
RECOMMANDATIONS LOCALES DU DLS	43
<i>Un territoire marqué par les incivilités et la demande d’intervention de police</i>	<i>43</i>
<i>La drogue : un phénomène visible et dérangeant.....</i>	<i>44</i>
<i>Harcèlement de rue : une priorité dans ce territoire</i>	<i>45</i>
2. VERNIER	46
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	46
INTRODUCTION.....	48
LE CONTEXTE DES ZONES.....	50
<i>Le profil sociodémographique des zones.....</i>	<i>50</i>
<i>La cohésion sociale.....</i>	<i>51</i>
<i>Le contrôle social.....</i>	<i>52</i>
<i>La qualité de vie</i>	<i>53</i>
LA SÉCURITÉ.....	54
<i>La petite et moyenne criminalité.....</i>	<i>54</i>
<i>Harcèlement de rue.....</i>	<i>56</i>
<i>Les incivilités.....</i>	<i>57</i>

<i>Les accidents de la route</i>	60
L'ACTION DE LA POLICE	60
<i>Les interventions sur appel au 117</i>	60
<i>Les interventions de la police municipale de Vernier</i>	62
<i>La présence visible policière</i>	64
<i>Le contact avec la police</i>	66
LA PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ	67
<i>La sécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents</i>	67
<i>Le sentiment d'insécurité</i>	68
<i>Les lieux jugés moins sûrs à Vernier</i>	69
LA PERCEPTION DE LA POLICE	71
<i>L'image de la police</i>	71
<i>La satisfaction lors d'un contact avec la police</i>	71
<i>La déontologie policière</i>	72
LES ATTENTES DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE POLICE	73
<i>Les préférences des résidents en matière de présence policière</i>	73
<i>Les priorités cantonales</i>	74
<i>Les priorités municipales</i>	75
<i>Les solutions pratiques à l'insécurité</i>	77
RECOMMANDATIONS LOCALES DU DLS	79
<i>La présence policière : une priorité dans le Croissant urbain pour rassurer et cibler notamment la délinquance juvénile, les incivilités et les violences</i>	79
<i>Les incivilités liées à la mobilité douce en ligne de mire</i>	80
<i>Harcèlement de rue : une recommandation générale à prioriser à Vernier</i>	80
3. MEYRIN	81
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	81
INTRODUCTION	84
CONTEXTE	85
<i>Le profil sociodémographique des zones de Meyrin</i>	85
<i>La cohésion sociale</i>	86
<i>Le contrôle social</i>	86
<i>La qualité de vie</i>	87
LA SÉCURITÉ	88
<i>La petite et moyenne criminalité</i>	88
<i>Le harcèlement de rue</i>	90
<i>Les incivilités</i>	91
<i>Les accidents de la circulation</i>	93
L'ACTION DE LA POLICE	94
<i>Les interventions sur appel au 117</i>	94
<i>Les interventions de la police municipale</i>	98
<i>La présence visible de la police</i>	100
<i>Le contact avec la police</i>	101
LA PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ	102
<i>Les préoccupations principales des résidents</i>	102
<i>Le sentiment d'insécurité</i>	103
<i>La note de la sécurité</i>	107
LA PERCEPTION DE LA POLICE	108
<i>L'image de la police</i>	108
<i>La déontologie policière</i>	110
LES ATTENTES DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE POLICE	110
<i>Les préférences des résidents en matière de présence policière</i>	110
<i>Priorités cantonales</i>	111

<i>Priorités municipales</i>	112
<i>Les solutions pratiques à l'insécurité</i>	114
RECOMMANDATIONS LOCALES DU DLS	115
<i>Une présence policière municipale payante</i>	115
<i>Les craintes et les attentes des femmes</i>	115
4. CAROUGE	117
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	117
INTRODUCTION ET CONTEXTE	120
<i>Le profil sociodémographique des zones</i>	120
<i>La cohésion sociale</i>	121
<i>Le contrôle social</i>	122
<i>La qualité de vie</i>	123
LA SÉCURITÉ.....	123
<i>La petite et moyenne criminalité</i>	123
<i>Le harcèlement de rue</i>	126
<i>L'incivilité</i>	127
<i>Les accidents de la route</i>	129
L'ACTION POLICIÈRE.....	130
<i>Les interventions sur appel au 117</i>	130
<i>Les interventions de la police municipale</i>	131
<i>La présence visible de la police</i>	135
<i>Contact avec la police</i>	136
LA PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ	137
<i>Le sentiment d'insécurité à Carouge</i>	137
<i>Les quartiers abritant des lieux peu sûrs</i>	138
<i>Les causes du sentiment d'insécurité</i>	139
<i>La note de la sécurité à Carouge</i>	140
LA PERCEPTION DE LA POLICE.....	141
<i>L'image de la police</i>	141
<i>La déontologie policière</i>	142
LES DEMANDES EN MATIÈRE DE PRESTATIONS POLICIÈRES	143
<i>Les préférences en matière de présence policière</i>	143
<i>Les priorités cantonales</i>	143
<i>Les priorités municipales</i>	144
<i>Les solutions pratiques à l'insécurité</i>	147
RECOMMANDATIONS LOCALES DU DLS	148
<i>Harcèlement de rue : une priorité aussi à carouge</i>	148
<i>Une action nécessaire concentrée sur les Tours de Carouge</i>	148
5. PLAN-LES-OUATES	150
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	150
INTRODUCTION.....	153
LE CONTEXTE.....	154
<i>Le profil sociodémographique des zones</i>	154
<i>La cohésion sociale</i>	155
<i>Le contrôle social</i>	156
<i>La qualité de vie</i>	157
LA SÉCURITÉ.....	157
<i>La petite et moyenne criminalité</i>	157
<i>Le harcèlement de rue</i>	159
<i>L'incivilité</i>	160
<i>Les accidents de la circulation</i>	162

L'ACTION DE LA POLICE.....	162
<i>Les interventions sur appel au 117.....</i>	162
<i>Les interventions de la police municipale.....</i>	165
<i>La présence visible de la police.....</i>	167
<i>Le contact avec la police.....</i>	168
LA PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ.....	169
<i>Les préoccupations principales des résidents.....</i>	169
<i>Le sentiment d'insécurité.....</i>	171
<i>La note de la sécurité.....</i>	173
LA PERCEPTION DE LA POLICE.....	173
<i>L'image de la police.....</i>	173
<i>La satisfaction lors d'un contact avec la police.....</i>	174
<i>L'équité de la police.....</i>	175
LES ATTENTES DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE POLICE.....	177
<i>Les préférences en matière de présence policière.....</i>	177
<i>Les priorités cantonales.....</i>	177
<i>Les priorités municipales.....</i>	179
<i>Les solutions pratiques à l'insécurité.....</i>	181
RECOMMANDATIONS LOCALES DU DLS.....	184
<i>D'un contexte "villageois" vers un contexte plus urbain.....</i>	184
6. LANCY.....	186
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	186
INTRODUCTION.....	189
LE CONTEXTE URBAIN.....	190
<i>Le contexte sociodémographique des zones.....</i>	190
<i>La cohésion sociale.....</i>	191
<i>Le contrôle social.....</i>	191
<i>La qualité de vie.....</i>	192
LA SECURITE.....	194
<i>La petite et moyenne criminalité.....</i>	194
<i>Le harcèlement de rue.....</i>	197
<i>L'incivilité.....</i>	197
<i>Les accidents de la circulation.....</i>	199
LA PERCEPTION DE LA SECURITE.....	200
<i>Le sentiment d'insécurité à Lancy.....</i>	200
<i>La note de la sécurité.....</i>	200
<i>Les causes du sentiment d'insécurité.....</i>	201
<i>Les types de lieux insécurisants.....</i>	203
L'ACTION POLICIÈRE.....	204
<i>Les interventions sur appel au 117.....</i>	204
<i>Les interventions de la police municipale.....</i>	207
<i>La présence visible de la police.....</i>	209
<i>Le contact avec la police.....</i>	210
LA PERCEPTION DE LA POLICE.....	211
<i>L'image de la police.....</i>	211
<i>La satisfaction lors d'un contact avec la police.....</i>	211
<i>La déontologie policière.....</i>	212
LES ATTENTES DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE POLICE.....	213
<i>Les préférences en matière de présence policière.....</i>	213
<i>Les priorités cantonales.....</i>	214
<i>Les priorités municipales.....</i>	215
<i>Le genre et les priorités thématiques municipales.....</i>	216

	<i>Les solutions pratiques à l'insécurité.....</i>	<i>217</i>
	RECOMMANDATIONS LOCALES DU DLS	218
	<i>Appliquer les recommandations générales, en particulier dans la zone urbaine</i>	<i>218</i>
	<i>La drogue reste une priorité des résidents.....</i>	<i>219</i>
	<i>La violence, la délinquance juvénile, la délinquance de rue et les incivilités comme priorités</i>	<i>219</i>
	<i>Des attentes en matière de visibilité de la police municipale.....</i>	<i>220</i>
7.	TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE	221
8.	TABLE DES ILLUSTRATIONS	226

8. Table des illustrations

TABEAU 1.1 : SOCIODEMOGRAPHIE DES ZONES DE GENEVE (2022).....	8
TABEAU 1.2 : EVOLUTION DE LA COHESION SOCIALE DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2010-2023)	9
TABEAU 1.3 : COHESION SOCIALE PAR ZONE DANS LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023).....	9
TABEAU 1.4 : EVOLUTION DU CONTROLE SOCIAL POUR INCIVILITES DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2010-2023) ...	10
TABEAU 1.5 : CONTROLE SOCIAL POUR INCIVILITES DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023).....	10
TABEAU 1.6 : QUALITE DE VIE DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2010-2023)	11
TABEAU 1.7 : QUALITE DE VIE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	11
TABEAU 1.8 : PETITE ET MOYENNE CRIMINALITE, INFRACTIONS CONTRE LES BIENS ET INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES SELON LES ZONES EN VILLE DE GENEVE (2022)	13
TABEAU 1.9 : PREVALENCE DU HARCELEMENT DE RUE SUR 5 ANS EN VILLE DE GENEVE (EN %, 2020-2023).....	14
TABEAU 1.10 : PREVALENCE DU HARCELEMENT DE RUE SUR 5 ANS DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023).....	14
TABEAU 1.11 : PREVALENCE DU HARCELEMENT DE RUE SUR 5 ANS EN VILLE DE GENEVE SELON LE GENRE ET L'AGE (EN %, 2023)	15
TABEAU 1.12 : TAUX D'EXPOSITION D'INCIVILITES DANS LES NOUVELLES ZONES D'ETUDE DE LA VILLE DE GENEVE ET LEUR EVOLUTION DANS LA ZONE PEV (EN %, 2013-2023)	16
TABEAU 1.13 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS SUR APPEL SELON LA CAUSE DE L'INTERVENTION DANS LES TROIS ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2022, DONNEES POLICIERES).....	20
TABEAU 1.14 : POURCENTAGE DE RESIDENTS CONSTATANT DES PATROUILLES CANTONALES ET MUNICIPALES SELON LE TYPE DE PATROUILLE (EN %, 2007-2023)	23
TABEAU 1.15 : EVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE PAR TYPE DE PATROUILLE DANS LA ZONE PEV ET TAUX DE COUVERTURES DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE EN 2023 (TAUX, 2010-2023)	24
TABEAU 1.16 : FREQUENCE DU CONSTAT DES PATROUILLES DE LA POLICE CANTONALE PAR TYPE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	25
TABEAU 1.17 : FREQUENCE DU CONSTAT DES PATROUILLES DE LA POLICE MUNICIPALE PAR TYPE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	25
TABEAU 1.18 : LE TAUX DE RESIDENTS ESTIMANT QUE LA SECURITE EST LE PROBLEME NUMERO DE GENEVE SELON LES ZONES (EN %, 2023)	26
TABEAU 1.19 : PROBLEMES PRIORITAIRES DANS L'ORDRE DES PREOCCUPATIONS DES RESIDENTS SELON LES ZONES DE GENEVE (EN %, 2023)	27
TABEAU 1.20 : NOTATION DU NIVEAU DE SECURITE DANS LES ZONES DE GENEVE ET SUR UNE ECHELLE DE 10 (2023).....	28
TABEAU 1.21 : SENTIMENT D'INSECURITE DANS LES ZONES DE GENEVE (EN %, 2023)	29
TABEAU 1.22 : EVOLUTION DE L'IMAGE DE LA POLICE CANTONALE DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2007-2023)....	30
TABEAU 1.23 : EVOLUTION DE L'IMAGE DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2016-2023)....	30
TABEAU 1.24 : IMAGE DE LA POLICE CANTONALE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	31
TABEAU 1.25 : IMAGE DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023).....	31
TABEAU 1.26 : LA SATISFACTION LORS D'UN CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE SELON LES RESIDENTS DES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	33
TABEAU 1.27 : LA SATISFACTION LORS D'UN CONTACT AVEC LA POLICE MUNICIPALE SELON LES RESIDENTS DES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	33
TABEAU 1.28 : EVOLUTION PAR ZONE DE L'OPINION SUR L'EQUITE DE LA POLICE CANTONALE DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2010-2023)	34
TABEAU 1.29 : EVOLUTION PAR ZONE DE L'OPINION SUR L'EQUITE DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (2016-2023).....	34
TABEAU 1.30 : L'OPINION SUR L'EQUITE DE LA POLICE CANTONALE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	35
TABEAU 1.31 : L'OPINION SUR L'EQUITE DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023).....	35
TABEAU 1.32 : EVOLUTION DES PREFERENCES EN MATIERE DE PRESENCE POLICIERE DANS LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2007-2023)	36
TABEAU 1.33 : PREFERENCES EN MATIERE DES PRESENCE POLICIERE DANS LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	36
TABEAU 1.34 : EVOLUTION DES PRIORITES THEMATIQUES DONT LA POLICE CANTONALE DEVRAIT S'OCCUPER SELON LES RESIDENTS DE LA ZONE PEV LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2013-2023)	37
TABEAU 1.35 : PRIORITES THEMATIQUES POUR LA POLICE CANTONALE SELON LES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	38

TABLEAU 1.36 : ÉVOLUTION DES THÉMATIQUES PRIORITAIRES DONT LA POLICE MUNICIPALE DEVRAIT S'occUPER SELON LES RESIDENTS DE LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2013-2023)	39
TABLEAU 1.37 : THÉMATIQUES PRIORITAIRES DONT LA POLICE MUNICIPALE DEVRAIT S'occUPER SELON LES RESIDENTS DES ZONES DE LA VILLE DE GENEVE (EN %, 2023)	40
TABLEAU 1.38 : LES PRIORITÉS THÉMATIQUES POUR LA POLICE MUNICIPALE SELON LE GENRE EN VILLE DE GENÈVE (EN %).....	41
TABLEAU 1.39 : LES SOLUTIONS PRECONISEES PAR LES RESIDENTS A L'INSECURITE PAR ZONE (EN %, 2023, REPONSES MULTIPLES)	42
TABLEAU 2.1 : SOCIODEMOGRAPHIE DES ZONES DE LA COMMUNE DE VERNIER.....	50
TABLEAU 2.2 : ÉVOLUTION DE LA COHESION SOCIALE DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	52
TABLEAU 2.3 : ÉVOLUTION DU CONTROLE SOCIAL POUR LES CAMBRIOLAGES DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE VERNIER (EN %, REPONSES MULTIPLES, 2010-2023).....	52
TABLEAU 2.4 : ÉVOLUTION DU CONTROLE SOCIAL POUR LES INCIVILITES DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	53
TABLEAU 2.5 : ÉVOLUTION DE LA QUALITE DE VIE DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	53
TABLEAU 2.6 : ÉVOLUTION DE LA PETITE ET MOYENNE CRIMINALITE (EVENEMENTS) DANS LA COMMUNE DE VERNIER (2007- 2022)	54
TABLEAU 2.7 : ÉVOLUTION DES DELITS CONTRE LES BIENS DANS LA COMMUNE DE VERNIER (2007- 2022).....	55
TABLEAU 2.8 : ÉVOLUTION DES DELITS CONTRE LES PERSONNES DANS LA COMMUNE DE VERNIER (2007- 2022).....	55
TABLEAU 2.9 : PREVALENCE DE LA VICTIMISATION EN MATIERE DE HARCELEMENT DE RUE SUR 5 ANS DANS LES ZONES DE VERNIER ET LE GENRE (EN %, 2020-2023)	57
TABLEAU 2.10 : ÉVOLUTION DES TAUX D'EXPOSITION AUX INCIVILITES PAR ZONE ET PAR TYPE A VERNIER (2013-2023)	59
TABLEAU 2.11 : LES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 DANS LES ZONES DE VERNIER PAR TYPE (EN %, 2007-2022).....	61
TABLEAU 2.12 : ÉVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE DES PATROUILLES DE POLICE DANS LES ZONES DE VERNIER PAR TYPE DE PATROUILLE (EN %, 2010-2023)	65
TABLEAU 2.13 : FREQUENCE DES PATROUILLES MOBILES ET PEDESTRES DE LA POLICE CANTONALE DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2023)	65
TABLEAU 2.14 : FREQUENCE DES PATROUILLES MOBILES ET PEDESTRES DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2023)	66
TABLEAU 2.15 : ÉVOLUTION DE LA FREQUENCE DU CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SUR 5 ANS AU SEIN DES ZONES DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	66
TABLEAU 2.16 : LES PREOCCUPATION PRINCIPALES DES RESIDENTS DE VERNIER PAR ZONE (EN %, 2023)	67
TABLEAU 2.17 : PROFIL SOCIODEMOGRAPHIQUE DES RESIDENTS DE VERNIER QUI PLACENT L'INSECURITE EN TETE DE LEURS PREOCCUPATIONS SELON LA ZONE (EN %, 2023).....	68
TABLEAU 2.18 : ÉVOLUTION DES LIEUX JUGES MOINS SURS PAR LES RESIDENTS DE VERNIER (2013-2023)	70
TABLEAU 2.19 : ESTIMATION DU NIVEAU DE SECURITE DANS LA COMMUNE SELON LES RESIDENTS DES QUARTIERS ET DES ZONES (MOYENNES, 2016-2023)	70
TABLEAU 2.20 : ÉVOLUTION DE L'IMAGE DE LA POLICE CANTONALE ET DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	71
TABLEAU 2.21 : ÉVOLUTION DE LA SATISFACTION LORS D'UN CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE CES DERNIERS 5 ANS DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	72
TABLEAU 2.22 : ÉVOLUTION DE L'OPINION SUR LA DEONTOLOGIE POLICIERE DANS LES DEUX ZONES DE VERNIER SELON LE TYPE DE POLICE (EN %, 2010-2023)	73
TABLEAU 2.23 : ÉVOLUTION DE L'OPINION DES RESIDENTS SUR LES PRESTATIONS PRIORITAIRES DE LA POLICE DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	74
TABLEAU 2.24 : ÉVOLUTION DES SOUHAITS DES RESIDENTS EN MATIERE DE PRIORITES POUR LA POLICE CANTONALE DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2013-2023)	75
TABLEAU 2.25 : ÉVOLUTION DES SOUHAITS DES RESIDENTS EN MATIERE DE PRIORITES POUR LA POLICE MUNICIPALE DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2013-2023)	76
TABLEAU 2.26 : LES PRIORITES DE LA POLICE MUNICIPALE SELON L'AGE DES REpondANTS (EN %, 2023)	77
TABLEAU 2.27 : LES SOLUTIONS A L'INSECURITE SELON LA ZONE, LE SEXE ET L'AGE A VERNIER (EN %, REPONSES MULTIPLES, 2023)	78
TABLEAU 3.1 : CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE DES ZONES DE MEYRIN (2022)	86
TABLEAU 3.2 : ÉVOLUTION DE LA COHESION SOCIALE DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE MEYRIN (EN %, 2013-2023)	86
TABLEAU 3.3 : PROBABILITE QUE LES VOISINS INTERVIENDRAIENT AU CAS OU DES ADOLESCENTS VENAIENT A IMPORTUNER UN ADULTE (EN %, 2013-2023)	87
TABLEAU 3.4 : ÉVOLUTION DU CONTROLE SOCIAL POUR CAMBRIOLAGES SELON LES ZONES DE MEYRIN (EN %, REPONSES MULTIPLES, 2013-2023)	87

TABLEAU 3.5 : ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE VIE DANS LES ZONES DE MEYRIN (EN %, 2013-2023)	88
TABLEAU 3.6 : ÉVOLUTION DE LA PETITE ET MOYENNE CRIMINALITÉ (ÉVÉNEMENTS) DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE MEYRIN (VOLUME, TAUX POUR 1'000 HAB., 2007-2022)	89
TABLEAU 3.7 : ÉVOLUTION DES DÉLITS CONTRE LES BIENS DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE MEYRIN (VOLUME, TAUX POUR 1'000 HAB., 2007-2022)	89
TABLEAU 3.8 : ÉVOLUTION DES DÉLITS CONTRE LES PERSONNES DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE MEYRIN (VOLUME, TAUX POUR 1'000 HAB., 2007-2022)	89
TABLEAU 3.9 : PRÉVALENCE DU HARCELEMENT DE RUE SUR 5 ANS SELON LE GENRE ET LA ZONE DE MEYRIN AINSI QUE POUR LES FEMMES DE 15-34 ANS (EN %, 2023)	91
TABLEAU 3.10 : PRÉVALENCE DU HARCELEMENT DE RUE SUR 5 ANS À MEYRIN (EN %, 2020-2023)	91
TABLEAU 3.11 : ÉVOLUTION DES TAUX D'EXPOSITION AUX INCIVILITÉS PAR ZONE ET TYPE À MEYRIN (EN %, 2013-2023)	92
TABLEAU 3.12 : LES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 DANS LES ZONES DE MEYRIN (VOLUMES, TAUX POUR 1'000 HAB. ET PROPORTIONS SELON LA SITUATION PROVOQUANT L'INTERVENTION, 2013-2022)	98
TABLEAU 3.13 : ÉVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE DES PATROUILLES DE POLICE DANS LES ZONES DE MEYRIN PAR TYPE DE PATROUILLE (EN %, 2013-2023)	101
TABLEAU 3.14 : FRÉQUENCE DES PATROUILLES DE POLICE PAR TYPE ET ORIGINE DANS LES ZONES DE MEYRIN (EN %, 2023)	101
TABLEAU 3.15 : TAUX DE CONTACTS SUR 5 ANS AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE PAR ZONE ET PAR ÉDITION DU DLS (EN %, 2013-2023)	102
TABLEAU 3.16 : LES PRÉOCCUPATIONS PRINCIPALES À GENEVE SELON LES RÉSIDENTS PAR ZONE (EN %, 2023)	103
TABLEAU 3.17 : ÉVOLUTION DU SENTIMENT D'INSECURITE DANS LES ZONES DE MEYRIN (EN %, 2013-2023)	103
TABLEAU 3.18 : LES LIEUX SITUÉS À MEYRIN JUGÉS INSECURISANTS SELON LES RÉSIDENTS DE MEYRIN RESPECTIVEMENT (EN %, 2016- 2023)	104
TABLEAU 3.19 : LES CAUSES DE L'INSECURITE RESSENTIE DANS LES ENDROITS PEU SÛRS À GENEVE SELON LES RÉSIDENTS DE MEYRIN PAR ZONE ET GENRE (EN %, 2020-2023)	105
TABLEAU 3.20 : LES TYPES DE LIEUX JUGÉS MOINS SÛRS À GENEVE SELON LES RÉSIDENTS DES DEUX ZONES DE MEYRIN ET LE GENRE (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2023)	106
TABLEAU 3.21 : LA SECURITE DANS LA COMMUNE DE MEYRIN NOTÉE PAR LES HABITANTS SUR UNE ÉCHELLE DE 10 (10 ÉTANT LA MEILLEURE NOTE POSSIBLE) (2016-2023)	107
TABLEAU 3.22 : IMAGE DE LA POLICE CANTONALE ET DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES ZONES DE MEYRIN (EN %, 2013-2023)	108
TABLEAU 3.23 : ÉVOLUTION DE LA SATISFACTION LORS DU CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SELON LES ZONES DE MEYRIN (EN %, 2013-2023)	109
TABLEAU 3.24 : ÉVOLUTION DE L'OPINION DES RÉSIDENTS SUR L'APPLICATION DU PRINCIPE DÉONTOLOGIQUE DE L'ÉQUITÉ PAR LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SELON LES ZONES DE MEYRIN (EN %, 2013-2023)	110
TABLEAU 3.25 : ÉVOLUTION DU SOUHAIT DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE PRÉSENCE POLICIÈRE SELON LA ZONE (EN %, 2013-2023)	111
TABLEAU 3.26 : ÉVOLUTION DES SOUHAITS EN MATIÈRE DE PRIORITÉS THÉMATIQUES POUR LA POLICE CANTONALE PAR ZONE (EN %, 2013- 2023)	112
TABLEAU 3.27 : ÉVOLUTION DES SOUHAITS DES RÉSIDENTS EN MATIÈRE DE PRIORITÉS POUR LA POLICE MUNICIPALE DANS LES ZONES DE MEYRIN (EN %, 2013-2023)	113
TABLEAU 3.28 : SOLUTIONS À L'INSECURITE DANS LES ZONES DE MEYRIN (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2023)	114
TABLEAU 4.1 : SOCIODÉMOGRAPHIE DES ZONES DE LA COMMUNE DE CAROUGE (2022)	121
TABLEAU 4.2 : LA COHÉSION SOCIALE DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	121
TABLEAU 4.3 : ÉVOLUTION DU CONTRÔLE SOCIAL (CRIMINALITÉ) DANS LES ZONES DE CAROUGE (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2016- 2023)	122
TABLEAU 4.4 : ÉVOLUTION DU CONTRÔLE SOCIAL (INCIVILITÉ) DANS LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	123
TABLEAU 4.5 : ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE VIE DANS LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	123
TABLEAU 4.6 : ÉVOLUTION DE LA PETITE ET MOYENNE CRIMINALITÉ DANS LA COMMUNE DE CAROUGE (VOLUMES ANNUELS, TAUX POUR 1'000 HAB., 2007- 2022)	124
TABLEAU 4.7 : ÉVOLUTION DES DÉLITS CONTRE LES BIENS DANS LA COMMUNE DE CAROUGE (VOLUMES ANNUELS, TAUX POUR 1'000 HAB., 2007- 2022)	124
TABLEAU 4.8 : ÉVOLUTION DES DÉLITS CONTRE LES PERSONNES DANS LA COMMUNE DE CAROUGE (VOLUMES ANNUELS, TAUX POUR 1'000 HAB., 2007- 2022)	125
TABLEAU 4.9 : ÉVOLUTION DE LA PRÉVALENCE DE LA VICTIMISATION EN MATIÈRE DE HARCELEMENT DE RUE SUR 5 ANS À CAROUGE (EN %, 2020-2023)	126

TABLEAU 4.10 : PRÉVALENCE DE LA VICTIMISATION EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT DE RUE SUR 5 ANS DANS LES ZONES DE CAROUGE SELON LE GENRE ET POUR LES FEMMES DE 15-34 ANS (EN %, 2023)	126
TABLEAU 4.11 : PRÉVALENCE DE LA VICTIMISATION EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT DE RUE SUR 5 ANS SELON LE GENRE, L'ÂGE, LE STATUT PROFESSIONNEL ET LA ZONE (EN %, CAROUGE, 2023, DONNÉES SONDAGE)	127
TABLEAU 4.12 : EVOLUTION DES TAUX D'EXPOSITION AUX INCIVILITÉS PAR TYPE DANS LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023) ...	128
TABLEAU 4.13 : LES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 DANS LES ZONES DE CAROUGE PAR TYPE (VOLUME, TAUX POUR 1'000 HAB. ET PROPORTIONS PAR TYPE D'AFFAIRE, 2016-2022)	130
TABLEAU 4.14 : EVOLUTION DE LA COUVERTURE DES PATROUILLES DE POLICE DANS LES ZONES DE CAROUGE PAR TYPE DE PATROUILLE (EN %, 2016-2023)	135
TABLEAU 4.15 : FRÉQUENCE DES PATROUILLES DE LA POLICE CANTONALE ET DE LA POLICE MUNICIPALE PAR TYPE SELON LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2023)	136
TABLEAU 4.16 : EVOLUTION DES TAUX DE CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SUR 5 ANS (EN %, 2016-2023)	137
TABLEAU 4.17 : EVOLUTION DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DANS LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	137
TABLEAU 4.18 : PROFIL DES INSÉCURISÉS À CAROUGE (EN %, 2023)	138
TABLEAU 4.19 : LES LIEUX JUGÉS MOINS SÛRS SITUÉS À CAROUGE SELON LES RÉSIDENTS DU CANTON ET DE LA COMMUNE (EN %, 2016-2023)	138
TABLEAU 4.20 : LES ENDROITS À GENÈVE POUVANT ÊTRE PEU SÛRS SELON LES RÉSIDENTS DE CAROUGE ET LE GENRE (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2023)	139
TABLEAU 4.21 : LES CAUSES DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ À CAROUGE SELON LES ZONES ET LE GENRE (EN %, 2023)	140
TABLEAU 4.22 : EVOLUTION DE L'ESTIMATION DU NIVEAU DE SÉCURITÉ DANS LA COMMUNE DE CAROUGE SELON LES QUARTIERS ET LES ZONES DE CAROUGE (2016-2023) (ÉCHELLE DE 1 À 10)	141
TABLEAU 4.23 : EVOLUTION DE L'IMAGE DE LA POLICE CANTONALE ET DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES QUARTIERS SELON LES RÉSIDENTS DES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	142
TABLEAU 4.24 : EVOLUTION DE L'OPINION SUR L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT PAR LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SELON LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	142
TABLEAU 4.25 : EVOLUTION DES PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE PRÉSENCE POLICIÈRE SELON LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	143
TABLEAU 4.26 : EVOLUTION DES PRIORITÉS THÉMATIQUES POUR LA POLICE CANTONALE SELON LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	144
TABLEAU 4.27 : EVOLUTION DES PRIORITÉS THÉMATIQUES POUR LA POLICE MUNICIPALE SELON LES ZONES DE CAROUGE (EN %, 2016-2023)	145
TABLEAU 4.28 : PRIORITÉS THÉMATIQUES SOUHAITÉES PAR LES RÉSIDENTS DE CAROUGE POUR LEUR POLICE MUNICIPALE SELON LE GENRE ET L'ÂGE (EN %, 2023)	146
TABLEAU 4.29 : LES SOLUTIONS À L'INSÉCURITÉ DANS LES ZONES DE CAROUGE (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2023)	147
TABLEAU 5.1 : SOCIODÉMOGRAPHIE DES ZONES DE LA COMMUNE DE PLAN-LES-OUATES	155
TABLEAU 5.2 : LA COHÉSION SOCIALE DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	156
TABLEAU 5.3 : LE CONTRÔLE SOCIAL (CRIMINALITÉ) DANS LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2016-2023)	156
TABLEAU 5.4 : LE CONTRÔLE SOCIAL DANS LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	157
TABLEAU 5.5 : LA QUALITÉ DE VIE DANS LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	157
TABLEAU 5.6 : PETITE ET MOYENNE CRIMINALITÉ (ÉVÉNEMENTS) DANS LA COMMUNE DE PLAN-LES-OUATES SELON LA ZONE (2007-2022)	158
TABLEAU 5.7 : INFRACTIONS CONTRE LES BIENS DANS LA COMMUNE DE PLAN-LES-OUATES SELON LA ZONE (2007- 2022)	158
TABLEAU 5.8 : INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES DANS LA COMMUNE DE PLAN-LES-OUATES SELON LA ZONE (2007- 2022)	158
TABLEAU 5.9 : PRÉVALENCE DU HARCÈLEMENT DE RUE SUR 5 ANS À PLAN-LES-OUATES (EN %, 2020, 2023)	159
TABLEAU 5.10 : PRÉVALENCE DU HARCÈLEMENT DE RUE SUR 5 ANS SELON LES ZONES, LE GENRE ET POUR LES FEMMES DE 15-34 ANS (EN %, 2023)	160
TABLEAU 5.11 : EVOLUTION DES TAUX D'EXPOSITION AUX INCIVILITÉS PAR TYPE DANS LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	161
TABLEAU 5.12 : LES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 DANS LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES PAR TYPE (2016-2022)	163
TABLEAU 5.13 : LA COUVERTURE DES PATROUILLES DE POLICE DANS LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES PAR TYPE DE PATROUILLE (2016-2023)	167

TABLEAU 5.14 : FRÉQUENCE DES PATROUILLES DE POLICE SELON LA FORME DE PATROUILLE (EN %, 2023)	168
TABLEAU 5.15 : TAUX DE CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SUR 5 ANS (EN %, 2016-2023).....	169
TABLEAU 5.16 : LA SÉCURITÉ COMME PRÉOCCUPATION PRINCIPALE (EN %, 2016-2023)	170
TABLEAU 5.17 : LES PRÉOCCUPATIONS PRINCIPALES DES RÉSIDENTS DE PLAN-LES-OUATES PAR ZONE (EN %, 2023)	170
TABLEAU 5.18 : LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DANS LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023).....	171
TABLEAU 5.19 : LES LIEUX JUGÉS MOINS SÛRS SITUÉS À PLAN-LES-OUATES SELON LES RÉSIDENTS DE LA COMMUNE (EN %, 2016-2023)	172
TABLEAU 5.20 : ESTIMATION DU NIVEAU DE SÉCURITÉ DANS LA COMMUNE SELON LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (2016-2023) (ÉCHELLE ÉTALONNÉE DE 1 À 10)	173
TABLEAU 5.21 : IMAGE DE LA POLICE CANTONALE ET DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES QUARTIERS SELON LES RÉSIDENTS DES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	174
TABLEAU 5.22 : LA SATISFACTION LORS D'UN CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SELON LES RÉSIDENTS DES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	175
TABLEAU 5.23 : ÉVOLUTION DE L'OPINION SUR L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT PAR LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SELON LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	176
TABLEAU 5.24 : PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE PRÉSENCE POLICIÈRE SELON LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2016-2023)	177
TABLEAU 5.25 : PRIORITÉS THÉMATIQUES POUR LA POLICE CANTONALE SELON LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (2016-2023)	179
TABLEAU 5.26 : PRIORITÉS THÉMATIQUES POUR LA POLICE MUNICIPALE SELON LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (2016-2020)	180
TABLEAU 5.27 : PRIORITÉS THÉMATIQUES POUR LA POLICE MUNICIPALE SELON LE GENRE ET POUR LES FEMMES DE 15-34 ANS (EN %, 2023)	181
TABLEAU 5.28 : SOLUTIONS À L'INSÉCURITÉ SELON LES ZONES DE PLAN-LES-OUATES (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2023)	182
TABLEAU 5.29 : SOLUTIONS À L'INSÉCURITÉ SELON LE GENRE À PLAN-LES-OUATES (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2023)	183
TABLEAU 6.1 : SOCIODÉMOGRAPHIE DES ZONES DE LA COMMUNE DE LANCY	191
TABLEAU 6.2 : LA COHESION SOCIALE DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	191
TABLEAU 6.3 : LE CONTRÔLE SOCIAL (INCIVILITÉ) DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023).....	192
TABLEAU 6.4 : LE CONTRÔLE SOCIAL (CRIMINALITÉ) DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2020-2023)	192
TABLEAU 6.5 : LA QUALITÉ DE VIE DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	193
TABLEAU 6.6 : LES PROBLÈMES LES PLUS PRÉOCCUPANTS À GENEVE SELON LES ZONES DE LANCY (EN %, 2023)	193
TABLEAU 6.7 : LA SÉCURITÉ COMME PREMIÈRE PRÉOCCUPATION À GENEVE SELON LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	194
TABLEAU 6.8 : ÉVOLUTION DE LA PETITE ET MOYENNE CRIMINALITÉ (ÉVÉNEMENTS) DANS LA COMMUNE DE LANCY (VOLUMES ET TAUX POUR 1'000 HABITANTS, 2007-2022).....	194
TABLEAU 6.9 : ÉVOLUTION DE LA PETITE ET MOYENNE CRIMINALITÉ (ÉVÉNEMENTS) DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE LANCY (2007-2022)	195
TABLEAU 6.10 : ÉVOLUTION DES DÉLITS CONTRE LES BIENS DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE LANCY (2007- 2022)	195
TABLEAU 6.11 : ÉVOLUTION DES DÉLITS CONTRE LES PERSONNES DANS LES ZONES DE LA COMMUNE DE LANCY (2007- 2022)	196
TABLEAU 6.12 : LE HARCELEMENT DE RUE SELON LE GENRE ET POUR LES FEMMES DE LA CATÉGORIE D'ÂGE DES 15-34 ANS DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, 2023)	197
TABLEAU 6.13 : ÉVOLUTION DES TAUX D'EXPOSITION AUX INCIVILITÉS PAR TYPE DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023).....	198
TABLEAU 6.14 : LE SENTIMENT D'INSECURITE DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	200
TABLEAU 6.15 : LES LIEUX JUGÉS MOINS SÛRS SITUÉS À LANCY SELON LES RÉSIDENTS DE LANCY (EN %, 2020-2023)	200
TABLEAU 6.16 : ESTIMATION DU NIVEAU DE SÉCURITÉ DANS LE CANTON ET LA COMMUNE DE LANCY SELON LES ZONES DE LANCY (2020 ET 2023) (ÉCHELLE ÉTALONNÉE DE 1 À 10).....	201
TABLEAU 6.17 : LES CAUSES DE L'INSECURITE SELON LES ZONES, LE GENRE ET POUR LES FEMMES DE 15-34 ANS (EN %, 2023)	202
TABLEAU 6.18 : LES LIEUX INSECURISANTS À GENEVE SELON LES RÉSIDENTS DES ZONES DE LANCY (EN %, RÉPONSES MULTIPLES, 2023).....	203
TABLEAU 6.19 : LES LIEUX LES PLUS INSÉCURISANTS SELON LE GENRE ET L'ÂGE (EN %, 2023)	204
TABLEAU 6.20 : LES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 DANS LES ZONES DE LANCY PAR TYPE (2016-2022)	205
TABLEAU 6.21 : FRÉQUENCE DU PASSAGE DES PATROUILLES CANTONALES ET MUNICIPALES DANS LES ZONES DE LANCY PAR TYPE DE PATROUILLE (EN %, 2023)	209
TABLEAU 6.22 : TAUX DE CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE À LANCY SUR 5 ANS (EN %, 2020-2023).....	210
TABLEAU 6.23 : IMAGE DE LA POLICE CANTONALE ET DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LES QUARTIERS SELON LES RÉSIDENTS DES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	211
TABLEAU 6.24 : SATISFACTION LORS D'UN CONTACT AVEC LA POLICE CANTONALE ET LA POLICE MUNICIPALE SELON LES RÉSIDENTS DES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023).....	212

TABEAU 6.25 : L'EQUITE DE LA POLICE DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023).....	213
TABEAU 6.26 : LES PREFERENCES EN MATIERE DE PRESENCE POLICIERE SELON LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	214
TABEAU 6.27 : LES PRIORITES THEMATIQUES POUR LA POLICE CANTONALE SELON LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	215
TABEAU 6.28 : LES PRIORITES THEMATIQUES DES RESIDENT POUR LA POLICE MUNICIPALE SELON LES ZONES DE LANCY (EN %, 2020-2023)	216
TABEAU 6.29 : LES PRIORITES POUR LA POLICE MUNICIPALE EN FONCTION DU GENRE, POUR LES FEMMES DE 15-34 ANS ET POUR LES SENIORS A LANCY (EN %, 2023)	217
TABEAU 6.30 : SOLUTIONS A L'INSECURITE DANS LES ZONES DE LANCY (EN %, REPONSES MULTIPLES, 2023).....	218

FIGURE 1.1 : EVOLUTION DES VOLUMES DE PETITE ET MOYENNE CRIMINALITE EN VILLE DE GENEVE (2007-2022, DONNEES POLICIERES)	12
FIGURE 1.2 : EVOLUTION DES ACCIDENTS DE LA ROUTE AVEC BLESSES EN VILLE DE GENEVE (VOLUMES, DONNEES POLICIERES)	17
FIGURE 1.3 : EVOLUTION DES VOLUMES D'INTERVENTIONS DANS LA VILLE DE GENEVE (VOLUMES, 2010-2022, DONNEES POLICIERES) ..	18
FIGURE 1.4 : TAUX ANNUEL D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 POUR 1'000 HABITANTS PAR ZONE DE LA VILLE DE GENEVE (TAUX POUR 1'000 HAB, 2022, DONNEES POLICIERES).....	19
FIGURE 1.5 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 SELON LES TAUX D'INTERVENTIONS PAR ZONE (EN %, 2022, DONNEES POLICIERES).....	19
FIGURE 1.6 : DISTRIBUTION DU VOLUME D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 SELON LEUR MOTIF EN VILLE DE GENEVE (EN %, 2022, DONNEES POLICIERES)	20
FIGURE 1.7 : INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DÉLÉGUÉES DANS LE CADRE DU CLS DE LA VILLE DE GENÈVE (EN %, 2022, DONNÉES POLIÉRIES)	22
FIGURE 1.8 : DISTRIBUTION DU VOLUME D'INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA VILLE DE GENEVE HORS CADRE DU CLS (EN %, 1 ^{ER} MARS AU 31 DECEMBRE 2022, DONNEES POLICIERES).....	23
FIGURE 1.9 : EVOLUTION DES TAUX DE RESIDENTS ESTIMANT QUE LA SECURITE EST LE PROBLEME NO 1 DU CANTON DANS LA ZONE PEV DE GENEVE (EN %, 2010-2023, DONNEES SONDAGE)	26
FIGURE 1.10 : EVOLUTION DU SENTIMENT D'INSECURITE DE LA ZONE PEV DE LA VILLE DE GENEVE (2007-2023, DONNEES SONDAGE) ..	28
FIGURE 1.11 : LE SENTIMENT D'INSECURITE EN FONCTION DU GENRE ET DE L'AGE EN VILLE DE GENEVE (EN%, 2023, DONNEES SONDAGE)	29
FIGURE 1.12 : TAUX DE SATISFAITS AVEC LE TRAVAIL DE LA POLICE CANTONALE EN FONCTION DU GENRE ET DE L'AGE (EN %, 2023, DONNEES SONDAGE).....	32
FIGURE 1.13 : TAUX DE SATISFAITS AVEC LE TRAVAIL DE LA POLICE MUNICIPALE EN FONCTION DU GENRE ET DE L'AGE (EN %, 2023, DONNEES SONDAGE).....	32
FIGURE 2.1 : STATUT FAMILIAL DES RÉPONDANTS DANS LES DEUX ZONES DE VERNIER (EN %, SONDAGE 2023)	51
FIGURE 2.2 : PREVALENCE DE LA VICTIMISATION EN MATIERE DE HARCELEMENT DE RUE A VERNIER SELON LE GENRE (EN %, 2023)	57
FIGURE 2.3 : EVOLUTION DU VOLUME D'ACCIDENTS AVEC BLESSES A VERNIER DEPUIS 2001 (DONNEES POLICIERES).....	60
FIGURE 2.4 : DISTRIBUTION COMPAREE DES MOTIFS D'INTERVENTION SUR APPEL AU 117 DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, DONNEES POLICIERES).....	62
FIGURE 2.5 : INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DÉLÉGUÉES DANS LE CADRE DU CLS DE VERNIER (EN %, 2022, DONNÉES POLIÉRIES).....	63
FIGURE 2.6 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE VERNIER EN 2022 HORS CLS (EN %, PÉRIODE DU 1 MARS 2022 AU 31 DÉCEMBRE 2022, DONNÉES POLIÉRIES)	64
FIGURE 2.7 : EVOLUTION DU TAUX D'INSECURISES DANS LES ZONES DE VERNIER (EN %, 2010-2023)	68
FIGURE 2.8 : LE SENTIMENT D'INSECURITE SELON LE GENRE ET L'AGE A VERNIER (EN %, 2023)	69
FIGURE 3.1: EVOLUTION DES VOLUMES ANNUELS D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION AVEC BLESSES A MEYRIN (VOLUMES, 2001-2022, DONNEES POLICIERES).....	94
FIGURE 3.2 : EVOLUTION COMPAREE DES TAUX ANNUELS D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 A MEYRIN ET DANS LE CANTON (TAUX ANNUELS POUR 1'000 HABITANTS, DONNEES POLICIERES)	95
FIGURE 3.3 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS POLICIERES SUR APPEL AU 117 SELON LA CAUSE DE L'INTERVENTION A MEYRIN (2022, DONNEES POLICIERES)	96
FIGURE 3.4 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE MEYRIN DANS LE CADRE DU CLS (EN %, 2022, DONNEES POLICIERES).....	99
FIGURE 3.5 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE MEYRIN HORS CADRE CLS (EN %, 2022, DONNEES POLICIERES).....	100

FIGURE 3.6 : TAUX DE RESIDENTS DE MEYRIN DECLARANT ETRE INSECURISES AUX ABORDS ET DANS LES GARES OU ARRETS DE TRANSPORTS PUBLICS A GENEVE (EN %, SONDAGE 2023).....	107
FIGURE 4.1 : TAUX DE RÉSIDENTS FORTEMENT DÉRANGÉS PAR LES ENGINS CIRCULANT DANGEREUSEMENT SUR LES TROTTOIRS TELS QUE LES TROTTOINETTES, SKATEBOARDS, ROLLERS, ETC. (EN %, CAROUGE, 2023, DONNÉES SONDAGE)	129
FIGURE 4.2 : EVOLUTION DU VOLUME D'ACCIDENTS DE LA ROUTE AVEC BLESSÉS ANNUEL À CAROUGE DEPUIS 2001 (DONNÉES POLICIÈRES)	129
FIGURE 4.3 : DISTRIBUTION PAR ZONE DES INTERVENTIONS POLICIÈRES SUR APPEL AU 117 À CAROUGE (EN %, 2023, DONNÉES POLICIÈRES).....	131
FIGURE 4.4 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE CAROUGE DANS LE CADRE DU CLS (EN %, 2022, DONNÉES POLICIÈRES).....	132
FIGURE 4.5 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE CAROUGE HORS CADRE CLS (EN %, MARS-DECEMBRE 2022, DONNÉES POLICIÈRES)	133
FIGURE 5.1 : EVOLUTION DU VOLUME ANNUEL DES ACCIDENTS DE LA ROUTE AVEC BLESSÉS À PLAN-LES-OUATES DEPUIS 2001	162
FIGURE 5.2 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 EN FONCTION DE LEURS CAUSES PAR TYPE À PLAN-LES-OUATES (2022, DONNÉES POLICIÈRES)	164
FIGURE 5.3 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE PAR DÉLÉGATION DANS LE CADRE DU CLS DE PLAN-LES-OUATES (EN %, 2022, DONNÉES POLICIÈRES)	166
FIGURE 5.4 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE PLAN-LES-OUATES MENÉES HORS DU CADRE DU CLS SELON LA CAUSE DE L'INTERVENTION (EN %, 2022, DONNÉES POLICIÈRES)	166
FIGURE 5.5 : TAUX D'INSÉCURISÉS SELON L'ÂGE ET LE GENRE À PLAN-LES-OUATES (EN %, 2023).....	172
FIGURE 5.6 : TAUX DE RÉSIDENTS ESTIMANT QUE LA POLICE MUNICIPALE NE TRAITE PAS TOUT LE MONDE DE LA MÊME MANIÈRE SELON LE GENRE À PLAN-LES-OUATES (EN %, 2023)	177
FIGURE 5.7 : TAUX DE RÉSIDENTS MENTIONNANT L'AMÉLIORATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC COMME SOLUTION À L'INSÉCURITÉ À PLAN-LES-OUATES SELON LE GENRE ET L'ÂGE (EN %, 2023).....	184
FIGURE 6.1 : EVOLUTION DE DEGRE DE DERANGEMENT DES TROTTOINETTES ET AUTRES ENGINS CIRCULANT DANGEREUSEMENT SUR LES TROTTOIRS PAR ZONE DE LANCY (EN %, 2020-2023)	199
FIGURE 6.2 : EVOLUTION DU VOLUME ANNUEL D'ACCIDENTS DE LA ROUTE AVEC BLESSÉS A LANCY DEPUIS 2001 (DONNÉES POLICIÈRES).....	199
FIGURE 6.3 : LES INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 DANS LES ZONES DE LANCY EN 2022 (EN %, DONNÉES POLICIÈRES)	207
FIGURE 6.4 : DISTRIBUTION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LE CADRE DU CLS (EN %, 2022, DONNÉES POLICIÈRES)	208
FIGURE 6.5 : INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE HORS DU CADRE DU CLS DE LANCY (EN %, 2022, DONNÉES POLICIÈRES)	209
 CARTE 1.1 : LES ANCIENNES ZONES DU DLS DE GENEVE AVEC LA DELIMITATION DE LA ZONE PEV	7
CARTE 1.2 : LES NOUVELLES ZONES DU DLS 2023 DE GENEVE.....	7
CARTE 1.3 : VOLUME MENSUEL MOYEN DE LA PMC À L'HECTARE EN 2022	13
CARTE 1.4 : VOLUME MENSUEL MOYEN D'INTERVENTIONS SUR APPELS AU 117 À L'HECTARE EN 2022	21
CARTE 2.1 LES DEUX ZONES D'ÉTUDE DE VERNIER.....	49
CARTE 2.2 : VOLUME MENSUEL MOYEN DE LA PMC À L'HECTARE EN 2022	56
CARTE 2.3 : VOLUME MENSUEL MOYEN D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 À L'HECTARE EN 2022.....	61
CARTE 3.1 : ZONES D'ÉTUDE DE MEYRIN.....	85
CARTE 3.2 : VOLUME MENSUEL MOYEN DE LA PMC À L'HECTARE EN 2022	90
CARTE 3.3 : VOLUME MENSUEL MOYEN D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 À L'HECTARE EN 2022.....	96
CARTE 4.1 : LES DEUX ZONES D'ÉTUDE DU DLS À CAROUGE.....	120
CARTE 4.2 : VOLUME MENSUEL MOYEN DE LA PMC À L'HECTARE EN 2022	125
CARTE 4.3 : VOLUME MENSUEL MOYEN D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 À L'HECTARE EN 2022	134
CARTE 5.1 : ZONES D'ÉTUDE DE PLAN-LES-OUATES.....	154
CARTE 5.2 : VOLUME MENSUEL MOYEN DE LA PMC À L'HECTARE EN 2022	159
CARTE 5.3 : VOLUME MENSUEL MOYEN D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 À L'HECTARE EN 2022	165
CARTE 6.1 : ZONES D'ÉTUDE DE LANCY	190
CARTE 6.2 : VOLUME MENSUEL MOYEN DE LA PMC À L'HECTARE EN 2022	196
CARTE 6.3 : VOLUME MENSUEL MOYEN D'INTERVENTIONS SUR APPEL AU 117 À L'HECTARE EN 2022	206